

...s, papiers
ocuments vieux
ant en parchemin
le vénérable Chapitre
triale de la Ville de Grasse,
chits, Rangés par siècles,
es différentes (de couleurs,
voir ceux de Grasse dans

2014 - N° 206

RECHERCHES

ALPES-MARITIMES

ET CONTRÉES LIMITROPHES

RÉGIONALES



CONSEIL GÉNÉRAL
ALPES-MARITIMES

SOMMAIRE

La surveillance des instituteurs dans les Alpes-Maritimes 1919-1939

Par Youssouf Abderemane

P. 1

La ville et la décoration publique.
L'Italie fasciste entre suggestions rationalistes et choix autoritaires. La construction urbaine et le cosmopolitisme

Par Ettore Janulardo

P. 18

Vie et mort du *Petit Niçois* des années Trente.
Vocation et destins. Albert Lejeune (1885-1945),
Raymond Patenôtre (1900-1951)

Par Suzanne Cervera

P. 32

Comptes-rendus bibliographiques

P. 120

RECHERCHES REGIONALES

Alpes-Maritimes

et

Contrées limitrophes

55e année

2014

Juillet-Septembre

N° 206

ISSN 2105-2891

**LA SURVEILLANCE DES
INSTITUTEURS DANS LES
ALPES-MARITIMES 1919-1939**

Youssef ABDEREMANE

La Grande Guerre, l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en Russie, le congrès de Tours restent des événements majeurs qui ont changé le paysage politique en France. Les Alpes-Maritimes, ont subi l'influence du communisme, conséquence de la scission du parti socialiste lors du congrès de Tours en 1920. La majorité des adhérents de la SFIO des Alpes-Maritimes adopte l'idéologie léniniste et rejoint l'Internationale communiste. Ainsi se trouvent séparés les socialistes, minoritaires, et les communistes. Comme l'analyse à juste titre Jean-Rémy Bézas :

« *Le groupement politique à l'issue du congrès du parti socialiste unifié à Tours en décembre 1920 prenant le nom de la fédération communiste des Alpes-Maritimes, est l'héritier de la fédération socialiste constituée en 1906 dans le département, premier véritable groupe structuré et rattaché à un organisme central à se réclamer du socialisme dans les Alpes-Maritimes* »¹.

Parmi les militants communistes les plus influents dans la région figurent des instituteurs qui sont surveillés par les pouvoirs publics des Alpes-Maritimes dans l'Entre-Deux-Guerres. Pour parvenir à mener à bien cette analyse, des sources conservées aux Archives départementales et communales sont une base de données de grande importance fournissant des informations précieuses pour cette recherche. Le dossier du cabinet du préfet, intitulé « *instructions, enquêtes sur le personnel enseignant et les activités politiques. La presse syndicale des enseignants laïcs de 1919 à 1939* » constitue un outil important de renseignements sur la politique des instituteurs, surtout sur le syndicalisme enseignant. Il faut également consulter les ouvrages spécialisés sur l'histoire de l'Éducation.

En premier lieu nous évoquerons le portrait des instituteurs. Nous analyserons l'engagement politique des maîtres et maîtresses d'écoles après la Grande Guerre à l'échelle nationale. Nous verrons quelles étaient leurs activités politiques et leurs revendications. Pourquoi une telle radicalisation de ces instituteurs et institutrices, qui risquaient de mettre en péril leur fonction ? Enfin nous devons nous intéresser à la surveillance : quelle forme était utilisée pour surveiller les instituteurs ? Quelles en étaient les conséquences ?

I- Portrait des instituteurs

Nous avons pu identifier, au sein de notre population d'enseignants, un groupe de 25 instituteurs appréhendés ou révoqués par les autorités préfectorales ou par l'inspecteur d'académie. Nous tenterons trois portraits successifs. D'abord celui du profil des instituteurs syndiqués, puis celui des instituteurs communistes qui ont constitué la majorité du groupe et enfin nous étudierons le profil des instituteurs non communistes qui ont exercé des responsabilités dans la vie syndicale.

1-Le profil des instituteurs syndiqués

Ce sont donc 25 instituteurs et institutrices qui ont été, à un moment ou à un autre, signalés à l'administration préfectorale et académique en raison de leur engagement syndical.

D'abord 70 % de notre groupe d'instituteurs sont des hommes. Au sein de la population d'instituteurs syndiqués, nous trouvons seulement trois femmes. La première est une institutrice militante communiste très engagée², les deux autres, sans s'engager en

¹ Jean-Rémy Bézas, *Le Communisme dans les Alpes-Maritimes 1919-1939*, Nice, Serre, 1998, p. 11.

² Madeleine Faraut (1899-1993), née à L'Escarène, adhère au Parti communiste français en 1921. Institutrice dans les Alpes-Maritimes, elle est responsable du Syndicat de l'enseignement laïque (CGTU) et secrétaire de l'UL de Nice de 1930 et 1932. De 1928 à 1930, elle est secrétaire aux relations internationales des groupes féministes laïques. Elle milite au Syndicat national des instituteurs et participe dans sa classe au renouveau de la pédagogie développée par Célestin Freinet. Secrétaire départementale de l'Union des Femmes françaises de

politique, ont suivi tout simplement leurs maris militants communistes syndiqués. À titre d'illustration, une institutrice exerçant sa fonction à Mouans-Sartoux a été déplacée parce que son mari était communiste³. En 1930, l'âge moyen de notre groupe d'instituteurs est de 32 ans. En 1939, l'âge moyen de ces instituteurs est passé à 41 ans. Dans ce groupe, trois seulement sont normaliens, et peu de ces responsables syndicaux finissent leur carrière comme directeur d'école. « *Le militantisme n'a pas été ici le puissant ascenseur social qu'on imagine si volontiers aujourd'hui* »⁴. La répression qui s'abat sur ces militants de la première heure ralentit les carrières car les instituteurs syndiqués suscitent la méfiance du ministère de l'Intérieur, de l'administration préfectorale et de l'Inspection académique. Leur présence dans les Alpes-Maritimes ne présente pas une implantation importante. Ces militants ne se distinguent ni par leur origine socioprofessionnelle, ni par le profil de carrière, et pas beaucoup plus par le statut de normalien. Ces instituteurs sont majoritairement affectés dans des villages. Même si on peut en déduire que le nombre important d'instituteurs syndiqués exerçant leur fonction à la campagne s'explique par la volonté de l'administration qui ne souhaite pas favoriser la présence de ces éléments politisés dans les villes. À 70 %, ils sont nés dans les villages, 80 % sont natifs des Alpes-Maritimes. Les 20 % restants sont nés dans le Var ou dans les Basses-Alpes (actuelles Alpes-de-Haute-Provence). Notre petit échantillon d'instituteurs est constitué majoritairement d'enseignants communistes. Dans le groupe de 25 instituteurs syndiqués nous trouvons quatre enseignants socialistes, et quatre instituteurs qui n'ont pas d'opinion politique commune : ils sont uniquement syndiqués. 17 instituteurs syndiqués et militants communistes. Ce sont ceux qui exercent aussi des responsabilités syndicales importantes. Ils mènent la lutte quotidienne en s'organisant en petites cellules communistes dans les villes et dans les villages. Ces enseignants communistes se trouvent toujours en tête lors des mouvements de contestations dans les rassemblements ou dans les différentes manifestations syndicales. Ce sont bien ces instituteurs communistes qui subissent la répression des autorités préfectorales ou académiques. Il est donc important de savoir quels étaient ces instituteurs communistes syndiqués et quels étaient leurs desseins.

2- Les instituteurs communistes

Au sortir de la Première Guerre mondiale, les syndicalistes révolutionnaires de la Fédération guettent les échos d'une révolution mondiale qu'ils croient imminente. Dans ce contexte naît l'idée d'une organisation qui rassemblerait les groupes enseignants partageant la foi internationaliste. L'Entre-Deux-Guerres est la période qui constitue l'étape essentielle pour le syndicalisme enseignant français. Parmi les événements marquant ces années tumultueuses figure l'affirmation progressive d'une identité communiste dans le milieu enseignant. Dans les Alpes-Maritimes, une mutation difficile transforme des militants syndicalistes-révolutionnaires en militants communistes avec l'émergence d'un groupe d'instituteurs, autour du charismatique Virgile Barel. Dans le dossier relatif aux enquêtes sur les personnels enseignants et leurs activités politiques dans les Alpes-Maritimes se distinguent

1936 à 1945, en février elle est sanctionnée et déplacée à Saint-Jean-la-Rivière, alors qu'elle est institutrice à Nice et mène le combat pour la victoire du Front populaire.

³ Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet du 16 mars 1936. Cette lettre signale que cette institutrice ne devrait pas subir un déplacement par la seule raison que son mari adhère aux idées de l'Internationale communiste. L'inspecteur d'académie signale ses mérites : « ... pondérée et très consciencieuse dont personne ne se plaint. Au dernier examen du certificat d'étude, elle a eu sur 6 candidates présentées, cinq admises dont deux avec mention très bien et une avec mention bien. Il n'est pas possible de la rendre responsable de l'attitude de son mari », *Instruction enquêtes sur les personnels enseignants et ses activités politiques*, ADAM (Archives départementales des Alpes-Maritimes).

⁴ Jacques et Mona Ouzouf, *La République des instituteurs*, le Seuil, 1992, p. 250.

cinq instituteurs dont l'engagement en tant que syndicalistes et militants communistes a inquiété l'administration préfectorale, ce qui entraîne leur surveillance.

Pendant près de 60 ans, l'histoire du communisme niçois se confond assez largement avec celle de **Virgile BAREL**. Ce dernier est né à Drap, un village de la vallée du Paillon, dans une famille de modestes artisans. Enfant doué issu du peuple, il est poussé vers la carrière d'instituteur fortement valorisée avant 1914 par le modèle républicain. Il entre à l'école normale de Nice en 1906. Il commence à enseigner trois ans plus tard à Breil. Par sa culture, sa mentalité, ses méthodes de travail, Barel reste toute sa vie instituteur. C'est un pédagogue davantage soucieux d'application pratique, de vulgarisation que de grands débats idéologiques ou théoriques. La pédagogie que Barel applique au sein de ses classes a été souvent critiquée par l'Inspection académique : « *Barel dispose de caractères d'imprimerie avec lesquels il se plaît à faire composer par ses élèves des articles communistes destinés à La Provence* »⁵. C'est une lutte incessante que Virgile Barel mène pour professer une pédagogie nouvelle auprès de ses élèves. Voici quelques notes qu'il a écrites en 1921 sur sa vision de l'école : « *Faisons notre classe attrayante. Dégageons-nous des méthodes de discipline militaire. L'enfant doit courir, sauter, toucher, voir, parler. Il n'est point fait pour être immobilisé entre quatre murs trois heures durant. Il doit sortir du bâtiment scolaire. Réalisons les classes-promenades, les classes en plein air, les tournées d'ateliers, les visites de musées, le train d'expérience* »⁶. Ces méthodes appliquées par Barel sont proches de celle de la pédagogie Freinet. Par ses origines sociales, par son métier, le jeune maître d'école reste très proche de la condition populaire. Il appartient à la petite avant-garde qui s'éveille à la conscience de classe à travers le syndicalisme. La Grande Guerre constitue un jalon essentiel. Elle va transformer l'homme, le soldat, l'officier valeureux (il est blessé à trois reprises et décoré de la Légion d'honneur) en militant pacifiste, en révolté et finalement en révolutionnaire. Au sortir de l'épreuve des tranchées, le jeune instituteur bouillonne d'impatience et d'ardeur dans l'attente quasi messianique du grand bouleversement que partout en Europe la « *vague rouge* » et l'agitation des peuples semblent annoncer. En 1919, il donne son adhésion à la SFIO où il se range spontanément derrière la tendance maximaliste, celle qui voit dans la Révolution russe l'aube et la promesse d'un monde nouveau. Nommé à Menton, il se lance à corps perdu dans l'action. Favorable à la rupture avec le vieux socialisme d'« *Union sacrée* » et de « *collaboration de classe* », Barel s'affirme rapidement comme le champion de la bolchevisation et de la Troisième Internationale, comme le missionnaire principal de la petite « *secte* » bolchevique qui s'est fixée pour tâche de préparer la Révolution communiste sur la Côte d'Azur. Instituteur, il milite dans les rangs de la minorité CGTU (Confédération générale du travail unitaire) et écrit dans le bulletin syndical *Notre Arme*. Ancien de 14-18, il fonde une section de l'ARAC (association républicaine des anciens combattants). Un premier voyage en URSS en 1928 le conforte dans ses convictions. Reconnu pour sa valeur militante, il est assez rapidement candidat à l'entrée dans le corps des permanents du Parti. Il obtient pour raisons médicales sa retraite anticipée d'instituteur en 1934. Ayant passé avec succès l'épreuve de contrôle biographique (la fameuse « *bio* ») exigée par Moscou, il est consacré homme de confiance de Maurice Thorez et de son équipe pour la Région Sud-Est. Devenu cadre de l'organisation, il est chargé d'appliquer au milieu des années Trente, la nouvelle ligne antifasciste. Un revirement stratégique spectaculaire, qui, à la faveur de la crise, permet à la « *secte bolchevique* » des Alpes-Maritimes de se transformer en grand parti stalinien. Un parti désormais en phase avec les aspirations des masses comme l'atteste la réussite de l'hebdomadaire communiste *Le Cri des travailleurs* qui publie son premier numéro en janvier 1935. Fort de la dynamique unitaire à Gauche, dont la SFIC

⁵ Rapport du commissariat de Menton sur Barel du 29 septembre, 1927, ADAM.

⁶ Virgile Barel, *Cinquante années de lutte*, édition sociales, Paris, 1966, p. 56.

(Section française de l'Internationale communiste) est l'élément moteur, Barel s'impose comme le chef du Rassemblement Populaire. À l'occasion de deux campagnes électorales remarquablement orchestrées et fortement politisées, l'élection cantonale de 1934 et les municipales de 1935 à Nice, au cours desquelles il connaît un beau succès, une vraie implantation communiste s'opère dans les quartiers populaires de Saint-Roch et de Riquier. C'est naturellement dans cette « *Nice du Peuple* » (la troisième circonscription des Alpes-Maritimes) que Barel est élu député du Front populaire l'année suivante, en mai 1936. À cette date, il est l'homme qui porte les espoirs d'un « *monde meilleur* » et le rêve d'une Côte d'Azur révolutionnaire, égalitaire, « *rouge* » et internationaliste que le Parti communiste dans son langage idéologique appelle « *La Crimée française* ». « *Virgile Barel c'est un internationaliste convaincu, il s'était toujours placé résolument aux côtés de l'URSS, du camp socialiste et des peuples opprimés du Tiers-Monde en lutte pour leur libération. Il avait donc été de toutes les campagnes anticolonialistes contre les sales guerres du Rif à l'Algérie en passant par l'Indonésie.* »⁷ De 1936 à 1939, il attache surtout son nom à la création et au développement du tourisme populaire.

Laurent SPINELLI est né le 2 avril 1823 à Carros dans les Alpes-Maritimes. C'est un militant socialiste avant le congrès de Tours. Instituteur à Menton, il est candidat du Parti communiste aux élections législatives dans la première inscription de Grasse en 1928 et 1932. Il est très connu pour ses engagements politiques au Parti communiste. Trésorier du Rayon des Alpes-Maritimes en 1929-1930, il est nommé à Cannes en 1930 puis à Nice en 1935. Il est secrétaire départemental du Front populaire à partir d'octobre 1936 et membre du bureau régional du Parti communiste en 1937.

Madeleine Faraut est née le 1^{er} janvier 1885 à L'Escarène dans les Alpes-Maritimes. Institutrice et membre de la Commission exécutive de l'Union locale unitaire de Nice en 1930, elle est très connue pour ses engagements politiques au Parti communiste. Une lettre de la police au préfet au sujet d'une réunion des chômeurs de l'hôtellerie de Nice du 15 janvier 1931, présidée par Madeleine Faraut, la décrit comme une « *agitatrice* ». En septembre 1932, pour avoir participé à une manifestation de chômeurs à Nice, elle est déplacée d'office et nommée à Saint-Jean-la-Rivière, malgré les protestations des groupements communistes. Elle est réintégrée à Nice en 1936. En 1936, elle est secrétaire de l'Union départementale des femmes contre la misère et la guerre.

Baptistin GIAUFFRET (1896-1983) est sanctionné par l'administration en 1922 avec Barel et Spinelli pour ses activités syndicales. En 1934, syndicaliste révolutionnaire, il fait partie de l'aile gauche de la Confédération générale du travail et écrit dans *La Révolution prolétarienne*. Il est secrétaire départemental du SNI (syndicat national des instituteurs) en 1935-1937. Pacifiste, il polémique violemment avec Barel en 1938, lors des accords de Munich. Il est secrétaire départemental de la fédération générale des fonctionnaires CGT en 1939-1940.

Célestin FREINET naît le 15 octobre 1896 à Gars, village des Alpes-Maritimes au nord de Grasse. À 16 ans, il entre à l'école normale d'instituteurs de Nice. La déclaration de guerre de 1914 l'empêche d'accomplir sa troisième année d'études. À 18 ans, on lui confie sa première classe en remplacement d'un instituteur mobilisé. Six mois plus tard, il est mobilisé. Blessé grièvement au poumon en octobre 1917, il est considéré comme mutilé à 70 % après deux ans de convalescence. Nommé au Bar-sur-Loup en janvier 1920, il travaille sur une pédagogie nouvelle et pour cela participe à divers congrès internationaux. Il écrit dans *L'École émancipée*, revue de la Fédération de l'enseignement unitaire (Confédération générale du travail unitaire). Il collabore à la revue *Clarté* dirigée par Henri Barbusse. En

⁷ Dominique Olivesi, *Virgil Barel 1889-1970 le maître d'école du communisme niçois, la Crimée française ou l'utopie soviétique sur la Côte d'Azur*, Thèse de doctorat, facultés des lettres, Nice, 1994.

1924, il introduit dans sa classe une presse à imprimer et crée *L’Imprimerie à l’école*. Il se marie le 6 mars 1926 avec Élise Lagier-Bruno, qui sera sa principale collaboratrice. Henri Barbusse et Romain Rolland l’encouragent dans ses travaux. Il publie en 1927 la première revue d’enfants, *La Gerbe*. Rapidement, des échanges se nouent avec d’autres écoles. Ainsi naît *La Correspondance scolaire*. En 1927, des instituteurs passionnés de cinéma créent une « cinémathèque coopérative » de l’imprimerie à l’école. La coopérative de l’enseignement laïc (CEL) voit le jour. À la rentrée de 1928, il quitte Le Bar-sur-Loup pour Saint-Paul. La CEL publie en 1929 des fiches autocorrectives pour le travail individuel et commence la publication de la *Bibliothèque de travail*, première encyclopédie à l’usage des enfants (1932). Cette même année, la revue *L’Imprimerie à l’école* devient *L’Éducateur prolétarien*. À Saint-Paul, le maire refuse d’entretenir l’école publique. Ainsi commence une campagne de presse qui s’acharne sur l’instituteur. Freinet est « déplacé d’office dans l’intérêt de l’école laïque ». Refusant cette sanction, Célestin Freinet prend une retraite anticipée et quitte Saint-Paul pour Vence, où il bâtit l’école Freinet sur la colline du Pioulier. L’ouverture officielle a lieu le 1^{er} octobre 1935. La pédagogie Freinet s’affirme : lancement des *Brochures d’éducation nouvelle* (BENP) en 1937. En 1939, à la déclaration de guerre, *L’Éducateur prolétarien* devient *L’Éducateur*, titre moins provocateur.

Ce groupe d’instituteurs constitue le noyau des enseignants révolutionnaires du département. Dans les villes, villages et hameaux les instituteurs communistes se constituent en cellule et font de la propagande pour attirer des adhérents sur le lieu auquel ils sont affectés. C’est pour cette raison qu’ils sont constamment mis sous la surveillance par le ministère de l’Intérieur et par l’Inspection académique. Leur rassemblement syndical et leur mouvement politique ont été souvent interdits ou sanctionnés⁸.

Les instituteurs révolutionnaires communistes critiquent l’école qui selon eux ne sert qu’à perpétuer la domination de la bourgeoisie, l’école de classe en somme. Les instituteurs mènent le combat contre les formes classiques d’enseignement considérées comme passives et académiques. Le meilleur exemple est celui de Freinet qui introduit des innovations dans ses classes. Il développe des méthodes actives en utilisant l’imprimerie et la correspondance scolaire. Ses théories éducatives sont globales et conduisent à une conception de totale libération de l’individu par l’école. Ses méthodes séduisent les enseignants communistes et provoquent des débats passionnés entre instituteurs progressistes. L’histoire communiste française, en particulier dans les Alpes-Maritimes, témoigne du fait que les enseignants communistes, mais aussi le parti ont conduit une action constante pour la transformation de l’école. Les enseignants communistes ont également mené une lutte pour le droit syndical et la liberté d’expression politique. Par les réformes des structures du système éducatif, par les méthodes pédagogiques actives qu’ils ont contribué à approfondir, ils sont engagés en politique pour se faire entendre. Leur participation à l’action politique est illustrée par leur engagement total dans la constitution du Front unique contre les ligues d’extrême droite en 1934 et par leur investissement dans la victoire électorale du Front populaire : « *L’assemblée générale du syndicat national des instituteurs salue avec joie la victoire électorale du Front populaire fruit de la coordination de toutes les politiques et syndicales, en vue de barrer la route au fascisme et à la guerre.* »⁹ Aussi Barel est-il élu pour la première fois député des

⁸ Le fait que les instituteurs constituent un syndicat pour défendre leur opinion n’est pas au début de la Grande Guerre un fait légitime aux yeux de l’administration française. C’est par cette raison que dans son audience du 22 avril 1921, le tribunal correctionnel a condamné à 16 francs d’amende chacun des instituteurs, Virgile Barel, François Vidal, Paul et Spinelli membres du bureau du syndicat de l’enseignement primaire des Alpes-Maritimes. L’audience a prononcé « la dissolution de ce groupement illégalement constitué ». Voir la revue *L’Émancipation de l’instituteur, organe mensuel de la fédération nationale des instituteurs et institutrices*, mai 1921, ADAM.

⁹ *Bulletin mensuel des syndicats unifiés de l’enseignement des Alpes-Maritimes*, ADAM, janvier 1936, PERA 1016.

Alpes-Maritimes en 1936. Et ceci donne une lumière d'espoir aux instituteurs syndicalistes et communistes quant à leur aspiration au changement pédagogique. « *Le front populaire a triomphé. Le peuple attend des réalisations. C'est un devoir et un bonheur pour les instituteurs d'être la tête du mouvement Front populaire pour l'enfance. Les militants sont à leur poste, les syndiqués doivent les aider. Ils le font* »¹⁰. C'est au lendemain de la victoire du Front populaire qu'à l'initiative de Virgile Barel un Comité de Front populaire pour l'enfance est né. Le but est de défendre les intérêts matériels et moraux de l'enfant. Ce comité revendique la gratuité des fournitures scolaires et des études surveillées. Il veut la création de crèches et d'écoles maternelles. L'amélioration du sort des enfants et l'assistance publique sont une préoccupation pour le comité ; il demande notamment l'organisation d'une inspection médicale digne de ce nom. Dans le *Bulletin mensuel des syndicats unifiés de l'enseignement*, dans un article intitulé « Santé de l'enfant à l'école » figure une citation de Maurice Thorez : « *L'enfant est la richesse la plus précieuse de la Nation ; nous devons en avoir soin comme la prunelle de nos yeux* ».

Il est important de souligner que jusqu'à la Grande Guerre les instituteurs engagés activement dans les organisations politiques sont minoritaires. La principale raison tient à l'attitude des gouvernements qui leur demandent d'être forcément républicains mais leur défend de faire de la politique. Les instituteurs nommés par le préfet, sont étroitement surveillés et ceux qui tentent de s'engager politiquement sont sévèrement victimes des sanctions : des blâmes matériels, des peines de censure, des perquisitions, ou des mutations. La marge de manœuvre du corps enseignant primaire est étroite. La peur de sanction de l'administration explique la prudence de ces instituteurs vis-à-vis de leur engagement politique et leurs activités militantes. Il est logique de s'interroger sur la place des instituteurs en général dans la vie politique.

II- L'engagement politique des instituteurs

Après la Première Guerre mondiale, les instituteurs n'espèrent plus que l'école puisse, à elle seule, changer la société. La révolution des bolcheviks et la montée du communisme en France, la grande crise de 1929 et l'installation de dictatures communistes et surtout du nazisme en Allemagne, les manifestations spectaculaires de l'extrême droite en France incitent les instituteurs à s'engager pour la défense des valeurs humanitaires menacées. Ils se radicalisent et font face aux gouvernements, surtout les gouvernements conservateurs. Pourtant les instituteurs se méfient de la politique, ils ne veulent absolument pas aliéner « *leur liberté de conscience* »¹¹. Autrement dit, pour que l'instituteur garde son indépendance de jugement et accomplisse son devoir envers l'élève qui lui est confié, il refuse de s'inféoder à une quelconque chapelle. Cependant, c'est avec cœur que l'instituteur défend une République héritière des Lumières. Il la voit laïque et libérale, réformiste attachée à la justice et à la défense de la liberté individuelle, favorisant les promotions sociales et soucieuses de l'indépendance nationale. Pour cette raison, l'instituteur se focalise dessus et naturellement c'est Jules Ferry et les opportunistes qui incarnent cette République. Au début du XX^e siècle, c'est avec les radicaux que l'instituteur sympathise, mais quand la politique radicale exige que l'enseignant primaire lui serve d'agent électoral, les maîtres qui ne se plient pas aux exigences de candidats radicaux sont victimes de déplacements. L'instituteur s'incarne dans une gauche socialiste jaurésienne dont l'instituteur cultive le caractère révolutionnaire. Il est à noter que les instituteurs se regroupent dans les amicales. C'est dans ce regroupement qu'ils font œuvre

¹⁰ *Bulletin mensuel des syndicats unifiés de l'enseignement des Alpes-Maritimes*, ADAM, juin 1936, PERA 1016.

¹¹ Béatrice Compagnon, Anne Thévenin, *Histoire des instituteurs et des professeurs de 1880 à nos jours*, Perrin, 2002, p. 55.

de solidarité en fondant diverses sociétés mutuelles et d'entraide. « *Les amicales avaient le souci de la veuve et de l'orphelin et du reste certains de nos instituteurs, devenus orphelins lorsqu'ils étaient stagiaires, avec à leur charge de jeunes frères et sœurs, se souviennent, reconnaissants, d'avoir bénéficié des secours de l'amicale* »¹².

Au début du XX^e siècle, les amicales réunissent les trois quarts des instituteurs et des institutrices regroupés en fédérations, elles soudent le corps des maîtres primaires en s'attachant à la défense de leurs intérêts communs. Elles luttent contre l'arbitraire administratif et politique, contre les déplacements abusifs notamment. Elles demandent que le droit de nomination soit retiré au préfet, dont le rôle est éminemment politique, pour être confié au recteur d'académie, à qui elles reconnaissent une compétence personnelle. Dans l'Entre-Deux-Guerres les amicales se transforment en syndicats qui apportent un grand changement dans le domaine de l'enseignement primaire. Voici la vision politique formulée par Ange Felce, instituteur syndicaliste des Alpes-Maritimes :

« *Notre tâche reste lourde, plus délicate, seulement ; notre premier et difficile devoir : connaître notre devoir ; sans aucun doute : faire de la CGT la première force du pays et pour cela poursuivre l'éducation sociale des quatre millions de nouveaux adhérents. Qui peut faire mieux que nous ? Instruire d'abord, apprendre à lire, à connaître les pièges des mots, éveiller l'esprit critique, soutien de la démocratie et tout le reste dans le même temps. Pousser un peu, prudence oui, mais aujourd'hui c'est l'audace qui est prudence. Notre lente CGT et nos timides gouvernants* »¹³.

1- La place des instituteurs dans la vie politique

Selon une étude faite sur la place des enseignants dans la vie politique au début de l'Entre-Deux-Guerres, en 1924, 2,4 % des députés sont instituteurs et 7,3 % professeurs¹⁴. Pour les instituteurs, la représentation politique double lors du Front populaire 5,3 %. Quel a été le contexte politique amenant les instituteurs à s'engager dans la politique (ou à être élus) ? Le traumatisme de la Grande Guerre entraîne une radicalisation de certains enseignants du primaire. Ils s'engagent dans la lutte politique. Pour eux, les deux combats, syndical et politique sont intimement liés. La France se trouve dans l'Entre-Deux-Guerres avec des gouvernements conservateurs qui ont occupé le pouvoir à l'exception du Cartel des gauches en 1924-1926 et du Front populaire de 1936-1938. La majorité du corps enseignant s'oriente vers un militantisme de gauche, une gauche qui se veut républicaine et réformatrice. Mais une partie des plus âgés dans le corps de l'enseignement primaire reste fidèle au Parti radical, puisque celui-ci est attaché aux institutions de la III^e République et à la forme parlementaire du Régime. Certains instituteurs choisissent le parti radical car celui-ci se définit par la laïcité, l'attachement à la propriété privée et au libéralisme économique tempéré par la volonté de protéger les « petits » contre les « gros ». En pleine crise économique, les radicaux mènent une politique d'austérité dans le sillage de la politique économique de déflation des modérés. Il s'agit de maintenir l'équilibre budgétaire qui conduit à une baisse du pouvoir d'achat des salariés, principalement des fonctionnaires dont font partie les instituteurs. C'est vers la Section française de l'Internationale ouvrière que les jeunes instituteurs se tournent, qui incarne à leurs yeux les espoirs et les promesses d'un monde meilleur car l'idéologie socialiste se caractérise par une conception optimiste de l'histoire de l'humanité marchant intellectuellement vers le progrès par une aspiration égalitaire. Pour les instituteurs, le

¹² Jacques et Mona Ouzouf, *La République des instituteurs*, Gallimard, Le Seuil, 1992, p. 233.

¹³ *Bulletin mensuel des syndicats de l'Enseignement des Alpes-Maritimes*, janvier 1937, ADAM, PERA 1016.

¹⁴ Jacques Lagroye, Bastien François et Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presse de Sciences Po. - Dalloz, 2006, 5^e éd., p. 467-476.

socialisme représente avant tout une morale qui inspire une société fraternelle et juste. Dans leur ensemble les instituteurs sont peu attirés par le Parti communiste français.

Ils réprouvent les actions violentes et sectaires que le parti prône jusqu'au début de 1930. Au sortir de la Première Guerre mondiale, les instituteurs communistes attendent une révolution mondiale qu'ils croient imminente. Au cours des années 1920, seuls quelques instituteurs sont tentés par l'aventure communiste. Ils sont impitoyablement censurés, réprimandés ou révoqués par l'administration. Mais à partir de 1934, le Parti communiste français met en avant la lutte contre le fascisme et se montre désormais soucieux de ne pas effrayer les classes moyennes. Ceci entraîne l'accroissement du nombre des instituteurs communistes, même si ce nombre demeure infime. Ils sont très attachés au modèle républicain en France. Le positionnement politique des instituteurs communistes est lié au succès électoral du parti communiste dans les Alpes-Maritimes à partir de 1934. Ce succès a été possible grâce à une volonté unitaire autant sur le plan politique que syndical. En 1936 à Nice, la Gauche est en bonne position, plus particulièrement le Parti communiste. Présent dans 16 cantons, il recueille 16,5 % des voix contre 4,9 % en 1932. Les progrès sont importants à Cagnes, Vence... Mais c'est surtout dans le deuxième canton de Nice (le Port, Riquier, Saint-Roch) qui attire l'attention. L'instituteur Virgile Barel le candidat du Parti communiste français, recueille 25 % des voix au premier tour et rassemble, au second, le total des voix de gauche. L'année décisive pour le parti communiste des Alpes-Maritimes reste 1936. Cette année-là, le Parti communiste fait une entrée remarquable dans la grande politique. L'instituteur Barel est élu député aux élections législatives. La très nette progression du Parti communiste dans tout le département est une évidence, *Le Cri des travailleurs* commente la victoire du PC : « *La population laborieuse de notre département vient de remporter une victoire éclatante. Faisant sien le mot d'ordre de Barel : la Côte d'Azur Crimée de la France, elle vient de signifier leur congé aux vautours de notre région. Lorsque notre belle Côte d'Azur aura ses quatre députés du Front populaire au Palais Bourbon, nos producteurs des fleurs, nos maraîchers, nos commerçants verront leurs affaires reprendre, nos ouvriers verront le chômage diminuer, et leur salaire augmenter car le tourisme reprendra. En avant pour que dimanche, la victoire soit complète* »¹⁵.

Dans les Alpes-Maritimes, les instituteurs se trouvent partout dans les organisations ouvrières ou simplement républicaines, ils sont militants et aussi responsables. Un article titré « L'action sociale de l'instituteur », paru dans le *Bulletin de l'enseignement des Alpes-Maritimes*, illustre le rôle joué par les instituteurs militants : Bellon préside la ligue de l'Enseignement ; A. Ferrero et Coste administrent le Cinéma éducateur ; René Ferrero, Meiffret se consacrent aux journaux prolétariens ; Laurent a rassemblé les antifascistes à Menton ; Comitti est le secrétaire du Front Populaire Corse, Spinelli du Comité de Nice ; Madeleine Faraut anime l'Union des femmes ; Martinetti exalte le RUP Portelatine, Meimy, Cumero, Cantegril font la propagande pour le parti socialiste ; Barel a conduit le parti communiste à la victoire électorale ; Mistral a la confiance des fonctionnaires ; Felce est secrétaire de l'Union départementale des Syndicats. Ange Felce souligne le rôle déterminant des maîtres :

« *Nous avons fait toutes les besognes : distribuer le tract, coller l'affiche, vendre la brochure rédiger l'article se heurter au fasciste matraqueur et parfois son allié provisoire le policier, donner son argent, sa santé et si parfois le Front Populaire a connu le succès électoral, c'est un peu grâce à nous* »¹⁶.

Comment expliquer les revendications des instituteurs communistes en faveur de l'éducation ?

¹⁵ *Le Cri des travailleurs*, 1^{er} mai 1936.

¹⁶ Ange Felce, dans le *Bulletin mensuel des syndicats de l'Enseignement des Alpes-Maritimes*, 1937, ADAM, PERA 1016.

2- Les revendications des instituteurs

Les militants communistes jouent un rôle considérable dans l'éducation nationale. Leur slogan est « *Priorité à l'éducation. Au service de l'école, le combat ne finit jamais* ». Pour les communistes, le but est de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire contrer le capitalisme et de construire une société véritablement humaine qui accorde naturellement à l'éducation une place fondamentale. Dès février 1921, le premier bulletin du syndicat des membres de l'enseignement laïc des Alpes-Maritimes s'appelle *Notre Arme* et il prend pour devise « *les peuples libres seront les peuples instruits* ». Le combat des instituteurs communistes sur l'enseignement primaire est caractéristique des aspirations de l'immédiat Après-guerre visant à construire une internationale pacifiste et pédagogique. D'abord les instituteurs annoncent la lutte des classes pour l'émancipation des travailleurs. Pour abolir l'esprit de haine et de guerre, les enseignants communistes veulent la création d'une école rationnelle. Ils mènent campagne contre les manuels d'histoire jugés militaristes. Dans la revue du Syndicat national des instituteurs et des institutrices publics de France et des colonies (mars 1934), section département Alpes-Maritimes, nous trouvons les revendications formulés par les instituteurs communistes-syndicalistes. Ils veulent la défense des traitements, indemnités et retraites. Les locaux, les effectifs et les créations de poste figurent parmi les préoccupations des instituteurs communistes. Dans ce bulletin, ils présentent les résultats de leurs efforts revendicatifs face au conseil départemental. Du 1^{er} octobre 1932 au 1^{er} janvier 1933, 109 classes sont créées ou régularisées. En 1933, la campagne a continué aussi vive, aussi tenace et 70 autres classes ont été créées. « *Nous avons été récompensés de nos efforts. Cette besogne n'a l'air de rien, mais que d'efforts elle récompense* »¹⁷. La réforme des structures éducatives, et des méthodes pédagogiques reste le combat des instituteurs communistes face aux différents gouvernements et à l'Inspection académique. La méthode Freinet, que les instituteurs communistes appliquent souvent, n'est pas appréciée par l'Inspection d'académie qui l'interdit parfois. Barel définit sa méthode appliquée dans son école à Menton : « *J'avais supprimé les devoirs. J'infligeais très rarement des punitions, ce qui rendait la classe plus fatigante. Je pratiquais la méthode Freinet de l'imprimerie à l'école. Ma classe avait son périodique au format lilliputien, mais imprimé* »¹⁸.

Dans les Alpes-Maritimes, Barel est incontestablement un des pionniers de ce qu'on appelle la méthode Freinet : celle-ci fait appel à la subjectivité, à l'autonomie, à la créativité à l'intelligence spontanée de l'enfant plus qu'à son sens de l'obéissance ou à ses capacités cognitives. Elle sollicite en permanence sa participation active, privilégie l'apprentissage des savoir-faire sur celui des savoirs abstraits et réserve une place centrale aux activités concrètes ouvertes sur la vie, sur la nature. En fait Barel et Freinet, à cette époque, tous les deux membres actifs du syndicat Confédération générale du travail unitaire des Alpes-Maritimes se connaissent et s'apprécient. Ensemble, ils représentent un peu les deux versants d'une idéologie globale qui se dit détentrice de la modernité, le mariage du projet soviétique et de la révolution pédagogique. En janvier 1926, Freinet donne une conférence à l'école Forty de Menton sur le thème de la nouvelle école en Russie.

Ces agissements sont souvent réprimés par l'autorité préfectorale parce qu'elles révèlent des revendications internationalistes et révolutionnaires. Dans le domaine de l'enseignement, les communistes critiquent une école qui ne sert qu'à perpétuer la domination de la bourgeoisie, école de classe en somme. Les instituteurs syndicalistes combattent les

¹⁷ *Syndicat national des instituteurs et des institutrices publics de France et des colonies, section départementale des Alpes-Maritimes*, ADAM, mars 1934.

¹⁸ Virgile Barel, *Cinquante années de lutte*, op. cit., p. 51.

formes classiques d'enseignement considéré comme passif et académique. C'est pour cette raison que Barel et tant d'autres instituteurs syndicalistes appliquent dans leur classe la pédagogie de Freinet. Barel, dès 1921, concevait un véritable dispositif d'organisation de l'enseignement baptisé *scolarium*, du niveau de chaque école jusqu'au niveau national. Le *scolarium* est une assemblée composée d'instituteurs, de parents d'élèves, de délégués des syndicats locaux et de certaines professions qui met en application des directives nationales en les adaptant. Dans l'Entre-Deux-Guerres grâce aux revendications des syndicalistes enseignants, le maître d'école vit dans de meilleures conditions. Le changement est important. La situation s'est améliorée, avec deux mois de congé de maternité accordés aux institutrices, le maintien d'un salaire pour les enseignants atteints de maladies de longue durée comme la tuberculose ou les affections mentales. Grâce à la contestation syndicale et à l'action des instituteurs communistes, les pouvoirs publics consentent aussi de substantielles revalorisations de traitements des instituteurs. En 1939, la rémunération d'un maître d'école en milieu de carrière s'élève à 1 900 francs, ce qui équivaut à celle d'un receveur des PTT et d'un rédacteur de préfecture ou d'un contremaître. Le combat pour les innovations pédagogiques et le progrès de la vie matérielle des enseignants n'est pas sans danger : ces instituteurs courent des risques relatifs à leur carrière.

III- Les formes de la surveillance

Les cabinets des ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique surveillent les enseignants soupçonnés d'engagement dans le communisme ou seulement dans le syndicalisme et de toutes activités susceptibles de troubler « *l'ordre public* ». Ainsi le préfet, l'Inspection académique, parfois les parents d'élèves, surveillent le maître d'école. Les déplacements, les réunions, l'enseignement de ces instituteurs syndicalistes et communistes sont mis sous surveillance.

1-Mises en gardes par la hiérarchie

Les circulaires ministérielles donnent des consignes au préfet et à l'inspecteur d'académie en vue de mettre sous contrôle les enseignants syndicalistes, communistes, voire ceux qui sont seulement soupçonnés d'avoir effectué de tels choix. Une circulaire du ministre de l'Instruction publique à l'inspecteur d'académie à Nice relative à l'action publique des membres de l'enseignement, du 18 mai 1921 indique :

« J'ai l'honneur d'attirer votre attention particulière sur certaines actions prétendument politiques nouées par des membres de l'Enseignement et au sujet desquelles le principe de la liberté d'opinion ne saurait être invoqué sans excès ni sophisme. L'État français républicain n'entend certes pas professer des doctrines qu'il imposerait aux maîtres chargés de l'instruction de la jeunesse, mais il est contraint de s'opposer à la propagation de celles qui tendent à sa propre destruction. Il ne peut, par exemple, assister indifférent à une propagande qui préconise le recours à la violence pour lui substituer un régime qui sous le nom de dictature du prolétariat, aboutit à la suppression du suffrage universel, de toute représentation nationale et par conséquent de la liberté... Je vous prie donc de prendre note que vous devez suivre désormais la ligne de conduite suivante : dès que l'un des maîtres placés sous vos ordres commettra, pour la première fois, un écart de conduite de langage dans le genre de celui sur lequel j'attire plus haut votre attention, vous vérifierez immédiatement les faits suivant les moyens dont vous disposez, vous m'adresserez un compte rendu sommaire, puis vous convoquerez l'intéressé sans délai, le verrez vous-même, lui demanderez des explications, et vous efforcerez de le ramener par la persuasion au souci des obligations telle que je vous les ai définies. Vous lui ferez part ensuite, des sanctions

auxquelles il s'expose, s'il persiste dans son erreur vous me saisissez alors d'un rapport détaillé... »¹⁹.

Cette circulaire ministérielle annonce des menaces sévères contre les enseignants communistes. En vertu de ces instructions, les recteurs et inspecteurs d'académie sont invités à se mettre en rapport avec le préfet du département intéressé chaque fois qu'un membre de l'enseignement public se signifierait par quelque manifestation contraire à « *l'ordre public et aux instructions* » et se rendrait ainsi passible d'une sanction. Il leur est en même temps prescrit de faire connaître sans délai au ministre de l'Instruction publique le résultat de leur enquête, pour application d'une procédure dont les modalités d'exécution sont déterminées dans la même circulaire. En conséquence, chaque fois qu'un incident se produit (manifestation oratoire, publication d'article...), des renseignements sont demandés et deux enquêtes relativement indépendantes sont faites par les deux cabinets (du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Instruction publique). Après une rapide et complète enquête, tous les renseignements relatifs à l'instituteur incriminé sont rassemblés. Et un rapport de chaque cabinet doit être rédigé. Voici l'exemple d'un rapport du préfet adressé à l'inspecteur d'académie sur l'attitude d'un instituteur communiste :

« J'ai eu l'honneur de vous signaler récemment le 30 mai l'attitude de M. Giauffret, instituteur à Rigaud, favorisé par sa femme, institutrice dans cette commune, et sa propagande antimilitariste et communiste à l'occasion de l'élection cantonale [...] Conformément aux instructions de M. le ministre de l'Instruction publique qui vous ont été adressées en même temps que moi-même, de semblables manifestations ne sauraient être tolérées de la part d'un fonctionnaire, il importe d'en prévenir le retour en lui appliquant les sanctions qui vous paraîtront utiles »²⁰.

Barel dénonce ces mesures sévères dans un journal. Il conclut son article en ces termes :

« Citoyen d'une République, l'instituteur a, comme tout citoyen, le droit de contrôler les mandataires de la nation : il a donc le droit de critiquer et le droit d'exposer des théories qui lui paraissent les plus conformes à l'intérêt général. Le ministre de l'Instruction publique conteste ce droit aux instituteurs socialistes. C'est là un acte d'arbitraire que nous dénonçons énergiquement, certains que nous sommes d'être dans la vraie tradition républicaine de liberté et d'égalité »²¹. Barel a noté dans ses mémoires *Cinquante années de lutte* que l'influence de cette circulaire a conduit l'inspecteur d'académie à convoquer les « *maîtres mal pensants* ». Parmi eux, Joseph Pascal qui occupa un peu plus tard le poste de secrétaire des Vétérans communistes des Alpes-Maritimes. Il leur est demandé : « Adhérez-vous à la III^e Internationale ? ». Pascal reçoit ensuite avec ses collègues Spinelli et Giauffret l'avertissement prévu par la circulaire Bérard. Barel comparait devant le conseil départemental de l'Enseignement primaire, aux fins de sanctions. Cette attaque contre la liberté d'opinion soulève un véritable tollé et toutes les organisations et tous les partis démocratiques mènent alors une longue et ardente campagne de protestation.

C'est ainsi qu'après avoir reçu les consignes à suivre sur la surveillance des enseignants soupçonnés d'appartenir à une idéologie marxiste, le préfet prend la responsabilité de distribuer la note directive à l'inspecteur d'académie et aux commissariats de police du département. Ces derniers doivent surveiller étroitement le moindre geste politique de l'instituteur. Le déplacement de l'instituteur pour aller dans un lieu autre que celui où il exerce son métier est relevé. Le préfet envoie une lettre au ministre de l'Intérieur pour savoir si ce type de déplacement est autorisé :

¹⁹ Circulaire ministre de l'Instruction publique relative à l'action politique des membres de l'enseignement du 18 mai 1921, dossier « plaintes, enquêtes, correspondances du cabinet du préfet » ADAM, 1 T 8.

²⁰ Lettre du préfet des Alpes-Maritimes à l'inspecteur d'académie du 24 juin 1922, ADAM, 1 T 8.

²¹ *Cinquante années de lutttes, op .cit., p. 57.*

« Mon attention est appelée sur des déplacements fréquents d'instituteurs qui quittent leur résidence pour aller assister soit au chef-lieu du département soit dans d'autres communes à des réunions ou manifestations politiques. M. l'inspecteur d'académie auquel j'ai fait part de ces déplacements m'a fait remarquer que le service de leurs écoles était régulièrement assuré par ces instituteurs et aucun manquement n'avait été relevé. Il ajoute qu'il ne connaît ni règlement, ni instruction qui obligent l'instituteur à demander une autorisation d'absence lorsqu'il quitte le lieu de sa résidence, en dehors de ses heures de classe »²².

Et voici la réponse de ministre de l'Instruction publique au préfet des Alpes-Maritimes.

« Ainsi que vous l'a déjà remarqué l'inspecteur d'académie, il n'existe aucune disposition réglementaire qui oblige l'instituteur à demander une autorisation d'absence lorsqu'il quitte le lieu de sa résidence en dehors de ses heures de classe. Il me paraît impossible dans ces conditions d'interdire aux maîtres de se déplacer comme bon leur semble après qu'ils ont régulièrement assuré le service de leur école »²³.

En fait, le droit syndical dans la fonction publique est très mal toléré et inquiète les autorités. En 1929, l'Internationale communiste, désormais entièrement contrôlée par Staline, impose aux partis affiliés une vision catastrophique du monde : la guerre est imminente et l'URSS s'apprête à subir l'assaut des pays capitalistes. Il impose donc de mobiliser les masses pour défendre « la patrie du socialisme ». Le congrès du parti français, tenu à Saint-Denis, adopte le cours ultra-révolutionnaire théorisé à Moscou : consigne est donnée à tous de préparer activement les manifestations de la journée de lutte pour la paix et pour défendre l'URSS. Le commissaire spécial de Nice établit un rapport sur un meeting de protestation, organisé par la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), en collaboration avec les groupes syndicalistes, tenu à Nice le 28 mai 1922. Ce meeting d'après le rapport du commissaire a pu réunir 500 personnes, parmi lesquelles se trouvait l'instituteur Spinelli, ex-trésorier du syndicat dissous de l'enseignement. Et les discours prononcés par les orateurs témoignent de l'affiliation de ces militants aux directives de Moscou : « L'orateur dénonce une offensive contre la Russie soviétique. Offensive dirigée par la France issue de 1789 afin de s'emparer de ses richesses et d'étouffer le prolétariat russe pour que les travailleurs de France, d'Allemagne et d'autres pays ne soient pas tentés de suivre l'exemple de leurs frères de Russie »²⁴. Un congrès ouvrier et paysan contre la Guerre au Maroc se tient à Marseille durant l'été 1925, auquel participent des militants des Alpes-Maritimes dont Virgile Barel qui y est blessé par un policier. Il est même menacé de sanction par le ministre de l'Instruction publique de l'époque. Laurent Spinelli exprime quelques réflexions sur la nécessité de réunir tous les syndicats de l'enseignement pour combattre le fascisme :

« Les instituteurs unitaires, dont je fus durant des années le secrétaire, firent des efforts persévérants pour réunir, dans les Alpes-Maritimes, les divers groupes de l'Enseignement. Le temps a fini par couronner les longs et patients efforts de tous, unitaires et confédérés. Aujourd'hui, l'unité est chose faite. Seules quelques modalités restent à régler. Le syndicat de l'Enseignement laïque la salue avec joie avec espérance. Tous ses militants sont prêts à apporter au sein du syndicat unifié leur dévouement et leur expérience. De grandes tâches nous attendent. Les décrets-lois ne sont pas abolis. On parle même de les renforcer. La menace fasciste se fait de plus en plus précise. La guerre gronde déjà dans le

²² Lettre du préfet des Alpes-Maritimes au ministre de l'Instruction publique, du 15 juin 1923, dossier plaintes et enquêtes sur les instituteurs communistes : correspondance du cabinet du préfet. ADAM 1 T 8.

²³ Lettre du ministre de l'Instruction publique au préfet des Alpes-Maritimes, du 14 juillet 1923, dossier plaintes et enquêtes sur les instituteurs communistes : correspondance du cabinet du préfet. ADAM 1 T 8.

²⁴ Rapport du commissaire spécial de Nice au préfet des Alpes-Maritimes, du 29 mai 1922. Dossier, plaintes, enquêtes, correspondance du cabinet du préfet, ADAM, 1 T 8.

lointain. L'école laïque subit la double attaque des pouvoirs constitués et de l'Église. Nous n'aurons pas de trop de nos efforts conjugués pour résister »²⁵.

Les communistes qui obéissent aux directives de la III^e Internationale organisent des manifestations dans les villes du département contre la montée du fascisme en France. Les militants communistes, et parmi eux des enseignants, se groupent en cellules dans les villes, villages et hameaux, propagent leur idéologie communiste. De ce fait, les préfets sont appelés à prendre toutes les mesures destinées à contrôler les manifestations, voire à les interdire. L'étude montre que c'est plus particulièrement les enseignants communistes qui sont surveillés. Nombres d'entre eux sont inscrits dans le carnet B. Virgile Barel en particulier est constamment surveillé, des campagnes lancées à son encontre. C'est un militant déjà connu. Le 14 août 1920, il présente à Bordeaux le rapport constitutif de « *l'Internationale de l'enseignement* ». À Menton, ville où il est en poste, une revue hebdomadaire est créée en octobre 1927, *Le Progrès de Menton*, pour contrer les idées communistes propagées par Barel dans la ville. Un rapport du commissariat de police²⁶ de Menton adressé au préfet des Alpes-Maritimes clarifie le but de cet hebdomadaire. *Le Progrès de Menton* mène une vive campagne contre l'instituteur communiste Barel, à qui il reproche de ne pas appliquer le programme pédagogique. Il se propose également de demander à Barel quelques explications au sujet de sommes d'argent qu'il aurait touchées du Casino municipal de Menton, de même qu'au sujet des subsides qu'il reçoit de Moscou. À Barel est prêtée toujours une grosse fortune personnelle et des rumeurs malveillantes d'origine policière courent sur son patrimoine immobilier, sur l'argent qu'il reçoit de Moscou :

« Et pourtant ses conditions d'existence sont celle d'un petit fonctionnaire de l'époque »²⁷. Cet organe révèle que Barel dispose de caractères d'imprimerie, avec lesquels il se plaît à faire composer par ses élèves des articles communistes destinés à *La Provence*. Des mesures préfectorales et académiques sont prises afin d'empêcher les enseignants de constituer leur syndicat et de leur interdire la liberté d'expression.

La surveillance des enseignants primaires ne reste pas sans conséquences. Les instituteurs qui se sont engagés dans la politique pour défendre la cause communiste et obtenir des améliorations de leurs conditions de travail sont parfois sévèrement sanctionnés. Certains, seulement soupçonnés, risquent leur carrière.

2- Les sanctions imposées

L'étude de rapports montre d'abord la vigueur de la surveillance. Après la police, l'inspecteur de l'Instruction publique se livre à une véritable enquête qui l'amène à parcourir le hameau à la recherche de témoins et à interroger l'adjoint au maire ainsi que les parents d'élèves. Les sanctions encourues sont diverses : avertissement, menace, refus de mutation, blâmes, sanction pénale, retraite anticipée. L'étude des rapports nous montre que la hiérarchie académique est pourtant moins engagée dans la surveillance que les autorités préfectorales et les élus. Ces derniers demandent à l'inspecteur d'académie qu'une sévère sanction soit prise à l'égard de l'instituteur communiste : ce rapport de police relatif à l'instituteur Daumas de Menton témoigne de la sévérité des autorités préfectorales à l'égard des instituteurs soupçonnés d'être des communistes. « *Monsieur Daumas, écrit le commissaire spécial de Menton, réside à Menton depuis l'année 1927. Il était précédemment à Breil, en la même qualité. Bien que ne manifestant pour ainsi dire jamais, M. Daumas a la réputation d'être*

²⁵ *Bulletin mensuel de l'Enseignement des Alpes-Maritimes*, octobre 1935, ADAM.

²⁶ Plaintes enquêtes et correspondance du cabinet du préfet « *Rapport du commissariat de police de Menton* », 1927, ADAM, 1 T 8.

²⁷ *Virgile Barel 1889-1979, Le maître d'école du communisme niçois, la Crimée française ou l'utopie soviétique sur la Côte d'Azur*, thèse de doctorat, octobre 1994, facultés des lettres, Nice, p. 140.

entièrement acquis aux idées communistes. Il aurait même réussi à faire des adeptes parmi ses collègues de l'enseignement et c'est à ce titre, qui le classait comme fonctionnaire particulièrement dangereux, que je l'avais proposé pour l'inscription au carnet B. des Alpes-Maritimes »²⁸. Certains instituteurs à la suite de menaces et appels à l'ordre par la hiérarchie académique n'osent pas manifester leur appartenance à l'idéologie communiste. Le commissaire spécial de Menton indique dans ce même rapport que l'inspecteur primaire des Alpes-Maritimes est venu à Menton dans le but d'y enquêter sur l'attitude politique de l'instituteur Daumas. Ce fonctionnaire déclare qu'il est communiste mais, depuis lors, comprenant que cette position peut nuire à son avancement et ses ambitions « *il a fait prudemment machine en arrière* »²⁹. D'autres exercent leur fonction de maître d'école sans avoir caché leur appartenance au communisme. C'est le cas de Giauffret, instituteur à la Bocca. Il est accusé par le préfet des Alpes-Maritimes pour sa propagande antimilitariste et communiste dans cette commune à l'occasion de l'élection cantonale. Un article écrit par Giauffret du 18 juin 1922 paru dans *Le Petit Niçois* titré « le droit d'opinion de l'instituteur » est envoyé à l'inspecteur d'académie par le préfet à titre de renseignement. Dans cet article, Giauffret proteste et assure que le droit d'opinion des fonctionnaires et particulièrement celui des instituteurs est menacé. Après cet article, Giauffret est convoqué par l'inspecteur d'académie. Virgile Barel, instituteur à Menton, qui n'a pas respecté les avertissements donnés par l'inspecteur d'académie est déféré aux fins de censure. Le conseil départemental donne un avis favorable à la censure par 7 voix contre 6 et une abstention. Virgile Barel et Spinelli sont maintenus d'office à Menton alors que les deux demandent vainement depuis des années un poste à Nice. Barel a fait 21 ans et 11 mois de service au 1^{er} janvier 1930. Spinelli a fait 18 ans et 4 mois de service au 1^{er} janvier 1930. Il est nommé à Menton depuis octobre 1919. Aucune plainte d'ordre professionnel n'est formulée contre eux par leur chef hiérarchique : « *Instituteur à Menton, je demande depuis plusieurs années mon changement pour Nice. Je ne l'ai jamais obtenu parce que je fais de la politique militante* »³⁰. Le maintien d'office de Barel et Spinelli à Menton devient une affaire qui suscite des réactions. Un courrier de l'inspecteur d'académie au préfet des Alpes-Maritimes du 29 juillet 1930 évoque une réunion du comité consultatif au sujet de Barel et Spinelli pour une mutation à Nice. L'inspecteur d'académie demande au comité consultatif de lui faire connaître son avis. Le résultat de ce comité consultatif est favorable aux deux instituteurs pour leur mutation à Nice. Barel recueille 3 avis favorables et 4 abstentions. Spinelli obtient 6 avis favorables et 1 abstention. L'inspecteur d'académie donne en balance les deux cas :

« *La valeur professionnelle de M. Barel, écrit l'inspecteur d'académie, est seulement suffisante. Aucune plainte sérieuse et récente ne m'a été adressée contre lui pour des faits scolaires... Mais ce que je sais de la situation morale de l'école où il exerce m'interdit absolument de garantir qu'une école de Nice n'aurait, en aucun cas, à souffrir de la nomination de ce maître* »³¹. Il ajoute à propos de Spinelli :

« *La valeur professionnelle est assez bonne. La situation morale de son école ne me paraît pas sérieusement compromise. Toutefois je ne puis affirmer qu'une école de Nice n'aurait, en aucun cas, à souffrir de la nomination de M. Spinelli* »³². Malgré le vote du comité consultatif favorable aux mutations de ces instituteurs à Nice, le préfet se montre sceptique sur la mutation de ces deux instituteurs. Et pourtant cette affaire a suscité la réaction

²⁸ Rapport du commissaire spécial de Menton au préfet des Alpes-Maritimes du 22 décembre 1936. Dossier plainte et enquêtes sur les instituteurs communistes. Correspondance du cabinet du préfet. ADAM, 1 T 8.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Notre Arme*. Cela s'appelle la justice sous le règne du Bloc des gauches, n° 28, décembre 1924.

³¹ Lettre de l'inspecteur d'académie au préfet des Alpes-Maritimes, du 29 juillet, 1930. Dossier plaintes et enquêtes sur les instituteurs communistes, ADAM, 1 T 8.

³² *Ibidem*.

des instituteurs conseillers départementaux qui ont plaidé vainement pour la mutation de ces deux fonctionnaires à Nice. La réponse du préfet à l'inspecteur d'académie est catégoriquement opposée. « *Il est vrai que Barel se déplace aisément et qu'on le voit à Nice à toutes les réunions et à toutes les manifestations communistes dont il est la plupart du temps l'organisateur. Mais combien son action s'aggraverait-elle s'il était sur place. Pour la tranquillité, pour le bon renom de l'école, je suis nettement opposé* »³³. Le ministre de l'Intérieur ne cache pas son refus dans son courrier du mois d'août 1930 au préfet des Alpes-Maritimes. Ses propos expriment son opposition à la nomination à ces deux instituteurs. « *Il résulte que les maîtres en cause doivent être considérés comme les dirigeants les plus actifs et les plus dangereux du parti communiste* ». Les motivations de Barel dans cette affaire sont à l'évidence moins d'ordre pédagogique et professionnel que politique. Barel demeure l'un des dirigeants communistes et son activité politique n'a cessé de se donner libre cours. Depuis des années, il est le chef d'orchestre dans les réunions et les manifestations de son parti. Sa nomination à Nice lui permettrait d'étendre encore davantage son champ d'action. Malgré le soutien du syndicat laïque des instituteurs, il se heurte au refus catégorique de toute instance académique et préfectorale. Pour l'administration la présence de ce chef d'orchestre de la Révolution à Nice serait la pire de toutes les solutions. Lors du Front Populaire, l'identité communiste enseignante est donc en place.

L'idéologie scolaire des instituteurs communistes est marquée par la valorisation du modèle soviétique et la dialectique du refus de l'école bourgeoise et du large rassemblement de tous les laïques. La méthode pédagogique de Célestin Freinet développe des méthodes actives en se fondant initialement autour de l'imprimerie et de la correspondance scolaire. Il est vrai que ces théories éducatives sont globales et conduisent à une conception de totale libération de l'individu par l'école. Ses méthodes séduisent d'abord certains enseignants communistes puis provoqueront des débats passionnés. La méthode Freinet trace incontestablement un sillon important dans l'éducation nationale en constituant l'un des courants des méthodes qui contribueront à un renouvellement pédagogique profond. Ainsi les instituteurs de gauche, surtout les communistes, considèrent-ils comme complémentaires les deux combats qu'ils mènent, l'un pour la révolution sociale émancipatrice, l'autre pour une pratique pédagogique nouvelle permettant l'épanouissement des enfants. L'exaltation du modèle soviétique et le refus de l'école traditionnelle, dite bourgeoise, vont de pair. Mais avec le recul, ce double objectif apparaît contradictoire car, si les méthodes d'enseignement mises au point par Freinet favorisent bien l'acquisition d'une réelle autonomie par les élèves, le système stalinien qui triomphe en URSS écrase l'individu sous le joug totalitaire. En tout cas, les autorités françaises n'entendent pas autoriser les instituteurs à développer librement la propagande rouge. Il faut cependant observer que la répression entrave certes la liberté d'expression et ralentit le déroulement des carrières, mais que le régime démocratique français reste débonnaire, comparé à la tyrannie stalinienne.

L'analyse des comportements permet de brosser le portrait collectif de ce petit groupe d'instituteurs progressistes. Il s'agit d'un milieu essentiellement masculin, jeune, majoritairement natif des Alpes-Maritimes, exerçant à la campagne ou dans des agglomérations moyennes. Très marqué par la Grande Guerre, les maîtres sont pacifistes. Constituant une microsociété d'intellectuels, conscients de leur rôle de formateurs, ils ne semblent jamais assaillis par le doute. Idéalistes, ils se font les agents d'une sorte de messianisme rouge qui doit remodeler le monde. Pleins d'allant et sûrs de la justesse de leur combat, ils sont prêts à défendre vaillamment leurs idées dans les Alpes-Maritimes, département politiquement modéré, à courir des risques et à affronter la répression des

³³ Lettre du préfet à l'inspecteur d'académie du 5 août 1930. Dossier du personnel académique. Enquêtes, plaintes et correspondance du cabinet du préfet, ADAM.

autorités politiques. Ce courage n'excuse pas leur vision abstraite, rigide et manichéenne du monde, mais leur soif de justice et leur espérance en un avenir meilleur peut conduire à les juger avec indulgence.

**LA VILLE ET LA DÉCORATION
PUBLIQUE.
L'ITALIE FASCISTE ENTRE
SUGGESTIONS RATIONALISTES
ET CHOIX AUTORITAIRES.
LA CONSTRUCTION URBAINE
ET LE COSMOPOLITISME**

Ettore JANULARDO

C'est avec les futuristes que l'image picturale et littéraire de la vie urbaine s'impose d'une manière positive dans le panorama culturel italien ; c'est avec ses représentants que le mythe de la ville tentaculaire devient la source et l'archétype de la création artistique. Les recherches du futurisme – seule véritable expérience italienne d'avant-garde artistique – ont propulsé le sujet urbain au milieu du débat visuel et culturel, en faisant de la ville le *topos* de la société en transformation, qui se bâtit par l'élan et l'effort de toute la communauté.

Mais il s'agit d'une invention artistico-littéraire en avance sur son époque. En exaltant la métropole industrielle et frénétique, agitée et révolutionnaire, Filippo Tommaso Marinetti et les futuristes se plaisent à décrire – avec des images et des phrases aux tournures tardivement influencées par le symbolisme – une réalité métamorphosée qui n'a pas encore pu s'imposer et se généraliser sur la scène économique et socio-politique italienne. D'une manière opposée et parallèle, les futuristes partagent ainsi, avec tous les détracteurs des transformations urbaines et avec les nostalgiques du passé, le sentiment mythique d'une évolution déjà accomplie, dont les résultats seraient tout à fait évidents : bien que beaucoup moins « tentaculaire » qu'une métropole internationale, la ville italienne est regardée comme un centre de transformation physique et morale et comme une source de problèmes que le jeune État unitaire ne paraît pas en mesure de résoudre ou même de correctement envisager.

Les manifestes, les tableaux et les projets futuristes proclament l'avènement de la « beauté passagère », de la valeur poétique attribuée au progrès qui démolit le monde et le reconstruit d'une manière éphémère. Par la présentation de quelques manifestes en 1914, l'architecture – et la métaphore de la construction de l'avenir – fait son apparition à part entière dans l'imaginaire des futuristes. Consacrés spécifiquement au domaine de l'édification, ces textes théoriques développent et amplifient des intuitions déjà inscrites dans l'idéologie du groupe, présentées à partir du premier *Manifeste du Futurisme* et aussi dans les œuvres figuratives des peintres du mouvement.³⁴

Marinetti utilise constamment l'image de la ville pour diffuser son idée d'un progrès inévitable, incarné par la violence mécanique des machines. Il peut ainsi présenter un véritable catalogue des *topoi* urbains du XX^e siècle, en accumulant ses visions dans un manifeste théorique qu'on doit considérer au rang des œuvres littéraires les plus significatives du futurisme. Parmi d'autres artistes futuristes, Umberto Boccioni et Enrico Prampolini ont exprimé d'une façon nette et méprisante leur refus des styles et des constructions du passé. Mais la vision esthétique futuriste des constructions et des villes en tant que « *machine à habiter* » est une courte saison essentiellement lombarde, destinée à se conclure lors de la Première Guerre mondiale.

L'utopie urbaine futuriste paraît lointaine et incapable de satisfaire l'artiste métaphysique. Dans un monde artificiel et bâti, toute action spontanée serait déplacée ou impossible : il nous reste alors la mémoire comme moteur de l'existence, et le rêve, véritable *aposition* du lieu urbain imaginé par Giorgio De Chirico. Et la ville se fait passé, par le biais des représentations des portiques et du château de Ferrare, célébrant ainsi le centre culturel de la Renaissance, la ville métaphysique par excellence pour l'artiste.

Dans les œuvres métaphysiques, l'attention pour l'image urbaine est évidente. Cette esthétique a pour but de donner de la valeur à « *un portique, au coin de la rue, aux masses, à la hauteur, aux arcs, aux volumes* », pour résister à l'« *apothéose du mauvais goût* ». Et en citant Jules Verne, De Chirico déclare apprécier sa capacité de proposer « *la métaphysique d'une ville comme Londres* »³⁵. Mais la motivation des choix vers lesquels De Chirico se dirige est encore générique : d'après son frère, Savinio, la métaphysique permet d'attribuer

³⁴ Il suffit de penser, entre autres, aux hauts lieux urbains proposés par les tableaux de Boccioni : *Rixe dans la galerie* (1910), *La ville qui monte* (1910-1911).

³⁵ G. De Chirico, cf. C. De Seta, *La Cultura architettonica dans l'Italie entre les deux guerres*, Bari, 1983, p. 116-119.

« la juste signification à une œuvre plastique ». La direction est toutefois claire : par la définition de formes et de volumes élémentaires, présentés avec une sorte de rigueur naïve contraire à tout éclectisme, on procède à un nouveau classicisme. La métaphysique contribue donc à la maturation et à la simplification formelle de la perception italienne de l'espace et des lieux, en donnant plusieurs indications à la recherche architecturale des années Vingt et Trente. Mais il s'agit de suggestions opposées à toute exaltation vitale du mythe urbain : « *La ville peut ainsi devenir une sorte de simulacre : la vie en est absente, les fantômes font semblant de survivre. Les villes et leurs êtres traversent les zones de la mort et demeurent, quand nous les croyons détruits* ».

Savinio affirme que le classicisme vers lequel on se dirige n'implique pas de revenir aux styles du passé, mais qu'il s'agit « *de la forme la plus adaptée à la réalisation d'une pensée et d'une volonté artistique n'excluant pas de nouveautés expressives, mais les incluant au contraire, les exigeant même* ». Au niveau du langage, on n'est pas loin des réflexions sur le purisme élaborées par Le Corbusier dans les pages de *L'Esprit Nouveau*. Mais le désir d'aller au-delà de la réalité immédiatement perceptible peut se transformer en voyage dans l'au-delà, dans le monde des morts qui est aussi celui du vide, de l'absence de la construction : et cette négation se confond avec celle de la communication, qu'on peut considérer impossible dans un royaume non édifié³⁶.

Si la vision métaphysique se fond progressivement avec la tendance artistique européenne du *retour à l'ordre*, la victoire du fascisme métamorphose l'architecturale impulsion créatrice et métropolitaine d'origine futuriste en art rhétorique et symbolique de la construction d'un régime dictatorial.

En 1919, l'institution de la *Scuola superiore di architettura* de Rome – destinée à devenir une Faculté universitaire – permet la détermination de la figure de l'architecte-constructeur : la définition institutionnelle de la profession se rencontre ainsi avec la nécessité de reconstruire un pays que la Première Guerre mondiale a changé.

Le fascisme profite des images artistiques de la ville et des compétences professionnelles des jeunes architectes pour donner cours à son modelage de la *forma urbis* de Rome suggérée par Piacentini : on propose une distinction entre des travaux publics uniquement fonctionnels et des constructions caractéristiques du régime. Suivant le modèle des grandes villes européennes du XIX^e siècle, Marcello Piacentini donne vie à une image de Rome en tant que capitale de la nouvelle époque : il parvient à la traduction en termes compréhensibles et « romains » d'un langage international loin de tout extrémisme.

Parmi les principaux groupes d'architectes qui se constituent entre 1926 et 1927³⁷, les positions théoriques les plus radicales étaient celles affichées par le Groupe des 7, dont l'influence marque beaucoup de débats des années Trente.

³⁶ C'est la perception proposée par le frère de Giorgio De Chirico, Alberto Savinio. Peintre, écrivain et musicien (Athènes 1891-Rome 1952), il se fait remarquer par le registre onirique et grotesque de son œuvre. Sa formation culturelle correspond à celle de son frère : des années en Grèce et à Munich ; les milieux artistico-littéraires parisiens, où il expose pour la première fois en 1927 ; l'art métaphysique à Ferrare et des contributions théoriques parues dans la revue *Valori Plastici*. Dans son livre de contes *Casa « La Vita »* (publié en 1943), l'allégorie explicite est celle de la vie qui se fait transit dans une habitation riche d'objets et de souvenirs. À l'extérieur de la demeure, à sa sortie, il n'y a que la mort. La période comprise entre 1933 et 1943, une décennie italienne très riche de réflexions sur la construction et sur l'habitat, s'achève sur l'image de la *maison* comme synonyme de vie privée et de la *ville* comme synonyme de vie sociale. Dans les mêmes contes, Savinio cite Paris « de fer et de pierre », brumeuse ville du Nord, tandis que Rome est la baroque cité des papes et des décompositions humaines et urbaines (cf. les images de décomposition baroque dans les scènes romaines du peintre Scipione).

³⁷ On peut citer :

- le Groupe des 7 de Milan ;
- le Groupe de Turin, avec Umberto Cuzzi, Giuseppe Gyra, Gino Levi-Montalcini, Giuseppe Pagano, Paolo Perona, Ettore Pittini ;

Fondé à Milan en 1926, ce groupe est composé de sept architectes : Ubaldo Castagnoli – remplacé en 1927 par Adalberto Libera –, Luigi Figini, Guido Frette, Sebastiano Larco, Gino Pollini, Carlo Enrico Rava, Giuseppe Terragni.

Se réclamant de l'*Esprit nouveau* de Le Corbusier, ce groupe veut représenter une tendance constructive fonctionnelle et rationnelle, au nom d'une culture architecturale internationale avancée, en se détachant de l'homologation à l'académisme suggéré par le régime fasciste. Mais ils ne s'opposent pas pour autant aux valeurs et aux choix politiques du gouvernement mussolinien : le Groupe des 7 proclame ses mots d'ordre théoriques et dessine ses constructions en se proposant comme le véritable interprète d'une esthétique et d'une éthique fascistes, qu'il faudrait – d'après eux – soustraire aux petites intrigues des professionnels serviles de l'architecture, uniquement intéressés à profiter de quelques commandes lucratives. À côté de ses participations au *Werkbund* de Stuttgart, en 1927, et de Breslau, en 1929, le Groupe des 7 est présent à la Biennale de Monza, en 1928, et aux Expositions italiennes d'architecture rationnelle de 1928 et 1931.

En 1926, les architectes rationalistes du Groupe des 7 parlent de « *correspondances* » et « *affinités* » entre la peinture « *étrange* » de Carlo Carrà, Mario Sironi, De Chirico et les écrivains du « *réalisme magique* », comme Massimo Bontempelli (1878-1960).

Journaliste, auteur dramatique, romancier, promoteur culturel, il se propose de construire un projet de modernité intellectuelle destinée à un public élargi. Mais Bontempelli est également l'une des personnalités marquantes de la polémique entre le cosmopolitisme de la revue *900* – qui représente le côté urbain du mouvement littéraire de *Stracittà* – et les saines coutumes paysannes du groupe se reconnaissant dans *Strapaese*. La revendication de ces positions traditionnelles, qui sont exaltées dans la revue *Il Selvaggio* de l'écrivain-dessinateur Mino Maccari, alimente le débat sur la portée rurale et anti-urbaine de l'idéologie fasciste et sur le rôle imputable à la « modernité » à l'intérieur de ce mouvement politique. « Ouverte » et métropolitaine, la perception culturelle de Bontempelli se consacre à l'exaltation de la portée politique de ses intuitions, tout comme Mino Maccari dans le camp adverse du *ruralisme*.

Dans le premier numéro de la revue *900* (paru en septembre 1926), Bontempelli présente sa poétique du « réalisme magique » et donne également le climat artistique et politique de ces années de confrontation entre les cultures, vues à travers le regard d'un intellectuel très actif. Il insiste sur la nécessité, pour le XX^e siècle, de « reconstruire » le temps et l'espace. En adoptant une attitude « urbaine », prête à reconnaître dans le mouvement fasciste une phase de la modernité, Bontempelli estime que l'art doit se présenter comme une « construction » objective, presque « anonyme », liée au dynamisme de la réalité et apte à satisfaire les besoins de mythes modernes. Les formes nouvelles de la création esthétique – comme le cinéma – peuvent ainsi devenir le fondement d'un art doté de *précision réaliste et atmosphère magique, populaire* et caractérisé par l'*invention* et l'*imagination* : ce sont les caractéristiques du réalisme magique. Bontempelli se propose de déduire des perspectives fantastiques en se fondant sur la réalité du monde moderne ; dans cette période, identifiée par l'écrivain avec le fascisme, il y aura le changement de nos coordonnées spatio-temporelles : on peut « *créer des objets, à placer loin de nous ; et par ceux-ci modifier le monde* ». ³⁸

- le Groupe de Rome, avec Adalberto Libera, Gaetano Minnucci, Luigi Piccinato, Mario Ridolfi. Ces groupes participent à l'organisation de la première Exposition italienne d'architecture rationnelle, inaugurée à Rome en mars 1928. En ces années, paraissent à Milan deux nouvelles revues : *La Casa Bella*, dirigée par Guido Marangoni, et *Domus*, fondée par Gio Ponti.

³⁸ M. Bontempelli, cf. G. Ferroni, *Storia della letteratura italiana - Il Novecento*, Milan, 1991, p. 212.

Mais le dessein de Bontempelli, si vaste et indéterminé, n'arrive pas à se transformer en réalisation artistique à la hauteur de ses ambitions. Faute d'une effective emprise artistique sur le monde, l'écrivain estime le message de la politique bien plus puissant et séduisant. Il revient à la pratique politique d' « ouvrir les portes du Novecento », ³⁹ car elle est en train de retrouver le sens « de la puissance et du contingent ». ⁴⁰ En ayant recours au visage anti-libéral et antidémocratique des premières décennies du nouveau siècle, cette expérience lui semble devoir devancer toute forme de création esthétique. C'est ainsi que le rôle d'avant-gardes historiques du XX^e siècle revient à Rome et à Moscou, les deux capitales du fascisme et du communisme réunies dans une opération de destruction des traditions démocratiques du XIX^e siècle.

En 1928, tout en attaquant les constructions *traditionnelles*, Rava – qu'on peut qualifier de théoricien du Groupe –, plaide pour l'architecture rationnelle, qu'il serait erroné de considérer comme influencée par les exemples venant du nord de l'Europe. Il attribue *une absolue asymétrie* aux plus récents bâtiments allemands et hollandais : bien que source de *résultats très intéressants*, cette asymétrie ne peut satisfaire les exigences esthétiques italiennes, nécessitant par contre un équilibre d'origine classique. D'après Rava, on reconnaîtrait ainsi *une garantie sûre* de l'indépendance et de l'originalité de l'architecture italienne, même dans sa déclinaison rationaliste. ⁴¹

Mais il faut préciser la signification de ces remarques critiques, se situant à l'intérieur du débat sur la tendance architecturale capable de mieux exprimer les « valeurs du fascisme ». Si Rava critique le style *traditionnel*, c'est aussi parce qu'il n'y voit pas de caractère *nécessairement* fasciste et impérial, de la même manière qu'il n'en voit pas un forcément *bolchevique* dans la tendance rationnelle. Si Rava estime que seule l'architecture capable de dépasser les « *confins du peuple qui la crée* » peut « *faire partie du patrimoine national* », c'est à l'Italie fasciste qu'il attribue ce « *miracle de la création joyeuse* » : le nouvel *esprit hellénique*, dont la nation italienne va être à la tête, représente la « *forme d'impérialisme ... la plus digne de l'Italie d'aujourd'hui* ». ⁴²

À la lisière du rationalisme fonctionnel et de la valeur esthétique de la construction, on peut remarquer que la perspective de ces architectes ne coïncide pas avec le point de vue exprimé par les intervenants au Congrès international d'Architecture moderne (CIAM) de La Sarraz, en Suisse, en 1928, et cela malgré l'admiration du Groupe des 7 pour Le Corbusier. Lors de ces assises, fondées en cette même année avec le but de confronter les expériences architecturales des différents pays européens, Hendrik Petrus Berlage, Le Corbusier et Gerrit Thomas Rietveld déclarent :

« ... la transformation de l'ordre et de la vie sociale entraîne fatalement une transformation correspondante du phénomène architectural ... et ce en remplaçant l'architecture sur son plan véritable qui est le plan économique et sociologique ... ». ⁴³

Ne soulignant pas les possibilités esthétiques des bâtiments modernes, les architectes de La Sarraz misent sur la portée économique et purement fonctionnelle de la culture de la machine – ainsi que de la ville contemporaine modelée par la machine –, en s'éloignant des élans tardivement romantiques et néo-décadents des Futuristes, dont les retombées sont encore perceptibles dans les textes théoriques du Groupe des 7.

En 1933, les relations sont bien établies entre Le Corbusier et Bardi, Terragni, Figini et Pollini, délégués italiens au IV^e CIAM (Congrès International d'Architecture Moderne), qui se déroule tout au long d'une croisière maritime estivale entre Marseille et Athènes et qui est

³⁹ M. Bontempelli, 900, n° 1, 1926.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ E. Rava, « Dell'europeismo dans architettura », dans *Rassegna Italiana*, février 1928, p. 81-82.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Cité dans R. Assunto, *La città di Anfione e la città di Prometeo. Idea e poetiche della città*, Milan, 1984.

marqué par l'élaboration de *La Charte d'Athènes*. Dans un article publié en septembre 1933, le critique Pietro Maria Bardi souligne les similitudes entre les idéaux politiques et idéologiques de l'Italie fasciste et Le Corbusier, au nom de la *méditerranéité* :

« *L'architecture [...] a son berceau dans la Méditerranée. Athènes et Rome sont dans la Méditerranée [...] Pensons au rôle de Mussolini, à la tâche de Rome, à l'axe de la Méditerranée [...] Le Corbusier écoute toutes nos convictions. [...] Son enthousiasme pour tout ce qui est révolution urbanistique, et donc sociale, vivra le moment du plus haut bonheur* »⁴⁴.

Dans un numéro spécial de *L'Architecture d'aujourd'hui*, en 1933, Le Corbusier s'avoue déçu tant par l'expérience soviétique que par Hitler et se montre confiant dans la situation italienne. Il espère être choisi en tant qu'architecte urbaniste pour la troisième ville des marais pontins, Pontinia. Mais les conférences de Le Corbusier en Italie (à Milan et à Rome) n'ont pas de suites concrètes et ses considérations sur les travaux publics du régime fasciste et sur les centres habités de la région pontine sont critiques. Le Corbusier s'exprime négativement sur Littoria, en employant les mots de « *confusion* », « *laideur* », « *échec urbanistique* ». Sur Sabaudia, son jugement est encore plus tranchant : cette réalisation « *agréable* » relève d'un rêve « *romantique* » et agricole hors du temps ; et il n'apprécie pas le plan prévoyant une série de petites maisons destinées à envahir le paysage.

La tentative de l'architecte franco-suisse de se proposer pour le projet de Pontinia met en cause, d'un côté, ses relations avec ses commanditaires éventuels et, de l'autre, sa façon de concevoir l'habitation en tant qu'entité géométrico-rationnelle appelée à organiser l'espace humain. C'est justement le problème qui se trouve au centre de la réflexion de Le Corbusier à ce moment : à son avis, il faudrait distinguer les bâtiments publics – destinés à la bureaucratie et aux représentants du Parti national fasciste – des habitations privées, censées être l'élément distinctif de la proposition de Le Corbusier. Sur ce point, la distance entre ce dernier et les autorités italiennes est absolue : le régime fasciste ne conçoit pas de projets se basant sur le rôle prioritaire destiné à la résidence et à l'unité d'habitation. Le Corbusier n'a donc aucune possibilité de faire accepter ses propositions par le pouvoir fasciste.

On enregistre encore une intervention de Le Corbusier en Italie lors du déroulement à Rome du VI^e Congrès Volta, en octobre 1936. Pour cette rencontre, organisée par Piacentini sous l'égide de l'Académie d'Italie, le thème de la semaine est consacré aux « Relations entre l'architecture et les arts figuratifs ». Parmi d'autres présences internationales, il faut souligner deux participations significatives : Gropius et Le Corbusier. Au milieu des plus récents débats politiques et artistiques, l'intervention de Le Corbusier se montre plutôt polémique sur les possibilités d'expansion de l'architecture moderne aux attitudes cosmopolites. Il déclare même : « *Partout on cherche à nous chasser, à nous refouler. On peut presque le dire : partout nous sommes vaincus : France, Russie, Allemagne, Italie* ».⁴⁵

Toujours en 1936, s'ouvre à Rome la Deuxième Exposition de la plastique murale pour la construction fasciste. On propose des thèmes (*La guerre italienne dans l'Afrique orientale – Le siège économique ; L'aviation de l'Italie fasciste – Commerces maritimes*) pour deux concours réservés aux œuvres « *polymatériques* », domaine des expérimentations artistiques possibles.

Les réactions du régime aux propositions provenant de cette Exposition de la plastique murale ne sont pas positives. Bien qu'ils prennent part aux principales polémiques de l'époque, la contribution publique et officielle des « avant-gardistes » et des futuristes se fait de plus en plus marginale, déterminant ainsi un sens de frustration et d'isolement grandissants. Par surcroît, les futuristes doivent faire face aux critiques les accusant de

⁴⁴ P. M. Bardi, *Roma*, « Il Fascismo, Littoria, l'architettura », dans *Quadribo*, 3 septembre 1933.

⁴⁵ Cf. AA.VV., *Convegno di arti « Rapporti dell'architettura con le arti figurative »*. Atti, Reale Accademia d'Italia, Rome, 1937.

proposer un « art dégénéré » : ces attaques proviennent des chefs fascistes plus réactionnaires – comme Roberto Farinacci – mais aussi de la part de l'Allemagne nazie. Lors d'une Exposition itinérante à Hambourg et à Berlin, entre février et mars 1934, des reproches violents sont adressés au groupement futuriste : c'est à Prampolini, quelques mois après, de défendre le sens de cette expérience artistique.

Trois ans plus tard, Marinetti passe à la contre-attaque. En faisant publier *S.E. Marinetti difende il futurismo dalle critiche di Hitler*, le théoricien italien de l'avant-garde totale ne se limite pas à défendre une nouvelle fois sa création contre les attaques violentes provenant des milieux nazis, mais il renverse les termes des accusations. C'est ainsi à Hitler d'être attaqué par Marinetti, à cause de la préférence absolue que le Führer exprime en faveur de l'art vériste, traditionnel et contraire à toute avant-garde.

Bien que témoignage d'une courageuse fidélité à ses racines « révolutionnaires » face au dictateur allemand, la prise de position de Marinetti ne peut pas cacher le sens d'une défaite historique pour le groupement futuriste. Obligé de se nourrir d'hommages formels et de critiques substantielles, le futurisme est de plus en plus mal supporté par les chefs fascistes, lui préférant des formes artistiques plus conventionnelles et plus grandioisement « romaines », dignes donc de l'Italie impériale.

• Vers une iconographie officielle : l'Italie fasciste dans le sillage de l'Allemagne nazie

L'affirmation de positions théoriques et d'iconographies artistiques officielles de plus en plus conditionnées par le régime fasciste doit se situer vers la fin des années 1930, en relation avec les rapports politico-militaires plus étroits avec l'Allemagne nazie. Au moment où éclate la Seconde Guerre mondiale, le système idéologique italien est encore à la recherche de la forme expressive et idéologique officielle et unitaire, car l'éclectisme et les tendances contradictoires fascistes n'ont pas permis de définir un canal de transmission univoque entre l'art et la propagande politique. Pour essayer de rendre la représentation artistique plus fonctionnelle aux nécessités concrètes de la dictature, on choisit de privilégier un langage figuratif réaliste – sur des thèmes imposés – susceptible d'être interprété d'une manière symbolique.

Sous les auspices de Roberto Farinacci, naît en 1939 le Prix de peinture de la Ville de Crémone. L'institution de ce concours a pour but de favoriser l'affirmation décisive d'un art de propagande fasciste, fondé sur l'identification de l'engagement politique explicite avec un style pictural simplifié. En mettant l'accent sur la possibilité et la nécessité d'une figuration à thématique sociale, le régime fasciste veut développer ses postulats politiques, rendus explicites sous la forme d'un langage simple et « réaliste », dans le sillage des dictatures nazie et soviétique. On organise trois éditions du Prix Crémone, auquel on participe en gardant l'anonymat : l'artiste ne peut citer qu'une devise rappelant les idéaux du militantisme fasciste. La première édition comprend deux sections : *En écoutant le discours du Duce à la radio* et *États d'âme créés par le fascisme*. Ugo Ojetti explicite le but de cette première manifestation : il faut savoir peindre « la beauté gaillarde et printanière de l'Italie d'aujourd'hui et de demain, c'est-à-dire de l'Italie de Mussolini »⁴⁶.

Le 19 juin 1939, lors de sa visite à l'Exposition, c'est le Duce en personne qui fixe le thème de la deuxième édition du Prix Crémone : *La Bataille du blé*. On envisage de présenter dans une ville allemande, en 1940, une sélection des œuvres exposées lors des deux premières éditions du Prix. En mai 1940, Tullo Bellomi appelle les artistes « à faire de l'art inspiré aux sujets historiques et politiques » et à refuser tout « droit de citoyenneté italienne aux déformations artistiques du vrai [...] d'origine principalement étrangère ». Bellomi souligne

⁴⁶ Cf. AA.VV., *Gli anni del Premio Bergamo*, Milan, 1993, p. 51.

également que le créateur du Prix Crémone, Farinacci, « *en tant qu'homme politique* » ne pouvait considérer l'art que comme un élément en fonction de la politique et, « *en tant que révolutionnaire* », [il ne pouvait] regarder l'art que comme une activité « *qui doit suivre la ligne spirituelle et le mouvement ascensionnel de la Révolution fasciste* ». ⁴⁷

Lors de la proclamation des vainqueurs de la deuxième édition, le ministre allemand Hermann Esser est présent : on établit que l'exposition du Prix Crémone aura lieu à Hanovre. Farinacci se rend à l'exposition en Allemagne, où se déchaîne une violente campagne anti-juive. Le 19 septembre 1940, Tullo Bellomi publie un article – paru dans le *Hannoverscher Kurier* – féroce opposé au cosmopolitisme de l'art « *judaique-internationaliste* » : il voit par contre l'ère fasciste comme celle d'une nouvelle Renaissance, où l'art – par son engagement politique – va illustrer la grandeur civile et militaire des peuples.

Le thème de l'édition de 1941, la dernière réalisée, est consacré à la jeunesse fasciste : la « *Gioventù italiana del Littorio* ». Le processus d'homologation aux mots d'ordre nazis est désormais accompli : Bellomi invite les artistes « *à éliminer de leurs créations, conformément aux directives du Régime qui veut la santé physique et morale du peuple italien, tout ce qui contraste avec la beauté de notre race* » ⁴⁸. On projette de transformer le Prix Crémone en manifestation artistique officielle italo-allemande ; les thèmes fixés pour le concours de 1943 – destiné aux artistes italiens et du Reich – sont les suivants : *Du sang, la nouvelle Europe ; Portraits de personnalités représentatives de l'Axe*.

Si l'on excepte quelques images proches de l'héritage futuriste dans la première édition, les scènes présentées lors des séances du Prix Crémone sont normalement très traditionnelles : l'organisation du tableau est classique, en ayant souvent recours au schéma d'origine sacrée du triptyque.

Les techniques de la détrempe et de la fresque sont fréquentes, comme déjà dans les œuvres de la peinture murale. Mais le résultat final est différent : si les meilleurs *muralisti* s'efforçaient de donner un aspect *classiquement* intemporel à leurs créations, souvent liées au domaine urbain et aux hauts lieux monumentaux de la ville, les peintres du Prix Crémone utilisent des grandes surfaces picturales pour des portraits régionaux à l'atmosphère familiale et rurale, plus proches de la poésie du groupe de *Strapaese* que de la fureur civique de Sironi.

Vers la fin des années 1930, à la suite d'une alliance plus étroite avec les Allemands, la politique artistico-culturelle nazie est donc regardée de près par le gouvernement fasciste.

En 1937, l'Exposition itinérante sur l' « *Entartete Kunst* » (« Art dégénéré ») et la première « *Grosse Deutsche Kunstausstellung* » (« Grande exposition d'art allemand ») à Munich, en 1939, expriment l'orientation figurative du régime allemand.

La politique artistique nazie investit deux domaines complémentaires : celui de la destruction de l' « *art dégénéré* » et celui de la présentation d'un modèle d'art « *authentique* », comme dans le cas du concours promu en 1934 sur le « *Junge Deutsche Kunst* ».

Ce double volet de la politique *culturelle* allemande correspond à une différence significative par rapport à l'expérience italienne. Longtemps peu soucieux d'une palingénésie dans un domaine où il n'a pas de position définie à soutenir, le régime fasciste ne présente pas d'œuvres d'art « *dégénéré* » à la réprobation du public, en se limitant à faire publier les jugements critiques et les accusations personnelles de quelques chefs importants. Les artistes mêmes, justement à cause d'une relative liberté d'expression et de parole, deviennent les protagonistes de polémiques acharnées entre eux : ces dernières ne mettent pas en cause la possibilité et la légitimité d'un « *art fasciste* », mais déterminent plutôt une interrogation sur

⁴⁷ *Ibid.*, p. 52.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 53.

quelle tendance artistique – et par la suite quel type d'art : peinture, sculpture ou architecture – peut mieux incarner le *style* et l'*idéal* du fascisme.

Le régime nazi semble avoir plus d'intérêt pour la sculpture que pour la peinture monumentale. Pour souligner la relation étroite unissant sculpture et architecture, on emploie en Allemagne le concept de *sculpture tectonique* à côté de celui d'*architecture tectonique*. Ce dernier concept peut indiquer le caractère *constructif* de l'œuvre d'art, mais aussi la logique interne d'élaboration de l'œuvre elle-même.

Si la référence à la peinture à fresque est inévitable dans le panorama artistique italien, elle est moins évidente en Allemagne, où l'on préfère se rapporter à d'autres époques de l'histoire et à d'autres formes d'art : l'architecture et la sculpture sont censées représenter la réalisation artistique la plus accomplie lors de l'édification du temple grec et de la cathédrale gothique. C'est dans cette perspective de domination du marbre bâti et de celui sculpté que le classicisme architectural d'Albert Speer se doit d'être accompagné et mis en valeur par des sculptures également monumentales.

Il existe des éléments communs à l'Italie fasciste et à l'Allemagne nazie dans le domaine de la décoration murale urbaine :

- le caractère politique des travaux artistiques, se situant dans la perspective de la propagande idéologique ;
- l'échelle monumentale des œuvres picturales, sculpturales et architecturales, dont les dimensions supérieures deviennent l'un des principaux facteurs stylistiques ;
- la définition – rapide et coercitive en Allemagne, beaucoup plus lente et incertaine en Italie – d'une ligne stylistique à suivre ; dans le panorama artistique italien, ce sera un style *moderne et monumental*, résultat d'une rencontre entre l'héritage de la simplification formelle pratiquée par les avant-gardes et l'échelle monumentale privilégiée en tant que véhicule principal de communication avec le public ; lors de l'affirmation de ce style *monumental*, il y aura en Italie aussi la proposition de sujets figuratifs quotidiens ou élémentaires, à peindre d'une manière *simple et réaliste* ;
- l'utilisation d'instruments législatifs favorisant la présence de la décoration sur les façades et à l'intérieur des bâtiments : loi « *Kunst am Bau* » en Allemagne et « Loi de 2 % » en Italie ; la norme italienne destine ce pourcentage du coût total de toute construction publique aux œuvres décoratives et d'embellissement.

Mais il y a également des différences évidentes entre les politiques artistiques en Italie et en Allemagne par rapport à celle allemande. Résultat d'une longue tradition, de contributions importantes et de polémiques acharnées, le caractère de l'art mural italien – véritable art à l'échelle urbaine – est plus moderne et expérimental face aux œuvres conçues sous le régime nazi. Au nom de la valeur suprême de l'*éternité*, l'aspect idéologique se fait absolu et totalisant en Allemagne : dans la conception nazie de l'architecture, l'on différencie nettement les édifices à valeur symbolique – pour lesquelles les choix artistiques expriment d'une manière immédiate l'idéologie politique totalitaire – et les immeubles n'ayant qu'une fonction utilitaire, dépourvus d'ornementation.

Dans la perspective italienne, peu définie au point de vue d'une politique culturelle stricte, la décoration urbaine peut au contraire n'être qu'un des éléments présents et visibles dans la vie sociale, à côté des autres (centres culturels, galeries d'art privées, associations religieuses) qui continuent d'exister. Tout en prétendant une soumission officielle pour consentir que les artistes s'expriment sur la scène publique, Mussolini et le régime ne savent ni ne peuvent imposer une ligne artistique univoque et indiscutable, si l'on excepte les dernières initiatives du fascisme après la proclamation de l'Empire. C'est ainsi que la bataille pour la *renaissance* de la peinture murale se fait au nom de la *modernité*, en tant que moment de rencontre idéologique et formelle entre les valeurs traditionnelles et les suggestions de l'époque contemporaine, avec une approche plus vaste et synthétique.

Cet intérêt de la part des politiques pour l'art en transformation – au moment même où les grandes expositions d'art telles que la Biennale de Venise, les Triennales de Monza et de Milan, la Quadriennale de Rome ont beaucoup de succès – contribue à déterminer la naissance en Italie, en 1940, du Bureau pour l'Art contemporain. Lors d'une interview au *Corriere della Sera* en janvier de cette année, Bottai déclare que l'État, pour l'artiste, « doit savoir organiser une possibilité d'écoulement » de sa production. Et il ajoute, en insérant dans son programme politique ce que Sironi avait déjà théorisé lors du *Manifesto della pittura murale* en 1933 : « Un autre point de notre programme est enfin celui de la participation toujours plus ample des artistes contemporains aux œuvres bâties par le Régime [...] pour qu'une architecture ouvertement moderne donne à nos villes le visage de notre époque [...] il n'y aura qu'une solution [...] la participation des peintres et des sculpteurs aux œuvres bâties par l'État »⁴⁹.

On sait que, dès l'époque des proclamations sironiennes sur le caractère social de l'art mural, les choses ont évolué et que le caractère *unitaire* de l'œuvre d'art dans *nos villes* a été interprété comme la nécessaire prédominance de l'architecture validée par le pouvoir. Dans cette direction, le Directeur général des Arts, Marino Lazzari, affirme en 1940, d'une manière explicite : « [...] la reconnaissance de la validité d'un fait artistique [...] sur le plan historique ne peut venir que de l'État, puisque c'est dans l'État qu'on réunit la responsabilité suprême de l'éducation du peuple ».⁵⁰

Dès 1933, des circulaires ministérielles accordent des fonds pour la réalisation d'œuvres décoratives – picturales et sculpturales – destinées à l'embellissement des projets prévus par les commandes publiques. Dans le domaine du loisir également, l'« *Opera Nazionale Dopolavoro* » donne sa contribution à la diffusion d'un consensus social transversal, en organisant des concours d'art ayant une portée limitée mais une connotation politique claire. Le régime fasciste poursuit donc la stratégie de s'approprier les organisations existantes, qu'il maintient en vie pour les transformer dans les chaînons de sa politique culturelle.

Si le régime semble finalement choisir d'intervenir dans les questions précisément artistiques, en s'attribuant le droit de définir des lignes stylistiques et des sujets à privilégier, les problèmes ne sont pas pour autant résolus au niveau des relations réciproques entre peinture et architecture. Des architectes critiquent la loi de 2 % parce qu'elle ne précise pas que le constructeur puisse choisir les auteurs et les sujets des œuvres décoratives.

Fidèle aux positions déjà exprimées dans le passé, Piacentini affirme que la sélection des artistes, les sujets figuratifs et même les techniques à employer reviennent forcément à l'architecte – qui doit trouver une entente avec le commanditaire et le Syndicat des artistes –, faute de quoi il manquerait la base élémentaire de l'œuvre réalisée, c'est-à-dire son unité.

Bien qu'aux idées différentes au point de vue architectural, le rationaliste Michelucci partage la même opinion que Piacentini. Dès son intervention dans *Le Arti*, en 1938, il estime que l'architecte doit décider sur la décoration, sur la base d'une conception fonctionnelle à laquelle il faut tout subordonner : c'est au constructeur, donc, qu'il revient de trouver l'équilibre entre la recherche purement rationaliste et la contribution décorative.

Pour ce qui est des commentaires politiques, en exaltant l'*impartialité* des commandes ministérielles, Bottai réfute les jugements accusant le ministère de l'Éducation de ne pas indiquer une ligne univoque dans les œuvres promues et affirme : « *Et si [ces choix] peuvent sembler à quelqu'un [...] d'un éclectisme excessif, on doit répondre qu'il est nécessaire que ce soit ainsi, parce qu'il ne faut absolument pas favoriser la naissance d'un art d'État [...]* ;

⁴⁹ Cf. AA.VV., *Muri ai pittori*, Milan, 1999, p. 25-43.

⁵⁰ *Ibid.*

l'État n'est pas un particulier et ne peut pas suivre, dans ce domaine, un unique courant de goût »⁵¹.

En 1943, l'année de l'effondrement du fascisme, les positions critiques sont désormais figées, après des oscillations périodiques : d'abord, le choix de ne pas avoir d'esthétique officielle, puis la volonté d'affirmer la ligne du classicisme fasciste impérial, et finalement les affirmations de Bottai, récupérant une sorte de libéralisme artistique hors de toute applicabilité concrète à la fin du régime. Ces lignes critiques sont ultérieurement exaspérées par les conséquences des « lois pour la protection de la race » : c'est ainsi que Giuseppe (Pogatschnig) Pagano (1896-1945) subit de très violentes attaques personnelles de la part d'Ojetti et de Soffici. Pour ce dernier, qui a désormais transformé toute apparence de polémique artistique en bataille politique et en préjugé antisémite, le cosmopolitisme de « *la modernité artistique est [...] synonyme de rébellion, d'anarchie [...] négation de l'esprit italien et fasciste [...] produit de la démocratie sans-culotte, de la bourgeoisie et [...] en dernière analyse, de l'hébraïsme* »⁵².

• Le projet de l'Exposition universelle de 1942 et la suggestion du style définitif à Rome

En 1936, le Bureau international des Expositions approuve la réalisation en Italie d'une Exposition internationale, prévue en 1941. Mais puisque Mussolini envisage déjà de célébrer le vingtième anniversaire de la conquête du pouvoir, on commence à parler en Italie de l'*Exposition de 1941-42* et, par la suite, de l'*Exposition de 1942* : E 42 deviendra ainsi le sigle du projet.

On veut profiter de cette vitrine pour présenter le nouveau visage impérial de l'Italie fasciste, puissance *moderne* affichant sa volonté de profiter des échanges internationaux dans une atmosphère de paix. L'E 42 doit alors devenir ce que Mussolini appelle l'« *Olympiade des civilisations* », tout en permettant de situer l'Italie et sa volonté de *pax romana* au premier plan de la situation mondiale.

En mars 1940, reprenant le concept d'une civilisation italienne à proposer dans l'avenir aux yeux du monde, Piacentini remarque que les transformations de la capitale concernent plusieurs secteurs et que, parmi ces derniers, une place privilégiée revient à la zone de l'E 42, qui est l'« affirmation solennelle de la nouvelle ère impériale fasciste », mais qui devra s'intégrer dans un quartier avec d'autres bâtiments à la hauteur de ce projet symbolique. Cœur et scène de ce scénario de propagande, la ville de Rome. Par l'E 42, on veut donc la marquer de l'empreinte définitive du régime fasciste. La ville sera la représentation concrète et finalement capable de proposer à nouveau les fastes de l'Empire aux yeux des Italiens et du monde entier. L'histoire nationale pourra ainsi retrouver son héritage, conjuguer le présent et l'avenir au passé mythique qui avait hanté les rêves des nationalistes frustrés du XX^e siècle.

Dans un rapport officiel, le Commissaire général Vittorio Cini, gérant l'organisation de l'E 42 et responsable de son implantation dans la ville, écrit en 1937 au sujet des choix stylistiques :

« *L'Exposition de Rome devra créer le style définitif de notre époque : [...] le style « E 42 ». Il devra obéir à des critères de grandeur et de valeur monumentale. Le sens de Rome, synonyme d'éternel et d'universel, devra l'emporter [...] dans l'inspiration et dans l'exécution des constructions censées durer [...] Dans les pavillons qui seront par la suite*

⁵¹ Ibid.

⁵² Ibid.

démolis, les artistes pourront par contre s'essayer à des solutions audacieuses et même d'avant-garde ».⁵³

Le rapport officiel du Commissaire général confirme que le régime, en 1937, est encore à la recherche de son *style définitif*, sous le signe de la grandeur impériale : sa réalisation effective est même reportée à l'année de l'E 42. On souligne également que, dans ces lignes, la tension entre l'*éternité* et la *modernité* de l'édification est résolue au profit de la première, même si on laisse une marge de manœuvre pour réaliser des constructions temporaires.

C'est la même attitude qu'on retrouve dans les expositions organisées au *Villaggio del PNF* entre juin 1937 et septembre 1939. Sous la direction artistique d'Oppo, des pavillons provisoires sont bâtis au *Circo Massimo* de Rome selon les techniques du rationalisme. Puisqu'on ne recherche pas d'effet monumental, la décoration des murs peut se faire en illustrant les sujets choisis avec des caractères plutôt libres. Ce qui n'empêche pas les critiques de remarquer que la plupart des œuvres réalisées ne semblent pas se conformer à l'*esprit fasciste*.⁵⁴

Revenons à l'E 42, mobilisant un énorme effort de la part du régime, au point de vue des ressources économiques mais aussi en ce qui concerne le nouveau dessin du contexte urbain concerné. On n'effectue que peu de concours, puisque les commandes sont gérées directement par Cipriano Efisio Oppo. Il veut organiser une exposition d'architecture et d'art contemporains, dans l'esprit qu'on a énoncé plus haut : au style grandiose hérité de Rome antique, il faudra juxtaposer les résultats atteints par l'art de la construction et de la décoration urbaine à l'époque du fascisme. Le but visé est « *le style définitif de notre époque* », sorte de version italique de l'esprit urbanistique grandiloquent des dictatures européennes.

Le projet d'exposition envisagé en 1937 résume les conclusions du congrès Volta selon l'optique de Piacentini : lors de l'accomplissement des travaux, l'autorité finale est attribuée aux architectes même en ce qui concerne les œuvres décoratives. Oppo aurait pu indiquer une direction rationaliste pour les bâtiments, mais s'impose la ligne médiane de la *modernité nationale* proposée par Piacentini, également très présent et actif vis-à-vis des décorateurs.

Dans les principaux bâtiments du complexe de l'E 42⁵⁵, l'importance de l'ornementation prévue est rapportée à sa capacité à exprimer les valeurs et les messages symboliques au public.

C'est dans le Palais des Congrès qu'on prévoit de réaliser les décorations les plus importantes : il y aurait, dans les deux halls du bâtiment, des fresques proposées par Achille Funi (sur *Le mythe de Rome*) et par Afro Basaldella (*Les activités humaines et sociales*) ; on envisage de revêtir la grande Salle centrale d'une mosaïque sur fond doré (de 3 000 mètres carrés) reproduisant quatre étapes de la *primauté* impériale et spirituelle de Rome : *Les origines de Rome, L'empire, La Renaissance et Universalité de l'Église, Rome de Mussolini*. Il reste des ébauches et des cartons préparatoires aux œuvres non réalisées – dans le cas d'Afro – ou partiellement exécutées par Funi. Il propose pour son *mythe de Rome* des sujets qui lui sont chers (*Le Triomphe de César, Tous les chemins mènent à Rome, Le Triomphe d'Auguste*), sans accepter les pressions d'Oppo pour transformer ses images selon une

⁵³ Cf. Insolera-Di Majo, *L'Eur e Roma dagli anni trenta al Duemila*, p. 30-33 et G. Ciucci, *Gli architetti e il fascismo*, Turin, 1989, p. 184.

⁵⁴ Cf. G. Pensabene, dans *Il Tevere*, 30 novembre et 2 décembre 1938.

⁵⁵ Le Palais des Congrès, projeté par Libera ; le Palais des Bureaux, dessiné par Minnucci ; le Palais de la Civilisation italique – le bâtiment le plus significatif du projet – projeté par Guerrini, La Padula, Romano ; les Immeubles des Forces armées, dessinés par De Renzi et Pollini, réservés d'abord à l'Exposition de l'Autarcie, du Corporatisme et de la Sécurité sociale ; le Musée des Arts et Traditions populaires, projeté par Castellazzi, Morresi, Vitellozzi ; le Musée des Sciences, dessiné par Brusa, Cancellotti, Montuori, Scalpelli.

perspective plus agressive et *impériale* : il reste ainsi fidèle à son classicisme et à l'iconographie historico-religieuse montrée ailleurs.

Dans le Palais des Bureaux, le premier réalisé, destiné à être le siège du PNF à la conclusion de l'E 42, l'architecte Minnucci prévoit l'exécution – par Giorgio Quaroni – d'une fresque sur *La Fondation de Rome* (1939-1940), où l'artiste utilise en fonction idéologique les sources classiques de l'histoire romaine ; on réalise également un bas-relief sur *l'Histoire de Rome* et une statue en bronze sur le *Génie du fascisme*.

Dans le Palais de la Civilisation italique, sous la direction d'Oppo qui coordonne ses efforts avec Piacentini, on perçoit l'épanouissement du style nouveau, fasciste. Il est important de remarquer que l'uniformité de style obtenue par les différents artistes est rendue possible par la sculpture : comme dans le régime nazi, la célébration symbolique réalisée par les statues est finalement considérée comme la plus appropriée à s'associer aux structures architecturales monumentales.

D'une manière significative, l'artiste le plus connu et engagé de l'art mural, Sironi, reste à l'écart du projet E 42. Il se sent isolé et hors contexte par rapport à la vision prioritaire attribuée par Oppo et Piacentini à l'architecte et il ne présente pas l'ébauche de la fresque sur le Corporatisme fasciste qu'on lui avait commandée pour le Palais de l'Autarcie. Pour Sironi, la décoration n'a de sens qu'en coopération paritaire avec l'architecture, afin d'investir l'espace bâti d'une tension morale et symbolique homogène. Mais les directions qu'on va prendre aux dernières années du régime se passent de tout engagement éthique et symbolique, encore si présent dans la vision fasciste *révolutionnaire* de Sironi et de l'architecte Giuseppe Terragni, pour ne choisir que la propagande.

Dans le Musée des Arts et Traditions populaires et dans le Musée des Sciences, l'indication du pouvoir politique est claire : il n'est plus opportun d'illustrer des concepts et des idéaux, mais il faut représenter des épisodes précis et concrets, immédiatement perceptibles par un public non averti.

Les réalisations effectives, et celles qu'on ne peut que prévoir pour l'E 42, semblent finalement correspondre à la mise au point théorique de l'État totalitaire fasciste. Pour un régime qui a atteint son apogée et qui choisit le pari risqué de l'alliance militaire avec le III^e Reich, la seule acception valable d'engagement doit correspondre à celui idéologique au nom du Duce. Les formes artistiques qu'on propose de la part des autorités doivent ainsi s'adapter au conformisme final des derniers choix de Mussolini, qui impose personnellement les sujets des concours artistiques du Prix de Crémone et qui demande des illustrations *accessibles* et *populaires* – dignes donc de sa formation culturelle – des triomphes du régime.

En août 1942, la loi de 2 % rend officielle la place subordonnée réservée aux peintres et aux sculpteurs dans les constructions célébrant la *pérennité* du fascisme : la définitive transformation du langage architectural en programme monumental d'État s'associe à des possibilités expressives de plus en plus réduites pour les artistes, à qui on confie la tâche de s'adapter aux espaces bâtis ou d'illustrer d'une manière ponctuelle, anecdotique, des moments spécifiques de la vie sous le fascisme, sans la possibilité de se consacrer à une vision plus vaste et plus personnelle.

Les mots d'ordre de la *modernité* – trace lointaine des origines dynamiques et *révolutionnaires* du fascisme – sont laissés de côté au profit d'un classicisme monumental qui n'épargne pas les architectes professionnellement modérés.

En septembre 1938, Pagano, protagoniste – encore à l'époque de la Cité universitaire de Rome – d'une collaboration pratique avec l'architecture monumentale de Piacentini, démontre par son engagement personnel l'impossibilité de poursuivre la logique des compromis professionnels et politico-existentiels. Pagano écrit ainsi un article où il attaque la « *responsabilité architecturale* » de Piacentini pour le projet de l'E 42, car ce dernier « [...] *croit résoudre l'esprit de la moderne architecture italienne dans un sens national et*

autarcique, en recommandant un « retour à l'essence du classicisme ». Mais qu'est, d'après lui, l'essence du classicisme ? De la clarté et de l'honnêteté logique ? Non. Il n'y voit que des enseignements formels ».⁵⁶

Face aux dernières pressions du régime et à l'acquiescement des professionnels de l'architecture, Pagano publie dans sa revue, en février 1941, trois projets refusés pour l'E 42, trois *occasions perdues*, pour démontrer « que tous les architectes italiens ne sont pas devenus des cons ».⁵⁷

Dans le même article, quelques lignes plus haut, Pagano écrit que l'« esprit a sa revanche. Peut-être uniquement sur le papier, peut-être dans une polémique, peut-être dans la gloire de la défaite »⁵⁸ : c'est le chemin que Pagano trace à lui-même, puisqu'il est désormais prêt à participer à la lutte antifasciste qui se terminera dans un camp de concentration. Après avoir quitté le Parti national fasciste à la fin de 1942, il entre dans les réseaux clandestins en 1943, en Toscane d'abord, à Milan par la suite ; arrêté en novembre 1943, il s'évade de la prison de Brescia avec 260 détenus. En septembre 1944, il est arrêté de nouveau et torturé, avant d'être déporté à Mauthausen où il meurt le 22 avril 1945.

La prophétie de Piacentini sur la splendeur de la capitale « de demain [...] quand la paix sera revenue dans le monde »⁵⁹ se manifeste en revanche comme l'un des derniers messages de la propagande, mais aussi comme le témoignage d'un amour viscéral pour sa propre ville. L'Exposition inaccomplie de 1942, et la fin totale de l'illusion d'une signification constructive et « morale » du fascisme, sont ainsi réabsorbées dans la tragédie de la guerre, préparant d'autres destinées et d'autres engagements.

⁵⁶ G. Pagano, « *Variazioni sull'autarchia architettonica* », dans *Casabella-Costruzioni*, XII, septembre 1938, n° 129, p. 2.

⁵⁷ G. Pagano, « *Occasioni perdute* », dans *Casabella-Costruzioni*, XIV, février 1941, n° 158, p. 7.

⁵⁸ Cf. A. Saggio, *L'opera di Giuseppe Pagano tra politica e architettura*, Bari, 1984, p. 7.

⁵⁹ M. Piacentini, « Per l'Olimpiade della Civiltà. La Capitale dell'Impero dovrà assumere nel '42 la fisionomia definitiva », dans *Il Giornale d'Italia*, 27 mars 1940, p. 5.

**VIE ET MORT DU *PETIT*
NIÇOIS DES ANNEES TRENTE.
VOCATION ET DESTINS.
ALBERT LEJEUNE (1885-1945),
RAYMOND PATENÔTRE (1900-1951)**

Suzanne CERVERA

PREMIÈRE PARTIE. LE *PETIT NIÇOIS*, UN QUOTIDIEN REGIONAL ENGAGÉ

Mettre son nom au bandeau d'un journal, c'est s'affirmer entrepreneur, agitateur d'idées, se projeter vers le futur avec audace. En 1929, le Parisien Albert Lejeune prend la tête du *Petit Niçois*, quotidien régional, pour le compte du milliardaire Raymond Patenôte. Personne ne peut alors augurer du destin qui conduira ce *self-made man* entreprenant sous les balles d'un peloton d'exécution à Marseille le 3 janvier 1945.

Depuis la loi du 29 juillet 1881, la presse a conquis le public à coup de tirages vertigineux. Dans les Alpes-Maritimes ont émergé dans la durée dès 1879 *Le Petit Niçois*, en 1883 son rival *L'Éclair de Nice et du Sud-Est*. Placé par l'un de ses fondateurs, Alfred Borriglione⁶⁰, maire de Nice, sous l'étiquette républicaine, *Le Petit Niçois* a contribué au succès du nouveau régime ; commanditaires, polyvalence, ton mesuré lui ont permis de survivre à la guerre, puis à la crise des années Trente. Directeur à partir de 1931, Albert Lejeune parvient à maintenir le quotidien à flot, habile à jouer de la signature d'éditorialistes et de rédacteurs de talent et du décor festif de la Côte d'Azur, affirmant la ligne de gauche du *Petit Niçois* sous le mécénat de Raymond Patenôte, politique atypique. Comme la plupart des feuilles dont la publication s'est maintenue en France occupée, l'ordonnance du 30 septembre 1944 condamne *Le Petit Niçois* à disparaître. Bien des personnalités du monde de la culture et de la politique, compromises dans la collaboration, échappent au châtement suprême, par la fuite, ou, plus tard, par la mansuétude des juges. Arrêté à Monaco, le 24 octobre 1944, transféré à Marseille, Albert Lejeune essaie, devant la Cour de Justice confiée au procureur Dubost⁶¹, sous les ordres de Raymond Aubrac⁶², commissaire de la République, de retarder l'application de la peine capitale à laquelle il a été condamné, en même temps que deux contumaces notoires, Jean Gaillard-Bourrageas⁶³, directeur du *Petit Marseillais*, et Pierre Laval⁶⁴, Premier Ministre du gouvernement de Vichy. Aucun témoin n'est cité à décharge.

⁶⁰ Alfred Borriglione (1841-1902), d'une vieille famille de Sospel, jeune avocat, met son énergie au service de la politique, devient un fervent défenseur de la République, élu député, puis sénateur en 1894. Directeur du *Petit Niçois*, maire de Nice de 1878 à 1886, il en fait une cité moderne. Ses filles, mesdames Dominique Durandy et Letainturier, assistent à l'inauguration de son monument en 1935 (Ralph Schor dir., Paul Gonnet, « Alfred Borriglione », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre Éditeur, 2002).

⁶¹ Charles Dubost (1905-1991), d'abord avocat, puis procureur à Pontarlier, entre dans la Résistance et protège entre autres Jean Bardanne, éditorialiste au *Petit Niçois*. Nommé avocat général à Aix-en-Provence, il est commissaire du Gouvernement à Marseille. Il représente la France au tribunal international de Nuremberg où il rédige certains actes d'accusation. Il finit sa carrière à Paris (Charles Dubost, *La Politique allemande d'extermination*, Office français d'édition, 1947. Michel Tournier, « Nuremberg ou le châtement des criminels de guerre », *Le Monde*, 01/10/1971).

⁶² Raymond Aubrac (1914-1912) (Raymond Samuel), éminente personnalité de la Résistance avec son épouse Lucie, connu pour ses prises de position dans la vie de la France de l'après-guerre et la décolonisation, est nommé par le général De Gaulle après le débarquement du 15 août 1944 commissaire de la République à Marseille. Il doit amorcer l'épuration dans un contexte difficile. Il crée les forces républicaines de sécurité et commence à régler le sort des entreprises industrielles (Herbert Lottman, *L'Épuration, 1943-1953*, traduit de l'anglais par Béatrice Vierne, Fayard, 1994. Raymond Aubrac, *Où la mémoire s'attarde*, Éditions Odile Jacob, 2000).

⁶³ Jean Gaillard-Bourrageas, admirateur de Mussolini, du Parti populaire français de Jacques Doriot et de Simon Sabiani, le maire de Marseille, prend la succession de son beau-père Gustave Bourrageas à la tête du *Petit Marseillais*, journal populaire financé par de grands minotiers et la compagnie Fraissinet. Accusé en 1941 d'avoir volé 17 millions dans les caisses du journal, il est libéré à la demande de Pierre Laval qui impose aux autres administrateurs du quotidien de renoncer à leur accusation. Il est condamné par la cour de Justice de Marseille par contumace en même temps qu'Albert Lejeune et échappe par la fuite au châtement suprême (J.-P. Brunet, « Un fascisme français : le Parti populaire français de Jacques Doriot », *Revue française de science politique*, 1983, t. 33, n° 2, p. 255 et ss. Gilles Morin, Gilles Richard, *Les Deux France du Front populaire, Front national contre Front populaire*, Fondation Jean Jaurès et l'OURS, L'Harmattan, 2008).

⁶⁴ Pierre Laval (1883-1945), élu socialiste et maire d'Aubervilliers, évolue vers une droite prudente. Plusieurs fois ministre et président du Conseil, partisan de la paix et de l'alliance italienne, il pratique une politique de

Son commanditaire a disparu.

Près de 70 ans ont passé. N'est-il pas temps de se pencher par une nouvelle lecture sur ces destins étranges, représentatifs d'une époque encore en partie occultée sous la dénomination d'« *Années noires* » ?

Comment, dans ces années difficiles, cet homme de presse a-t-il pu soutenir avec un relatif succès la publication du *Petit Niçois* ? Comment le quotidien a-t-il maintenu l'équilibre entre les nostalgies pittoresques de la Riviera et les violences d'une politique tueuse ? Albert Lejeune s'est-il livré à des compromissions douteuses préfigurant sa fin tragique ? Quel fut le rôle du ministre Raymond Patenôtre ? Albert Lejeune, personnage relativement obscur haussé du col en quittant sa condition première n'est-il finalement qu'un « *lampiste de service* » victime de haines jalouses autant que d'un malheureux concours de circonstances ?

• Un ensemble médiatique à l'américaine

Lorsque, quadragénaire ambitieux, Albert Lejeune prend en 1929 la direction du *Petit Niçois* avant de l'officialiser au bandeau du journal le 10 mars 1931, le quotidien, second tirage des Alpes-Maritimes avec une cinquantaine de milliers d'exemplaires derrière son rival posé à droite *L'Éclairneur*, qui le devance du double, est nettement en perte de vitesse, comme beaucoup d'autres organes de presse à Paris et en province, phénomène qu'accentue son orientation à gauche. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, nationalisme et esprit revancharde restent l'apanage de la grande majorité des Français et particulièrement des Niçois. Depuis sa fondation par Alfred Borriglione et le passage aux commandes d'Alfred Donadei⁶⁵, homme d'affaires et politique plus intéressé par la rentabilité de son investissement que par l'impact éditorial, *Le Petit Niçois* voit rétrécir son lectorat, marginalisé par les séquelles de l'affaire Dreyfus, les blessures morales de la guerre, l'hostilité au Cartel des Gauches. *L'Éclairneur* le concurrence sur sa droite ; sur sa gauche à partir de 1926 un nouveau quotidien, *La France de Nice et du Sud-Est*, est lancé par Albert Dubarry⁶⁶, parisien désireux de s'implanter dans les Alpes-Maritimes. La diffusion du *Petit Niçois* sur la Côte d'Azur, villégiature d'une aristocratie cosmopolite à laquelle se sont joints Russes blancs et Américains, le rend intéressant par ses pages mondaines et anglaises, pièce maîtresse de l'échiquier que rêve de contrôler Raymond Patenôtre, élément du patrimoine immobilier et

déflation. À l'écart pendant le Front populaire, il est choisi par le maréchal Pétain comme ministre d'État le 23 juin 1940. Écarté le 13 décembre 1940, il est rappelé sous la pression des Allemands le 17 avril 1942. Il tente alors de leur arracher des concessions en collaborant de plus en plus : service du travail obligatoire (STO), relève, milice, rafles d'Israélites. Livré par Franco aux autorités françaises, il est condamné à mort et exécuté le 15 octobre 1945. Son rôle dans l'affaire du *Petit Marseillais* lui avait valu une première condamnation à mort en même temps qu'Albert Lejeune (Fred Kupferman, préface d'Henri Rousso, *Laval*, Paris, Taillandier, 2006, 2^e édition).

⁶⁵ Alfred Donadei (1875-1933), avocat, lance sa carrière politique en se présentant aux élections législatives contre Raphaël Bischoffsheim. Copropriétaire du *Petit Niçois* jusqu'à l'entrée de Raymond Patenôtre dans le capital du quotidien, conseiller général, sénateur, il est surtout un promoteur immobilier qui possède plusieurs palaces (Ralph Schor dir., *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre Éditeur, 2002).

⁶⁶ Albert Dubarry (1865-1940), journaliste parisien, de tendance radicale mais surtout affairiste sans scrupules, désire s'implanter sur la Côte d'Azur et lance en 1926 un nouveau quotidien, *La France de Nice et du Sud-Est*, émanation de celui qu'il dirige à Paris, *La Volonté*. violemment antifasciste, sa page italienne obtient quelques succès, telle l'interdiction du journal fasciste *Il Pensiero latino* ou la révélation des provocations de Riciotti Garibaldi. Élu maire de Beaulieu, Albert Dubarry échoue à devenir maire de Nice et l'abandon de son quotidien conduit l'équipe et le matériel à trouver refuge au *Petit Niçois*. Compromis dans plusieurs affaires, peut-être stipendié par l'Allemagne ou le gouvernement français, *La Volonté* abrite dans son équipe les débuts du jeune Jean Luchaire (1902-1946), idéologue de la collaboration (Ralph Schor dir., Yvan Gastaud, « Albert Dubarry », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre Éditeur, 2002. Yvan Gastaud, « *La France de Nice et du Sud-Est*, journal événement », « L'événement dans l'histoire des Alpes-Maritimes », *Cahiers de la Méditerranée*, 62/2001).

médiatique, dont sa fortune facilite l'acquisition. De grandes manœuvres vont donner au quotidien une nouvelle impulsion en le lançant dans le maelstrom tragique des années Trente.

À l'origine de cet élan, à peine trentenaire et plein de promesses d'avenir, Raymond Patenôte. Né en 1900 à Atlantic City, port de plaisance, de plaisir et de jeux du New Jersey, il réunit des atouts hors du commun. Fils de Jules Patenôte⁶⁷, brillant diplomate qui négocia le Traite de Hué, il est l'héritier heureux, par sa mère Eleanor Elverson, d'un magnat de la presse américaine. Les succès de *The Philadelphia Inquirer*, fleuron de l'empire de presse de son oncle, se concrétisent en juillet 1923 par l'inauguration de l'*Elverson building*, une tour de 18 étages dont les douzième et treizième abritent les appartements et collections d'art du propriétaire, cinq Corot entre autres. Trois yachts géants, tradition familiale, participent des loisirs nautiques du couple. La mort subite en 1929 du colonel Elverson laisse sa fortune à sa sœur Eleanor et à son neveu. La Grande Dépression plonge dans l'incertitude les groupes de presse d'outre-Atlantique et amorce le déclin de l'empire Elverson, vendu après quelques tribulations le 5 août 1935 à un associé de Randolph Hearst⁶⁸, pour la somme de 12 millions de dollars, au tirage relancé par un sensationnel reportage sur l'explosion du « *Hindenburg* », le dirigeable allemand géant. Personne dans le début de ces années 1930 ne peut prévoir une éventuelle déconfiture du patrimoine Patenôte.

Riche à tous les sens du terme de cette double éducation, brillant, venu en France à 18 ans, Raymond évite la mobilisation et ne tarde pas à rencontrer dans les salons élégants de l'ouest parisien Jacqueline Thome. Il épouse en décembre 1924 à Saint-Pierre de Chaillot cette bachelière de 18 ans, héritière en esprit et ambition d'un père admiré, André Thome, député de Rambouillet en 1913, héros de Douaumont mort devant Verdun⁶⁹. La lignée maternelle n'est pas moins digne et cossue, unissant de grands propriétaires céréaliers de Seine-et-Oise à des maîtres de forges du nord. Aristocratie, élégance, fortune, font de cette famille, que fréquentent des ténors de la politique, Aristide Briand, Louis Barthou, André Tardieu, ou de jeunes nobles comme le duc de Brissac, une société digne de la plume d'un Marcel Proust, mondaine, légère. Yvonne Patenôte, sœur de Raymond, épouse Boniface, futur marquis de Castellane, fils de Boni de Castellane et d'Anna Gould, « Princesse Dollar », héritière de Jay Gould. Divorcée, elle se remaria avec le prince de Talleyrand duc de Sagan. La jeune sœur de Jacqueline, Daisy, épouse du comte André de Contades, ne la quitte guère lors de leurs voyages et loisirs festifs. Jeune femme sérieuse et raffinée, discrètement ambitieuse, Jacqueline a donné rapidement deux enfants à Raymond, Éric et Nelly. Plus tard, elle divorcera de Raymond, lui-même remarié en 1945 avec Dolorès Delépine, de 24 ans plus jeune que lui, mère à son tour de Louis-Raymond dit Muncho, né en juillet 1945, et Yvonne, en janvier 1948, avant qu'il ne meure prématurément en 1951⁷⁰.

Dès 1924, Jacqueline introduit Raymond dans une vie politique qui espère-t-elle le conduira à un destin national. Sous les couleurs de l'Alliance démocratique, parti qui tend à la création d'un centre pour faire échec au bipartisme, il satisfait à un certain idéal de gauche par ses sympathies radicales-socialistes. Elle voit en lui l'héritier de son père André Thome,

⁶⁷ Jules Patenôte des Noyers (1845-1925), professeur puis diplomate, négocie le protectorat de l'Annam et du Tonkin avant d'être envoyé au Maroc puis aux États-Unis comme premier ambassadeur. Son mariage avec Eleanor Elverson le 27 mars 1894 est célébré par le cardinal Gibbons, les témoins du marié sont l'ambassadeur de Grande-Bretagne et le prince Cantacuzène, de la mariée son frère et son oncle (*Annales catholiques*, mai-juin 1894). Une enquête discrète avait évalué la fortune de la jeune héritière de 23 ans.

⁶⁸ Randolph William Hearst (1853-1951), magnat de la presse américaine, servit de modèle au film d'Orson Welles *Citizen Kane* (1941) (Louis Pizzitola, *Hearst over Hollywood : Passion, power and propaganda in the movies*, Columbia University Press, 2002).

⁶⁹ *Le Figaro*, 7 janvier 1925. Les témoins sont Léon Thome, Ernest Carnot, le duc d'Ayen et le comte de Castellane.

⁷⁰ Jean-Claude Broustra, *Le Combat de Raymond Patenôte*, P. Van Zeeland, Fayard, 1969, 208 p. Samuel Cazenave, *Félix Gaillard, le Président*, préface de Jean-Louis Borloo, Ginkgo, 2006.

brèvement député de Rambouillet. Les élections cantonales de 1926, âprement disputées, lui donnent l'impulsion nécessaire aux Législatives. En effet en 1928 le voilà à 27 ans député de Rambouillet, le plus jeune de l'hémicycle. Cette ascension éclair triomphe de l'antiaméricanisme du temps des Réparations, quand les alliés d'Outre Atlantique semblent cautionner les positions allemandes et refuser le *diktat* de Versailles. Le 20 juin 1931, le Président Hoover prononcera un moratoire sur les dettes de la guerre qui annulera l'ardoise allemande mais non la française. Due à l'assise locale du candidat, au prestige de ses origines et à sa fortune, l'élection au siège de député n'en a pas moins nécessité l'intervention d'une « *petite main* », un homme de la presse rambolitaine, Albert Lejeune. Rencontre insolite entre deux destins que rien ne prédestine à la convergence, national pour le richissime Raymond Patenôtre, régional pour l'homme de presse modeste dont vocation et talent sous-tendent la réussite professionnelle.

La trajectoire de la famille Lejeune est exemplaire de l'attraction qu'exerce, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, sur ces paysans de la grande couronne parisienne, le bassin d'emploi de la capitale. Originaires de villages du Loiret, Chilleurs-aux-Bois et Sougy, proches de Pithiviers et de Chartres, ses parents se marient à Orléans en 1882. Lors de sa naissance à Savigny-sur-Orge le 26 octobre 1885⁷¹, son père Albert Auguste Lejeune, 29 ans, est employé à la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans, sa mère Rose Savin, 30 ans, est sans profession. Malade de la poitrine, son père le laisse orphelin à trois ans aux soins de sa mère femme de ménage. Après son certificat d'études, il gagne sa vie, sautereau chez un notaire, puis à 16 ans employé au contentieux de la compagnie de son père, autodidacte en lettres et en droit. La fibre journalistique le taraude déjà et il produit quelques livraisons d'une petite revue, *L'Echo mondain*. En 1905, la tuberculose le dispense de service militaire ; il sert de secrétaire au maire de Juvisy, député de Seine-et-Oise, Jean Argeliès⁷², spécialiste à la Chambre du prolongement de la ligne Paris-Orléans. Le 4 juin 1910, il épouse à Arpajon (Seine-et-Oise), quatre jours après la signature chez Maître Bordier, notaire à Orléans, d'un contrat de communauté réduite aux acquêts, Georgette Charpentier née en 1889, jeune fille d'Arpajon d'un milieu plus aisé, ce que confirme le contrat. Un petit douaire permet à son mari l'achat de sa première imprimerie. La famille Charpentier constitue pour l'épouse d'Albert Lejeune une attache très forte. Elle séjournera le moins possible sur la Côte d'Azur. Georgette donnera à Albert deux enfants, Georges, en 1912, et Ginette, en 1920. En même temps, il fonde un hebdomadaire, *L'Avenir de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne*, qui ne vit que quelques semaines, et participe comme pigiste à *L'Auto*, le journal d'Henri Desgranges⁷³, initiateur du Tour de France, et au *Petit Journal*, quotidien parisien. Il se rend acquéreur d'une petite imprimerie à Arpajon, où il est partout à la fois, composition, typographie, comptabilité, démarchage, puis prend la direction de *La Gazette de Seine-et-*

⁷¹ Service Archives-Documentation de Savigny-sur-Orge (Seine-et-Oise), registre de 1883 à 1887, acte n° 61.

⁷² Jean Argeliès (1862-1914), boulangiste, puis inscrit à l'Union républicaine, est considéré par les adhérents de la loge de Juvisy, obédience du Grand Orient, comme le « *digne héritier de l'ultramontanisme, véritable bastille cléricale* », ce qui permet de supposer qu'Albert Lejeune, son protégé, ne fit pas partie de la franc-maçonnerie, pas plus que Raymond Patenôtre, sans autre preuve (Documents de la loge « L'Humanité future », une loge du Grand Orient de France, fondée en 1907).

⁷³ Henri Desgranges (1865-1940), fondateur du journal *L'Auto-Vélo*, devenu *L'Auto*, seul quotidien sportif à grand tirage, réunit les qualités d'un sportif, d'un entrepreneur, d'un patriote, et d'un meneur d'hommes. Tout en gérant le vélodrome du Parc des Princes puis le Vélodrome d'hiver, il lance en 1903 le premier Tour de France, entreprise sensationnelle qui survit à la guerre avec l'aide de Victor Goddet puis de son fils Jacques. Celui-ci s'oppose à la reprise de la compétition sous l'occupation allemande, mais le quotidien continue sa publication, remplacé, après son interdiction en 1944, par *L'Équipe* (Pierre Lague, *Le Tour de France, reflet de l'histoire et de la société*, Paris, L'Harmattan, 2004. Jacques Seray et Jacques Lablaine, *Henri Desgranges, L'homme qui créa le Tour de France*, Saint-Malo, Éditions Cristel, 2006. Jacques Lablaine, *L'Auto-Vélo, le journal précurseur du Tour de France*, collection History, 2010. Guillaume Courveille, « Un Tarnais raconte la vie du fondateur du Tour de France », *La Dépêche*, 09/06/2013).

Oise, un hebdomadaire, tout en effectuant, pour faire vivre son affaire, des travaux ponctuels par le système de la commandite. En 1916, la patrie le mobilise en qualité d'infirmier auxiliaire, le laissant sous-officier, sans trop l'éloigner de son foyer. Il poursuit en même temps ses activités de presse qu'il élargit au *Progrès de Rambouillet*, vitrine comme *La Gazette de Seine-et-Oise* des intérêts de cette riche région agricole. Pour mieux s'affirmer dans le domaine de l'entreprise, il ne lui manque que du capital.

C'est alors qu'il rencontre Raymond Patenôtre, dont il lance dans ses journaux la candidature à Rambouillet aux fonctions de conseiller général puis de député, se rendant indispensable par sa connaissance de la région et ses liens avec le milieu de l'imprimerie. Sa diligence, un sentiment sans doute à la fois respectueux et intéressé pour ce jeune homme riche et brillant, vont contribuer à réaliser le rêve du milliardaire, qui n'y consacrera d'ailleurs presque sans y penser que 10 % de son immense fortune, l'*Omnium républicain de la Presse*, un consortium qui regroupera en 1938 une vingtaine de journaux répartis sur l'Hexagone.

« Il [Raymond Patenôtre] s'était rendu compte que la liberté de la presse n'existait trop souvent qu'en apparence puisque en accordant ou en refusant la publicité, des coalitions d'intérêts pouvaient leur imposer des directives. Il mit donc sa fortune au service de ses idées. »⁷⁴

Le ministre Louis Loucheur (1872-1931) a déjà tenté une entreprise analogue autour du *Progrès du Nord*. Un autre groupe de presse s'est constitué autour du *Petit Parisien*, avec *Le Nouvelliste de Lorient*, *Ouest-Journal*, et *Marseille-Matin*. La « *Presse catholique régionale* » groupe de son côté 24 hebdomadaires et 11 quotidiens régionaux qu'était un parc d'immeubles et d'imprimeries. Certes, pour Raymond Patenôtre, à part *Le Petit Journal*, publication parisienne, il ne s'agit pas des énormes entreprises américaines du magnat Elverson, mais peu à peu se ramifie sur toute la France un réseau de feuilles influentes que solidifie leur ancrage local, social, électoral et économique, dans un temps où la presse provinciale concurrence fortement les grands journaux parisiens. Fragmentée, l'opinion publique n'est plus modelée par les mêmes journaux, se désintéresse de la politique intérieure, se tourne vers le divertissement. Le développement de la radio, monopole d'État, contribue à ce désintérêt, puisque le nombre de récepteurs passe de 500 000 en 1930 à près de six millions en 1939. Albert Lejeune fortifie l'*Omnium* des liens qu'il noue avec les autres directeurs de presse, entretenant habilement le contrôle de l'ensemble par de nombreux voyages, une correspondance assidue et un panel de rédacteurs de qualité. En 1931, Pierre Laval profite des liens d'amitié qu'il entretient avec le jeune milliardaire pour lui vendre *Lyon républicain*, réalisant une plus value de trois millions de francs tout en conservant le contrôle politique. Tandis que Pierre Laval garde le *Moniteur du Puy-de-Dôme*, l'imprimerie de Mont-Louis, l'une des plus performantes du moment, et Radio Lyon, Raymond Patenôtre acquiert en 1932, le *Nouveau Journal*, du groupe Loucheur-Laval, des actions dans le capital de *La Petite Gironde*, du groupe Gounouilhou⁷⁵, et dans celui du *Petit Marseillais*. Avec *Le Progrès de Rambouillet*, *Le Petit Var*, *Lyon républicain*, *L'Express de l'Est*, *La Gazette de Seine-et-Oise*, *La Sarthe*, *L'Impartial d'Aulnay*, *Le Petit Havrais*, *Le Journal de la Vienne*, cela fait un bel

⁷⁴ Mémoire justificatif rédigé par maître Jacques Charpentier, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, 28 avenue Marceau, Paris VIII^e, remis au préfet de Nice le 25 octobre 1944. Pour la carrière de Raymond Patenôtre on peut aussi consulter Jean-Maurice Duval, « Raymond Patenôtre, un précurseur politique », *Portraits et souvenirs*, *La Nouvelle Revue des Deux Mondes*, mai 1981.

⁷⁵ Gustave Gounouilhou avait lancé en 1872 *La Petite Gironde* dans son imprimerie de Bordeaux. La famille, alliée aux Chapon et aux Bourrageas, développe le journal qui devient le plus puissant de la région avec 22 éditions locales, des collaborateurs de choix, le lancement en 1940 du *Grand Echo du Midi* édité à Toulouse, et d'un cinéma à Bordeaux comme actionnaire de la firme Pathé. Mais les ordonnances du 6 mai, des 22 et 26 août, et du 30 septembre 1944 interdisent de reproduction ces titres remplacés entre autres par *Sud-Ouest* (Laurent Joly, « Antisémites et antisémitisme à la Chambre des députés sous la Troisième République », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 3/2007, n° 54-3).

ensemble, moins influent qu'on ne croit toutefois par l'ampleur réduite de chaque bassin de lecteurs, ceux-ci pourtant très attachés au « carnet », aux nouvelles locales, particulièrement sportives. La presse dite nationale a alors moins d'influence qu'aujourd'hui. En 1938, l'achat du magazine *Marianne* riche en reportages photographiques, créé par Gallimard en 1932, vendu en 1937 au colonel de La Rocque complète la composition de l'ensemble ; Raymond Patenôtre essaie de se défaire des titres qui lui coûtent le plus et ne garde finalement à part *Marianne*, que *Le Petit Niçois*. Ainsi en 1937 il vend *Le Petit Var* à Gustave Bourrageas, puis en 1938, *Le Petit Journal*. *La Sarthe* est vendue aux enchères et achetée par Albert Lejeune. Il vend ensuite les journaux de Seine-et-Oise, sauf *Le Progrès de Rambouillet* et *La Gazette de Seine-et-Oise*, puis en 1939 le *Lyon républicain* à Albert Lejeune et Pierre Wolff⁷⁶. *L'Auto* acquis en 1938 avec 55 % des actions est ensuite vendu à un groupe français qui camoufle une ingérence allemande. L'originalité de l'*Omnium* est le lancement distrayant, pour un lecteur lassé d'une actualité rebutante, d'épreuves sportives régionales, dont *Le Petit Niçois* et *Le Petit Journal* vont se faire les spécialistes sous l'impulsion d'Albert Lejeune. Cependant autour de l'année critique de 1938, Raymond Patenôtre n'hésite pas à s'engager, par d'audacieuses campagnes de sa presse, en faveur des Républicains espagnols, de l'indépendance de l'Éthiopie, du réarmement français et de la dévaluation. À Munich, devant témoins, Hitler aurait sorti l'un des derniers numéros de *Marianne* de sa poche, difficile à vérifier car *Marianne*, hebdomadaire illustré de nombreuses photographies de grand format sur un solide papier, était assez volumineux, et l'aurait tendu à Édouard Daladier⁷⁷ en disant avec rage : « Voici votre presse ! ». *Le Petit Niçois* suit jusqu'en 1940 cette ligne politique.

Avant la première réunion de l'assemblée générale des actionnaires du 22 juin 1931,

⁷⁶ Pierre Wolff (1865-1944), auteur dramatique et librettiste prolifique a de qui tenir puisqu'il est le neveu d'Albert Wolff (1835-1891), célèbre journaliste du *Figaro*, vaudevilliste remarqué. Il rédige plus d'une quarantaine de pièces de théâtre à grand succès, dont il est difficile de citer les plus connues tant elles sont toutes pétries de talent (*L'Âge d'aimer* interprété par Réjane au Théâtre du Gymnase en 1905, *Le Ruisseau*, *Le Boulet*, en 1915), et de reprises cinématographiques, telles *Carnet de bal* en 1937, et même, à titre posthume, *Après l'amour*, de Tourneur, en 1947. Il fait partie en 1914-15-16 avec quelques notabilités comme la baronne de Rothschild ou la princesse Murat d'un groupe philanthropique fondateur du « Bon feu » en faveur des enfants orphelins. Conférencier, il s'intéresse en 1926 à la carrière de Marie Dubas, qu'il aide à se lancer dans le music-hall. Il se lie avec Albert Lejeune, peut-être par une connaissance commune, Rose Nivel, une jeune chanteuse, interprète du rôle-titre de *Moineau*, en 1932. Invité à la croisière inaugurale du *Normandie* comme envoyé spécial du *Journal* il participe, avec Colette, Claude Farrère et Blaise Cendrars, à un ouvrage collectif, où il croque avec humour incidents et surprises devant les proportions de ce paquebot géant. Il semble dans les années 1938-1940 avoir pénétré dans le capital de différents journaux, dont *Le Petit Niçois*, et fait partie de l'entourage mondain des Patenôtre. Peut-être menacé par les autorités allemandes en 1943, il aurait pris contact avec le général De Gaulle en faveur de Raymond Patenôtre (Nombreux articles du *Figaro*, de *L'Illustration*, de 1905 à 1939. « Le Bon Feu », brochure éditée par Pierre Wolff chez H. Chachoin, Paris, 1918. *À bord du Normandie*, Éditions Le Passeur, photographies de Roger Schall, 1935. Lettre de M. Roux, correcteur, qui, mobilisé, réclame un meilleur traitement financier de la part des deux directeurs du journal). Lors de sa mort à Paris, il a 79 ans. Peut-être est-il enterré avec son oncle Albert au cimetière du Père Lachaise.

⁷⁷ Édouard Daladier (1884-1970) suit les traces d'Édouard Herriot, son professeur au lycée Ampère de Lyon. Maire de Carpentras, député du Vaucluse jusqu'en 1940, il est à plusieurs reprises président du Parti radical, lançant lors du congrès de Nantes en 1934 le thème des « Deux cents familles, maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française ». Ministre du Front populaire, puis président du Conseil entre le 10 avril 1938 et le 20 mars 1940, son rôle au moment de la signature des Accords de Munich le 30 septembre 1938 avec Hitler lui vaut la reconnaissance populaire. Au moment de la débâcle de 1940, ne pouvant poursuivre le combat, il s'embarque sur le *Massilia*. Arrêté, il comparait au procès de Riom. Il est ensuite livré aux Allemands et interné en compagnie de détenus d'options politiques souvent opposées. En 1958, il refuse les pleins pouvoirs au général De Gaulle et quitte peu après la vie politique (*Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, t. 2 et 3, publiés sous la direction de Jean Jolly, archiviste de l'Assemblée nationale, Paris, PUF, 1963. Élisabeth du Réau, *Édouard Daladier chef de gouvernement*, Paris, Fayard, 1993).

au 35 de la rue Pastorelli, à Nice, Raymond Patenôtre, propriétaire de 4 480 actions de la Société anonyme du *Petit Niçois*, au capital de 800 000 francs divisé en 8 000 actions de 100 francs chacune, donne tout pouvoir à Albert Lejeune « *pour faire le nécessaire en toute circonstance* ». C'est dire sa confiance, et, peut-être, sa légèreté. Les autres actionnaires, à part Alfred Donadei et son fils Eugène (1796 actions), Maurice Solignac, secrétaire de Raymond Patenôtre, de même qu'Albert Lejeune, en possèdent une dizaine. Entre temps, de grands changements se produisent dans la gestion du journal. L'atelier quitte le 17 avenue de la Victoire, trop exigü, pour un immeuble à l'angle de la rue Pastorelli et de la rue Blacas. Le jardin attenant est bouleversé pour permettre en sous-sol l'installation des machines, certaines transportées de l'imprimerie de *La France de Nice et du Sud-Est* qui cesse de paraître en mars 1930 après le départ de son initiateur, Albert Dubarry. L'évolution des installations va s'étirer sur les années 1931-1936, le rez-de-chaussée et le premier étage, remis à neuf, deviennent salle des dépêches et salles de rédaction. Toléré à l'étage, un locataire tentera une pétition, que la législation fait échouer, arguant du bruit nocturne infernal des machines, de la pollution au plomb aux « *émanations délétères* », et du va-et-vient des voitures qui à toute heure chargent les ballots d'exemplaires pour les redistribuer dans la région, desservant un bassin de clientèle qui va s'élargir de Menton à Toulon, de Digne à la Corse. Le reste du patrimoine immobilier du journal, locaux place Garibaldi, avenue de la Victoire, trop exigü, est loué à des boutiques et à des cinémas comme l'Eldorado. Albert Lejeune gèrera l'ensemble lors des baisses de loyer consécutives aux décrets Laval ou au contrôle du commissariat général aux questions juives, certains magasins étant visés par les lois de Vichy. En raison des retards de la succession Donadei, la vente de l'immeuble et du terrain de la rue Pastorelli ne sera réglée qu'en novembre 1940.

Tandis qu'Albert Lejeune se lance avec gourmandise dans la carrière de directeur d'un grand journal régional, gratifié de la totale confiance de son patron, comment le public niçois va-t-il réagir devant une immixtion « *étrangère* » qui ressemble à ce qu'il a toujours rejeté ? Comment le somnolent *Petit Niçois* va-t-il se laisser emporter par cette cure de jouvence ?

• Un prote embourgeoisé, un milliardaire philanthrope, couple-moteur d'une insertion délicate

La Une du 10 mars 1931 met en place la nouvelle figure du directeur, son talent de publiciste, sa stratégie de communication. Il situe *Le Petit Niçois* entre tradition et modernité, sous l'égide de la « *belle figure républicaine* » d'Alfred Borriiglione, et montre, sous la plume du rédacteur Louis Darrès⁷⁸ une révérence certaine, dont il ne se départira jamais, pour Jean Médecin⁷⁹ maire depuis peu, plus attaché à la gestion de sa ville qu'à un parti politique. La

¹⁵ Louis Darrès (1888-1967), né dans le Gers, marié en 1909 avec Lisa Sirven, originaire de Cognacq, porte en fait le patronyme de Deffès, qu'il abandonne pour le pseudonyme de Darrès lorsqu'il entre au *Petit Niçois* en 1918. Rédacteur en chef de *La France de Nice et du Sud-Est* après le départ d'Albert Dubarry, réintégré au *Petit Niçois* avec une partie de l'équipe, il habite rue Biscarra quand il est nommé rédacteur en chef lors de l'assemblée générale du 4 juin 1936, responsable à partir de cette date de tous les éditoriaux de politique intérieure. En 1939, il est également rédacteur en chef à *Marianne*. On le retrouve à Lyon où il participe à une revue, *La Flamme*, avec un article sur le théâtre, « Voix et lumières » (31 mars 1942). Il meurt à Nice le 24 mai 1967.

⁷⁹ Jean Médecin (1890-1965), avocat issu d'une famille de responsables politiques du comté, combattant décoré de la Grande Guerre, est élu maire le 16 décembre 1928. L'appui inconditionnel du *Petit Niçois* et donc d'Albert Lejeune accompagne sa carrière. Conseiller général de Sospel, député de Nice en 1932, il veut garder son indépendance vis-à-vis des partis, et, modéré, se tient à l'écart du Front populaire. Sénateur en 1939, il accorde les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, mais en porte-à-faux vis-à-vis des autorités italiennes, il est destitué le 27 juillet 1943, exilé, puis interné en juin 1944. Après une brève éclipse où Virgile Barel le remplace à la tête de la municipalité, il reconquiert sa position jusqu'à sa mort (Ralph Schor dir., « Jean Médecin », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre Éditeur, 2002).

colonne centrale consacrée à la politique fiscale du gouvernement évoque par une photographie Louis Malvy⁸⁰, ministre de l'Intérieur en 1926, l'un des parrains comme Joseph Caillaux⁸¹ du député Patenôte, allusion sans fard à la couleur radicale du quotidien. *Le Petit Niçois* se démarque assez nettement de son concurrent *L'Éclair* malgré leur source commune de nouvelles et de publicité, l'agence Havas⁸². Le quotidien généraliste se coule dans la tradition de la presse mondaine azurienne et de son côté cosmopolite, avec une surface notable consacrée aux fêtes par le dessin et l'humour plus que par la photographie, au Carnaval qui supplante en première page lorsque c'en est le temps toute actualité, aux sports nobles, aux notabilités qui ont fait la renommée de la Côte d'Azur. Il ne reniera jamais ce rythme calendaire local qui le rattache au passé aristocratique de la Côte et paradoxalement se voudra démocratique et populaire par ses attaches politiques.

Albert Lejeune prend la direction du *Petit Niçois* au tournant de 1931-1933, quand l'instabilité ministérielle rend presque illisibles la politique intérieure française, la conduite de l'économie plombée par la crise, l'actualité imprévisible. Refusant les excès de tous ordres qui pourraient déstabiliser ses lecteurs, le quotidien campe jusqu'en 1936 sur les positions ambiguës des radicaux-socialistes. Ceux-ci tergiversent entre pacifisme et hostilité aux fascismes. La droite tient au respect des traditions parlementaires qui, refusant la confiance aux gouvernements, fragilisent les tentatives ministérielles. Elle veut maintenir la parité du franc avec l'or, ce qui retarde la gestion de la crise. La gauche est paralysée par la désunion, la tactique « *Classe contre classe* » préconisée par l'URSS et le Parti communiste. Les socialistes par essence modérés sont privés d'une dynamique dont bénéficie le PC, rendu plus attrayant par l'actualité de l'URSS, force jeune, intégrant habilement les familles prolétaires, plutôt que les socialistes plus bourgeois. *Le Petit Niçois* se doit de valoriser les idées de son actionnaire, qu'il expose dans ses éditoriaux. L'engagement de Raymond Patenôte pour une politique économique originale, fondée sur une dévaluation en accord avec les taux mondiaux, va s'accompagner d'une adhésion au Front populaire, dans l'espoir que celui-ci innovera. Il n'y a pas équivalence dans l'attelage des deux personnages, un jeune dandy pour lequel politique et presse sont un jeu, une panoplie qu'il revêt à sa fantaisie, et son directeur qui gère au mieux, sous le portrait de son mécène, un équilibre financier, idéologique, et ludique. Homme de confiance de Raymond Patenôte, Albert Lejeune a la haute main sur ses entreprises de presse, le conseille dans ses achats et ses ventes. Ses qualités personnelles lui ont permis d'échapper à une condition somme toute médiocre à laquelle il n'a pas l'intention de revenir. Mêlé, même de loin, à la vie fastueuse et mondaine des Patenôte, pris entre son

⁸⁰ Louis Malvy (1875-1949), fils d'un maire et conseiller général, plusieurs fois ministre de 1914 à 1926, soupçonné de pacifisme, mis en accusation par *L'Action française* et Léon Daudet, est arrêté et condamné en même temps que Joseph Caillaux. Amnistié en 1924, il reprend sa carrière politique mais s'oppose au Front populaire et soutient les efforts de paix de Daladier à Munich. Le 10 juillet 1940, il vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain (Jean-Yves Le Naour, *L'Affaire Malvy, le Dreyfus de la Grande Guerre*, Hachette Littérature, 2007).

⁸¹ Joseph Caillaux (1863-1944), fils d'un parlementaire sarthois royaliste et pieux, développe des idées républicaines et pacifistes. Député de la Sarthe, il devient ministre et chef du gouvernement. À la suite du meurtre par sa femme de Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, il démissionne. Accusé d'espionnage dans l'affaire du *Bonnet Rouge*, arrêté, amnistié en 1925, sénateur de la Sarthe, il participe à plusieurs gouvernements éphémères, consulté pour les problèmes financiers. Sa personnalité difficile, contradictoire et intransigeante lui fait approuver le Front populaire, refuser les pleins pouvoirs au gouvernement Blum, mais les accorder au maréchal Pétain. Incarnation des errements du radicalisme, cette attitude ne pouvait que dérouter Raymond Patenôte, néophyte en matière de politique française (Joseph Caillaux, *La France aux prises avec la crise mondiale*, Gallimard, 1932. Jean-Denis Bredin, *Joseph Caillaux*, Gallimard, collection Folio Histoire, 1980. Pierre Escube, « Joseph Caillaux ou l'impossible grand destin », *Portraits et souvenirs, Nouvelle Revue des Deux Mondes*, mai 1981).

⁸² Agence Havas, revue *Esprit*, avril 1933. L'agence Havas dispose d'un monopole supprimé sous le Front populaire.

passé d'imprimeur besogneux, de journaliste, son présent d'entrepreneur, sa proximité avec le monde du luxe, il n'arrive pas à dépasser l'étiquette de parvenu que lui colle l'humour grinçant d'une certaine presse locale. Un mépris jaloux lié à une ascension sociale inespérée l'accompagnera jusqu'à la mort.

Les journaux satiriques niçois, à l'humour parfois cruel, passent en effet rapidement à l'offensive. Le 15 mars 1931, trois jours après la prise de position officielle d'Albert Lejeune au bandeau du *Petit Niçois*, *Le Caméléon* se livre à sa première attaque en règle du quotidien relancé et de ses fondamentaux : « *Dans la Mare*⁸³, on parle beaucoup du Petit Niçois. Non pas qu'on l'achète plus. Mais on en parle. D'abord parce qu'il paraît sur un nombre de pages tel que *L'Éclaireur* doit en baver des ronds de frites ! Ensuite parce que plus il y a de pages moins il y a à lire. Le Petit Niçois est l'organe de la démocratie du Sud-Est. La démocratie, c'est les plombiers, les balayeurs, les croque-morts, les employés des TNL et les employés subalternes de la mairie, de la préfecture, des douanes et des administrations (les chefs de service lisent *L'Éclaireur*) ; en un mot tous ceux qui triment pour les autres. Or pour régaler cette démocratie démocrate, laïque et sans-culotte, savez-vous ce que ce bon monsieur Lejeune a trouvé ? Il leur fout une pleine page d'échos mondains ! »

Le Caméléon, émanation depuis 1920 de la petite imprimerie Eyman et Saytour, 2, rue Papon, autoproclamé « sans opinion », désireux de défendre une certaine forme d'identité niçoise en persiflant « l'étranger » sur le thème « *Niçois de naissance ou de cœur* », a toujours attaqué ses confrères. André Saytour, niçois d'origine, s'est présenté sans succès aux élections cantonales de 1926 où il a quand même recueilli avec fierté 1 044 voix. Il s'entoure de collaborateurs aux pseudonymes mystérieux comme Pissala, Tiburce Boule, ou l'abbé Nibouftou, derrière lesquels en fait se cachent des journalistes de *L'Éclaireur*, principalement Georges Renaud⁸⁴ qui finira par rédiger entièrement l'hebdomadaire. Se joint à ces polémiques *L'Action patriotique*, journal de Xavier Giacobini⁸⁵ intitulé « *républicain démocrate* », qui se maintient contre vents et marées depuis 1905, et dont la ligne générale est nationaliste et droitiste. Dès le 1^{er} mars 1931 commence l'attaque en règle de Raymond Patenôtre, « *mécène des gauches* », et du *Petit Niçois*, « *étranger* » mal senti.

Sur place, comme le remarque *L'Action patriotique*, « *M. Patenôtre a une excuse : il ne connaît ni les hommes ni la situation politique du département.* »⁸⁶. Madeleine Sorcynelle, du *Caméléon*, précise : « *Le Patenôtre a beau être malin ! S'il veut arriver à concilier les curés et les juifs, les protestants et les francs-maçons, les Niçois d'adoption et le babazouk, comme seul sait le faire L'Éclaireur, il a encore beaucoup à apprendre. N'empêche que les démocrates sont inquiets. Et ils ont raison. Et le Patenôtre devra choisir entre eux et les gens du monde. Il arrive d'Arpajon par le dernier canot automobile. Il ne bouffera pas Nice. Et s'il essaye, il lui arrivera comme aux autres copains venus de l'extérieur... Ils ont fait beaucoup de bruit pour rien. Et ils sont repartis.* »⁸⁷

⁸³ Allusion à l'ouvrage de l'avocat, homme politique et surtout homme de lettres Dominique Durandy (1868-1922), « *Poussières du Midi, La Mare ensoleillée* », Grasset, 1910, dans lequel il critique les mœurs politiques de son pays natal (Édouard Péguilhan, *Le Littoral de Cannes*, 23/11/1911).

⁸⁴ Georges Renaud (1893-1975), nancéen devenu niçois, licencié en droit, rédacteur à *L'Éclaireur de Nice*, tient entre 1922 et 1930 une chronique d'échecs publiée le lundi par *L'Éclaireur du Soir (Europe Echecs*, 09/08/1975).

⁸⁵ Xavier Giacobini de Franceschi (1877-1960), d'origine corse, nationaliste et conformiste, fonde d'abord le satirique *Cyrano*, puis en 1904 *L'Action patriotique de Nice* rebaptisé en 1936 *L'Union nationale* pour lutter contre le Front populaire. Rallié à Jacques Doriot et à la collaboration, son journal disparaît en 1944 (Ralph Schor dir., Suzanne Cervera, « *Xavier Giacobini* », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre Éditeur, 2002).

⁸⁶ *L'Action patriotique*, 12 janvier 1931.

⁸⁷ *Le Caméléon*, 26 avril 1931.

La droite niçoise voit en lui le suppôt d'une Amérique jalouse de l'or de la France, « l'œil de Washington », l'espion de l'Allemagne, vaincu récalcitrant qui refuse de payer les Réparations ; ainsi est mis en cause le slogan qui a soutenu la plupart des Français dans ces interminables heures de la guerre : « *L'Allemagne est responsable de la guerre, l'Allemagne paiera.* ». L'attitude des États-Unis est en effet fortement contestée par une partie de la droite niçoise qui met en cause leur entrée tardive dans la guerre, leur germanophilie et leur désir d'aspirer l'or français en exigeant le remboursement de leurs différents prêts quand ils n'en demandent pas tant à l'Allemagne. Raymond Patenôtre « *offre aux yeux du popolo de la poudre de Berlin Pin Pin... Peu à peu se dévoile la manœuvre du député d'Arpajon et d'Atlantic City (USA). Acheter le plus grand nombre possible de journaux français pour y mener campagne contre le traité de Versailles, contre le plan Young, contre les Réparations, contre tous les intérêts français... et favoriser les banques américaines et les banques allemandes... sans compter le bimétallisme, ce qui constituerait le bénéfice propre du courtier germanophile Patenôtre, valet de Hearst.* »

Et Tiburce Boule, rédacteur du *Caméléon*, de faire, au nom des nationalistes, le catalogue des défauts du peuple d'outre-Atlantique qu'incarne le député, « *peuple jeune, sans histoire, terriblement pratique, et qui place son idéal de barbare dans les jouissances immédiates et ces commodités pratiques que l'on nomme le confort* »⁸⁸. Il faut dire que le « *mode de vie américain* » qu'incarnent des personnalités d'outre-Atlantique du côté de Cannes ne va pas sans choquer une Nice bien conventionnelle.

« *À côté des dirigeants de la politique il y a les dirigeants de l'opinion. Il y a les marchands de papier imprimé, les profiteurs du mensonge, les abrutisseurs, les bourreurs de crânes. Ceux-ci sont souvent au service de ceux-là... Il achète même des journaux parisiens, politiques, satiriques ou simplement grivois... Avec beaucoup d'argent tout est possible aujourd'hui. L'argent supplée à l'honneur et dispense d'intelligence. Un crétin comme Raymond Patenôtre peut parfaitement prétendre à la Présidence de la République... L'argent remplace chez lui l'intelligence* ». Et *Le Caméléon* de commenter : « *Au temps de la décadence romaine on faisait des chevaux empereurs. Pourquoi d'un âne ne ferait-on pas, aujourd'hui, un Président de la République ?* »⁸⁹

La valeur de l'*Omnium* et son impact sur l'opinion sont largement surestimés. Il se dit que l'« *Américain* » a financé des affiches antimilitaristes éditées par *Le Populaire*⁹⁰. L'ancrage politique de ce personnage richissime ne manque pas d'inquiéter toutes les droites.

Le Figaro, encore jusqu'en 1934 propriété de François Coty⁹¹, un concurrent par ses milliards, ses acquisitions immobilières, ses vues sur la presse, fondateur l'une ligue, la Solidarité française, mais écarté par ses excès de la vie politique, s'en mêle sous la plume du rédacteur Jacques Ditte, plus tard membre sous Vichy de l'équipe du commissariat aux questions juives. Le 24 juillet 1932, un long article en première page du *Figaro* critique un discours fait à Nancy, où le secrétaire d'État, « *jeune et vaniteux touche-à-tout* » est allé « *pérorer* » ; il s'est montré partisan de l'inflation, faisant cavalier seul par rapport aux membres du gouvernement Herriot dont il devrait se montrer solidaire, et dont on attend un désaveu très net. « *N'est-il pas le porte-parole de ces grands financiers judéo-germano-américains avec lesquels il a eu partie liée par l'origine même de son énorme fortune ?* ».

⁸⁸ *Le Caméléon*, 18 juin 1931.

⁸⁹ *Le Caméléon*, 11 décembre 1932.

⁹⁰ *Le Populaire*, héritier du *Populaire du Centre*, fondé en mai 1916 par Jean Longuet petit-fils de Karl Marx, devient le 21 mars 1921 l'organe officiel de la SFIO. Ensuite dirigé par Paul Faure et Léon Blum, il est subventionné par Raymond Patenôtre à partir de 1936 (Archives de l'OURS, Office universitaire de recherche socialiste).

⁹¹ François Coty (1874-1934), talentueux et original industriel de la parfumerie, use de sa fortune pour lancer un empire de presse avec le populaire *Ami du peuple* et le mondain et politique *Figaro* (Ghislaine Sicard-Picchiottino, *François Coty, un industriel corse sous la III^e République*, Albiana, 2006, 313 p.).

Des attaques personnalisées visent aussi la vie privée d'un homme complètement différent par ses origines, sa formation, ses alliances familiales et sa fortune de nombre de politiques de la République issus de la méritocratie ou de fortunes à la française. « *Crésus* », « *type du parfait crétin* », « *bouffi, farceur, quelque peu gidien* »⁹², le « *sous-ministre* », que l'étiquette de « *philanthrope* » déprécie est stigmatisé par *L'Action Patriotique* et *Le Caméléon* qui puisent dans l'anecdote les contradictions du député que l'on devine timide, handicapé à la fois par sa jeunesse, son physique enrobé, ses relations mondaines, une philanthropie pacifiste et généreuse pratiquée aux États-Unis, pas forcément désintéressée. L'ex-sous-secrétaire d'État défraie la chronique mondaine par l'incendie, après l'explosion en baie de Cannes, à 150 mètres de l'île de Saint-Honorat, de son yacht, *Le Petit Niçois*, « *canot le plus rapide du monde* », venu droit d'un chantier de Neuilly-sur-Seine, capable de monter à 50 nœuds. Le sauvetage sans problèmes de sa bande de passagers de luxe, leur photo en petite tenue, saisie par des reporters new-yorkais à l'affût de scandale et leur hébergement à Saint-Raphaël chez Fernand Bouisson, président de la Chambre des députés, inspire à Nicéphore Pissala, du *Caméléon*, le commentaire suivant : « *On n'est pas insolent quand on dit à un fils à papa : "Reste sur ton yacht. Fais la bombe avec de jolies filles. Bois des cocktails... arbitre des dollars. Vends du franc... Commandite des journaux... Mais ne te mêle pas de donner aux Français des leçons d'économie politique. Et encore moins aux Niçois, pour qui tu n'es qu'un étranger. Et d'Atlantic City (USA) encore !"* »⁹³

Son action d'élu en Seine-et-Oise est ridiculisée. On l'accuse de collusion avec Louis Louis-Dreyfus⁹⁴, « *Mon rabbin chez Patenôtre* », personnalité politique régionale, surnommé « *Double-Louis* » par Léon Daudet⁹⁵. On le soupçonnera même de calomnier Nice dans ses journaux, comme *La Sarthe*, responsable du vide de la terrasse de la Potinière, ayant prétendu qu'une vague de froid, jusqu'à -23°, avait atteint la Côte d'Azur !⁹⁶ Cette détestation l'atteint ainsi que « *des hommes dits de gauche, des purs parmi les purs, des Daladier, des de Tesson*⁹⁷, « *des Torrès*⁹⁸, voire même des Herriot⁹⁹, des Blum¹⁰⁰, qui se prosternent devant le

⁹² André Gide (1869-1951), écrivain, avait révélé ses tendances homosexuelles dans ses œuvres. Intéressé par l'expérience soviétique, il est désillusionné par son voyage en URSS en 1936, qui n'avait pas encore eu lieu lors de la rédaction des articles de Xavier Giacobini.

⁹³ *Le Petit Niçois*, 19/08/1933. *Le Caméléon*, 15/09/1933.

⁹⁴ Louis Louis-Dreyfus (1867-1940), député de Lozère, puis des Alpes-Maritimes de 1930 à 1936, au titre d'indépendant de gauche, sénateur de 1937 à 1940, négociant, banquier et armateur, utilise ses compétences dans le commerce des céréales et le marché de la fleur au profit de la région. Inquiet des perspectives de guerre, il n'en vote pas moins les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Il meurt à Cannes dans un accident de la circulation (*Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, t. 3 et 4, publiés sous la direction de Jean Jolly, archiviste de l'Assemblée nationale, Paris, PUF, 1963).

⁹⁵ Léon Daudet (1867-1942), fils de l'auteur des *Lettres de mon moulin*, a la « *révélation* » en 1886 du pamphlet d'Édouard Drumont *La France juive*. Son mariage avec Jeanne Hugo en 1891 confirme en lui la détestation des milieux de gauche. Pilier de *L'Action française* de Charles Maurras à partir de 1908, capable de fausses accusations dans l'affaire Malvy-Caillaux, polémiste venimeux, il est même obligé de s'exiler entre 1927 et 1932, avant de poursuivre ses outrances verbales. La « *divine surprise* » acclamée par Charles Maurras, c'est-à-dire la défaite, le surprend tristement car il n'aime pas l'Allemagne. Il meurt à Saint-Rémy-de-Provence en 1942. Plus de 300 titres portent sa signature prolifique (Eugen Weber, *L'Action française*, Hachette, 1985. Stéphane Giocanti, *C'étaient les Daudet*, Flammarion, 2013).

⁹⁶ *L'Action patriotique*, 4 décembre 1932.

⁹⁷ François de Tesson (1883-1944), radical-socialiste, député de Seine-et-Marne, journaliste et écrivain, peut-être franc-maçon, pacifiste et admirateur de Romain Rolland, éditorialiste du *Petit Niçois*, est mort en déportation après être entré en résistance (*Magazine du Pays de Meaux*, n° 19, *L'Action patriotique*, 25/09/1932).

⁹⁸ Henry Torrès (1891-1966) opte pour le PC au Congrès de Tours, et, avocat de talent, se spécialise dans la défense d'anarchistes, tandis qu'il adhère finalement à la SFIO. Il s'implante dans les Alpes-Maritimes comme député de la gauche en 1932 mais n'est pas réélu en 1936 malgré le soutien du *Petit Niçois*, au terme d'une campagne à fort relent d'antisémitisme. Son rôle de rapporteur du projet de pacte de non-agression entre la France et l'URSS lui nuit auprès des électeurs. En 1940, il quitte la France pour l'Afrique du Nord, le Brésil, et

veau d'or et le grisent de louanges et d'encens », qui parfois participent à la Une du *Petit Niçois* par des tribunes ou des éditoriaux.

Le *Caméléon* cite ses sources, des journaux satiriques comme *Le Rire* et son émanation *Fantasio*, paradoxalement acquis par Raymond Patenôtre, ou *Candide*, qui sous les crayons de Sennep, Poulbot ou Alain Saint-Ogan¹⁰¹ entament une campagne contre la gauche¹⁰². Mais ce n'est qu'à partir de septembre 1934 que *Le Caméléon* accompagnera ses articles contre l'« homme d'Atlantic City » de caricatures de Cam¹⁰³, pseudonyme en forme de clin d'œil, dont le crayon talentueux, en général plutôt empathique, croquera méchamment le visage naïf et un peu absent de Raymond Patenôtre. Le caricaturiste dont le nom de guerre

finaleme nt l'université de New York où il enseigne le droit pénal. À son retour, élu au Conseil national de la Résistance, vice-président de la Haute Cour de justice, à la tête du Barreau de Paris, sénateur de la Seine de 1946 à 1958, il se décide à accorder les pleins pouvoirs au Général De Gaulle. Une nouvelle génération d'avocats, dont Robert Badinter, le considère comme l'un de ses modèles (*L'Action patriotique*, 7 janvier 1933. *Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, t. 3 et 4, publiés sous la direction de Jean Jolly, archiviste de l'Assemblée nationale, Paris, PUF, 1963).

⁹⁹ Édouard Herriot (1872-1957), vit l'une des plus longues carrières politiques de la III^e République, facilitée par ses alliances familiales, son talent d'orateur, et son habileté. Élu du Rhône comme député et sénateur presque sans interruption, de 1912 à 1957, c'est surtout un grand maire de Lyon à partir de 1905. Radical, laïc, ébloui par son voyage en URSS en 1933, il évolue ensuite vers la droite. Tout en approuvant la nomination du maréchal Pétain, il ne vote pas les pleins pouvoirs et finit par être placé en résidence surveillée, à partir de 1942. Il refuse de faire partie d'un gouvernement Laval en 1944 et reprend sa carrière politique après la guerre (Serge Bernstein, *Édouard Herriot ou la République en personne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1985, 327 p.).

¹⁰⁰ Léon Blum (1872-1950), d'un milieu juif peu pratiquant, choisit les lettres et le droit après un bref passage à l'École normale supérieure. Entré en 1895 pour 25 ans comme auditeur au Conseil d'État, souffrant de l'antisémitisme ambiant, il participe à la *Revue Blanche*, fonde *L'Humanité* avec Jean Jaurès et en 1914 est brièvement chef de cabinet sous le ministère Viviani. En 1919 député de la Seine jusqu'en 1928, puis de l'Aude jusqu'en 1940, il refuse d'adhérer à la Troisième Internationale, mais se lie avec le PC au moment du Front populaire. Après l'échec relatif de ses deux ministères, il approuve les accords de Munich mais critique l'attitude du PC lors du Pacte germano-soviétique. Mis en cause par le gouvernement de Vichy auquel il a refusé les pleins pouvoirs, arrêté le 15 septembre 1940, traduit devant la cour de Riom, puis déporté en 1943, il devient en 1946-47 brièvement président du Conseil et dirige jusqu'à sa mort le journal socialiste *Le Populaire* (Serge Bernstein, *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006).

¹⁰¹ Si Francisque Poulbot (1879-1946) et Alain Saint-Ogan (1895-1974) sont surtout connus pour avoir valorisé l'enfant, l'un par le personnage du « Poulbot » de Montmartre, l'autre par sa célèbre bande dessinée de *Zig et Puce*, supplément du quotidien *L'Excelsior* (1910-1940), Jehan Sennep (1894-1982) l'est pour son anticommunisme virulent et ses caricatures de Léon Blum. Il se rallie au général De Gaulle en 1941, avant une carrière au *Figaro* et à *Point de Vue Images du monde* (« Poulbot a son buste sur la butte Montmartre », *Le Parisien*, 28/10/2012. Thierry Gœnsten et Harry Morgan, *L'Art d'Alain Saint-Ogan*, Actes Sud, Éditions de l'An 2, 2007. « Sennep », collection *Les Grands Humoristes*, préface de Léo Larguier, Monte Carlo, Art et livre, 1943).

¹⁰² Le chansonnier Augustin dirige les 56 numéros du *Coup de patte* de mai 1931 à juin 1932. Le journal, cité par *Le Caméléon* du 7 juin 1931, semble extrêmement bien renseigné sur les carrières de Raymond Patenôtre et d'Albert Lejeune. Le numéro du 16 janvier 1931 comporte une caricature de Raymond Patenôtre d'Alain Saint-Ogan. Les sources de ces commentaires semblent parisiennes.

¹⁰³ Cam (pseudonyme de Jean-Baptiste Ferré, né à Nice le 20 novembre 1884, mort discrètement le 1^{er} novembre 1962), neveu du directeur du personnel du Casino de Monte-Carlo et cousin de Léo Ferré, commence une carrière d'observateur humoriste du littoral azuréen en première page du *Petit Niçois* dès le 28 juillet 1905 en arpentant la « Salle des pas-Perdus », d'un trait stylisé un peu raide. Après la guerre de 1914-1918, il participe au succès du *Caméléon*. Fidèlement attaché au *Petit Niçois* où il détaille complaisamment les silhouettes locales, politiques, mondaines et sportives, prompt à en saisir l'essentiel, il prête de temps en temps sa pointe ironique à *L'Éclair de Nice*, tout en nourrissant de caricatures virulentes une campagne de presse contre Raymond Patenôtre, alors propriétaire du *Petit Niçois*. Quelques caricatures assorties de commentaires (« L'épidémie de croupes », *Le Petit Niçois*, 6 septembre 1937) n'ajoutent rien à sa gloire (Nadine Bovis-Aimar, « Cinquante ans de vie niçoise à travers les caricatures de Cam », *Nice et ses illustreurs de la Belle Époque aux années folles, Nice Historique*, janvier-mars 2012. *Lou Sourgentin*, Dessins et caricatures, n° 201, avril 2012).

s'harmonise particulièrement avec celui du *Caméléon* n'est pas désintéressé. Ainsi dessine-t-il pour *Le Petit Niçois* quand cela se présente, particulièrement pour Carnaval et les épreuves sportives, des successions de profils bien observés. Il prête sa pointe sèche et cruelle au *Caméléon* sans trop se renouveler, une fois qu'il a saisi ce qui lui semble être le ridicule de sa victime.

« M. Patenôtre, faites donc diriger vos journaux par des journalistes et non par des imbéciles solennels et constipés conseillés par des fripouillards. »¹⁰⁴, conseille *Le Caméléon*, qui prend également Albert Lejeune dans sa ligne de mire. À titre de collègue, celui-ci inspire pourtant un certain respect à Xavier Giacobini, qui le qualifie de « *journaliste de race* » et de « *collaborateur précieux* ». De même *La Gazette de Nice* le considère comme « *un bon journaliste, homme fort intelligent, esprit ouvert aux meilleures initiatives* », tout en ironisant sur les pages mondaines du *Petit Niçois*, et leurs concours d'élégance peu en rapport avec la vocation démocratique du quotidien. Pour *Le Caméléon*, Lejeune « *a une conception rococo et arpajonesque de la mise en page, du bourrage et des blancs qu'il faut enlever pour gagner de la place qui vous pue à plein nez le prote d'il y a quarante ans* ». Facile pour qui connaît le passé de l'employé des chemins de fer de la ligne Paris-Orléans, de surnommer Lejeune « *P.O.* », ou « *Harpagon-Lejeune* », et d'ironiser sur les haricots d'Arpajon et leur foire qui font parfois l'objet d'articles dans *Le Progrès de Rambouillet*, ou sur son passé de prote, prolétaire de l'imprimerie. Nous pouvons le voir campé comme nouveau riche aux étapes du Paris-Nice, monocle sur l'œil droit, pardessus confortable le protégeant du mistral, aux côtés des vainqueurs d'étape en petite tenue cycliste.

La violence de ces attaques anticipe sur le climat d'intolérance qui va dramatiser ces années 1930. En 1933, Raymond Patenôtre et Albert Lejeune excédés envisagent tout simplement pour se débarrasser de ces commentaires désobligeants d'acheter *Le Caméléon* et son imprimerie. André Saytour l'accepterait volontiers à condition d'en garder la direction politique, le tout pour un montant important excédant la valeur réelle de l'hebdomadaire, 420 000 francs plus 20 000 francs par mois pour les collaborateurs. L'intervention du maire Jean Médecin permet à Albert Lejeune de rencontrer à Paris le comte de Béarn, rattaché aux milieux royalistes et à *L'Action française*¹⁰⁵, qui semble régler en coulisses, peut-être au nom de mécènes dont une mystérieuse dame titrée, les frais du *Caméléon*. Ne serait-ce pas la comtesse d'Orléans-Bragance, future comtesse de Paris ? Finalement l'affaire ne se fait pas et ce n'est qu'en octobre 1938 que *Le Caméléon* se constituera en société anonyme, d'ailleurs peu de temps puisqu'il arrêtera sa parution, remplacé par *Le Mesclun*. L'échec de la transaction lui permettra un rebondissement inespéré au moment de l'engagement du *Petit Niçois* dans le Front Populaire, prétexte à une flambée de haine partagée et communiquée aux lecteurs.

● En vedette sur la scène nationale

Nommé par Édouard Herriot sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil et à l'Intérieur, chargé de l'Economie nationale dans son troisième cabinet, à partir du 3 juin 1932,

¹⁰⁴ *Le Caméléon*, 14/02/1934.

¹⁰⁵ Quotidien entre 1908 et 1944, *L'Action française* est l'émanation d'un groupe de monarchistes, nationalistes, antisémites qu'a stimulés l'affaire Dreyfus, et dont les plus influents sont le directeur Charles Maurras, et certains rédacteurs, Léon Daudet, Maurice Pujo, Jacques Bainville. Le ton virulent du quotidien, la « *révélation* » répétée de scandales réels ou inventés dont les attaques contre Raymond Patenôtre sont un exemple, lui attirent abonnements et dons qui lui permettent de se maintenir en équilibre instable. Bien que refusant la guerre et manifestant une relative hostilité à l'Allemagne, *L'Action française* n'en soutient pas moins la politique collaboratrice de Vichy et la lutte contre les « *terroristes* » résistants (Eugen Weber, *L'Action française*, Fayard, 1985).

poste qu'il conserve dans les ministères suivants de Joseph Paul-Boncour¹⁰⁶ et Édouard Daladier jusqu'au 25 octobre 1933, puis du 26 novembre 1933 au 29 janvier 1934 dans le second gouvernement Chautemps¹⁰⁷, Raymond Patenôtre commence la publication d'une série d'ouvrages sur les remèdes à apporter à la crise économique. Il est ensuite nommé sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil et aux Affaires étrangères, chargé de l'Économie nationale et du Tourisme du 30 janvier au 8 février 1934 dans le second cabinet Daladier. Incarnant « *le mur d'argent* », Raymond Patenôtre est présent au Congrès radical-socialiste de Toulouse avec Albert Dalimier¹⁰⁸, l'un de ses mentors, régulièrement honni par *L'Action patriotique* car bientôt compromis dans l'affaire Stavisky.

Comme le remarque Joseph Paul-Boncour dans ses mémoires, « *Il était devenu d'usage de le prendre dans les combinaisons ministérielles, on le prenait pour sa fortune et l'influence dont il disposait dans pas mal de journaux.* » De plus, très intelligent et doué d'esprit de synthèse, il est capable de préparer rapidement un projet logique et clair, et ses vues dynamiques sur le réarmement sont pleines de pragmatisme.

De « *bonnes feuilles* » du *Petit Journal* et du *Petit Niçois*, extraites de ses trois ouvrages publiés en 1932, 1934, et 1936, vont tenter de mettre à la portée du grand public ses vues en matière d'économie. Le premier, *La Crise et le drame monétaire*, peut avoir l'air d'une bravade, préfacé qu'il est par Joseph Caillaux, « *malfaisant vieillard* », dira *La Gazette de Nice*¹⁰⁹. Spécialiste financier reconnu, Joseph Caillaux analyse en quelques pages le système économique et financier de la planète dans le contexte de crise. Son exorde est resté célèbre :

« *Il nous faut assister maintenant à ce spectacle paradoxal d'une humanité pliant sous le poids de la surproduction, comme jadis elle avait succombé sous le poids des disettes ; on a brûlé du blé au Canada ; on a jeté dans l'océan du café du Brésil, tandis que des populations entières manquaient de pain et de boisson réconfortante. Vingt millions d'hommes en Europe et aux États-Unis sont encore aujourd'hui sans travail. Les valeurs morales vacillent autant que les valeurs économiques. Une Grande Peur, analogue à celle qui, aux premières années de notre Révolution, se répandait dans les campagnes de France, semble s'être emparée de l'opinion, paralyse les gouvernants, arrête les initiatives nécessaires.* »

Raymond Patenôtre défend la supériorité du travail humain sur la recherche de profit, et préconise le bimétallisme devant la difficulté de maintenir la stabilité d'une monnaie de compte, ce qu'est devenu le franc depuis la guerre. Ce thème est d'ailleurs repris dans la

¹⁰⁶ Joseph Paul-Boncour (1873-1972) développe une carrière politique originale. Député du Loir-et-Cher, de la Seine, et du Tarn, puis sénateur, adhérent de la SFIO, il devient un spécialiste de la politique étrangère et de l'armée, faisant même adopter un texte sur la participation des femmes au service militaire. Il vote contre les pleins pouvoirs accordés au maréchal Pétain, et profite de l'emplacement de sa maison du Loir-et-Cher, sur la ligne de démarcation, pour faire passer des fugitifs. Traqué à son tour, il gagne le maquis du Lot. Il assiste à la conférence de San Francisco et vote la Charte des Nations-Unies en 1946 (Joseph Paul-Boncour, *Entre deux guerres, souvenirs de la Troisième République*, Plon, 3 vol. *Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, t. 3 et 4, publiés sous la direction de Jean Jolly, archiviste de l'Assemblée nationale, Paris, PUF, 1963).

¹⁰⁷ Camille Chautemps (1885-1963), figure du radicalisme, mène une carrière politique que stimulent son appartenance à la franc-maçonnerie et ses différents mandats électoraux. Maire de Tours, plusieurs fois ministre et président du Conseil, compromis dans l'affaire Stavisky, il essaie en vain en 1938 de relayer la politique du Front populaire. Démissionnaire après l'*Anschluss*, il fait partie du gouvernement Pétain dont il est vice-président jusqu'au 12 juillet 1940. Abandonnant ses frères maçons avant la dissolution de l'Ordre, il gagne Washington pour une mission, d'où il rejoint Alger en 1944, et où il meurt en 1963 (J. Jankowski, *Cette mystérieuse affaire Stavisky, Histoire d'un scandale politique*, Paris, Fayard, 2000. Éric Saunier, dir., *Encyclopédie de la franc-maçonnerie*, Paris, La Pochothèque, Librairie générale française, 2000).

¹⁰⁸ Albert Dalimier (1875-1936), député de Seine-et-Oise, plusieurs fois secrétaire d'État et ministre, franc-maçon, tout pour irriter *L'Action patriotique*, est impliqué dans l'affaire des bons de souscription au Crédit municipal de Bayonne, donc compromis dans l'affaire Stavisky (*L'Action patriotique*, 06/11/1932, Christian Delporte, *La III^e République de Poincaré à Paul Raynaud*, Pygmalion, 1998).

¹⁰⁹ *La Gazette de Nice*, 20/12/1933.

présentation que fait Georges Bonnamour¹¹⁰ d'une biographie de Joseph Caillaux rédigée par Alfred Fabre-Luce¹¹¹ sur le thème du courage. Le même doute sur le maintien de l'étalon-or s'exprime dans un éditorial du jeune député Pierre Mendès-France, intitulé « *Les idées de M. Keynes* », que lui avait demandé Albert Lejeune¹¹². En cela il ne peut que heurter la majorité

¹¹⁰ Georges Bonnamour (1866-1954), nationaliste, collabore à quelques journaux et revues, comme *La Cocarde*, *Le Drapeau*, *Le Petit Parisien*, *L'Écho de Paris*. Son livre *Le Rapprochement franco-allemand* (André Delpuech, 1927) va dans le sens de la politique radicale-socialiste. Lors d'un séjour sur la Riviera en 1930-1931, il écrit un poème de 16 pages publié chez Delpuech, « *Poème à la gloire de Nice* ». Après avoir passé en revue les beautés de Nice avec un certain talent poétique, il en termine la septième partie par ces mots en l'honneur des morts de la Grande Guerre et du magnifique monument inauguré en 1928 consacré à leur mémoire :

*Tu portes fièrement le deuil de tes enfants
Tombés sans que leurs yeux aient vu poindre l'aurore
De ces jours à la fois vengeurs et triomphants
Dont le sanglant éclat nous éblouit encore !*

*Pour honorer leurs morts et conserver leur nom
Tu leur as dédié l'indestructible Temple
Qui force à s'incliner celui qui le contemple
Et dont l'autel domine un immense horizon !
Devant le monument où respandit leur gloire,
Dont la garde sacrée appartient à l'Histoire,
Retentit chaque jour l'accord sombre et puissant
D'un Requiem chanté par les orgues du Vent !*

*Et dans les jours futurs, O radieuse Nice,
Victime du Destin, s'il faut que tu subisses
L'inexorable loi qui rejette au néant
Ce que notre univers a connu de plus grand,
Si la mer en courroux, débordant ton rivage
Y fait régner l'horreur d'un immense ravage,
Si tes vastes jardins, tes villas, tes palais
Ne sont plus qu'un amas de poussière et de cendre,
Ces noms, que tu voulus contre l'oubli défendre,
Gravés dans le rocher ne périront jamais !*

Partisan de la paix avec l'Allemagne et anglophobe, il est en partie en accord avec les options du *Petit Niçois*. En 1939, il écrit un texte sur « *Jules Belleudy, l'homme, l'écrivain* », en hommage au défenseur du XV^e corps d'armée injustement dénigré. Familier de Capbreton, il y échappe à l'épuration (Jean-Marie Duten, « Georges Bonnamour, l'inconnu de Capbreton », *Les Cahiers du sud landais*, Sadipac).

¹¹¹ Alfred Fabre-Luce (1899-1982), petit-fils du banquier Henri Germain, se tourne vers le journalisme. Ses positions contradictoires le font classer parmi les « *Anticonformistes* ». Critique de l'URSS, il se rapproche du PPF de Jacques Doriot, soutient la politique du maréchal Pétain, mais refuse le STO ce qui lui vaut deux arrestations par la Gestapo, tandis que ses alliances familiales et ses prises de position entraînent pour lui des ennuis à la Libération. Une polémique à propos de l'ouvrage du général De Gaulle, *Vers l'armée de métier* entraîne le pilonnage d'un de ses ouvrages (Daniel Garbe, préface de Philippe de Saint-Robert, *Alfred Fabre-Luce. Un non-conformiste dans le tumulte du XX^e siècle*, Éditions François-Xavier de Guibert, collection Histoire politique, 2009).

¹¹² Pierre Mendès-France (1907-1982), militant du Parti radical et de sa tendance Jeune Turc, député de l'Eure en 1932, soutient le Front populaire et participe brièvement au deuxième gouvernement Léon Blum. Au moment de la déroute, il embarque à bord du *Massalia*. Arrêté au Maroc, jugé, évadé, il rejoint Londres puis Alger. Le général De Gaulle le nomme commissaire aux finances et il participe aux travaux de la Conférence de Bretton Woods où ni lui ni Keynes ne parviennent à briser le monopole américain. Après une active carrière politique, président du Conseil du 17 juin 1954 au 7 février 1955, il met fin à la guerre d'Indochine et aborde avec la Tunisie le problème de la décolonisation. Il reste une grande figure du Radicalisme qu'il a renoué (*Le Petit Niçois*, 29/03, 27/06, 19/08/1933. Site de l'Assemblée nationale. Christophe Lombard, Classement du fonds Pierre Mendès-France, Relations avec la presse, 2007, Michel Hollard, Guy Saez, dir. *Politique, science et action publique. La référence à Pierre Mendès-France et les débats actuels*, PUG coll. « Libres cours », 2010).

de la classe politique française, dont l'attachement à l'étalon-or est une sorte de dogme. On retrouve cet état d'esprit chez une partie des entrepreneurs niçois, dont *L'Action patriotique* de Xavier Giacobini et *Le Caméléon* sont les échos. Si le journal satirique fait ses choux gras en affublant Raymond Patenôtre du sobriquet de « *Monsieur Bimétal* » et en affichant un anti-américanisme voyant, c'est plus sérieusement que Xavier Giacobini envisage les conversations entre Pierre Laval et le président Hoover comme la garantie du maintien de l'étalon-or¹¹³.

Pour éviter l'asphyxie et les troubles sociaux, le bimétallisme, sa souplesse au service des économies les plus fragiles, est un argument intéressé d'après la droite qui soupçonne Patenôtre, dans une polémique initiée par *Le Matin*, de posséder des mines d'argent et de spéculer contre le franc à la faveur de ses dollars. Il sera obligé de s'en défendre en 1935 devant un jury d'honneur. Sous-secrétaire d'État à l'économie de juin 1932 au 27 janvier 1934, il se manifeste assez souvent à la Une de son quotidien, aux positions de plus en plus accusées en faveur des Radicaux, qui en commente en première page les congrès, les discours, les participations aux événements provinciaux. Raymond Patenôtre maintient devant la crise et ses effets une position humaniste qu'il a résumée dans *Le Petit Journal* du 26 mars 1933 :

« *Nous n'admettrons jamais que la crise ne puisse être résolue, que l'abondance puisse engendrer la misère et que l'humanité puisse être ruinée par les progrès techniques et scientifiques... Comment admettre que les épreuves d'un peuple se transforment en dividendes pour quelques familles ?* »

En même temps la campagne de valorisation du *Petit Niçois*, derrière un titre rouge plus lumineux, se poursuit. Sa mise en page valorise les intérêts immédiats prêtés aux lecteurs, selon l'actualité, surface éminente donnée aux faits divers, accidents, vie de personnalités. La place des femmes comme rédactrices et lectrices est renforcée par la mise en vente d'un supplément bimensuel à elles consacré, *Minerva*. Des offres alléchantes tentent de privilégier les abonnements, service gratuit de quinze jours, photographies habilement quoique parcimonieusement utilisées, courses sérieuses ou humoristiques comme celle des garçons de café ou des catherinettes, petits événements de nature démagogique critique *Le Cri des travailleurs*¹¹⁴ qui leur préférerait des défilés revendicatifs. Arbres de Noël, mots croisés, excursions, concours, sondages divers, pronostics électoraux, courrier des lecteurs, liste des acteurs, spectateurs ou bienfaiteurs, en somme tout ce qui tend à élargir le lectorat, mais surtout lancement d'événements sportifs d'envergure constituent une démarche extrêmement moderne. Le plus emblématique jette dans la vallée du Rhône, à coups de pédales, dans le soleil et le mistral, la dégringolade de pelotons de cyclistes pour le premier Paris-Nice, paradigme de la méthode Lejeune : divulgation progressive du projet dans tous les journaux du groupe sous forme de feuilleton à rebondissements, participation d'équipes locales, nationales et internationales, utilisation des journalistes-maison et des autres journaux du groupe, de la publicité et de la radio, implication des élus et hommes d'affaires locaux, comme le maire Jean Médecin, régionaux, l'armateur Jean Fraissinet¹¹⁵, et même nationaux, le ministre Édouard Daladier ou le sénateur Louis Louis-Dreyfus, à la visibilité incontestable.

¹¹³ *L'Action patriotique*, 05/08/1933.

¹¹⁴ *Le Cri des travailleurs des Alpes-Maritimes*, organe local du Parti Communiste, directeur politique Virgile Barel, 20/01/1935, classe les organisateurs de ces fêtes du côté des bourgeois enrichis.

¹¹⁵ Jean Fraissinet (1894-1981), fils d'armateur, as de l'aviation de la première guerre mondiale, revient vite à sa condition d'origine. Maître d'un capital considérable il en consacre une partie au lancement en 1931 de *Marseille Matin* et de *Marseille Soir*, rivaux du *Petit Marseillais* de Gustave Bourrageas. Pendant la crise, il limite habilement la croissance de son armement, le treizième de France, centré sur la Corse, largement subventionné par le gouvernement. Membre du Conseil national de Vichy, assigné à résidence à la Libération, il reprend une carrière politique comme député des Bouches-du-Rhône en 1958 (Jean Fraissinet, *Au Combat à travers deux guerres et quelques révolutions*, Éditions de la Table ronde, 1968, 290 p. Renaud de Rochebrune, Jean-Claude Hazera, *Les Patrons sous l'Occupation*, Éditions Odile Jacob, collection Histoire, réédition 2013).

Lors de sa visite en mars 1935, Henri Desgranges, chargé de lancer le troisième Paris-Nice, s'exclamera dans une interview enthousiaste : « *Il fallait l'audace d'un Lejeune pour, au mois de mars, lancer pendant cinq jours consécutifs des coureurs sur la route.* »

En ce début des années 1930, le Tour de France s'enlise dans une routine régionaliste. Tout en se coulant dans un modèle dont il pastiche les vertus, *Le Petit Niçois* montre d'emblée sa différence, une ambition internationale sur un temps court et génialement publicitaire. Il lance des coureurs locaux de talent comme le jeune René Vietto, issu du peuple, dont Albert Lejeune commentera avec plaisir « *les succès qui rejaillissent sur Le Petit Niçois, car n'oublions pas que vous vous êtes révélé à la faveur de nos organisations cyclistes.* » L'industrie de la bicyclette dispersée autour de Saint-Étienne, devenu l'un des pivots d'une épreuve à laquelle les caprices de mars, voies d'accès parfois enneigées, mistral violent, donnent un suspense haletant, peut même y trouver son compte, ainsi que de petites et performantes entreprises niçoises, souvent elles-mêmes issues de la passion d'anciens coureurs. Albert Lejeune réussit ainsi à donner au Paris-Nice une spécificité que prouve encore aujourd'hui sa pérennité. L'envoyé spécial du *Petit Niçois*, Albert Pitois¹¹⁶ spécialiste des sports et en particulier du cyclisme sait insuffler à ses reportages reproduits dans les journaux du groupe, *Le Petit Var*, *Lyon républicain*, *Le Petit Marseillais*, la tournure épique qu'imposent les prouesses des héros et que peuvent partager les modestes amateurs au fait des dessous de l'effort sportif. Louis Nucera¹¹⁷, alors écolier, évoquera avec émotion le goût de ses camarades de classe pour ces récits chevaleresques et populaires à la fois, qui vont sous-tendre sa vie d'homme, contrairement au *Caméléon* qui y voit « *une propagande communiste* » pour faire fuir les touristes, attrape pour les nigauds qui « *croient aux bielles humaines, aux géants, aux forçats, aux martyrs* » quand il s'agit d'une entreprise publicitaire. Les réticences de *L'Action patriotique*¹¹⁸ devant un « *tranche-montagne* », *Le Petit Niçois*, qui, à travers le sillon rhodanien, veut s'assurer la sympathie de Jean Médecin, « *qui a trop d'intelligence et de doigté pour cela...* », n'y font rien. La « *Course au soleil* » ne manque pas d'être commentée par *Le Caméléon* qui fait mine de s'étonner du succès d'une pareille entreprise¹¹⁹. Comment expliquer que le maire, Jean Médecin, ait interdit toute circulation sur la Promenade pour l'unique profit d'une caravane publicitaire et d'une manifestation truquée à la gloire des journaux Patenôte ? Pourquoi, à *L'Éclair*, avoir surenchéri sur *Le Petit Niçois* et publié plus de photos et de bélinogrammes que lui ? Et d'évoquer le contribuable niçois qui paie sans le savoir l'accueil musical de l'orchestre de la ville aux vainqueurs de l'étape finale, l'électricité, les pompiers, et le matériel fragile et coûteux emprunté au comité des fêtes. Certes on pourra remarquer, comme le rédacteur du *Caméléon*, qu'Alfred Lejeune a été à l'école de *L'Auto*, et considérer qu'il se contente d'imiter le Tour de France.

« *M. Albert Lejeune, le lampiste bien connu des journaux d'Atlantic-Patenôte, sous-secrétaire d'État ridicule et bambochard à l'Économie nationale, arrivé dans le journalisme par la lampisterie et la typographie, a jalosé les lauriers de M. Desgranges* »

La haute silhouette de Lejeune ponctue les arrivées lors des étapes régionales importantes, Marseille, Toulon, Cannes, jusqu'à l'apothéose populaire sur la promenade des

¹¹⁶ Albert Pitois (1894-1965), fils d'un cocher, originaire de Provins (Seine-et-Marne), se fixe à Nice par son mariage et son entrée dans le journalisme sportif. *Le Petit Niçois* utilise dès 1926 ses compétences et sa signature s'affirme à partir de 1930 à la fin des rubriques cyclistes qui sous sa plume deviennent de véritables épopées. Son voyage en Allemagne sous l'égide de René Bonnefoy, secrétaire général à l'Information à partir du deuxième gouvernement Laval, lui vaut quelques ennuis à la Libération.

¹¹⁷ Louis Nucera (1928-2000), mort sur la route de Carros, au champ d'honneur du cyclisme pourrait-on dire, a su chanter à la fois sa petite patrie, son amour du vélo, et son enthousiasme pour René Vietto (Louis Nucera, *Le Roi René, la passion du vélo*, La Petite Vermillon, 1976. *Avenue des Diables bleus*, Grasset, 1979. *Mes Rayons de soleil*, Grasset, 1987, 270 p.).

¹¹⁸ *L'Action Patriotique*, 7 janvier 1933.

¹¹⁹ *Le Caméléon*, 26 mars 1933.

Anglais aux sons des orchestres locaux, qui le lie à Jean Médecin maire de Nice d'une amitié solide et bienveillante. Est-ce à ce moment que Rose Nivel, qui sera là aux heures noires, entre dans sa vie ? Cette jeune soprano fait son apparition dans les pages du *Petit Niçois*, avec une photographie sur la Une, au moment du concours d'opéra, lancé par Albert Lejeune en même temps que le premier Paris-Nice. Il s'agit pour les concurrents de plébisciter un opéra, et de supputer le nombre de réponses, dont la représentation est ensuite offerte aux gagnants, événement culturel et populaire de haute importance ; aux beaux temps de la saison aristocratique cinq ou six concerts gratuits quotidiens animaient les différents quartiers. Le 19 mars 1933, Rose Nivel interprète le rôle-titre de *Manon* après une étincelante saison à l'Opéra de Nice. Un grand banquet réunit au Casino de la Jetée vainqueurs et protagonistes du Paris-Nice et du concours d'opéra, ainsi que les personnalités, où elle figure à la gauche du directeur¹²⁰. Elle reviendra à Nice dans les mêmes circonstances et dans des spectacles où son talent sera souligné avec enthousiasme. La Saison niçoise, qui voit alterner manifestations artistiques et élégantes, ne sera peut-être plus jamais aussi riche qu'en cette année faste du lancement du premier Paris-Nice, où comme le disent tous les orateurs, on a vu art et sport au service de la démocratie.

Dans le même temps, élu vice-président de la presse républicaine par le congrès réuni à Vichy, Albert Lejeune, depuis plusieurs mois également directeur du *Petit Journal*, se voit récompensé d'une notoriété et d'une aisance bienvenues qu'épingle *Le Caméléon* : « M. O.P. Lejeune s'habille chez le bon faiseur ; il a acheté un somptueux et cher immeuble à Nice. Il roule carrosse. Il a de belles cravates... »

En fait pour le moment Albert Lejeune n'est que locataire au 27 boulevard Victor Hugo, circule beaucoup dans l'hexagone au gré du contrôle des différents journaux dont Raymond Patenôtre est actionnaire. Sa famille réside à Paris et ne vient que ponctuellement à Nice. Il se propose de réunir sur la même page les nouvelles rubriques ludiques du journal, le conte quotidien, la documentation, bientôt de petites bandes dessinées, de grandes enquêtes qui en feront une sorte de magazine, un excellent journal polyvalent et distrayant précurseur des grands quotidiens parisiens d'après-guerre.

• Niçois et Radicaux, l'habile complexité d'un réseau de talents (1934-1935)

La composition de l'équipe du *Petit Niçois* utilise autant que faire se peut les rédacteurs des débuts du quotidien, lien sympathique avec l'avant-guerre, vestige de la Belle Époque. Elle intègre peu de débutants, mais, signe des temps, des femmes. Les voyages d'Albert Lejeune entre Paris, Lyon, la Sarthe, son opportunisme habile, son goût pour la correspondance, sa rigoureuse ponctualité font le lien.

¹²⁰ La carrière de Rose Nivel, complète et durable, de l'opéra à l'opéra comique en passant par l'opérette, témoigne d'une réelle virtuosité, soulignée dans la presse généraliste et musicale à partir de 1926, et dont les principaux jalons sont ses engagements au théâtre de la Michodière, à la Gaîté lyrique, à l'Opéra comique. On remarque au passage le 16 octobre 1932 un rôle dans *Moineau* au Théâtre Marigny, pièce de Pierre Wolff, plus tard collaborateur d'Albert Lejeune au *Petit Niçois*, auteur prolifique de plus d'une quarantaine de pièces légères et sérieuses, et de scénarios dont certains furent exploités à titre posthume dans le cinéma. C'est peut-être par cet intermédiaire que Rose Nivel est venue à Nice et a rencontré le directeur du journal, à moins qu'elle ne l'ait connu à Paris. On retrouve sa trace jusqu'en automne 1940 grâce à *Ouest Éclair* qui souligne son « gracieux enjouement » dans le rôle de Bettina, puis à l'Opéra de Lyon pour la saison 1943-1944. Elle interprète encore au Grand Théâtre de Tours Marthe dans *Faust* pour la saison 1960-1961 (Nombreux articles du *Figaro*, du *Gaulois*, et du *Ménéstrel* à partir de 1926, dossier sur Solange Michel (1912-2010), mezzo-soprano, dont la carrière prestigieuse fut assez souvent parallèle à celle de Rose, pour des premiers rôles toutefois).

Des anciens du *Petit Niçois*, Auguste Verquière¹²¹, dépositaire d'anecdotes précieuses, ou Édouard Cristini¹²², l'un des plus « régionaux », évoquent le passé pas si lointain des temps pionniers de la presse niçoise, surtout mondaine alors. Louis Darrès, rédacteur en chef de *La France de Nice et du Sud-Est* depuis 1928, spécialiste des articles de politique intérieure, occupe peu à peu une place importante par ses éditoriaux avant d'être nommé au même poste au *Petit Niçois* en 1936, bien tardivement quant à ses appointements commente *Le Caméléon*, puis d'être envoyé à Lyon en 1941 par Albert Lejeune.

La colonne de gauche réservée à l'éditorial, généralement politique, voit alterner des personnalités que fédèrent, autour de l'idée-force du pacifisme, des prises de position bien tranchées, appartenance ou sympathie envers le radical-socialisme, connaissance de l'Allemagne, rejet d'une nouvelle guerre, défense des droits de l'Homme, amour des lettres, goût des sports. La mise en réseaux de tous les organes de presse qu'il contrôle amène Albert Lejeune à utiliser les écrits de journalistes ou d'hommes de lettres de tout le groupe, et si les régionaux assurent les comptes rendus locaux, la plupart des éditoriaux, des commentaires, des reportages d'opinion émanent de personnalités dont le choix reflète sans nul doute les consignes du directeur et les dispositions de Raymond Patenôtre. Albert Lejeune profite de leur passage à Nice, sinon leur écrit pour leur demander un éditorial, ce que révèlent les archives, et utilise les liaisons télégraphiques. Bon gestionnaire il sait accommoder sympathie et équilibre financier, utilisant les compétences, de préférence gratuites, de Georges Bonnamour, Georges Boussenet¹²³, Adéodat Compère-Morel¹²⁴, Jean Fontenoy¹²⁵, Ambroise

¹²¹ Auguste Verquière (1862-1938) vient de Montpellier à Nice où il épouse en 1888 une jeune fille d'origine italienne, Rose Bertinotto, qui lui donnera quatre enfants. Il est dans les années 1930 le doyen du *Petit Niçois* où il a accompli la plus grande partie de sa carrière journalistique, commencée au *Journal de Vichy*, et au *Littoral de Cannes*. Auteur à Nice, au Petit Casino et au Palais de la Jetée, avec Altery, Émile Raoux, Georges Avril, de revues à succès, comme *Le Tour de Nice sans un sou* (1895), *Les surprises des rayons X* (1896), *Co...cotte d'Azur*, revue de l'année 1903, devenu une notabilité niçoise par sa participation au club d'escrime (*Le Figaro*, 27/04/1902) ou au comité pour un monument à la mémoire du ministre Rouvier (*Le Littoral de Cannes*, 22/04/1914), grand ami du conseiller général Alexandre Médecin, père de Jean Médecin, il fait partie d'une petite bande de Niçois, Victor Emanuel, Paul Gordeaux, D.J. Mari, Louis Ravel, Édouard Cristini, Victor Sayac, Henri Giraud, etc. Il meurt discrètement après avoir été directeur des services artistiques et littéraires de *Marseille Matin* (*Le Petit Niçois*, 1938).

¹²² Édouard Cristini (1867-1937), a fait partie de l'équipe niçoise de Paul Gordeaux (1891-1974), avec Philippe Tiranty, ancien secrétaire général du *Petit Niçois*, il a écrit dans diverses revues (*Annales politiques et littéraires*, *Le Petit Niçois*) où sa dernière chronique le 18/04/1937 concerne la pose d'une plaque commémorative en mémoire de Jean Lorrain sur la façade du Palais Austraudo. L'embauche par lui en 1905 de Jean Galmot (1879-1928), journaliste, plus tard aventurier, homme d'affaires, politique, comme « *dépêchier* » au *Petit Niçois*, en avait fait monter le tirage d'une façon spectaculaire (Blaise Cendrars, *Rhum, l'aventure de Jean Galmot*, Paris, Grasset, 1930. *Le Figaro*, *Le Petit Niçois*, 20/07/1937. Jean-Paul Gordolon, « Les Niçois de Paris », *Le Point*, 11/06/2009).

¹²³ Georges Boussenet (1876-1974), médecin de formation coloniale, journaliste au *Siècle*, député d'Outre-Mer, est mort à Nice où il s'était installé (Site de l'Assemblée nationale).

¹²⁴ Adéodat Compère-Morel (1872-1941), député du Gard, fait choix de la SFIO après le Congrès de Tours. Il dirige un temps *Le Populaire*. En 1940, il se rallie au maréchal Pétain (Jean Joly, *Dictionnaire des Parlementaires français, notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940*, 1960-1977).

¹²⁵ Jean Fontenoy (1899-1945), issu d'un milieu défavorisé, « *Malraux du fascisme* », engagé de 1918 à 1924, communiste de la première heure, devient le correspondant de l'agence Havas à Moscou, puis en Chine. Entré à la NRF, il dénonce le nazisme, puis en 1934 vire de bord et entre au PPF (Parti populaire français) de Doriot. Il sert d'intermédiaire entre Pierre Laval et Otto Abetz. Après des missions sur le front de l'est et à la direction de l'office français d'information de Vichy, il se suicide à Berlin en avril 1945. Il s'était vu décerner le Prix Marianne en 1938, prix fondé par Raymond Patenôtre qui venait d'acquiescer ce magazine, et pouvait ainsi le lancer, pour son livre *Shanghai secret*, Grasset, 1938 (*Le Petit Niçois*, 26/05/1938. Gérard Guégan, *Fontenoy ne reviendra plus*, Stock, 2011. Philippe Vilgier, *Jean Fontenoy, aventurier, journaliste, écrivain*, Via Romana, 2012).

Got¹²⁶, Joseph Jolinon¹²⁷, Jacques Kayser¹²⁸, Marceau Pivert¹²⁹, François de Tesson. Lorsqu'il séjourne sur la Côte, Raymond Patenôtre occupe la position éditoriale. *Le Caméléon* reproche à Alfred Lejeune l'utilisation d'amateurs plutôt que de véritables journalistes, accentuant leur subordination et leur précarité, au moins jusqu'à la loi de 1935 qui leur attribuera une carte professionnelle.

L'actualité locale est traitée par les reporters niçois hommes et femmes. Louis Ravel écrit sous le pseudonyme de Saint-Cendre des contes ou des commentaires hippiques¹³⁰. Lucienne Sardina¹³¹, assure parfois sous le patronage de Jacqueline Patenôtre, la promotion d'œuvres sociales et de métiers féminins typiquement locaux, comme le 28 mai 1938 « *La vie des mannequins de la couture niçoise* ». Théo Martin¹³², à la plume leste et poétique, défend la culture française. Elle écrira presque tous les jours même dans les temps plus tragiques. Renée Davis¹³³ anime une série « *La vie pittoresque* ». Sur la page « Société », elles ne manquent pas de défendre la jeune institutrice Madeleine Faraut à laquelle il est fait grief

¹²⁶ Ambroise Got (1886-1968), attaché aux missions militaires françaises de Zurich de 1914 à 1918, puis de Berlin, s'intéresse à l'affaire Édith Cavell, horrifié par les excès du contre-espionnage allemand et par ceux de la révolution rouge en Bavière. Plusieurs de ses ouvrages, *L'Allemagne après la débâcle*, *La Contre-Révolution allemande*, paraissent dans le cadre du groupe de presse Patenôtre, en lien avec Albert Lejeune. *L'Allemagne à nu*, 1923, Éditions de La Pensée française, résume sa réflexion. À partir de 1931, *Le Petit Niçois* accueille ses reportages, mettant en garde les lecteurs sur les mentalités et les préparatifs belliqueux de l'inquiétant voisin. Retiré à Saint-Brieuc en 1940, il y tient un journal de l'occupation en 122 petits cahiers (10 mai 1940-16 juin 1945), déposés en 1983 aux Archives départementales des Côtes-d'Armor par son fils Yves Got.

¹²⁷ Joseph Jolinon (1885-1971), avocat, romancier (Grand Prix du roman de l'Académie française en 1950), amoureux du football, considère que ce jeu représente un art de raison, de rigueur et d'équilibre. Dans son œuvre, il évoque aussi les erreurs du commandement français pendant la Grande Guerre (Gil Alcaix, *1918, Du chemin des dames à la Marne. Offensive allemande et résistance alliée*, Éditions YSEC, 1999-2013).

¹²⁸ Jacques Kayser (1900-1963), d'une famille alsacienne bourgeoise, neveu d'Alfred Dreyfus, choisit le journalisme et la politique, et s'implique très tôt dans la vie du parti radical-socialiste dont il devient, sans pour autant avoir de mandat électif, l'un des dirigeants, inspiré par le mouvement « Jeune Turc », incarnant la tendance de gauche et l'appartenance au Front populaire. Réfugié en 1940 avec sa famille à Villeneuve-sur-Lot, il gagne Londres en 1943, participe au débarquement, avant de poursuivre une carrière d'écrivain et de spécialiste de la presse (Jacques Kayser et Jean Montigny, *Le Drame financier. Les responsables*. Éditions André Delpeuch, 1929, préface d'Édouard Daladier. « Jacques Kayser, un radical de gauche », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 1996, t. 43, n° 1).

¹²⁹ Marceau Pivert (1895-1958), instituteur, militant socialiste, incarne le courant révolutionnaire de la SFIO des années 1930, qu'il abandonne pour fonder le Parti socialiste ouvrier et paysan en 1938. En 1940, il s'exile au Mexique d'où il revient plus modéré (Jacques Kergoat, *Marceau Pivert, socialiste de gauche*, Éditions de l'Atelier, La Part des hommes, 1994).

¹³⁰ Louis Ravel (1875-1942) fait partie de cette brillante phalange de journalistes niçois autour de Paul Gordeaux, à la longue carrière interrompue par la guerre de 1914-1918. Conférencier érudit, il meurt accidentellement en janvier 1942 d'une asphyxie au gaz.

¹³¹ Lucienne Sardina (1894-1988), animatrice d'œuvres sociales et journaliste au *Petit Niçois*, est en charge de reportages sur la condition féminine et la pauvreté à Nice (*Le Petit Niçois*, 30/07/1937). Elle annonce dans *Le Petit Niçois* du 10 février 1943 l'ouverture de la Galerie Romanet, fondée par Jean Moulin. Elle s'engage dans le mouvement et le journal de résistance *Combat*. Ses actions lui ont valu de nombreuses décorations (Ralph Schor, « Lucienne Sardina », dans *Portraits de femmes sur la Côte d'Azur, Dictionnaire biographique au féminin*, Nice, Éditions Serre, 2011).

¹³² Théotiste dite Théo Martin (1895-1976), journaliste au *Petit Niçois* jusqu'en 1944, puis à *Nice-Matin*, est surtout connue pour son œuvre poétique, ses mélodies, son théâtre (Ralph Schor dir., *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

¹³³ Renée Davis (1880-1986), journaliste de religion juive, devient la compagne du romancier René Behaine (1880-1966), antisémite, patriote, personnage complexe, connu par un roman cyclique en 16 volumes qui obtient une voix au Goncourt en 1933 et la sympathie de la Cagoule. Sa signature disparaît du quotidien en 1940 (Xavier Soleil, *Pages choisies de l'histoire d'une société*, Éditions Nivoit, Nihèrne, Morbihan. Renée Davis, *La Croix gammée, cette énigme*, Presses de la Cité, 1967).

d'avoir milité dans la rue en dehors de ses heures de travail¹³⁴. Les dames occupent, comme Renée Davis ou Théo Martin, le bas de la colonne de droite ou un emplacement sur les pages trois ou quatre pour des articles de culture générale, de société, ou d'ouverture vers le tourisme local. Claire Charles-Géniaux¹³⁵, épouse d'un vieil ami d'Albert Lejeune, femme de lettres reconnue, traite sujets coloniaux, société tunisienne et musulmane qu'elle connaît, comme le 24 novembre 1938, « *Ataturk et le féminisme* » avec esprit critique et recul. La part importante donnée aux femmes dans la rédaction du quotidien rejoint la politique du Front populaire, où Léon Blum leur confie pour la première fois des fonctions ministérielles. Dans l'organigramme du *Petit Niçois*, les journalistes femmes sont assez bien rémunérées. Dans les années de guerre, Théo Martin écrira pourtant une lettre de réclamation à Albert Lejeune pour demander un réajustement de son traitement.

Le Petit Niçois et son équipe n'ont guère le temps de jouir tranquillement de l'opportunité des nouveautés éditoriales car les événements extérieurs à l'oasis de rêve que représente la Côte d'Azur la précipitent dans une sorte de *crescendo* tragique où les polémiques, les manifestations, les expressions de haine ne cesseront plus, emportée qu'elle est dans la tourmente internationale. La routine calendaire des courses et des fêtes d'hiver, qui fait du *Petit Niçois* l'organe favori des touristes, est interrompue le 30 janvier 1934 par la relation de la grève des fonctionnaires niçois, l'érection d'une barricade entre l'avenue de la Victoire et le boulevard Dubouchage. Si le remaniement ministériel du 4 février 1934 semble accueilli avec une sérénité en apparence objective, comme l'avait été en son temps dans le même journal l'affaire Dreyfus, le 7 février la Une signale à Paris des « *heures graves. Des manifestations organisées par divers groupements ont dégénéré par suite de l'action d'éléments fascistes ou suspects, en véritables émeutes au cours desquelles le service d'ordre a dû faire usage de ses armes* ». En fait s'illustrent principalement les Camelots du Roi¹³⁶, fondés en 1908 autour du journal *L'Action française* qu'ils sont chargés de « *colporter* », d'où leur appellation. Recrutés dans tous les milieux mais principalement chez de jeunes étudiants, ils militent avec Charles Maurras¹³⁷ pour un retour à la monarchie et aux valeurs du

¹³⁴ Madeleine Milon-Faraut (1899-1983), engagée aux côtés de Virgile Barel au Parti communiste et à l'Union locale CGTU, fait même de la prison dès 1931 avant d'être déplacée à Saint-Jean-La-Rivière. Révoquée en 1940, arrêtée en 1942, elle participe à la Résistance et à la mémoire du parti (Max. de Baudon, *Le Petit Niçois*, 10/12/1931 avec photographie, Jean-Louis Panicacci, « Madeleine Faraut-Millon », dans *Portraits de femmes de la Côte d'Azur*, Nice, Éditions Serre, 2011. Dominique Olivesi, « Madeleine Faraut », dans Ralph Schor dir., *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

¹³⁵ Claire Charles-Géniaux (1879-1971), personnalité originale et bohème, épouse de l'orientaliste Charles Géniaux, pacifiste, a été l'une des rares plumes féminines éditoriales du *Petit Niçois*, fédérant un groupe anticolonialiste autour de sa villa mauresque de Cagnes-sur-Mer. Elle avait préfacé les écrits pacifistes de Tony et Renée d'Ulmès en 1915. Elle se charge de nombreux articles sur la Tunisie au moment de l'offensive médiatique du parti fasciste italien qui la réclame ainsi que la Corse. Elle préside à Nice le comité féminin contre la guerre et le fascisme (*L'Alerte*, « Une belle manifestation féministe pour le 11 novembre », 15/11/1935. *Le Petit Niçois*, janvier 1939. Claire Charles-Géniaux, *L'Âme musulmane en Tunisie*, Imprimerie moderne, 1934).

¹³⁶ Jacques Prévotat, Michel Leymarie, *L'Action française : culture, sociétés politiques*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

¹³⁷ Charles Maurras (1868-1952) retire d'une enfance en pays gavot un goût prononcé pour les Lettres et les langues anciennes. Malgré sa surdité, il poursuit ses études à Paris et s'investit dans le journalisme littéraire. Monarchiste, antidreyfusard, il rejoint le groupe d'Action française avec lequel il fonde le quotidien du même nom en 1908. Son talent lui permet d'augmenter le tirage de son quotidien qui passe à 156 000 exemplaires en 1918, et de recevoir d'importantes souscriptions. En même temps, il attire de nombreux jeunes penseurs. Les événements du 6 février 1934 avec ses prises de position antisémites provoquent son double emprisonnement et un relatif isolement. Contre l'Allemagne hitlérienne, il approuve cependant l'armistice et soutient la politique de Vichy, bien qu'hostile autant aux collaborationnistes qu'aux Résistants. Jugé le 28 janvier 1945 et condamné à l'emprisonnement perpétuel, gracié, il conserve jusqu'au bout une sorte de brillante ambiguïté (Laurent Joly, « Les débuts de *L'Action française*, ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *Revue historique*, n° 639, 2006/3, p. 695-717. Tony Kunter, *Charles Maurras*, collection « Qui suis-je ? », Pardès, Grez-sur-Loing, 2011, 128 p.).

catholicisme. Le 6 février, ils appellent à s'associer avec les anciens combattants que sont les « *Croix-de-Feu* », et d'autres ligues de droite, pour protester contre le déplacement du préfet Jean Chiappe¹³⁸, et le traitement officiel du scandale Stavisky, manifestation qui entraîne la démission d'Édouard Daladier, une vingtaine de morts dans les heurts avec la police ; une contre-manifestation le 9 février réunit pour la première fois communistes et socialistes et constitue la première ébauche de ce qui sera le Front populaire¹³⁹.

Le Petit Niçois est particulièrement discret, les événements du 6 février, essentiellement parisiens, suscitent peu de commentaires, derrière la mise en pages toujours prudente d'Albert Lejeune, mais par contre s'exhale l'ire de *L'Action patriotique de Nice* qui sous un titre provocateur « *Les Soviets ! Les Soviets ! Les Soviets ! Partout !* » voit *Le Petit Niçois* et Raymond Patenôtre « *compromis jusqu'au sang dans le guet-apens... Les hordes bolcheviks se préparent à mettre la France à feu et à sang, à exterminer la société capitaliste, dont les patrons du journal de la rue Pastorelli sont les représentants les plus huppés.* » *Le Caméléon* constate l'absence de Raymond Patenôtre qui devait témoigner sur son rôle devant la commission d'enquête. Et Xavier Giacobini de fustiger l'attitude du quotidien : « *Tout ce qui est français, tout ce qui est propre, tout ce qui est anticollectiviste, antimaçon est diffamé et sali par lui...* »

Le Petit Niçois reste solidaire d'Édouard Daladier et défend Albert Dalimier aux premières révélations sur l'affaire Stavisky ; le ministre a d'ailleurs démissionné dès le 8 février. Conforme à son image polyvalente, le quotidien relate au jour le jour les épisodes des festivités de Nice, particulièrement riches en cette saison d'hiver mondaine et fréquentée. Carnaval, batailles de fleurs, concours hippiques, bientôt régates, occupent la Une bien plus que l'actualité politique. Les désordres divers sont minimisés, même les attaques du journal dont le 7 février les vitres sont brisées. À travers des éditoriaux non signés, sinon par les initiales PN, *Le Petit Niçois* apprécie autant la venue au pouvoir de Gaston Doumergue¹⁴⁰ qu'il rejette le communisme. Adéodat Compère-Morel, membre du conseil d'administration du quotidien, traduit l'attitude consensuelle du journal en espérant l'entente de tous les démocrates. Contrôlé par les services de l'Inspection du Travail en avril et mai 1934 et menacé par une contravention, Albert Lejeune sait se défendre en expliquant le système du tableau de service du personnel dans les imprimeries. *L'Action patriotique* juge à sa manière les événements du 6 février à travers ce que Xavier Giacobini suppose de l'attitude de Raymond Patenôtre : « *Ce milliardaire qui veut jouer au démocrate avait accepté d'armer, à ses frais, une équipe de communistes et de socialistes qui avait reçu pour mission de faire feu sur les Anciens Combattants, sur les patriotes, afin de sauver – elle n'était nullement en*

¹³⁸ Jean Chiappe (1870-1940), d'une lignée d'hommes politiques corses, fait une carrière qui le mène au poste de préfet de police. Écarté par Édouard Daladier en janvier 1934 pour ses connivences avec l'extrême droite (*L'Action française, Gringoire*), il est soutenu par l'émeute du 6 février. Président depuis le 24 juin 1935 du conseil municipal de Paris, il est élu en 1936 député de la Seine. Absent lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, nommé haut-commissaire de la France au Levant, il périt dans une bataille aérienne entre Anglais et Italiens au-dessus de la Sardaigne en même temps que l'équipage dont Henri Guillaumet un des héros de l'Aéropostale (Serge Bernstein, Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle*, t. 2, 1930-1945, Éditions Complexe, 2003. Michel Casta, *Dictionnaire Historique de la Corse*, sous la direction d'Antoine Laurent Serpentine, Éditions Albiana, 2006).

¹³⁹ Michel Winock, *La Fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Paris, Le Seuil, 2001, collection Points Histoire.

¹⁴⁰ Gaston Doumergue (1863-1937), d'une famille de viticulteurs protestants aisés mais simples, fait une carrière politique toute de surprises. Le droit le conduit à des fonctions en Indochine puis en Algérie avant une élection comme député puis sénateur au titre de radical-socialiste. Ses qualités sans brillance dans les domaines de la politique coloniale, de la diplomatie, lors de ses ministères et de sa présidence du Conseil le conduisent à être élu à la présidence de la République de 1921 à 1931, puis à son rappel, sans grand succès, à la présidence du Conseil en 1934 (Jean Rives, *Gaston Doumergue : Du modèle républicain au Sauveur suprême*, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques, 1992, 462 p.).

péril – la précieuse peau des ministres en fonction et de leurs complices du Cartel. »¹⁴¹

« M. Patenôtre veut-il être sinon sénateur (Impossible il n'a que 36 ans !), du moins député des Alpes-Maritimes ? À cet effet il aurait acheté un château, la villa Sainte-Anne, à Fabron. »¹⁴², autrement dit le Palais de Marbre, pour s'y domicilier. « Il n'est pas sûr qu'il contrôle de très près la prose de ses journalistes ».

Albert Lejeune, habile, garde une attitude modérée et veut satisfaire ses lecteurs locaux et sans doute ses publicitaires sans prendre de position trop affirmée.

Une série de reportages d'Ambroise Got, en voyage en Allemagne, montre une forme d'aveuglement que commande le pacifisme des lecteurs et de nombreux politiques. Il a espéré un relâchement de la politique antisémite du voisin allemand, dans l'attente d'une aide de la finance américaine aux mains de banquiers juifs. Mais le docteur Schacht, émissaire de l'Allemagne, revient les mains vides. Une nouvelle circulaire de Rudolf Hess accroît alors les nombreuses vexations auxquelles vont être soumis les citoyens allemands d'origine juive. L'envoyé spécial du *Petit Niçois* impute cette attitude au blocus de l'Allemagne et à son économie fermée, l'obligeant à l'autarcie, et à l'inquiétude de ses dirigeants qui craignent le dépeuplement de leur pays¹⁴³. En alternance, la Une donne la part belle à une politique « coloniale » plus intéressante et à Claire Charles-Géniaux. Celle-ci manifeste la crainte de voir les femmes embrigadées dans les sections féminines des Croix-de-Feu, « *servantes militarisées de fins guerrières* », sinon, à défaut de droit de vote, réduites au sort de « *porteuses d'aromates* »¹⁴⁴. Le 15 octobre 1934, faisant le bilan des élections cantonales, l'éditorial exceptionnellement signé d'Albert Lejeune définit, après avoir constaté la régularité des votes ruraux peu politisés, la ligne de conduite de son journal : « *Dans le cadre local, Le Petit Niçois a voulu être en quelque sorte un modérateur. Non pas certes un modérateur d'idées, mais un modérateur de passions.* »¹⁴⁵. Il espère voir dans le département la naissance d'un « *Tiers parti* » qui fédère les bonnes volontés de tous bords, reflet des options de Raymond Patenôtre.

Depuis le 8 février 1934, celui-ci n'est plus ministre. *Le Petit Niçois* lui sert de tribune pour répondre à de multiples attaques, à Nice et Paris : la commission d'enquête le soupçonne d'avoir subventionné des groupements de gauche le 6 février. *Le Caméléon* du 3 juillet 1933 citant le *Rempart*¹⁴⁶, signale des sommes gagnées par le député sur différentes spéculations, argent, matières premières, et remises à Solignac, son secrétaire, par l'agence londonienne de la *Travellers' Bank*. Raymond Patenôtre se défend d'avoir profité de l'avantage procuré par le change en faveur du dollar dévalué en gagnant son procès contre la *Travellers' Bank*. L'attitude des États-Unis est en effet très fortement contestée dans les milieux nationalistes. La mort imprévue de Louis Barthou dans l'attentat contre le roi Alexandre de Yougoslavie donne le ministère des Affaires étrangères à Pierre Laval, bientôt Président du Conseil nanti des pleins pouvoirs.

Des polémiques concernent surtout la campagne de Raymond Patenôtre en faveur du bimétallisme et de la dévaluation, ses rapports avec Jacques Duboin¹⁴⁷, dont les idées sur la

¹⁴¹ *L'Action patriotique*, 15/03, 17/06/1934. *Le Caméléon*, 23/03/1934.

¹⁴² Il fallait alors avoir quarante ans pour être sénateur. *Le Caméléon*, 08/06/1934.

¹⁴³ Ambroise Got, *Le Petit Niçois*, 5/03, 12/03, 26/11, 03/12/34.

¹⁴⁴ Claire Charles-Géniaux, 18/04/1934.

¹⁴⁵ *Le Petit Niçois*, 15/11/1934.

¹⁴⁶ L'article du *Rempart*, quotidien lancé par Paul Lévy (1886-1959), journaliste nationaliste et hostile à l'Allemagne, le 23 avril 1933 et disparu dès septembre, est titré « *La faillite du libéralisme* » (28/06/1933). Il a pour auteur Maurice Blanchot (1907-2003), journaliste et écrivain prolifique et secret à la fois.

¹⁴⁷ Jacques Duboin (1878-1976), député, appelé au Cabinet Caillaux comme secrétaire d'État au Trésor, abandonne la politique pour tenter de l'infléchir indirectement en publiant de nombreux livres, dont le principal, *La Grande Relève*, préconise l'économie distributive, le partage des richesses, une avancée du rôle de l'État comme représentant de ceux qui n'ont pas d'héritage. Ses idées sur la fiscalité et la solidarité nationale sont

fiscalité, le profit et la solidarité sont proches des siennes : il préconise une avancée du rôle de l'État, représentant ceux qui n'ont pas d'héritage. Ces controverses lui servent de rampe de lancement et mettent en vedette l'originalité de sa position.

Une trêve semble s'imposer « *dans cette région de la Côte d'Azur qui loin des passions politiques souhaite travailler dans la paix et la concorde* », argument auquel *L'Action Patriotique* répond le 17 juin : « *Les socialo-communistes n'ont pas de plus zélé défenseur. Ils peuvent brailler leur Internationale en pleins boulevards, exhiber leur loque rouge, frapper passants ou gendarmes, piller, saccager maisons particulières ou magasins, jamais Le Petit Niçois ne se permettra de les blâmer ou de leur donner tort.* » La personnalité complexe de Raymond Patenôtre s'exprime dans les contradictions de sa vie privée et de sa carrière. Pris entre des responsabilités qu'il a assumées bien jeune, sous l'influence de son entourage et de son épouse, plus ambitieuse, il s'éprend des beaux yeux de la jeune actrice Mireille Balin¹⁴⁸, qu'il couvre de bijoux, promène en Méditerranée et songe même à épouser. Fou de jalousie, il rachète les négatifs du film *On a trouvé une femme nue* où elle passe entre deux portes dans le plus simple appareil. Mais elle démarre une carrière cinématographique imprévue qui la passionne et le tournage avec Jean Gabin de *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier, sorti en janvier 1937, les séparera définitivement. D'une décontraction toute américaine, Raymond affiche son goût pour les belles voitures et après une Rolls exhibée devant l'« *officine louche de la rue Pastorelli* » à la grande fureur du *Caméléon*, ministre sous Édouard Daladier en 1938, il n'hésitera pas à faire crisser le gravier de la cour de l'Élysée sous les pneus de sa Bugatti royale, spécimen unique carrossé sur la commande du roi de Roumanie. Inscrit à l'Alliance démocratique, il exclut toute intervention de la puissance publique dans la vie économique, veut défendre la république aux côtés des Radicaux, loin des options dirigistes du gouvernement Blum. L'Alliance envisage même une réforme institutionnelle qui développe le rôle du Président du Conseil et des experts. Le second ouvrage de Raymond Patenôtre, *Voulons-nous sortir de la crise ?*, publié chez Plon en 1934 dans la collection « Les grandes thèses économiques », dont la Bibliothèque Romain Gary de Nice possède l'exemplaire dédié à Jean Médecin, en récapitule les causes en constatant que le Royaume-Uni vient d'abandonner l'étalon-or tandis que Franklin Roosevelt, président des États-Unis, a renoncé à la parité du dollar. Il déplore les blocages, la déflation et le recours au protectionnisme qu'imposent aux gouvernements français successifs un électorat frileux et les dirigeants de la Banque de France. Ces contraintes rendent insuffisante la consommation et conduisent à la crise sociale. Toute la structure économique est déstabilisée par cette application entêtée du *statu quo* monétaire alors que le pouvoir d'achat du métal varie sans cesse.

« *Il serait à la fois inutile et dangereux de rechercher à la crise une solution inopérante aux dépens du prolétariat... Quelle que soit la valeur d'une monnaie comme marchandise, cette valeur ne saurait prétendre égaler le travail humain qu'elle ne doit que rétribuer... Il est inadmissible que le mineur grelottant auprès d'une mine de charbon arrêtée par la crise meure de faim avec les siens parce que l'or devenu plus cher a déprécié le charbon* ».

proches de celles de Raymond Patenôtre (parmi de nombreux ouvrages, Jacques Duboin, *La Grande Relève des hommes par la machine*, Paris, Les Éditions nouvelles, 1932. Jacques Le Morvan, « Jacques Duboin, l'homme politique ». *La Grande Relève*, n° 744, mars 1977).

¹⁴⁸ Mireille Balin (1909-1968), éduquée avec raffinement, doit cependant gagner sa vie, ce qu'elle fait comme vendeuse puis mannequin, enfin comme actrice de cinéma. Sa pure et mystérieuse beauté lui fait interpréter des rôles de vamp. Ses liaisons avec Jean Gabin, Tino Rossi, son séjour aux États-Unis, ses choix de rôles malencontreux avant la guerre et pendant l'Occupation, puis ses amours avec Birl Desbok, un officier autrichien, lui valent une impopularité qui se traduit par sa brutale arrestation à Beausoleil en 1944. Elle meurt dans la pauvreté, soutenue par une association d'aide aux anciens artistes, « La Roue tourne » (*Combat*, 23 décembre 1944. Jean-Pierre Mattei, « Mireille Balin », dans *Portraits de femmes sur la Côte d'Azur, Dictionnaire biographique au féminin*, Nice, Éditions Serre, 2011).

Il esquisse un plan de redressement fondé sur une fiscalité claire, l'intégration dans l'économie mondiale par une sorte de libre-échange et le recours à l'empire colonial. Imperméable comme beaucoup de ses contemporains aux désirs d'émancipation des peuples opprimés, il lui prête une vocation utilitaire. « *Laissons la France s'enrichir* », conclut-il, confiant dans le succès des recettes qu'il développe dans des conférences à Paris, Lyon, ou Nice. D'aucuns pourraient les trouver utopiques et en tous cas difficiles à vulgariser, sans doute au-dessus de la compréhension d'un personnel politique peu formé à l'économie. Les droites extrêmes voient en lui un suppôt de Satan, incarnant le communisme, le socialisme, le radical-socialisme, le pacifisme, idée renforcée par l'appui de Joseph Caillaux, que son passé et son orgueil font détester à droite.

La ligne politique du *Petit Niçois* suit l'influence de l'inspiration de Raymond Patenôtre, mais aussi celle de la connivence mondaine qui existe entre ce dernier et Pierre Laval, qu'il accompagne avec son épouse dans ses voyages diplomatiques, et dont il soutiendra la politique jusqu'en juin 1935. Pragmatique, Pierre Laval éprouve un vif intérêt pour la presse. Un parcours exemplaire l'a mené au premier plan par les chemins gérés avec opportunisme de la SFIO et du pacifisme vers un glissement à droite, mais il n'en est pas moins resté fidèle à ses rustiques origines auvergnates. Acquéreur en 1927, à l'aide d'emprunts, de la majorité des actions de la Société des Imprimeries de Mont-Louis et du journal *Le Moniteur du Puy-de-Dôme*, il a acheté ensuite Radio Lyon et le quotidien *Lyon républicain*. Sa rencontre avec Raymond Patenôtre, qui à l'aise par ses disponibilités financières, confiant et naïf à la fois, est prêt à conquérir un maximum de titres de presse, permet à Pierre Laval de lui revendre ses journaux avec bénéfice tout en conservant le contrôle.

La présence sur le paquebot *Ile-de-France*, lors du voyage officiel de Pierre Laval aux États-Unis, de sa fille José et de Jacqueline Thome-Patenôtre, a permis aux deux jeunes femmes de se mieux connaître. Représentant la France par leur élégance et leurs alliances, elles fréquentent le même monde, aristocratie, haute finance, artistes des deux rives de l'Atlantique, et les mêmes lieux, quartiers chics de Paris, villégiatures sur la Côte. Plutôt que Madame Laval, discrète et presque pot-au-feu, José Laval accompagne toujours son père lors de ses voyages officiels, veille à son maintien, arrange sa cravate blanche. Enfant gâtée, elle ne mesure sans doute pas complètement l'ascension sociale qui grâce à son père, modeste et habile « *self-made man* » un peu rustaud, attaché à son Châteldon natal, lui fait côtoyer ce beau monde, et participer aux voyages diplomatiques aux États-Unis, en Italie, en URSS, donnant à son père comme aux Français l'illusion d'une contribution à la paix. C'est ainsi qu'elle rencontrera et épousera le comte René de Chambrun¹⁴⁹. Pierre Laval aime bien Raymond Patenôtre avec lequel il a été en affaires pour sa presse, et qu'il qualifie de « *jeune homme à idées avec des caprices de riche* ». Travailleuse et ambitieuse, Jacqueline Patenôtre prépare à l'avance ces voyages par des lectures d'actualité, reportages et romans.

Dans *Le Petit Niçois*, on sent la patte autoritaire du directeur, le suivi rigoureux des idées du commanditaire, et en même temps une adhésion prévenante aux attentes des lecteurs. Les éditoriaux riches et variés, les multiples reportages sur l'inquiétant voisin, ne cessent de sonner l'alarme, particulièrement ceux d'Ambroise Got, ou de Georges Bonnamour ; ils signalent outre-Rhin la domestication de la société civile et des femmes, l'antisémitisme, la militarisation, le surmenage de la jeunesse. Mais ils développent aussi des illusions pernicieuses, avec des titres tels : « *L'agonie du National-socialisme* », « *Le crépuscule*

¹⁴⁹ René de Chambrun (1906-2002), de nationalité franco-américaine à la fois du côté paternel (famille de La Fayette) et maternel (famille Longworth liée à plusieurs présidents), avocat international, mentor du maréchal Pétain lors du voyage de ce dernier aux États-Unis en 1935, joue un rôle important lors du retour au pouvoir en 1942 de Pierre Laval dont il avait épousé la fille José (1911-1992) (Yves Pourcher, *Pierre Laval vu par sa fille d'après ses carnets intimes*, Le Cherche Midi, 2002).

d'Hitler », « *La rivalité Hitler-Gœring* ». Aucun de ces éditoriaux ou de ces récits de voyage ne manifeste d'admiration pour ce régime inquiétant, mais ils recherchent des raisons d'espérer tout en exposant des vues pacifistes. La recherche d'une entente avec le régime mussolinien semble être un souci constant du quotidien, et le ton reste conciliant jusqu'à l'attaque de l'Éthiopie par l'Italie. L'importance d'un lectorat anglais se traduit par une rubrique mondaine en langue anglaise, « *English News and Views* », une grande surface en première page d'articles sur les souverains britanniques et leur famille, l'abdication d'Édouard VIII, thème « *People* » de premier choix, et la politique du Royaume-Uni, en particulier la rivalité navale avec la flotte allemande, reconstituée malgré les clauses du traité de Versailles qui « *s'effrite peu à peu* ». L'approche du plébiscite en Sarre, le 10 janvier 1935, met l'accent sur le régime de terreur qui là-bas le précède et ôte toute chance à la France. De même l'attaque de l'Éthiopie par l'Italie en octobre 1935, après une année d'atermoiements, semble surprendre *Le Petit Niçois* et ses rédacteurs tant la *doxa* du quotidien privilégie, malgré les apparences, une amitié sans faille avec une Italie « *sœur latine* » tournée vers la paix et l'alliance avec la France, depuis le voyage de Pierre Laval accompagné des Patenôte à Rome en janvier 1935.

• L'engagement du *Petit Niçois* dans le Front populaire

Les réticences de Raymond Patenôte

La carrière d'Albert Lejeune connaît alors une sorte d'apogée. Notable respecté, fidèle à la tradition syndicale des typographes, proche de l'atelier d'imprimerie, autant que des directeurs de presse qu'il traite avec une rondeur amicale, il est heureux et à l'aise. Au cours d'un voyage aux États-Unis, reçu par M. de La Boulaye, ambassadeur de France, il se passionne pour la presse américaine et sa prolixité : certains quotidiens se publient là-bas sur une soixantaine de pages et développent une épaisse partie ludique, bandes dessinées, feuilletons policiers, ce qu'il tente de faire dans son *Petit Niçois* dont certaines éditions atteignent douze pages. Il ne s'installe pas à Nice. Son épouse y est rarement présente, sinon pour certaines fêtes ou mondanités. La vigilance du directeur reste nécessaire : le 30 avril, l'intégralité de la paye du personnel de la rédaction disparaît. Les soupçons se portent sur deux employés « *aux mauvaises fréquentations* », l'un d'entre eux étant peut-être indicateur de la police, et leur nom disparaît de l'organigramme du personnel. Albert Lejeune règle le problème avec son agent d'assurances parisien, et par la même occasion se renseigne sur la possibilité d'assurer contre tous risques les bijoux de Madame Lejeune, dont la valeur est de 87 700 francs. Il se rend fréquemment aux réunions des actionnaires du Casino d'Évian dont il possède des jetons de présence. Des échanges courtois avec les directeurs des établissements de jeux ou des palaces de la Côte montrent les gratifications perçues grâce à des campagnes publicitaires bien ciblées¹⁵⁰. L'ascension bourgeoise se poursuit.

L'élection municipale, le 5 mai 1935, se déroule pour le quotidien dans un climat d'harmonie car Albert Lejeune prend fait et cause pour Jean Médecin, le maire en place modéré dont il loue les mérites et l'œuvre édilitaire, ce que relève avec ironie *L'Action patriotique*.

Après un Paris-Nice lancé au printemps 1935 par Henri Desgranges lui-même, le parrain du Tour de France, gagné brillamment par le jeune Niçois René Vietto, Albert Lejeune envisage, pour faire taire les rappels à l'ordre des journaux satiriques et combler les fidèles lecteurs d'avant-guerre, d'utiliser les sommes collectées depuis 1913 pour célébrer la mémoire d'Alfred Borriglione. L'inauguration, le 30 mai 1935, du monument commandé au

¹⁵⁰ Archives départementales des Alpes-Maritimes, dossier *Le Petit Niçois*. *La Sarthe*, 31/05/1935. *Le Courrier de la presse*, 21 boulevard Montmartre, Paris 2^e, 31/05/1935.

sculpteur Louis Maubert, honore, malgré l'absence de Jean Médecin et de Raymond Patenôtre, retenus par leurs obligations parlementaires, la famille de l'ancien maire. Le soir, les amis et le personnel d'Albert Lejeune, lui offrent une croix de brillants qui concrétise son élévation au rang d'officier de la Légion d'honneur, soulignant « *la maîtrise souriante, l'aménité, l'égalité d'humeur, la droiture, la courtoisie* » de celui qui dirige efficacement deux grands quotidiens, « *gros travailleur épris de probité professionnelle et de courtoise confraternité* ». Albert Lejeune, naïvement passionné d'honneurs comme sa génération, peut se considérer comme un homme arrivé¹⁵¹.

Pourtant, une courte et violente campagne de presse initiée à Paris par *L'Action française*, à l'affût des scandales qui font grimper ses tirages, et par ses éditorialistes Léon Daudet et Maurice Pujo¹⁵² l'oblige à gagner précipitamment la capitale. Comment expliquer cette brutale attaque de journalistes ? Sans doute par l'évolution des relations entre la France et l'URSS après l'officialisation de l'accord commercial franco-soviétique, intervenue en janvier 1935 entre les Russes Ostrowski, Doygalewski, et les Français Patenôtre, Eynac et Paul-Boncour : la signature le 3 mai 1935¹⁵³ à Paris entre Pierre Laval et l'ambassadeur Litvinov de l'accord franco-soviétique, entériné par le voyage, quelques jours plus tard, du ministre à Moscou, accompagné dans son escorte par le couple Patenôtre, est insupportable pour la droite française. Si *L'Action patriotique* regrette les positions pacifistes du député de Rambouillet et de son épouse, pour la première fois citée dans un article, *Le Petit Niçois* valorise les évolutions que connaît l'URSS, « *ni enfer ni paradis rouge* », et les retombées intéressantes que ces accords auront pour la Côte d'Azur, avec le retour des touristes russes. *L'Action française*, sous l'en-tête « *Politique d'abord* », proclame, dans un éditorial signé Léon Daudet, « *Arrêtez la bande des dévaluateurs* », c'est-à-dire Paul Reynaud¹⁵⁴, « *Rouvier de bas étage* », ainsi que Patenôtre, deux complices. *Le Petit Journal* avait publié le matin un numéro de « *panique contre le franc* » avec des articles de Patenôtre lui-même et de Paul Reynaud, tous deux « *acharnés à la chute de la monnaie nationale et à la ruine des épargnants trop confiants* ». Patenôtre, comme d'ailleurs Paul Reynaud, opérerait pour un

¹⁵¹ *L'Opinion du Sud-Est*, 05/05/1935. Une fiche figurant dans son dossier de police donne le détail de sa situation professionnelle : directeur général et administrateur-délégué du *Petit Journal*, Paris. Directeur général et administrateur-délégué du *Petit Niçois*, Nice. Directeur général et administrateur-délégué du *Petit Var*, Toulon. Administrateur-délégué de *La République du Var*, Toulon. Administrateur-délégué et directeur général de *La Sarthe*, au Mans. Administrateur-délégué de *Lyon républicain*, à Lyon. Directeur de *La Gazette de Seine-et-Oise*, à Arpajon. Vice-Président de l'association professionnelle de la Presse républicaine. Distinctions honorifiques : officier de la Légion d'honneur. Officier de l'Instruction publique. Commandeur du Mérite agricole. Commandeur du Ouissam Alaouite. Commandeur du Dragon de l'Annam. Commandeur du Mérite syrien. Officier de l'Ordre de Saint-Charles de Monaco. Officier de l'Ordre de la Couronne de Roumanie. Officier du Nicham Iftikar. Chevalier de l'Ordre de la Republica espanola. Chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique. Médaille d'or de l'éducation physique. Médaille de bronze des Assurances sociales.

¹⁵² Maurice Pujo (1872-1955), interpellé par l'affaire Dreyfus qui bascule ses convictions de gauche, participe au groupe fondateur de *L'Action française* et aux Camelots du Roi. Rédacteur en chef puis directeur à partir de 1943 de *L'Action française*, condamné à la Libération avec Charles Maurras, finalement amnistié, il dirige la revue *Aspects de la France* (Roger Joseph, *Maurice Pujo ou le Français exemplaire*, Imprimerie industrielle de l'Orléanais, 1975. Agnès Callu, Patricia Gillet, *Maurice Pujo. Lettres à Charles Maurras. Amitiés politiques, lettres autographes*, 1898-1952, Presses universitaires du Septentrion, 2008).

¹⁵³ *Excelsior*, 12/01/1934.

¹⁵⁴ Paul Reynaud (1878-1966), d'une famille de petits notables des Basses-Alpes, dont le père séjourne au Mexique de 1857 à 1875, se tourne vers la politique par la voie d'une droite modérée (l'Alliance démocratique), le parcours de conseiller général puis de député des Basses-Alpes et finalement de Paris de 1928 à 1940. Plusieurs fois ministre, de la Justice, des Colonies et des Finances en 1938, il est Président du Conseil le 22 mars 1940, se distinguant par ses idées, déjà à propos de la dévaluation, puis de la conduite de la guerre, de l'usage des blindés, et de l'alliance avec la Grande-Bretagne. Démissionnaire au moment de l'armistice, interné le 5 septembre 1940, déporté en Allemagne et libéré le 7 mai 1945, il poursuit une carrière politique difficile jusqu'en 1965 (Thibault Tellier, *Paul Reynaud : 1878-1966 : un indépendant en politique*, Pour une histoire du XX^e siècle, Paris, Fayard, 2005, 887 p.).

puissant financier, pas encore démasqué, scandale plus grand que pour l'affaire Stavisky. La crise ministérielle pourrait-elle se résoudre ? M. Caillaux pourrait figurer dans un ministère : le rappel de son rôle en 1926, sous le Cartel des Gauches, évoque une dévaluation détestable. « *Va-t-il présider à une nouvelle dégringolade ?* ». *Paris-Midi* cite un discours qu'il a fait au Conseil général de la Sarthe, considérant qu'il faut aligner notre monnaie sur celle des pays qui ont réduit la leur. Il faudrait alors revaloriser notre franc, commente Charles Maurras, qui pense que ce que le gouvernement a de mieux à faire est d'attendre les vacances, « *prenant cette racaille de Caillaux pour une rascasse. Ce qu'il y a de mieux dans le cabinet actuel, c'est le maréchal Pétain* ». *L'Action française*, dont le vocabulaire témoigne d'une recherche digne de Céline dans le sordide fustige « *ce crabe ambulante, le ministre des Finances, aussi ignoble au moral qu'au physique* », les « *chefs financiers de la Bande Dévaluée* » les plus en vue, Raymond Patenôtre, « *ce ploutocrate démagogue et sanglant* » et Paul Reynaud, « *sinistre petit pantin* », « *futurs gibiers de Haute Cour* », suggestion prémonitoire, pour lesquels « *il faut instaurer une Chambre ardente* ». « *Toute la classe moyenne, urbaine et rurale, vingt millions de Français passeront de la gêne à la misère, pendant qu'une centaine de requins de la finance et de la politique dévoreront leurs dépouilles.* » Les titres racoleurs, « *Patenôtre en prison !* », « *À bas les voleurs* » rappellent les slogans du 6 février 1934. Les 1^{er} et 4 juin Raymond Patenôtre se défend, dans une lettre au journal *Le Matin*, éditorial intitulé « *Face à la Vérité* », d'avoir spéculé en 1933 sur la baisse du franc, alors qu'il n'a fait que des placements en valeurs françaises. Le 5 juin ainsi poussés à l'action par leur inspirateur *L'Action française*, quelques Camelots du Roi brisent les vitres du *Petit Journal* et celles du Grand Orient voisin, « *bauge maçonnique* » proche de la rue Cadet, ghetto où s'entend un « *hideux dialecte barbare* », ce qui provoque le déplacement d'Albert Lejeune. « *Des claquements secs comme des coups de pistolet accompagnés d'une grêle cristalline attirèrent les yeux vers les fenêtres du Petit Journal dont les vitres volaient en éclat sous un jet fort dense de pierres.* » Le reporter de *L'Action française* aperçoit « *de jeunes figures amies* », celles de Camelots du Roi indignés¹⁵⁵. La police perquisitionne. Le même jour, le cabinet ministériel est renversé tandis que le tribunal acquitte l'ancien garde des Sceaux, « *voleur et stavisqueux* », ce qui vaut, d'après le journaliste Georges Gaudy¹⁵⁶, aux « *dévaluateurs* » d'être conspués à la Bourse, au Quartier Latin, sur les boulevards, à Montparnasse et même au Palais de Justice. Cet épisode, le vocabulaire utilisé, les débordements antisémites et xénophobes, anticipent la suite des événements, et peuvent être mis en rapport avec la réflexion de Louis Bertrand, académicien et plaisant connaisseur de la vie mondaine de la Côte d'Azur au début du siècle, dans le *Manifeste des Intellectuels de l'Occident*, paru le 15 décembre 1935 : « *Je me sens plus près de Hitler et de ses hommes – infiniment plus près – que des socialistes et des communistes français.* »

Une nouvelle équipe ministérielle répondra-t-elle aux incertitudes des députés ? Quelle en sera la politique financière ? Dans *Le Petit Niçois*, les partisans de la dévaluation, dopés par Raymond Patenôtre, vantent ses succès, démontrés aux États-Unis par le prix Nobel d'économie Murray Butler, l'exemple belge, et les possibilités de meilleure défense qu'une dévaluation offrirait à la France. La présence aux finances de Joseph Caillaux, « *germe de mort, un traître condamné comme tel, mari d'une femme assassin et que la France vomit* » est

¹⁵⁵ *L'Action française*, 31/05/1935, 05/06/1935, 06/06/35, 13/06/1935. Articles de Léon Daudet, Maurice Pujo, Charles Maurras, Georges Gaudy.

¹⁵⁶ Georges Gaudy (1895-1987) intègre l'équipe de *L'Action française*, par des articles sur la montée du nazisme, couvre les débuts de la guerre civile en Espagne. En 1939, il s'engage au 107^e RI d'Angoulême, fait la campagne d'Italie dans l'armée d'Afrique. Son témoignage au procès de Charles Maurras le fait renvoyer de l'armée. Il participe ensuite à la revue *Aspects de la France* (Jean-Claude Frölich, *Sur les pas de Georges Gaudy, écrivain combattant saint-juniaud* (1895-1987), Librairie généalogique, Haute-Vienne, 2013).

finale­ment neutralisée par l'échec du ministère auquel il devait participer, et avec lui la certitude d'une dévaluation qu'il défend et dont il est l'un des seuls, avec Raymond Patenôte, à voir l'intérêt. Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont déconcertés, dit *Le Petit Niçois*, par les balbutiements de la politique française.

Le 8 juin, Pierre Laval, devenu Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, se voit confier de justesse, par 264 voix contre 262, les pleins pouvoirs refusés à ses prédécesseurs. Si hommes politiques et opinion ont accepté en 1926 la dévaluation de Raymond Poincaré, donnant au franc une valeur cinq fois moindre par rapport au franc-or, rattrapant ainsi l'évolution des changes après le conflit, il est pour eux impensable d'envisager le même processus, pourtant nécessaire depuis la dévaluation de la livre-sterling en 1931, puis celle du dollar en 1933. On peut évoquer pour mieux comprendre cette attitude de repli la remarque de Gaston Doumergue président du Conseil après le 6 février 1934 : « *Notre petit franc à quatre sous vaut de l'or. Nous devons tout faire pour qu'il garde sa valeur.* » Dans un système politique qui déresponsabilise les parlementaires une fois le gouvernement choisi, n'est-il pas plus confortable de le laisser user de décrets-lois ? Aussi ne faut-il pas s'étonner de la politique de Pierre Laval : 29 décrets-lois, suivis au total de plus de 300 autres, réduisant les dépenses de l'État, conduisent à la déflation. Les *leaders* des partis de gauche et des syndicats envisagent un défilé et une action communs à Paris comme à Nice à partir du 14 juillet, sous la bannière unie du Front populaire, autour des thèmes « *Pain, Paix, Liberté* », soutenus par *Le Populaire* de Léon Blum, qu'aide financièrement Patenôte, ainsi que *La République*. *Le Petit Niçois*, comme tous les journaux de Raymond Patenôte, particulièrement *Le Petit Journal*, cesse toute mise en valeur de l'action de Pierre Laval et en particulier de son rôle diplomatique. À partir de cette date, il distribue équitablement ses critiques envers la « *sœur latine* » et l'outre-Rhin. Même si Pierre Laval est fêté le 26 juin par le syndicat des quotidiens régionaux, dont il est partie prenante, sa phrase, typique des mots malheureux dont ce personnage est coutumier, « *Tous les Français doivent être mécontents équitablement* », est citée sans commentaires. Lui aussi connaît une brève euphorie avec le grand mariage de sa fille José avec le comte René de Chambrun à Sainte-Clotilde le 21 août 1935. Le couple Patenôte n'y assiste pas.

L'objectivité est de plus en plus difficile à observer dans un contexte international brûlant ; les décisions extrêmes de l'Allemagne, lois raciales, et de l'Italie, ambitions éthiopiennes, doivent dans un journal radical et républicain évoquer autre chose qu'une compréhension manifestée à l'Italie, conséquence de la visite de Pierre Laval et de Raymond Patenôte auprès du *Duce*. Ainsi s'affirme dans le bandeau du journal du 6 octobre 1935, que « *La France entend préserver ses amitiés italienne et britannique comme la paix européenne.* » *Le Petit Niçois* ne montre aucune indulgence pour l'Allemagne, ni dans ses titres, ni dans les reportages d'Ambroise Got. Régulièrement, des éditoriaux de Raymond Patenôte tentent avec pédagogie d'expliquer l'intérêt du bimétallisme, le mécanisme de la dévaluation, d'en donner des exemples et d'en expliquer les effets¹⁵⁷. Le discours du Président Laval radiodiffusé le 25 novembre 1935, derrière le paravent des multiples décrets-lois, donne du futur de la politique économique, sociale et internationale du gouvernement une vision peu claire. Éditorialistes et reporters visitent allègrement la Belgique ou les États-Unis qui se rétablissent peu à peu de la « *tragédie de la crise* ». Le secret ? Le recours à la dévaluation, qu'une fois de plus Raymond Patenôte valorise dans des conférences à succès à Lyon, Paris, ou Nice, débattant à l'oral ou à l'écrit avec des contradicteurs informés et intéressés, comme M. Ras Allard¹⁵⁸, président de l'Association des commerçants et industriels de la ville de Nice, représentant la classe moyenne laborieuse niçoise, qui souffre beaucoup du

¹⁵⁷ *Le Petit Niçois*, 15/08, 20/09, 10/11/1935.

¹⁵⁸ Le magasin Ras Allard (Dentelles, nouveautés, robes, blouses, lingerie 27, avenue de la Gare) a deux succursales estivales du 1^{er} octobre au 31 mai à La Bourboule et au Mont-Dore.

ralentissement de l'activité touristique. *Le Petit Journal*, fleuron parisien de l'*Omnium* de la Presse, a publié le 3 novembre les résultats d'un référendum sur « La Paix en Europe ». La majorité des lecteurs s'est prononcée pour une neutralité absolue en cas de conflit. Malgré le contexte économique, les Français, éprouvés par la guerre de 1914-1918, veulent avant tout la paix et y croient.

Au 1^{er} janvier 1936, les lecteurs sont appelés à proposer des améliorations pour leur quotidien préféré. Si les comptes sont dans le rouge pour l'année écoulée par suite de la crise générale et de la baisse de la publicité, le journal ne cesse de se développer, avec ce décalage chronologique entre la dette due aux progrès techniques qui nécessitent un équipement de plus en plus moderne, et la difficulté d'en assurer le règlement. Lors de son voyage aux États-Unis, Albert Lejeune a constaté que le rythme des changements de machines dans les imprimeries y est au maximum de quatre ou cinq ans, en France de quinze ou vingt ans. La progression des ventes, le sentiment d'être dans le courant politique donne au journal un ton optimiste. Finis, les atermoiements autour du conflit italo-éthiopien : *Le Petit Niçois* déplore l'impuissance de la SDN et publie une lettre du consul d'Italie qui met *Le Petit Niçois* au rang des indésirables au-delà des Alpes et renonce à son abonnement personnel. La lune de miel italophile prend fin.

La position du journal, celle de son principal actionnaire, se définissent aisément à l'aube de l'année 1936 : une attente pleine d'espérance pour une politique économique non déflationniste qui ne se réalisera que dans l'union des forces de gauche. Pour Albert Lejeune, une direction habile sans excès polémiques, une ligne défensive sobre, un marketing reposant sur une polyvalence des articles, des intérêts stimulants pour des lecteurs de tous bords peuvent garantir l'avenir du journal.

Raymond Patenôtre, entre son idéal de philanthrope à l'américaine, ses brillants moyens intellectuels, et la caste mondaine et fortunée dont il est l'héritier, va-t-il réussir un jeu d'équilibriste qui peut choquer par un engagement que d'aucuns trouvent contre nature ? En quoi peut-il se retrouver proche du Parti communiste au point de financer certains de ses journaux ? Est-ce une participation « *de cœur* » ou un simple caprice de riche ? On peut y voir de l'opportunisme, le suivi d'une mode, d'un engouement pour la force neuve que représente le PC qui intègre les intellectuels aux côtés du prolétariat, évoquant les grandes heures d'un *Germinal* renouvelé dans l'enthousiasme. On peut voir dans cet intérêt l'influence de son épouse, d'une passion pour la chose publique qu'elle prouvera par la suite, mais ni l'un ni l'autre ne resteront fidèles à la gauche. Pour autant si Raymond Patenôtre se donne les moyens de promouvoir une politique économique fondée sur la dévaluation de la monnaie, il reste quand même réticent quant à la valorisation du communisme. La position d'Albert Lejeune est plus claire. Cet opportuniste défend en même temps le succès de son journal, l'idéal de la plupart de ses typographes et peut-être le sien.

Enfin ! Dans *Le Petit Niçois* du 12 janvier 1936, Paul Faure prévoit « *La fin d'un mauvais Rêve* »¹⁵⁹, c'est-à-dire peut-être un gouvernement de Front populaire. *Le Populaire socialiste*, mystérieusement subventionné, annonce sa vente partout pour diffuser largement cette perspective. Une nouvelle crise ministérielle se clôt le 24 janvier par la nomination d'Albert Sarraut comme président du Conseil, fragile gouvernement de transition. Une

¹⁵⁹ Paul Faure (1878-1960) adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde et dirige bientôt la SFIO. représentant la Haute-Vienne et son journal *Le Populaire du Centre*. En 1920, il quitte l'Internationale et partage avec Léon Blum la direction du Parti socialiste jusqu'en 1938. Député de 1924 à 1932, puis de 1938 à 1942, opposé au réarmement de la France et pacifiste à tout crin, il approuve Munich (« *Nous aurions applaudi le diable* »), vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, et fait partie de l'entourage de Pierre Laval. Exclu de la SFIO, il échoue dans sa tentative de retour à la politique (Jean-Claude Valla, *La Gauche pétainiste, Paul Faure contre Léon Blum*, Cahiers libres d'Histoire, Éditions de l'Ancre, 2011).

certaine crispation oppose *Le Petit Niçois* à *L'Éclair* à propos des résultats de la dévaluation en Suède et en Belgique, et du député Henry Torrès, à l'index car à l'origine du projet de pacte franco-soviétique. La position du quotidien d'Albert Lejeune le place à gauche dans le camp radical-socialiste, et au cœur même de l'accord de Front populaire. À la suite de l'agression de Léon Blum le 13 février 1936, par des Camelots du Roi, réunis pour les obsèques de l'historien Jacques Bainville, la ligue est dissoute le 14 février. Le 17 février, le « *Front Populaire* » défile pour la première fois sous cette appellation officielle. Tandis que Raymond Patenôtre vante dans une conférence à Lyon, puis dans *Le Petit Journal* les mérites de la dévaluation, le 7 mars les troupes allemandes occupent la zone démilitarisée dans une indifférence générale que masque la langue de bois pacifiste.

Le Petit Niçois se pose en grand journal populaire, ami des lecteurs qui l'apprécient comme « *quotidien d'information et organe de doctrine démocratique* ». La conjoncture, c'est-à-dire l'augmentation spectaculaire des ventes, lui offre la possibilité d'améliorer l'outillage technique de l'imprimerie, d'installer une nouvelle rotative, et de faire de la publicité. Le 14 mars, il lance une opération originale : un avion, un Potez type 43 triplace va faire voler dans le ciel les couleurs du quotidien.

« *C'est avec fierté que nous lèverons les yeux pour voir le "Petit Niçois" monter toujours plus haut, symbole vivant des espoirs qui sont en nos cœurs* ».

La marraine, Alice Field, héroïne en 1933 du film d'André Bertomieu *Les Ailes brisées*, réalisé d'après le roman éponyme de Khalil Gibran et un scénario de Pierre Wolff, une cinquantaine de personnalités et Albert Lejeune lui-même reçoivent ainsi le baptême de l'air.

Le 15 avril 1936, le président Albert Sarraut¹⁶⁰ vient présider à Nice le banquet des quotidiens régionaux, en pleine campagne pour les élections législatives d'avril-mai. Sobre et sûr du succès de cette thématique, *Le Petit Niçois* préconise la paix contre la crise, et la victoire de l'idéal républicain. Le 20 avril, on vend *Le Cri des travailleurs* que l'imprimerie de la rue Pastorelli sort de ses rotatives. On a l'impression que les jeux sont faits, et au bandeau du quotidien, le 25 avril, au-dessous du titre « *La France républicaine va voter* », une synthèse souligne la gravité de l'heure : « *Rarement consultation nationale aura présenté un caractère aussi dramatique. Sous les yeux de l'Europe qui nous guette, de l'Allemagne menaçante, de l'Italie réservée, de la réticente Angleterre, de l'URSS soucieuse, il faut choisir entre deux politiques.* »

En exergue, le dimanche une prière aux allures mystiques préside au vote : « *Votez pour les hommes des partis de gauche. Faites bloc sur leur nom. Donnez leur ainsi la force de faire entendre votre volonté, haut et ferme, dans un Parlement régénéré par ce scrutin de lumière.* »

Devant le succès des candidats du Front populaire, tempéré par l'échec d'Henry Torrès, *Le Petit Niçois* a le triomphe modeste. Albert Lejeune prend la parole le soir, après les accents de la Marseillaise et le discours des vainqueurs, Virgile Barel¹⁶¹, Édouard Jonas¹⁶²,

¹⁶⁰ Albert Sarraut (1872-1962), fils du journaliste Omer Sarraut (1844-1887), élu radical-socialiste, ministre et Président du Conseil, est éclipsé par son frère Maurice Sarraut (1869-02/12/1943), directeur de *La Dépêche du Midi*, quotidien régional du Sud-Ouest à l'important rayonnement. La Milice se débarrasse de Maurice par un assassinat spectaculaire commandité sans doute par Fernand de Brinon, l'un des tenants officiels de la collaboration. Albert Sarraut, spécialiste des questions coloniales, ne peut faire aboutir ses intuitions quant à l'évolution vers l'indépendance des peuples colonisés, en Indochine comme en Afrique du Nord (Félix Torrès, *La Dépêche du Midi, Histoire d'un journal en République*, 1870-2000, Hachette Littératures, 2002. Benoît Yvert (dir.), *Premiers Ministres et Présidents du Conseil. Histoire et dictionnaire raisonné des chefs de gouvernement en France* (1815-2007), Paris, Perrin, 2007, 916 p.).

¹⁶¹ Virgile Barel (1889-1979), instituteur normalien, officier, se transforme en révolutionnaire pacifiste, fonde l'ARAC (association républicaine des anciens combattants), adhère à la SFIO, puis au communisme. Un voyage en URSS en fait un inconditionnel, directeur du *Cri des travailleurs* soutenu par les capitaux de Raymond

devant l'entrée du journal ; il souligne la victoire commune. Henri Pourtalet, candidat du Front populaire, est fêté à Cannes¹⁶³. Le lendemain, le quotidien exulte : « *La République triomphe... Pour le pain, la Paix, la Liberté* », tandis que sous la manchette « LA GRANDE VICTOIRE REPUBLICAINE DE LA DEMOCRATIE » et le nom des élus du département, Albert Lejeune s'accorde, incluant un beau portrait de Raymond Patenôte, une colonne. « *Le triomphe de notre idéal* ». « *Joie* », « *émotion* », « *discipline* », « *courage* », saluent le succès avec 4 000 voix d'avance, du député de Rambouillet, devant un adversaire qui, « *pour l'abattre, employa des moyens que n'a jamais connus l'Ile-de-France* ». Le 6 mai sous le titre « *Une Légende à détruire* », « *Faut-il s'effrayer du communisme français ? – Non !* » Raymond Patenôte rassure l'opinion en donnant l'image d'un parti revenu de toutes vellétés révolutionnaires, et recherchant une forme légale de participation au gouvernement ; il conclut : « *Pour les victimes des décrets – lois, le ciel n'en sera que plus bleu, la vie plus belle et le soleil plus éclatant pour tous.* »¹⁶⁴

« *Trois semaines ont passé* », souligne Albert Lejeune dans son éditorial du 22 mai. « *Nos élus doivent en politique respecter les désirs du suffrage universel, mais pour le développement touristique de la Côte d'Azur, la collaboration et l'union de tous sont indispensables.* » Les élus, anciens ou nouveaux, sauront respecter les vœux de leurs électeurs, fédérant expériences anciennes ou juvéniles ardeurs, même si leurs bulletins à la Chambre n'ont pas la même couleur, par delà les partis et les doctrines ils mettront « *la Côte d'Azur au-dessus de tout !* » Le retour à Nice de Rose Nivel, « *exquise chanteuse à la voix cristalline et parfaite comédienne aux traits ravissants* » au Casino de la Jetée pour *Le Pays*

Patenôte, et un permanent du Parti que les élections de 1936 vont porter à la députation. De 1936 à 1939, malgré la haine que lui porte l'extrême droite, il valorise en la Côte d'Azur la « *Crimée française* ». Arrêté en octobre 1939, il est emprisonné à Valence, puis en Algérie à Maison Carrée comme François Billoux. Libéré en février 1943, il fait partie du Gouvernement provisoire, et, de septembre 1944 à mai 1945, surmontant la disparition de son fils le résistant Max Barel (1913-1944), à la tête de la délégation spéciale il dirige la municipalité de Nice. Longtemps député des Alpes-Maritimes, directeur de la publication du *Patriote-Côte d'Azur*, très populaire malgré des prises de position parfois sectaires, il finit sa carrière politique comme doyen d'âge de l'Assemblée nationale (Virgile Barel, *Cinquante années de lutte*, Paris, Éditions sociales, 1966. Michel Brot, *Le Front populaire dans les Alpes-Maritimes*, Nice, Éditions Serre, 1988. Dominique Olivési, *Virgile Barel, de Riquier à la Crimée française*, Nice, Éditions Serre, 1996).

¹⁶² Édouard Jonas (1883-1961), antiquaire, devient conservateur du musée Cognacq-Jay dont il catalogue les collections (1930). Élu député en 1936 au deuxième tour de scrutin dans la circonscription de Grasse au nom de l'Union socialiste républicaine, malgré une opposition galvanisée par ses origines juives, président de la commission des Travaux publics, toujours intéressé au tourisme azuréen, il ne prend pas part au vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, mais malgré la mise sous séquestre de ses biens par les autorités françaises pendant l'Occupation, il poursuit ses travaux érudits aux États-Unis où il s'est réfugié. *L'Opinion du Sud-Est* dresse le 12 octobre 1940 le « *Portrait de quelques déchus* », dont Jonas, « *antiquaire juif de la place Vendôme qui eut un jour l'idée de devenir député. Il convoitait ce poste enviable tant comme une aimable distraction de millionnaire que comme une occasion de faire de bonnes petites affaires... La circonscription de Grasse fourmillait de gens fraîchement naturalisés et prêts à vendre leurs bulletins de vote, auxquels il avait remis la moitié d'un billet de 50 francs, quitte à leur donner l'autre moitié après l'élection... Depuis les premiers jours de la guerre, les rideaux de fer étaient baissés sur les magasins de la place Vendôme. Les riches collections, les pièces rares avaient pris le chemin de New York où leur propriétaire ne tarda pas à les suivre...* » (Édouard Jonas, *Pourquoi le Franc baisse*, Bibliothèque des Sciences économiques et sociales, Honoré Champion, 1924, 100 pages. *Catalogue du Musée Cognacq-Jay, collections léguées à la Ville de Paris*, 1930).

¹⁶³ Henri Pourtalet (1899-1974) a une carrière presque parallèle à celle de Virgile Barel. Engagé volontaire en 1916, horticulteur, communiste de la première heure, député en 1936, déchu de son mandat en février 1940, arrêté, il réussit à gagner l'Algérie auprès du général Giraud, puis assure des missions en Corse et en Provence. Député de 1946 à 1951, puis de 1956 à 1958, il défend les urgences du secteur rural du département (J.R. Bézias, *Le Communisme dans les Alpes-Maritimes, 1920-1939*, Éditions Serre. J.-L. Panicacci, *Les Alpes-Maritimes de 1939 à 1945, un département dans la tourmente*, Nice, Éditions Serre, 1989).

¹⁶⁴ *Le Progrès de Rambouillet et de Seine-et-Oise*, organe de concentration républicaine, 08/05/1936. Élections législatives du 3 mai. Inscrits : 19 959. Votants : 17 244. Pour R.P. 9 558 voix. URD. P. Vernes.

du sourire et *La Teresina*, ainsi que ses succès au Casino de Monte-Carlo sont évoqués en première page par une photographie et une sympathie appuyée le 11 mai 1936.

L'augmentation spectaculaire des tirages et du rayonnement du journal arrive opportunément après une année 1935 difficile, au budget déficitaire alourdi par un prêt à *La Sarthe*. Mais ce rebond nécessite des installations plus compétitives. Raymond Patenôtre passionné de transactions immobilières aurait préféré des locaux neufs avenue de la Victoire, à l'emplacement de l'ancien Hospice de la Charité, en plein centre-ville, – aujourd'hui Nice-Étoile –, mais ce projet coûteux et spectaculaire, se heurte à trop de réticences pour aboutir, et finalement ne se négocie pas. Le prix du numéro est « réajusté » comme pour l'ensemble de la presse française, par une augmentation de cinq centimes, qui permet d'aligner les barèmes du personnel et des distributeurs. L'assemblée générale des actionnaires du 4 juin 1936 entérine la nomination de Louis Darrès comme rédacteur en chef et de Marcel Montagne¹⁶⁵ comme chef des services administratifs et techniques. Le 6 juin, tandis que s'installe le nouveau gouvernement attendu avec une impatience marquée par une longue série de grèves, le journal reçoit le « *Label* », marque syndicale qui confirme l'adhésion de ses ouvriers à la Fédération française des travailleurs du livre, dont le secrétaire est Marcellin Goiran¹⁶⁶, « *gage de solidarité entre tous les collaborateurs et leur journal* ».

Les grandes grèves de juin, plus tard qu'à Paris, impliquent les grands magasins niçois et l'hôtellerie, tandis que la dissolution des ligues, le 19 juin, que complètent de grandes réformes, s'attire le commentaire de *Lyon républicain*, un quotidien de l'*Omniun* : « *Nous avons fait en une semaine ce que les si, les peut-être, etc. ont empêché de faire depuis dix ans.* »

La droite veut monopoliser le drapeau tricolore, tandis que le préfet interdit la réunion organisée pour le 11 juillet par Jacques Doriot¹⁶⁷. Le 1^{er} août, un grand meeting du Front populaire, organisé au Palais des Fêtes sous l'égide du *Petit Niçois*, permet à Albert Lejeune de rappeler l'attitude « *fière et calme* » et l'« *esprit d'imposante dignité* », qui interdit « *toute manifestation inopportune* » peu conforme à la tradition locale d'hospitalité. Le 25 septembre, le gouvernement annonce un « *alignement monétaire* », en somme une dévaluation partielle, que Raymond Patenôtre qualifie de « *première victoire sur la crise française* » et qui va, selon lui, assorti d'un emprunt et de grands travaux, relancer la machine économique, à l'image, explique-t-il au Théâtre des Ambassadeurs à Paris, puis au Savoy à Nice, des États-Unis où la politique du président Roosevelt commence à porter ses fruits. Le 22 novembre 1936, sous la présidence à Nice du jeune patron et de son épouse, une grande fête « *familiale* » réunit tout le personnel, journalistes, administrateurs et typographes. Quelques promotions, deux

¹⁶⁵ Marcel Montagne (1897-1962), entre dans la presse après la Grande Guerre, d'abord à *La France de Nice et du Sud-Est*, puis au *Petit Niçois*, comme administrateur et secrétaire de direction. Il supervise la rédaction de *Lyon républicain*, autre quotidien de Raymond Patenôtre et Albert Lejeune, tout en conservant la responsabilité officielle du *Petit Niçois*. Après une longue enquête sur ses relations avec Albert Lejeune avant l'incarcération de ce dernier, maire de Peille, il devient à la Libération le conseiller occulte du préfet sur les affaires de presse, et échappe à sa mise en cause par le CDL. (Ralph Schor dir., Jean-Louis Panicacci, « Marcel Montagne », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

¹⁶⁶ Plusieurs générations de la famille Goiran, hommes et femmes, ont été typographes, à Nice et à Marseille.

¹⁶⁷ Jacques Doriot (1898-1945), ouvrier métallurgiste, membre puis dirigeant des Jeunesses communistes, membre du comité central, incarcéré pour ses prises de position contre la guerre du Rif en 1924, accomplit des missions pour le *Komintern* dont l'une en Chine en 1927. Député et maire de Saint-Denis, il se brouille avec le Parti communiste en 1934 en militant pour un rapprochement avec le Parti socialiste contraire alors aux directives de Moscou. Il fonde en 1936 le Parti populaire français à l'idéologie fasciste, combat le Front populaire et s'engage en 1940 dans une collaboration poussée avec l'Allemagne. En 1941, il fonde avec Marcel Déat la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, et se bat sur le Front de l'Est aux côtés des Allemands. Il essaie de fonder en Allemagne un gouvernement distinct de celui de Sigmaringen. Sa voiture est mitraillée dans des circonstances mal élucidées (Jean-Claude Valla, *Jacques Doriot*, collection « Qui suis-je ? », Éditions Pardès, 2008).

décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur, enfin l'annonce de la création d'une caisse de retraite que Raymond Patenôtre inaugure par un chèque de 50 000 francs, précèdent le discours rassurant et en même temps plein de réserves du député. Il rend hommage à son fondé de pouvoirs, Albert Lejeune, « à ses magnifiques qualités de technicien et de travailleur, à l'habileté avec laquelle il sait choisir les hommes qui l'entourent », et rappelle qu'« un journal n'est pas seulement une entreprise écrite, mais encore et surtout une force morale ». Ceci s'assortit d'une mise en garde à toute l'équipe : « Vous devez être résolument dressés contre les forces démagogiques et contre les mauvais bergers qui sont les ennemis publics n° 1 de la véritable démocratie. Encouragez vos lecteurs sans pour autant exacerber les passions ou les impatiences dangereuses. » Jacqueline Thome-Patenôtre et la petite Nelly vont présider à la course des catherinettes dotée par *Le Petit Niçois*¹⁶⁸. Cette ambiance de fête, dans le contexte tragique du suicide de Roger Salengro et l'exaspération de la guerre civile espagnole, a quelque peu incommodé la direction rivale de *L'Éclaireur*, dont les tirages ont diminué depuis les succès du Front Populaire. Le directeur, Léon Garibaldi¹⁶⁹, dont l'organe soutient contre vents et marées les fascismes européens et l'extrême droite, n'a pas été sans remarquer les réticences que laissait paraître le discours de Raymond Patenôtre. Pour lui, le soutien du *Petit Niçois* au Parti communiste, l'impression de ses tracts et journaux, *Le Populaire socialiste*¹⁷⁰, *Le Cri*, sont des encouragements à l'anarchie bolchevique qui menace la France. « Il laisse les communistes maîtres de sa rédaction et de son imprimerie ». Dans sa courtoise réponse, Raymond Patenôtre redéfinit le sens profond du Front populaire qui n'évoque pas « un mariage d'amour », mais « un moyen de barrer la route au fascisme et à la plus injuste détresse humaine » ; il se trouve en accord avec Léon Garibaldi sur la personnalité toute de conciliation d'Édouard Daladier, ce qui permet d'en pressentir le ministère. Les éditoriaux de Raymond Patenôtre défendent son journal de tout prosélytisme en faveur du bolchevisme ; il en soutient le pacifisme et prône à la fois l'importance de l'alliance avec l'URSS et la nécessité pour Léon Blum de se tourner vers la classe ouvrière pour réussir la « reflation », et accélérer la production et la consommation. Enfin il aborde le sujet de la défense de la France en cas de guerre, et, avec lucidité, pense que quels que soient les renoncements de la France et l'abdication de toute résistance, elle ne pourra éviter la guerre, à moins de resserrer ses alliances présentes, de compter sur la SDN, et de proposer à l'Allemagne une collaboration économique qui lui permette d'envisager un avenir pacifique commun, thème cher aux Américains.

● Pacifisme, sauvetage économique, la valse-hésitation des radicaux

Le gouvernement de Front populaire tiendra-t-il les promesses qu'en attend Raymond

¹⁶⁸ *Le Petit Niçois*, 4-6/05, 22/11, 26/12/1936.

¹⁶⁹ Léon Garibaldi (1865-1950), entré à *L'Éclaireur de Nice* comme rédacteur en 1887, en devient rapidement directeur et président du Conseil d'administration après une Grande Guerre accomplie avec le patriotisme et le goût des combats dont, sportif émérite, il fait preuve. Rallié au régime de Vichy après avoir fustigé le Front populaire, malgré une sympathie affichée pour les organisations de l'État français et de la collaboration, il est arrêté ainsi que Charles Buchet rédacteur en chef, son neveu, par la Gestapo, qui considère le quotidien comme une officine de fabrication de faux papiers (Ralph Schor dir., « Léon Garibaldi », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

¹⁷⁰ *L'Action patriotique de Nice*, 25/05/1935 cite le compte rendu du Congrès du Parti socialiste donné par la *Tribune de l'Oise. Le Populaire*, journal fondé en 1916 et resté socialiste après la scission, était dirigé par A. Compère-Morel (1872-1941) quand Raymond Patenôtre lui donna un sérieux coup de pouce financier qui lui permit une plus large diffusion (*Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, t. 3, publié sous la direction de Jean Jolly, archiviste de l'Assemblée nationale, Paris, PUF, 1963, p. 819-1201, notice « Compère-Morel Adéodat », p. 1112-1114. Ce socialiste de la première heure, député de 1909 à 1936, se rallia à la politique de collaboration du maréchal Pétain en 1940).

Patenôte, c'est-à-dire réussir une dévaluation, dans un contexte de crise internationale et d'essor des dictatures militaristes, sous le regard critique des adorateurs de l'inamovibilité du franc, alors qu'une masse populaire escompte tout un train de mesures sociales et un abaissement du coût de la vie ?

Son troisième ouvrage, publié en 1936 sur les presses du *Petit Niçois*, *Vers le Bien-être par la réforme de la monnaie et du crédit, la misère dans l'abondance*, préconise une combinaison de déflation et de dévaluation, un équilibre entre production et consommation, difficiles à conceptualiser pour les lecteurs, et même pour les politiques, peu capables à part Paul Reynaud que favorise son éducation franco-américaine, d'anticiper un changement, décidés à tout pour conserver le mythique franc-or. L'attachement au métal jaune des institutions chargées de la politique monétaire, gouvernement et banque de France, explique l'acceptation de la dévaluation qui a conduit en 1926 au franc Poincaré, mais aussi les attermolements qui ont retardé une semblable mesure pourtant nécessaire après les dévaluations successives de la livre et du dollar. L'économie française ne peut être concurrentielle avec des productions surévaluées. Après avoir passé en revue les précédentes expériences de la décennie, il revendique la légitimité du profit, évoquant le rôle bénéfique dans l'histoire des épisodes d'enrichissement, Renaissance, Grandes Découvertes, Siècle d'Or, Romantisme. « *Laissons la France s'enrichir* », préconise-t-il, en enthousiaste de l'initiative personnelle.

Le rejet des communistes et de leurs rapports avec l'URSS, en particulier à Nice, peut s'expliquer par le désappointement, et pour certains plus encore, la ruine, des familles qui avaient souscrit, comme on le disait alors, « *de l'emprunt russe* ». En effet dès 1888, le gouvernement tsariste, encouragé par la France qui voyait dans l'alliance russe une perspective de revanche contre l'Allemagne, avait lancé successivement trois grands emprunts auprès des investisseurs français, dans le but d'industrialiser l'immense Russie, de l'équiper en chemins de fer, et plus tard, de compenser les pertes de la guerre russo-japonaise. Ces emprunts avaient été couverts avec enthousiasme, particulièrement à Nice où, en plus des journaux français et des banques abondamment stipendiés, existaient deux journaux en langue russe, *Le Messager franco-russe* et *Le Russe sur la Côte d'Azur*, tous deux chargés d'une promotion active. Aussi le refus par les Bolcheviks, le 19 décembre 1917, de reconnaître les dettes du régime tsariste, fut-il d'autant plus ressenti que la Côte d'Azur devint le refuge de nombreux Russes blancs fuyant leur pays. Le dimanche 29 novembre 1936, Raymond Patenôte répond à un lecteur du *Petit Niçois* pour une mise au point sur cette épineuse question. Il épingle le rôle de l'État français qui n'a nullement prévenu les souscripteurs des incertitudes de ce placement, dont son père, Jules Patenôte, fit aussi les frais. Le gouvernement soviétique justifie le refus de reconnaître sa dette comme une compensation aux ravages de l'armée contre-révolutionnaire de Wrangel et aux réticences de la France à reconnaître son passif vis-à-vis des États-Unis et de la Grande-Bretagne ; elle refuse une transaction intermédiaire « *pouvant léser de gros intérêts* ».

La ligne éditoriale du *Petit Niçois* fait la promotion du gouvernement de Front populaire, tandis que les interventions de Raymond Patenôte manifestent une relative réticence. La dévaluation, tant attendue par lui certes, mais rejetée par le Parti communiste qui la considère comme un grave danger¹⁷¹, de 29 % seulement, intervient le 26 septembre, suivie par celles du franc suisse (30 %), du florin (22 %), que le franc belge avait précédées en 1935. Mais l'inflation supprime toute l'amélioration escomptée du pouvoir d'achat. Le 13 décembre, Raymond Patenôte publie « *Quelques réflexions* » dédiées à ses contradicteurs ; il juge la guerre imminente, énumère les zones à risque à l'échelle mondiale, déconseille

¹⁷¹ Virgile Barel, éditorial « La dévaluation n'est pas inévitable. Défendons le franc », *Le Cri des travailleurs*, 16/11/1935.

formellement la rupture du Pacte franco-russe, protection principale devant l'avidité du Reich ; il souhaite la consolidation des alliances européennes et américaine, la reprise des pourparlers avec l'Italie, le soutien de la Société des Nations. La proposition d'une coopération économique avec l'Allemagne serait peut-être un moyen d'éviter la course aux armements. Déçu par l'insuffisance et le retard des mesures économiques du gouvernement Blum, il l'exhorte à « *mettre la France au travail* », trop d'arrêts et de lenteurs handicapant la production, les conventions collectives reconduites par la CGT et le patronat incitant les ouvriers à moins travailler par un effet de « *malthusianisme inopportun* »¹⁷², résultat de la semaine de 40 heures. En somme, résume-t-il, « *on n'a pas créé les richesses dans la mesure où on entendait les répartir* ». Il critique aussi la politique coloniale, entre autres le traité franco-syrien qui donne l'indépendance à la Syrie au détriment d'une coopération qu'il aurait voulu plus intéressée de la part de la France. Les réserves mesurées de son soutien, qui correspondent à la valse hésitation des radicaux et ressemblent à une exécution de la politique gouvernementale, contribuent, par le rayonnement régional de la presse Patenôtre, au désamour qui entoure l'équipe du Front Populaire. Sous couleur de se séparer des « *paniquards* », malgré l'apparent désir de valoriser les succès économiques du gouvernement, en exprimant que « *l'argent coule* », « *les commandes affluent* », Raymond Patenôtre, rendu réaliste par le contexte international, préconise, malgré son pacifisme, de se préparer à un conflit : pour cela l'unité de commandement avec Russes et Anglais est nécessaire car pendant ce temps Allemands et Italiens apportent à Franco une aide efficace. Peut-être aussi envisage-t-il avec lucidité l'ambiguïté de ses prises de position et le risque politique qu'il encourt car l'appui qu'il a prêté au parti communiste est considéré comme une tentative de corruption du Komintern¹⁷³.

Visage intéressant du quotidien qui la reflète, la vie de la cité se poursuit, à laquelle les différents responsables tentent de coopérer en étalant la saison. Édouard Jonas, commissaire au tourisme, part « *à ses frais* » aux États-Unis pour se rendre compte du rayonnement de l'image de la Côte d'Azur outre-Atlantique. Consterné, il en constate la faiblesse : aucune publicité ne valorise l'exposition niçoise. Georges Bonnet¹⁷⁴ nommé ambassadeur, espère améliorer la collaboration franco-américaine, qui reste un des rêves de Raymond Patenôtre. *Le Petit Niçois* consacre beaucoup d'articles à Franklin Roosevelt, à ses causeries au coin du feu, à sa politique économique, fondée sur la dévaluation. Dans le cadre de cette amitié franco-américaine, la courte visite à Nice du Président Albert Lebrun, le 6 juin 1937, pour le week-end de Pentecôte, coïncide avec le Congrès du Rotary. La tradition des fêtes folkloriques prolonge la saison. La fête des provinces qui clôturé le printemps, la bataille de fleurs, le Corso blanc aux lumières organisé par *Le Petit Niçois* sont autant de tentatives réussies, que le crayon de Cam commente parfois avec ironie.

Du côté des ateliers et de la rédaction, une certaine mauvaise humeur se fait jour à travers diverses demandes de réajustement de salaires, en fonction d'une législation qui n'a guère d'échos sur place, de petits incidents entre les représentants syndicaux, Marcel Montagne et Albert Fiquet le comptable¹⁷⁵. Le directeur, souvent absent, gère ces problèmes

¹⁷² *Marianne*, 22/05/1937.

¹⁷³ *L'Insurgé*, n° 5, 10/02/1937, hebdomadaire nationaliste, dura du 13 janvier au 27 octobre 1937, financé par Jacques Lemaigre-Dubreuil, le principal commanditaire de la Cagoule.

¹⁷⁴ Georges Bonnet (1889-1973), passé par le Conseil d'État, élu dès 1921, député radical-socialiste à partir de 1924, plusieurs fois ministre, se fait surtout connaître pour avoir organisé la conférence de Munich qui se conclut par les fameux accords. Après une interruption de sa carrière due à son vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il cherche surtout à se justifier (Jacques Puyaubert, *Les Combats d'un pacifiste*, préface de Sylvie Guillaume, Presses universitaires de Rennes, 2007).

¹⁷⁵ Liste du personnel et montant des émoluments et appointements en 1936 complétés par une liste de mars 1938 (Archives départementales des Alpes-Maritimes, archives du *Petit Niçois*), avec les attributions de chacun notées par le directeur.

par d'habiles échappatoires. Une panne dans la nuit du 18 juin 1937, provoquée par un court-circuit, prive d'électricité les ateliers de la rue Pastorelli. C'est la panique car comment sortir des numéros tant attendus dont la vente en cette période de pointe est indispensable à la santé du quotidien passé à 40 centimes depuis le 2 mai, et doté de deux nouvelles et coûteuses machines ? La solidarité entre typos est de mise, *L'Éclaireur* prête ses ateliers. Personne ne pense à un sabotage mais à une somme de négligences et de mauvais vouloirs. Il faut dire que la tonne de papier a augmenté de 110,5 francs depuis la fin avril et que tout est fait pour maintenir le tirage et les ventes du journal, pronostics, courses cyclistes, concours d'opéra. Celui de 1937 s'achève par une apothéose : *Le Petit Niçois* offre une représentation intégrale de *Faust* de Gounod. Albert Lejeune, qui a présidé le jury avec Adolphe Lions et d'autres personnalités, est porté aux nues pour cette initiative dont Cam croque plaisamment vedettes et sans grade¹⁷⁶. L'épreuve cycliste reine du quotidien, le Paris-Nice, a été remarquablement suivie.

Louis Darrès, rédacteur en chef, a fort à faire lors de l'absence des deux patrons pour suivre une ligne à la fois ludique, actuelle, et rentable, sans oublier l'expression de l'idéologie qui fait du *Petit Niçois* un journal cohérent. Albert Lejeune est bien souvent absent pour gérer ses multiples activités, particulièrement à Lyon et à Paris, fidèle à Nice surtout lors des manifestations qu'il affectionne, et particulièrement les courses cyclistes. C'est lui qui reçoit des offres de service d'hommes de lettres comme Jean Desthieux ou Louis Guimbaud¹⁷⁷ qui aimeraient tenir des chroniques littéraires, même gratuitement, à condition de posséder la carte de presse du journal, et de recevoir les ouvrages dont ils seraient amenés à faire la critique. Mais le directeur se contente de garder son équipe avec une faveur spéciale accordée à ses vétérans, dont la plupart font de leur participation un à-côté d'une profession principale ou de leur retraite. Aussi a-t-on l'impression au *Petit Niçois* d'une ambiance assez familiale. Albert Lejeune ne manque pas les réunions des syndicats de la presse régionale, comme celle qui donne à Gustave Bourrageas, empêché par sa santé d'une action efficace, la présidence d'honneur de la presse du Sud-Est. Le destin de ce directeur du *Petit Marseillais*, sera lié à celui du *Petit Niçois* par la personnalité douteuse de son beau-fils, Jean Gaillard-Bourrageas. Quant à Raymond Patenôte, il a laissé à son fondé de pouvoirs carte blanche pour toutes les décisions à prendre, et semble se préparer à un destin politique plus national.

L'emprunt décidé le 11 mars 1937, a été rapidement couvert, en dépit de l'aggravation de la guerre d'Espagne, et de la position de non-intervention de la France. La fusillade de

Semeria	2 500 Secrétaire de la rédaction	Rinaldi, Direction, secrétariat général.
Darrès	Secrétaire général, Infos	Verquière, Conseil municipal, Choses niçoises.
Robin	Parquet, Sûreté	Ghis 2 500 Informations
Montagne G	2 000 La région	Montagne Marcel, maire de Peille, Informations
Pitois	2 000 Sports	Pescetto 1 100 Sports
Mondoloni	2 000 Informations	Ravel (Saint Cendre) 1 600 Divers. Les courses.
Theo Martin	1 800 Linos, filets, reportages	Davis Idem
Sardina	1 700 Reportages	Tchetcheyan 1 800
De Berny	1 800	Roux Jean 550 Correcteur
Fornassero	1 500	Frayssé 1 600 Chroniques
Bois	1 450	Cam 1 600 Dessins
Christophe	1 450 Chroniques	Danvers 1 450
Deully	1 450	Davin 600
Roggero	Dépêchier	Thierry 1 050
Costantini	1 250	May 750 Professeur. De tout.
L. Lions	850 Un peu de tout.	

On peut remarquer le maintien de rédacteurs et employés anciens, comme Auguste Verquière.

¹⁷⁶ *Le Petit Niçois*, 21/05/1937.

¹⁷⁷ Personnalités littéraires et mondaines de second plan habituées de la Côte d'Azur. Correspondance conservée dans les archives du *Petit Niçois* (Archives départementales des Alpes-Maritimes, 102 J 1-7 : 102 J 5, lettre de Louis Guimbaud datée du 30/10/1936, lettre de Jean Desthieux sans date).

Clichy (16 mars 1937, 6 morts, 6 à 7 000 manifestants, trois barricades) aux causes mal éclaircies met en cause la police, le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy. Elle oppose une contremanifestation de gauche à une réunion du Parti social français, et l'intervention des forces de police et de plusieurs ministres semble en aggraver le bilan. Au Cros-de-Cagnes une mini-manifestation le lendemain rejoue cet événement avec des innovations, utilisation d'un protège-tête en caoutchouc par l'un des manifestants, lance à incendie des pompiers pour ramener le calme. La région niçoise n'est pas à la traîne de la contestation générale. Ces incidents lui aliénant la gauche plus dure empêchent sans doute Léon Blum d'obtenir les pleins pouvoirs de la part du Sénat (21-22 juin 1937). Remplacé par un cabinet Chautemps dans lequel le *leader* socialiste occupe un honorifique poste de vice-président, la seconde place, cet essai semble vouloir donner au Front populaire une nouvelle chance, mais les communistes, suivis par les socialistes, ne veulent pas soutenir la politique économique du ministre Georges Bonnet. *Le Cri des travailleurs* n'est plus inconditionnel et critique Raymond Patenôte qui accuse les grèves répétées de faire fuir les capitaux. Les travailleurs ne veulent plus patienter devant des semaines de travail trop longues et la stagnation des salaires et veulent promouvoir le tourisme populaire. Des mesures financières maladroites, une politique étrangère absente devant la grave crise de l'*Anschluss*, soulignée avec tristesse par François de Tesson, « *Vienne n'est plus !* », contraignent à la démission un nouveau gouvernement Blum¹⁷⁸.

Deux éditoriaux du *Petit Niçois*, le 15 juillet et le 12 août 1937, perturbent le microcosme des lecteurs, rédigés avec une franchise désarmante par Raymond Patenôte. Le premier, « *À nos lecteurs, à nos amis, si une précision est nécessaire, la voici !* », cite l'hebdomadaire *Marianne* et *Le Populaire*, qui dévoilent la surprenante vente du *Petit Journal* au colonel de La Rocque. Dans *Marianne*, le 14 juillet 1937, le député de Rambouillet, « *ce grand bourgeois pacifiste* », y proteste de sa bonne foi : le journal connaissait des difficultés financières auxquelles son propriétaire ne pouvait remédier, ayant englouti des sommes considérables dans sa campagne pour la limitation des armements européens, sans l'apport publicitaire qui boude les journaux de gauche. D'autre part les acquéreurs se sont présentés sous le masque de l'anonymat. L'éditorialiste de *Marianne*, Pierre Borély¹⁷⁹, conclut : « *Vivez davantage pour vous-même. L'égoïsme est la seule vertu qui ne décourage personne* ». *Le Petit Niçois* rappelle ses positions inchangées : maintien de l'équipe en place, Adolphe Lions président du Conseil d'administration, Albert Lejeune directeur général et administrateur délégué, Louis Darrès rédacteur en chef. *Le Petit Niçois* se veut toujours l'organe du Rassemblement populaire.

Raymond Patenôte s'explique plus tard lui-même : « *En dehors de l'appui direct des formations politiques l'existence d'une presse démocratique indépendante n'est plus possible.* » Il critique directement la politique du Front populaire et celle des ministères qui lui ont succédé. « *Avec quelques années supplémentaires de leur déflation, la semaine d'une heure aurait suffi à approvisionner des magasins sans clients et des acheteurs sans argent.* » Le 11 octobre 1937, les élections cantonales lui permettent d'être réélu au premier tour dans son fief de Rambouillet. Raymond Patenôte s'annonce au service de la liberté et de la paix comme quelqu'un qu'il admire, le Président Roosevelt, et dont il espère une action efficace vers le triomphe des démocraties sur les dictatures.

¹⁷⁸ *Le Cri des travailleurs des Alpes-Maritimes*, 28/08/37, 01/01/38. *Le Petit Niçois*, 17/06/1938.

¹⁷⁹ Pierre Borely, écrivain et romancier participe aux journaux marseillais du groupe Patenôte (*Mon Ami américain*, roman, Éditions Fernand Sorlat), Nouvelles éditions latines, 1956, 190 p. Revue *Les Marges*, t. XXVI n° 103, XX^e année, 15/01/23, Montolieu, Éditions Sylvain Paré. R. Leduc, « Un intéressant retour en arrière. 15 mars 1926. Réponses à un questionnaire sur l'homosexualité », Revue *Arcadie*, n° 91/92, juillet-août 1961). La même année, il sollicite un appui de Geneviève Tabouis, la célèbre journaliste, par une lettre répertoriée dans les archives Tabouis, pour entrer à la radio qu'elle anime (Archives nationales, 27/AR/227).

Dès le mois de novembre 1937, il fait part de ses angoisses quant à l'année 1938 : elle s'annonce sous les auspices peu engageants d'un rebond de la crise et de la menace de guerre. Les deux systèmes économiques en présence, liberté monétaire et contrôle des changes, aboutissent tous deux à l'inflation ou à la dictature. Pour rénover l'économie française, s'offre une troisième chance : il faut accroître le volume de la production, réintégrer les capitaux émigrés, élargir le crédit, et assurer un vigoureux redémarrage. L'extension du budget militaire de la Grande-Bretagne fait flamber le prix des matières premières, tandis que circulent des faux bruits sur la chute de l'or et des actions à Wall Street. Raymond Patenôtre, déplore une fois de plus une politique à la « *Vae Victis* » qui, à la suite des traités de Versailles, n'a pas soutenu l'Allemagne démocratique, tergiversé devant l'Italie quand ses entretiens avec le *Duce* lui avaient fait comprendre de la part de ce dernier le désir d'un rapprochement avec la France, refusé la restauration des Habsbourg en Autriche, incompris le danger japonais, nié la montée du panarabisme et la volonté d'indépendance des peuples du Maghreb, et surtout taxé de diabolisme l'alliance avec l'URSS dont la force à l'est est indispensable à l'équilibre européen. Face à notre inertie, Rome et Berlin éliminent leurs adversaires par la tactique des Horaces contre les Curiaces¹⁸⁰. À la fin de l'année, le 25 décembre, les perspectives de grève des services publics encouragent les fascismes qui guettent les moindres défaillances du système démocratique. En témoignent les nombreuses Unes du *Petit Niçois* qui au gré des enquêtes révèlent les secrets de l'assassinat des frères Rosselli, deux militants italiens de l'antifascisme, perpétré en juin 1937 à Bagnoles-de-l'Orne par des membres de la Cagoule, sans doute sur les ordres de Mussolini.

Raymond Patenôtre pense que « *Seul un gouvernement de salut public sauvera la France de la double éventualité d'une guerre et d'un bouleversement financier, avec une équipe résolue, à l'autorité agissante et respectée* ». « *Sachant le goût fervent de l'immense majorité de nos concitoyens pour le principe de la propriété et sachant par ailleurs que seul le profit est susceptible de fournir à l'être humain le meilleur adjuvant dans son effort quotidien, nous restons convaincu qu'une manière de néo-capitalisme doit permettre de concilier les avantages des deux systèmes en réduisant au minimum leurs inconvénients respectifs* ».

Une controverse avec Virgile Barel, qui lui reproche l'abandon de la cause du Front Populaire, est une occasion pour Raymond Patenôtre de rappeler son idéal, et comment il a réussi à battre, aux élections de Rambouillet, le candidat fasciste, « *émanation des deux-cents familles* », malgré le maintien du communiste qui pouvait disperser les voix. Il évoque les attermoissements du Parti communiste devant les directives contradictoires de Moscou. « *Du fond de mon cœur de démocrate fervent, d'antifasciste intransigeant et de patriote, j'ai la conviction profonde de n'avoir pas plus trahi, aujourd'hui qu'hier, l'idéal qui m'a sans cesse guidé* »¹⁸¹. « *Si la France démissionnait du cercle des grandes puissances, loin de servir la paix elle la trahirait, et sa faiblesse la conduirait d'abord à un nouveau Canossa et bientôt après à un nouveau Sedan.* » Elle doit se ressaisir. « *Ce jour-là, la France, sentinelle de la civilisation, sauvera son propre destin en même temps que celui du monde.* » Une série d'éditoriaux de Paul Augier, un jeune avocat niçois, impliqué depuis quelque temps dans l'équipe du quotidien dont il a acquis quelques actions, traite de problèmes économiques et sociaux¹⁸², dans une vision modérée qui s'apparente à celle de Raymond Patenôtre. Il faut

¹⁸⁰ *Le Petit Niçois*, 12, 19/11 17, 19/12/1937.

¹⁸¹ *Le Petit Niçois*, Raymond Patenôtre, conférence au théâtre des Ambassadeurs à Paris, 06/01/1938.

¹⁸² Paul Augier (1912-1995), après des études de Lettres et de sciences politiques, est l'auteur d'une thèse de droit, *Arbitrage et surarbitrage dans les conflits collectifs du travail*, préface du ministre William Bertrand, Éditions Sirey, 1938, et d'une série d'articles dans *Le Petit Niçois* en 1938, 19/11, La durée du travail, 25/01, Le contrôle des changes, 04/02, La grève démocratique, 11/02, Les finances publiques, 22/02, La dénatalité, 03/03, La puissance des classes moyennes, 10/03, Vers un statut moderne du travail, 05/04, Les pleins pouvoirs, 13/04,

revoir l'organisation générale du travail à la lumière de son état actuel : le profit a toujours été prélevé sur le travail humain, et non sur celui de la machine, c'est-à-dire du capital. Il faut concilier l'un et l'autre par l'arbitrage, obtenu déjà par consensus au moment du Front populaire.

Pendant ce temps la cascade des démissions gouvernementales se poursuit. Carnaval, le Roi de la Radio Bouffonnerie, dont les joyeuses cavalcades croquées par Cam, sont vendues aux hivernants sous forme d'album, dissimule une toile de fond bien sombre, les graves événements d'Autriche et l'*Anschluss* le 12 mars 1938. La presse, dans un climat de concurrence exacerbée, lutte pour sa survie, dévoilant des scandales, spécialité dont *L'Action française* se fait le champion. L'équipe du « *donneur d'ordres* » Lejeune est aux machines, s'efforçant de maintenir le quotidien dans l'équilibre, à coup de rubriques spécialisées, de concours d'opéras, de manifestations sportives ou charitables, Course au soleil du 23 au 27 mars, remise officielle par Jacqueline Patenôtre du Challenge qu'elle offre aux équipes cyclistes qu'elle sponsorise, comme Hélyett¹⁸³ de René Vietto, promotion du ski et de la station de Valberg, création de l'aéroport de Nice, le 9 avril. Pour allécher les lecteurs une prime est offerte, un appareil de TSF doté des derniers perfectionnements. La vente des appareils de radio a en effet explosé, réglementée, concurrençant dangereusement la vente des journaux. Devant l'augmentation du prix du rouleau de papier, l'équipe des rédacteurs cherche à obtenir le consensus des lecteurs. Doit-elle éliminer certaines rubriques pour diminuer le nombre de pages ? Doit-on expurger les listes de participants aux diverses cérémonies, commémorations, conférences ou banquets, le récit des faits divers ? Réponse attendue des lecteurs fidèles et inconditionnels : « *Le Petit Niçois est très bien ainsi. Ne le mutiliez pas. Nous voulons bien l'acheter 10 centimes de plus.* » Le dialogue avec les lecteurs, réels ou supposés, se conclut dans la sympathie réciproque. L'essentiel est d'acheter son journal toujours chez le même fournisseur afin d'éviter les « *bouillons* », c'est-à-dire l'accumulation d'invendus que le dépositaire n'a pas prévus. Certes *Le Petit Niçois* n'atteint pas le tirage des deux éditions cumulées, matin et soir, de *L'Éclaireur* (130 000 exemplaires), mais ses 60 000 fidèles malgré les difficultés inhérentes au contexte lui vaudront un équilibre et même quelques bénéfices pendant les années noires.

Un ultime ministère Daladier le 9 avril 1938, qui durera jusqu'au 22 mars 1940, confie aux compétences de Raymond Patenôtre, représentant toujours l'Union nationale et républicaine, après son refus, chuchote l'indiscret *Mesclun*, d'un poste d'ambassadeur au Brésil, le ministère de l'Économie nationale, en cinquième position après le vice-président, Camille Chautemps, Georges Bonnet aux affaires étrangères, Paul Marchandau¹⁸⁴ aux finances que remplacera Paul Reynaud le 1^{er} novembre 1939. Cette équipe en complète rupture avec le Front Populaire va tenter de satisfaire les classes moyennes et le patronat à coups de décrets à l'application facilitée par le vote des pleins pouvoirs. Un article signé de

Le vrai problème, 22/04, L'autarcie, 09/05, La stabilisation, 28/05, Les grands travaux, 02/06, Les quarante heures, 07/06, Précisions nécessaires, 18/06, Monnaie et politique, qui balaie l'ensemble du champ économique. Conseiller municipal, conseiller général, membre du Conseil économique et social, il est connu davantage comme propriétaire du Negresco que pour son rôle important dans la Résistance et lors de la Libération de Nice (Jean-Louis Panicacci, *Les Alpes-Maritimes dans la guerre 1939-1945*, Éditions De Borée, 2013. Jeanne Augier. *La Dame du Negresco*, Monaco-Paris, Le Rocher, 2012).

¹⁸³ Hélyett est une maison de cycles fondée en 1927, du nom de l'opérette *Miss Hélyett* d'Edmond Audran créée en 1890. En 1932 avec les Caoutchoucs Hutchinson, elle présente des coureurs en compétition. René Vietto qui en devient le *leader*, remporte le Paris-Nice en 1935, est second au Tour de France en 1939, et champion de France en 1941. Son maillot vert et blanc sera ensuite porté par Jacques Anquetil.

¹⁸⁴ Paul Marchandau (1882-1968), député de la Marne, ministre du budget, tente de relancer la production et l'armement. Il est l'auteur du décret-loi du 21 avril 1939 qui restreint la liberté de la presse en cas d'agression raciste et discriminatoire, abrogé dès le 16 août 1940. Après avoir voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il quitte la vie politique en 1943 (Simon Epstein, *Un paradoxe français : antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008).

Raymond Patenôtre, dans le numéro du 27 avril 1938 de *Marianne*, son magazine, s'intitule justement « *Le rôle du Front populaire est-il terminé ?* ».

En effet en même temps qu'il développe son patrimoine immobilier sur la Côte, Raymond Patenôtre remanie à la baisse son groupe de presse, se défait des titres acquis précédemment de Pierre Laval, des journaux du Var, et achète une importante participation à *L'Auto*, probablement sur la suggestion d'Albert Lejeune, ainsi que l'hebdomadaire *Marianne* de François de La Rocque¹⁸⁵. Abondamment illustré de très belles photographies et riche de textes d'écrivains notables, *Marianne*¹⁸⁶ servira de tribune visuellement réussie et moderne à son propriétaire.

Quel a été le rôle d'Albert Lejeune dans ces transactions ? A-t-il pris le pas, dans la gestion des affaires de presse de son jeune mécène, sur les désirs de Raymond Patenôtre ? Profite-il, malgré une apparente discrétion, des opportunités que présente la gestion sans contrôle de pareils intérêts ? Dans le mémorandum rédigé par Maître Charpentier, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, soumis à la justice au moment de la tentative d'arrestation du député le 24 octobre 1944, la famille fait remarquer qu'à partir de cette date de 1938, Patenôtre n'a plus eu de contacts avec son collaborateur, celui-ci s'étant rendu acquéreur de certains organes de presse dont son patron ne voulait plus, comme *La Sarthe*. Le 3 juin 1938, Raymond Patenôtre, toujours à l'école de son modèle Franklin D. Roosevelt, prononce un important discours radiodiffusé dans lequel il préconise non pas un prélèvement fiscal sur le revenu mais une augmentation des recettes par l'élévation du revenu national.

Pendant ce temps, Albert Lejeune, en bon *manager*, dynamise l'équipe du *Petit Niçois*, vitrine de la vie mondaine et culturelle, qui culmine au temps de Carnaval, et que tous les responsables niçois essaient de prolonger. Sports en vedette, concours d'opéra, où mademoiselle Rose Nivel interprète Micaela dans *Carmen*, fêtes du 15 août, mise en évidence des nouvelles de Grande-Bretagne, couronnement, auquel sont invités les Patenôtre, puis visite à Paris du jeune roi George VI et de son épouse Élisabeth, importance des chroniques féminines de Lucienne Sardina ou Théo Martin, pages cinéma, donnent au quotidien la physionomie ludique d'un magazine moderne. Nice, posée en capitale de congrès de toutes sortes, dont l'économie se fonde de plus en plus sur le tourisme, s'inquiète de son avenir. Tous les projets sont intéressants ; ainsi prépare-t-on avec Monseigneur Rémond, son évêque, le Congrès eucharistique international, prévu du 3 au 8 septembre 1940. À cet effet, des aménagements routiers importants permettront l'acheminement de milliers de pèlerins ; la SNCF prévoit le transport de 80 000 voyageurs par jour¹⁸⁷. Cette polyvalence permet de traiter le menaçant contexte international de manière parfois allusive ou presque ironique, état d'esprit d'impuissance que représente assez bien l'air à la mode « *Tout va très bien, madame*

¹⁸⁵ François de La Rocque (1885-1946), d'une famille d'aristocrates et de militaires, saint-cyrien, sert au Maroc. En 1929, il rejoint les Croix-de-Feu, un mouvement d'anciens combattants qui veut respecter la légalité républicaine, auquel après sa dissolution en 1936 il donnera comme successeur le Parti social français. Rejetant « *le joug hitlérien et la tyrannie moscovite* », il dénonce la collaboration, prend peut-être contact avec la Résistance, est arrêté puis déporté. Après son décès, il est décoré de la médaille des déportés (Camille Ferdy, « M. de La Rocque », *L'Alerte*, 01/10/1935. Pierre de Léotard, « Souvenirs sur le colonel de La Roque et le PPF, Mes souvenirs politiques », *Recherches contemporaines*, n° 5, 1998-1999. Michel Winock, « Retour sur le fascisme français. La Rocque et les Croix-de-Feu », *Vingtième siècle*, Presses de la Fondation des Sciences politiques, avril-juin 2006, n° 90).

¹⁸⁶ *Marianne* sert de porte-parole à Raymond Patenôtre ; il y expose ses projets et son programme et y répond à ses détracteurs. n° 249, 28/07/37 : *Gouverner n'est pas un art, mais une science*. n° 251, 11/08/37. *La fin d'un malentendu*. n° 258, 29/09/37. n° 264, 12/11/37, *Perspectives de guerre*. n° 265, 18/11/37, 1938, *Perspectives françaises*. n° 269, 15/12/37, *Les exigences coloniales allemandes*. n° 270, 22/12/37 n° 271, 29/12/37. *Avertissements*. n° 272, 05/01/38, *Une civilisation économique nouvelle*. n° 273. 12/01/38. n° 274, 19/01/38, *La grande pitié des porteurs de fonds russes*. n° 275, 26/01/38, *Programme d'abord*. n° 282, 16/03/38. n° 283, 26/03/38. *L'évolution dans la vérité*. n° 315, 02/11/38, *R.P. lance un appel radiodiffusé*.

¹⁸⁷ *Le Petit Niçois*, 19/07/1939.

la Marquise ! »¹⁸⁸. « Pas de pessimisme, Hitler n'est qu'un matamore. » titre l'éditorial du 13 août 1938. Quelques semaines plus tard, le 30 septembre, à Munich, le matamore impose ses vues à une Europe au bord de la guerre. Des accents reconnaissants s'élèvent vers Daladier, dans l'éditorial de Jean Mondoloni¹⁸⁹ : « Après les heures douloureuses de septembre, Nice sous un gai soleil d'octobre sourit à la paix... Il n'y a, au fond, aucune haine entre les peuples. Édouard Daladier l'a vu en Allemagne. Tout doit se régler par une compréhension mutuelle. L'humanité vient d'être sauvée du pire des fléaux. Continuons à travailler. » Ainsi apparaît spontanément, après le refus d'une nouvelle guerre, l'un des slogans du prochain régime, que les « congés payés » semblaient avoir condamné, le travail. Louis Darrès dénonce, lui, en Une, la vraie menace, « la curée des dictatures ».

DEUXIÈME PARTIE. JOURNALISTE À EN MOURIR

Passionné par le contrôle d'une entreprise de presse en plein succès, pilote d'un navire au cœur d'éléments en furie, Albert Lejeune cherche à gérer ses affaires au mieux de ses intérêts, spectateur du drame absolu qui bouleverse la France. Parallèlement, son commanditaire, le fastueux Raymond Patenôtre, abandonne toute responsabilité. Chacun vit à sa manière une vie d'homme, échappant au manichéisme que pourrait imposer l'actualité.

● 1938. La tragédie aux portes de l'Azur. Le piège du pacifisme

Raymond Patenôtre va-t-il mettre en application sa science de l'économie ? Il semble tout à coup que la dévaluation ne soit plus d'actualité. Comment concilier une immense fortune et des habitudes de luxe inouïes avec la défense des humbles ? Les Patenôtre, lors de leurs premiers passages sur la Côte louaient des suites dans des palaces, le Negresco, à Nice, le Majestic à Cannes ou l'Hôtel Provençal à Juan-les-Pins, secteur très prisé des Américains dans ces Années folles, ce dont font foi les factures réglées par Albert Lejeune sur le compte du *Petit Niçois*. À partir de 1936, négligeant Deauville, ils se constituent peu à peu un ensemble de propriétés enviable, signalé par *Le Mesclun* avec son ironie habituelle : il titre que le ministre « dépensant en un an plus de vingt-deux millions de francs ne croit pas à la guerre », mettant l'accent sur les deux facettes de la personnalité du député, un sérieux sans failles dans la recherche de solutions politiques et économiques, un faste sans limites dans sa vie privée¹⁹⁰. L'été ce ne sont que repas ou « parties » organisés dans des demeures que la mode et les caprices des propriétaires vont modifier et décorer en permanence par des travaux coûteux. Un personnel généreusement rémunéré veille à leur entretien. Des séjours

¹⁸⁸ Grand succès en 1935, paroles et musique de Paul Misraki, de l'orchestre Ray Ventura (Jean-Claude Klein, *Florilège de la chanson française*, Bordas, 1989).

¹⁸⁹ Jean Mondoloni, né à Propriano (Corse), spécialiste des articles sur la Corse dans *Le Petit Niçois*, a écrit une *Histoire de Nice par ses rues (Le Petit Niçois, 27/06/1938)*.

¹⁹⁰ Un ensemble de villas sur la côte ouest répond alors au goût de la clientèle américaine pour Cannes, Antibes, Juan-les-Pins : la villa Patenôtre 38 bd Montfleury à Cannes, construite en 1940 par l'architecte américain Barry Dierks, la villa *La presque île de l'Ilette*, chemin de la Mosquée à Antibes, construite en 1930, modernisée en 1941 par l'architecte Pierre Nouveau, pillée pendant la guerre et vendue en 1959 par Jacqueline Patenôtre, la villa *Nelric*, acronyme formé par les prénoms des enfants, Nelly et Éric, Nelly étant le diminutif d'Eleanor, prénom de Madame Patenôtre mère, et sa voisine la villa *Serenada*, par l'architecte Robert Streit. Le couple, succédant en ce cas à plusieurs générations de banquiers excentriques, achète aussi en 1938 à Fabron le Palais de Marbre, avec son merveilleux parc à la française, que Jacqueline préfère rebaptiser la villa Sainte-Anne (aujourd'hui siège des Archives municipales de la ville de Nice), et dont elle renouvelle certains décors, à l'exemple d'autres mécènes amis, les Noailles, Nelson Rockefeller, en mêlant matériaux simples et nobles, idée de Jean-Michel Frank (1895-1941), qui recherche « le luxe du rien ». Jacqueline projetait dans ce cadre exceptionnel une réception pour le Festival de Cannes (revue *In Situ, Revue des Patrimoines*, n° 14, 4/2004).

s'organisent aussi sur l'énorme *cruiser*, le *Vanadis*, *schooner* d'acier de plus de mille tonnes, vrai palace flottant lancé en 1908 à New York, et racheté par Raymond Patenôte après plusieurs propriétaires dont la marine russe. Ainsi à partir de l'été 1937, toute une bande de familiers des Patenôte, des aristocrates, Daisy de Contades, la sœur de Jacqueline, Jean de Montesquiou-Fezensac, poète, Louis de Polignac, administrateur de la Société Jeanne Lanvin, le duc de Brissac, vieil ami comme Robert Chantemesse, la princesse Mafalda de Savoie, des artistes et poètes, Harvey Breit, reporter au *New York Times*, Lady Mendl, décoratrice américaine à la vie tourmentée, le couple Louis-Dudley Beaumont, des personnalités du monde de la banque, David David-Weill, le baron et la baronne d'Almeida, de la presse, le couple Pierre Dupuy du *Petit Parisien*, des ambassades, le comte de Billy, et, étonnamment, André Bertin, cycliste professionnel qui créera après la guerre une manufacture de cycles dans son village de Saint-Laurent-Blangy (Pas-de-Calais), aidé financièrement par les Patenôte, séjourne ou banquette sur le *Vanadis*. Raymond a même l'audace d'y réunir un conseil des ministres, chose d'autant plus aisée que nombre de ces personnalités ont comme Paul Reynaud, Joseph Paul-Boncour ou Ferdinand Buisson une résidence secondaire sur la Côte d'Azur¹⁹¹.

Devant la politique radicale de Daladier, « *Le Petit Niçois est votre défenseur* », s'affirme encore au bandeau en souvenir des belles heures d'union du Front populaire. Le conseil national du parti socialiste a refusé en effet à l'unanimité sa participation au cabinet Daladier¹⁹². Les élections sénatoriales, le 23 octobre, confirment les sièges de Jean Médecin et de Louis Louis-Dreyfus, dont les chroniques dans le quotidien montrent l'efficacité, nombreuses subventions obtenues pendant son précédent mandat de sénateur, à destination d'hôpitaux, d'adductions d'eau, de colonies de vacances, etc. Implanté à Cannes, commanditaire de l'*Intransigeant*, il tient à se donner une connotation « *de gauche* » et ses éditoriaux dans le quotidien niçois mettent en avant une orientation philanthropique efficace. Les sénatoriales ont précédé de quelques jours le 35^e Congrès du Parti radical à Marseille, qui officialise sa rupture avec le Parti socialiste, et la fin du Front populaire. Aux places d'honneur siègent d'éminentes personnalités, Édouard Daladier, Président du Conseil, Édouard Herriot président de l'Assemblée nationale et maire de Lyon, Albert Sarraut ministre de l'Intérieur. Un violent mistral souffle quand le vendredi après-midi 28 octobre 1938 une fumée noire signale un incendie qui embrase en quelques minutes le luxueux magasin des Nouvelles Galeries, sur la Canebière, au voisinage des hôtels où sont installées les notabilités, *spectacle dantesque*, relate André Ghis¹⁹³, envoyé spécial du *Petit Niçois* au

¹⁹¹ *Le Littoral de Cannes*, 24/08/1937, *Le Mesclun*, 11/03/1939). La plupart de ces personnalités s'exileront de l'autre côté de l'Atlantique dès le début de la guerre. Le sort de la princesse Mafalda de Hesse-Cassel (1902-1944), arrêtée par la Gestapo en septembre 1943, blessée à Buchenwald lors d'un bombardement allié et morte de ses blessures le 26 août 1944, est le plus tragique (Jonathan Petropoulos, *Royals and the Reich : the Princess von Hessen in Nazi Germany*, Oxford University Press, New York, 2006).

¹⁹² *Le Petit Niçois*, 11/04/1938.

¹⁹³ André Ghis (1907-19/09/1985), né à Nice d'un père employé de commerce et d'une mère couturière, entre au *Petit Niçois* comme rédacteur en janvier 1925. Devenu rédacteur en chef en septembre 1941 au départ de Louis Darrès, il se spécialise dans l'international. Sa première conjointe, née Pauline Barnathan, épousée en janvier 1939, et dont il divorce en 1946, est israélite. Il passe pour gaulliste, même si les articles rédigés au moment de la débâcle allemande semblent plus favorables aux Allemands, ce qui se justifie par une rigueur plus grande de la censure. À la Libération, il constitue un dossier de défense auquel contribue avec sympathie Lucienne Sardina, résistante depuis les débuts de la guerre, alors rédactrice à *Combat*, et des collègues employés à *Combat* et à *L'Espoir*. D'après eux, André Ghis observe les consignes de la censure *a minima*. Le 10 décembre 1940, il s'était plaint à sa direction de ce contrôle pointilleux, interdiction de laisser paraître les blancs, dénaturation de nombreux passages. Son dossier comprend une abondante correspondance dans laquelle il défend courageusement l'objectivité de ses positions, souvent d'ailleurs simples décalques des communiqués des agences française Havas OFI et italienne *Giornale d'Italia*, dépêches DNB et Stefani). (XV^e région, section locale de Nice, 1435/D. Commission d'épuration, séance du 27 décembre 1944). En butte aux tracasseries de la

Congrès. Les embarras de la circulation, le relatif retard des secours, font écarter l'hypothèse d'un attentat, le contremaître à la négligence coupable ayant opportunément péri comme 72 autres personnes, et accusent d'incurie la municipalité de Marseille. Henri Tasso¹⁹⁴ maire allié au Front populaire depuis mai 1935, est peut-être victime d'une machination qui vise à l'éliminer au profit de Simon Sabiani, ténor local du Parti Populaire français de Jacques Doriot¹⁹⁵. Les mauvaises relations d'Henri Tasso avec Édouard Daladier et de nombreuses cabales incitent le gouvernement à placer la municipalité de Marseille sous la tutelle de l'État : en cas de catastrophe les secours seront dévolus aux marins - pompiers et à l'armée.

La « *Nuit de cristal* », consécutive à l'assassinat à Paris d'un diplomate allemand, a déclenché les 9 et 10 octobre 1938 en Allemagne une « *folie antisémite* » organisée, rafles monstres et pillages, dont *Le Petit Niçois* s'est fait l'écho. Le 14 novembre, à l'occasion de l'anniversaire de l'armistice de 1918, Raymond Patenôtre lance en première page un appel inquiet : « *Sommes-nous défendus ?* » Il montre que la France va désormais de capitulation en capitulation, et qu'« *à la mystique de la paix* » a succédé désormais « *le chantage à la paix* ». Au moment de la signature du traité de Versailles, énonce-t-il, la France avait le choix entre deux attitudes, prestige du vainqueur imbu de ses droits, ou collaboration pacifique. Elle se contenta de tergiverser. Le ministre veut éveiller « *la conscience française devant l'urgente nécessité de développer les armements face à la formidable armée allemande* ».

Les ventes du quotidien diminuent, comme celles de l'ensemble de la presse. L'essor des années précédentes a dopé le renouvellement du matériel. Il faut maintenant rembourser les machines livrées, équilibrer les fonds du mécène généreux dont le soutien n'est peut-être pas si prodigue qu'en 1931. Les voyages d'Albert Lejeune à travers la France pour animer les équipes des journaux qu'il contrôle attestent de ses préoccupations, tandis que ses achats de biens immobiliers, celui d'une propriété à Rimiez, montrent son désir de retirer de ces opérations un bénéfice personnel qu'il veut concrétiser par des placements. Sans doute aurait-il davantage investi sur la Côte s'il s'y était réellement installé. Mais c'est un homme d'action et de relations. Il aime ces voyages, ces réunions, ces banquets de patrons de journaux, ces animations sportives et artistiques. Il attend de ses efforts rentabilité et reconnaissance sociale. Il n'est que locataire de son domicile niçois du 27 boulevard Victor Hugo où son épouse le rejoint pour la Saison. Sa discrète et stimulante liaison avec Rose Nivel se poursuit au gré des engagements de l'artiste qu'il rejoint quand c'est possible.

censure, il doit pourtant se défendre après la Libération pour conserver son accréditation de journaliste, et fait partie de l'équipe qui lance *La Liberté* avec Mgr Rémond. Il écrit alors sous le pseudonyme de Lucien Fabron des éditoriaux de politique intérieure, à l'exception du 13 mai 1946 et des jours suivants qu'il signe de son nom, fustigeant les parades imposées sous l'égide de la Résistance qui évoquent pour lui les années sombres. « *On se bouscule au portillon des sauveurs de la France tant peu il y en avait de vrais* ». Il travaille ensuite à *Nice-Matin*, mis sur la touche à l'agence de Cannes, et relativement aigri. Sa notice nécrologique (*Nice-Matin*, 21/09/1985) est extrêmement discrète. Sa deuxième épouse, la pianiste concertiste Mauricette Contesso, meurt en novembre 1987 (*Hommes, idées, journaux*, Mélanges en l'honneur de Pierre Guiral, Études réunies par Jean Gili et Ralph Schor, Publications de la Sorbonne, 1988. *Nice-Matin*, 13/11/1987).

¹⁹⁴ Henri Tasso (1882-1944), petit patron de la société des Oléonaphtes, s'engage en politique, député socialiste, puis sénateur, maire de Marseille de 1935 à 1940. L'incendie coalise contre lui les deux quotidiens locaux, *Le Petit Marseillais*, de Jean Gaillard-Bourrageas, et *Marseille Matin* de Jean Fraissinet. Il reste cependant président du Conseil municipal de Marseille, et fait partie des élus qui accordent les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

¹⁹⁵ Simon Sabiani (1888-1956), député des Bouches-du-Rhône de 1928 à 1936, quitte le parti communiste pour le PPF de Jacques Doriot. Sa rivalité avec le communiste François Billoux et *Rouge Midi*, le journal dirigé par ce dernier, l'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre français Louis Barthou le 9 octobre 1934 rendent sulfureuse l'ambiance politique de Marseille. Mêlé au milieu marseillais, il participe au recrutement de la LVF dans le cadre de laquelle est tué son fils. Condamné à mort par contumace, il meurt en exil en Espagne (Jean-Baptiste Nicolai, *Simon Sabiani, un chef à Marseille, 1919-1944*, Éditions Olivier Orban, 1991. Simon Epstein, *Un paradoxe français, Antiracistes dans la collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2006).

Magazine politico-culturel, *Le Petit Niçois* louvoie entre message politique local, auquel il consacre la moitié de sa deuxième page, réunions des partis de gauche ou signature du livre de Maurice Thorez, *Fils du Peuple*, par exemple, et artifice des mondanités. Les éditorialistes se renouvellent mais leur unité de vues conserve au *Petit Niçois* son originalité, en même temps que son rôle de propagandiste presque officiel de la gauche gouvernementale et de critique de l'Allemagne. À l'inverse de la plupart des journaux, *Le Petit Niçois* ne manque pas d'attirer l'attention de ses lecteurs sur le danger hitlérien et de susciter leur prise de conscience. Giuseppe Villa, un correspondant de la péninsule, envoie régulièrement une « *Lettre d'Italie* ». Elle résume ses inquiétudes devant les ingérences allemandes ; sa dernière communication se terminera par cet exorde presque optimiste : « *Les deux régimes s'useront... Les peuples ouvriront les yeux... Les dictatures, dans l'histoire, n'ont jamais été aussi près de leur fin qu'au moment où elles semblaient toutes puissantes.* » *Le Mesclun*, successeur du *Caméléon* soupçonne l'Italien d'être un correspondant factice, et ironise sur les pressions des annonceurs exercées sur *Le Petit Niçois* pour qu'il cesse son aide au *Cri* et au parti communiste¹⁹⁶. Jacques Kayser dénonce les mesures « *nazistissimes* » et défend bec et ongles les réussites du Front populaire en évoquant le sauvetage des trésors du musée de Prado, 1845 qui ont traversé le midi en direction de Genève. La participation financière de la France à cet exploit peut faire excuser son absence d'engagement dans la guerre d'Espagne ; la relation de l'agonie de Teruel après un hiver terrible a occupé deux mois la Une du quotidien¹⁹⁷. François de Tesson, précédé par le boxeur Georges Carpentier, céléberrime vedette sportive, « *ambassadeur du muscle français au pays des dollars* », convié à un séjour de parlementaires « *chez Rockefeller* », exprime l'espoir de ses amis en une participation des États-Unis à une guerre éventuelle, vue secrète du franco-américain Patenôtre¹⁹⁸. Jean Bardanne¹⁹⁹ analyse l'incompatibilité des tempéraments germanique et latin, « *La paille dans l'axe* », « *De Siegfried à Machiavel* », « *La guerre qui vient nous menace-t-elle ?* », une succession de brillants éditoriaux avoue l'espoir d'une mésentente entre l'Allemagne et l'Italie, air commun à Ambroise Got, Jean Montigny²⁰⁰, Georges Barbarin²⁰¹, Joseph Jolinon

¹⁹⁶ *Le Mesclun*, 22/10, 05/11, 19/11/1938.

¹⁹⁷ *Le Petit Niçois*, 05/02, 26/04/1938, 11/07/1939.

¹⁹⁸ *Petit Niçois*, 27/07, 08/08/1939.

¹⁹⁹ Jean Bardanne, personnage original, journaliste, militaire, fonctionnaire, se voit même proposer par une firme cinématographique américaine, le tournage en Algérie, dans l'Aurès, d'un film inspiré par l'un de ses romans publié en 1932 aux Éditions de la Baudinière, *Le Trésor de Sidi Okba* (revue *L'Empire français et La Gazette coloniale. Métropole et Outre-mer, organe politique et économique de la France des cinq parties du monde*, 03/09/1936, 9^e année, n° 252). Après s'être employé au *Petit Niçois* (*Le Petit Niçois*, 08/05/1940), dès l'automne 1940 il diffuse dans la région marseillaise des « *Bulletins jaunes* » amorçant la « *résistance spirituelle* » d'une partie des catholiques provençaux. Il quitte la région au moment de l'Occupation, mais revient à Toulon en mars 43. Protégé par des policiers et des magistrats, comme Charles Dubost, procureur au procès d'Albert Lejeune avant de l'être à Nuremberg, il reprend, sous le pseudonyme du « *Guépard* » la publication de son bulletin, *Franam* (« *France Amérique* ») dont il veut faire une agence de presse de la Résistance, dactylographié à 90-100 exemplaires. Prévenu d'une possible arrestation, il fuit en Belgique. Auteur de romans de gare, comme *Brelan d'espionnes* et *Le légionnaire espion*, il écrit aussi de nombreux articles et essais, comme le collectif : J. Bardanne, Pierre Faure, Paul Rives, *La Guerre aérienne*, coll. *La guerre aérienne*, 6^e année n° 170, 29 février 1940, « *Le radar à l'ombre de la mosquée : le Maroc, sa position stratégique, sa situation politique* ». J. Bardanne, Paris, Sibonney, 1947, 221 p. Jean Bardanne, *Chez M. Staline sans invitation... L'URSS veut-elle la guerre ? Peut-elle la faire ?* Éditions Sibonney, 1948).

²⁰⁰ Jean Montigny (1892-1970), s'intéresse à la politique de la Sarthe où sa famille réside. Conseiller général, député de 1924 à 1942, il rencontre Joseph Caillaux ce qui renforce son goût pour le radicalisme et le pacifisme. Délégué à la SDN, secrétaire général du groupe radical-socialiste, il rédige plusieurs brochures dont une en 1929 avec Jacques Kayser sur le drame financier ; député actif, il se spécialise dans la préparation de lois pour les agriculteurs, concernés comme chair à canon par les idées pacifistes. En 1936, il vote contre l'investiture du gouvernement de Front populaire, et, le 10 juillet 1940, au cours de la réunion préparatoire au vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il fait partie des 17 députés qui demandent à Pierre Laval l'instauration d'un ordre nouveau, la recherche des responsabilités politiques, et une collaboration avec l'Allemagne. Nommé chef des

ou Albert Bayet²⁰².

Les souvenirs de Nice d'Antan adoucissent un présent angoissant pour les ressources économiques locales, si le tourisme abandonne la Côte d'Azur. Les manifestations sympathiques se multiplient en bonne place, qui valorisent les « patrons » du journal : le 25 décembre 1938 arbre de Noël présidé par Madame Patenôtre, le 8 janvier 1939 fête pour les enfants pauvres avec Madame Lejeune, habituelle course des garçons de café, numéro spécial pour Carnaval LXI, roi de la Joie, le 10 février 1939, qu'illustre un album spécialisé du toujours incisif Cam, orné des croquis des carnavaliers, artisans et orchestre, avec leur président César Sidro, éblouissante « redoute » vert jade et or scintillant, coupes boulistes. Le radio-journal du *Petit Niçois* s'exprime sur les antennes de Radio Méditerranée à 13 heures 10, sur la longueur d'ondes de 230 m², donnant souvent la parole à Théo Martin, rédactrice-vedette au verbe poétique.

L'équipe des rédacteurs prévoit pour l'année 1939 avec *Ce soir* et le concours de *L'Auto* un Paris-Nice écourté en cinq étapes du 15 au 19 mars. Alfred Pitois, spécialiste des sports, capable on l'a vu d'accents lyriques, anticipe sur la présence de milliers de spectateurs pour cette « première » de la saison cycliste, capable de faire rebondir l'industrie du vélo, « cinquante ans d'âge mais toujours jeune ». Malgré la concordance avec le Milan-San Remo, Albert Lejeune se refuse à changer les dates de son projet même si cela empêche quelques champions italiens comme Gino Bartali de participer aux épreuves. Cette mauvaise humeur vise à montrer l'indépendance d'une course qui n'a nul besoin de tenir compte de l'autoritarisme du voisin d'outre monts. La Corse, la Tunisie sont des destinations où la France s'affirme. Édouard Daladier y passe la première semaine de janvier 1939 : « *Quelle que soit notre origine première, nous sommes devenus français parce que nous avons voulu devenir français.* » s'exclame-t-il, narguant les ambitions fascistes, action que complètent de beaux articles de Claire Géniaux, « L'œuvre française en Tunisie », « Les belles familles françaises en Tunisie ». Le 31 janvier, le ministre Patenôtre préside le Conseil national économique et parle d'une économie complémentaire entre la métropole et la France d'outre-mer, en vue « *d'élargir notre appétit de clients et notre capacité de fournisseurs* ». Il n'est pas question d'un accès de ces colonies à un meilleur statut, sinon dans les éditoriaux du sénateur Raoul Aubaud, « *Si nous voulons garder l'Afrique du Nord* »²⁰³.

Le 26 février 1939, un coup dur a touché au cœur l'équipe du quotidien : Gaston Montagne, reporter, auteur d'un papier remarqué sur le camp de Villepey²⁰⁴ part interviewer

services de presse en août 1940, il refuse à Albert Lejeune l'autorisation de faire paraître une édition supplémentaire du *Petit Niçois* dans le but de mieux rémunérer les travailleurs de son entreprise. Directeur de la censure au ministère de la Propagande et de l'Information, destitué le 18 novembre 1944, il ne peut faire redémarrer sa carrière politique (Jean Montigny, *Toute la vérité sur un mois dramatique de notre histoire. De l'Armistice à l'Assemblée nationale, 15 juin-15 juillet 1940*, Clermont-Ferrand, Éditions Mont-Louis, 1940. *Heures tragiques, la Défaite*, Grasset, 1941. Biographie sur le site de l'Assemblée nationale).

²⁰¹ Georges Barbarin (1882-1965), journaliste, poète, écrivain, installé à Bormes-les-Mimosas, se tourne à partir de 1936 vers le spiritualisme et publie des livres encore édités dont le plus actuel est *Le Livre de la mort douce* (réédition aux éditions Dangles, 226 p., 2008).

²⁰² Albert Bayet (1880-1961), fils d'un historien de l'art byzantin, lui-même sociologue et professeur à la Sorbonne, devient président de la fédération nationale de la presse clandestine en 1943-44, puis de la presse française du 25 août 1944 à sa mort en 1961 (Francis-Vincent Féraud, Christiane et Monique Bayet, *La Vraie Légende d'Albert Bayet*, Nouvelles Éditions Latines, 1965).

²⁰³ Raoul Aubaud (1881-1966), député radical de l'Oise, sous-secrétaire d'État à l'intérieur de 1936 à 1938, critique le service des Affaires indigènes. En 1940, il accorde les pleins pouvoirs au maréchal Pétain (*Le Petit Niçois*, 13/05/1938. Emmanuel Blanchard, « La dissolution des Brigades nord-africaines de la Préfecture de police : la fin d'une police d'exception pour les Algériens de Paris (1944-1953) ? » dans *Bulletin de l'IHTP*, n° 83, juin 2004, *Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XX^e siècle*).

²⁰⁴ Camp installé près de Fréjus (Var) par les autorités françaises pour les réfugiés espagnols (Albino Garrido, *Une Longue Marche : de la répression franquiste aux camps français*. 2012, Éditions History).

les républicains espagnols réfugiés à Annot, accompagné d'Antoine Boyer, chef des services de la correction. Juste avant le pont de Gueydan l'automobile se déporte sur la droite après l'éclatement d'un pneu. Faute de parapet, un triple tonneau éjecte Antoine Boyer avec violence. Une hémorragie cérébrale a raison de la vigueur de Gaston. Antoine Boyer meurt le jour suivant malgré l'espoir que tous ont de sa guérison et les bons soins des docteurs Duplay, Grinda, et Lagache. Une foule énorme se rassemble pour les obsèques les 27 et 28 février. Gaston Montagne est « *le meilleur d'entre nous, journaliste de race tombé au champ d'honneur du journalisme* », commente Albert Lejeune avec émotion, en communion avec l'arrière-pays niçois ; la famille Montagne a ses attaches à Peille dont le père de Gaston et Marcel, son frère et collègue aux services administratifs, est un ancien maire. Antoine Boyer, natif de Villars-sur-Var et amoureux du paysage fantastique de Méailles, syndicaliste ardent, défenseur de la classe ouvrière, « *intègre et probe* », représente les affinités du *Petit Niçois* avec la communauté des typographes. Tous deux sont morts, comme Guy de Traversay, lors d'un débarquement raté de républicains aux Baléares, et Louis Delaprée²⁰⁵, à Madrid, au champ d'honneur du journalisme. L'envoi de couronnes de fleurs par Raymond Patenôtre et bien d'autres personnalités, la présence du personnel du journal, de l'ancien ministre Marius Moutet²⁰⁶, du secrétaire fédéral de la SFIO, du personnel de *L'Éclaireur* et de la presse étrangère, montre la cohésion des travailleurs de la presse niçoise, si actifs depuis l'impulsion de Victor-Eugène Gauthier, fondateur de l'imprimerie de *L'Éclaireur*, grâce à la sympathie de Napoléon III. Marcellin Goiran, héritier d'une famille de typographes, prend la parole en leur nom²⁰⁷. Henri Giraud constate la fin d'une époque fructueuse pour la presse, avec la démolition de l'immeuble à l'angle de la rue Blacas et du boulevard Dubouchage, « *ruche bourdonnante* », qui, après avoir été la Chambre de commerce de Nice, avait abrité en 1926 les premiers pas du quotidien d'Albert Dubarry, *La France de Nice et du Sud-Est*, dont l'équipe rejoignit *Le Petit Niçois* en 1932.

Les reportages du Paris-Nice, du 15 au 19 mars, assurés par Albert Pitois et le fils du directeur, Georges Lejeune, montrent le courage des héros de cette épopée, survivant, après 64 abandons, à une terrible tempête de neige dans les contreforts du Massif Central. Ces efforts de polyvalence réduisent la part de l'actualité où tout se télescope. La mort du pape Pie XI le 11 février, l'élection du cardinal Pacelli, la réélection d'Albert Lebrun le 5 avril à la présidence de la République, l'attaque de Mussolini contre l'Albanie, surenchère avec Hitler qui vient de démembrer sans obstacle la Tchécoslovaquie, le naufrage du *Phénix*²⁰⁸, s'appuient sur les suggestions de lecteurs qui affirment leur pacifisme. Ils répondent aux espoirs d'Édouard Daladier qui malgré les bruits de collusion germano-soviétique refuse d'y croire et espère en une intervention miracle du président Roosevelt. Or le 16 mars, *Le Petit Niçois* titre : « *Reniant sa signature l'ogre hitlérien engloutit la Moravie et la Bohême sous l'œil indifférent des démocraties.* » Après Carnaval, les mauvaises nouvelles équilibrent

²⁰⁵ Pierre Marqués Posty, *Espagne 1936, correspondants de guerre, l'ultime dépêche...*, préface de Bernard Vincent, Éditions de L'Harmattan, collection Recherches et documents, 2008.

²⁰⁶ Marius Moutet (1876-1968), avocat, entré à la SFIO, milite pour que les Révolutionnaires russes poursuivent la guerre en 1917, plaide pour Joseph Caillaux, participe à la Ligue des Droits de l'Homme. Député, ministre des colonies sous le Front populaire, il supprime le bagne en Guyane, abroge le Code de l'Indigénat et interdit le travail forcé, nomme le premier « *colonisé* », Félix Éboué, gouverneur en Guadeloupe puis en Afrique équatoriale. Après avoir refusé les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, réfugié en Suisse pendant l'Occupation, il est réélu député en 1946 (Freddy Martin-Rosset, *L'Itinéraire politique drômois de Marius Moutet*, Paris, Éditions de l'OURS, 2012).

²⁰⁷ Marcellin Goiran (1891-1981). Gaston Montagne laisse son épouse Hélène Laugier, son fils Max, sa sœur et son beau-frère Yvan Romanoff suspect à la libération (Suzanne Cervera, « L'imprimerie à Nice du Rattachement à la Guerre de 1914-1918 », *Recherches Régionales*, avril 2011, n° 198).

²⁰⁸ Le *Phénix*, l'un des 80 sous-marins français, parti en patrouille en Orient depuis novembre 1938, fait naufrage au cours d'un exercice d'attaque en baie de Cam Ranh pour des causes inconnues, faisant 72 victimes (*Le Petit Niçois*, 16/06/1939).

artificiellement une surface développant des suggestions de voyages organisés et la vente du *Guide Horaire d'été du Petit Niçois*. Le sénateur Louis Louis-Dreyfus, président du groupe floral du Sénat, commente avec émotion le défilé du 14 juillet, que renforce le passage le 23 juillet du patriotique Tour de France, et, pour les touristes d'été dont on espère qu'ils prolongent un séjour d'hiver trop court, après les régates, la fête des provinces françaises. Quatre souverains d'Afrique y assistent, représentant un empire uni avec sa métropole et l'affirmation de la puissance française face à l'envie des dictatures.

Le député socialiste Pierre Bloch²⁰⁹ s'inquiète de « *La propagande allemande, art diabolique* » : « *C'est le premier état qui ait créé un Ministère de la Propagande... C'est à la faveur de cette institution que l'Allemagne peut envoyer aux cinq continents des émissaires richement rétribués qui travaillent l'opinion publique, achètent les consciences et préparent la désagrégation qui facilitera par la suite la conquête des pays convoités* ». Ce ministère a pour objectif la pénétration des capitaux allemands dans la presse française et, théoriquement, dans les esprits. L'expulsion de l'espion Otto Abetz²¹⁰, aux ordres de von Ribbentrop²¹¹, le 30 juin 1939, la révélation de ses réseaux mondains, diplomatiques, culturels qui infiltrent jusqu'au cinéma²¹², résulte du travail du fameux inspecteur Bonny²¹³, connu pour son rôle dans l'affaire Stavisky, des journalistes de *L'Œuvre*, du *Figaro*, et de Jean Bardanne, éditorialiste-maison. La nomination de Jean Giraudoux le 29 juillet 1939 en tant que commissaire général à l'Information, répond à l'inquiétude tardive du gouvernement français devant les menées allemandes. Nommé ministre en mars 1940, plutôt connu par le pacifisme qu'a exprimé en 1935 sa pièce de théâtre *La Guerre de Troie n'aura pas lieu* que par l'intelligence de réseaux subreptices, il n'aura guère le temps de faire le poids. Les éditoriaux de Charles Faroux²¹⁴, correspondant au Mans de *La Sarthe*, titulaire de la rubrique automobile de *L'Auto*, et admirateur sans réserve de l'industrie allemande, anticipent les difficultés de

²⁰⁹ Pierre Bloch (1905-1999), journaliste au *Populaire*, organe du Parti socialiste soutenu par Raymond Patenôtre, est en 1936 le plus jeune député de France. Prisonnier au moment du vote des pleins pouvoirs, il s'évade, rejoint le général De Gaulle à Londres, puis à Alger où il œuvre en faveur de la réactivation du Décret Crémieux mais aussi en faveur des mêmes mesures pour la communauté musulmane. Juré au procès Pétain, témoin au procès Papon, président de la LICA, future LICRA, il meurt en 1999 (*Le Petit Niçois*, 22/12/1938, René Vérard, Jean-Pierre Bloch, *Pierre Bloch, un Français du monde entier*, Éditions Corsaire, 1997, 253 p.).

²¹⁰ Otto Abetz (1903-1958) organise à Solhberg en Forêt Noire à partir de 1930 des rencontres franco-allemandes de jeunes. Pacifiste, il rejoint le parti nazi en 1932. Son mariage avec Suzanne de Bruyker, secrétaire de Jean Luchaire, plus tard très engagé dans la collaboration le rapproche de nombreux intellectuels français. Après son expulsion, nommé ambassadeur d'Allemagne le 3 août 1940, il rédige la Liste Otto qui met à l'index des ouvrages interdits par la censure allemande, et participe à l'expropriation et à la confiscation de biens juifs. Condamné en 1949, il est libéré en 1954 (Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Éditions Fayard, 2001).

²¹¹ Joachim von Ribbentrop (1893-1946) passe une partie de sa jeunesse à Metz alors allemande, puis après la dégradation de son père officier, en Allemagne, en France et au Canada, ce qui en fait un polyglotte et favorise une carrière de diplomate après son entrée au NSDAP en 1932. Ambassadeur à Londres, puis ministre des Affaires étrangères, artisan du Pacte germano-soviétique, il voit son influence décroître du fait de son antagonisme avec Gœbbels et de son incompétence. Le tribunal de Nuremberg le condamne à mort en 1946 principalement pour son rôle dans les déportations massives (Michaël Bloch, *Ribbentrop*, Plon 1996, Perrin, 2011).

²¹² *Le Petit Niçois*, 17/07/1939.

²¹³ Pierre Bonny (1895-1944), policier français (affaire Mata-Hari, affaire Seznec, affaire Stavisky), a en fait partie liée avec les Allemands et la Gestapo française, 93 rue Lauriston. Découvert après sa fuite il est fusillé à Montrouge le 27 décembre 1944 (Christophe Boltanski, « L'homme du déshonneur », *Libération*, 05/10/2006).

²¹⁴ Charles Faroux (1872-1957), ingénieur, organisateur de la course des Vingt-Quatre Heures du Mans, fait partie des connaissances sarthoises qu'Albert Lejeune a dans son réseau. Ses participations à la presse montrent une admiration pour le Reich, que concrétise son attitude pendant l'Occupation (*Le Petit Niçois*, 20/02/1939, Charles Faroux, nombreux ouvrages et préfaces de livres sur le sport automobile, la motorisation, les transmissions, les revêtements, et participations à la revue *La Vie automobile*, le tout entre 1910 et 1957. Jacques Grimbert, Christian Lapointe, *Charles Faroux*, Compiègne, Éditions Musée Vivenel, 1975).

l'Allemagne dans une guerre éventuelle, et se taillent une place à droite de la Une, reflet de l'insidieuse progression dans les médias d'une tendance collaborationniste. Les articles sur la vie locale, confiés à des anciens du journal, Édouard Cristini, Auguste Verquière, Henri Giraud²¹⁵, empreints de nostalgie de paysages et de passants célèbres, semblent des échappatoires devant un présent angoissant que l'on tente de dissimuler aux visiteurs.

Le Petit Niçois veut assurer l'avenir touristique de la Côte d'Azur en lançant dès le 11 juin l'idée d'un Festival international du film à Cannes, « *heureuse initiative de notre ami Raymond Patenôtre, ministre de l'Economie nationale, hôte fidèle de notre Côte d'Azur* ». Programmé en septembre du 5 au 17, il doit remplacer la Biennale de Venise, coup de pied de l'âne au voisin transalpin. En effet lors de la dernière session, les prix avaient été attribués conjointement à Leni Riefenstahl pour *Les Dieux du stade*, et à un film produit par l'un des fils de Mussolini, *Luciano Serra, pilote*. Un festival à Cannes, répondant au choix des producteurs américains de bouder la Biennale, était également souhaité par Louis Aubert, président du groupe du cinéma à la Chambre des députés, propagandiste de l'industrie française du film ; il aurait lieu sous la présidence d'honneur de Louis Lumière, résident de la Villa *Lumen*, à Bandol²¹⁶, et celle, effective, de Philippe Erlanger²¹⁷, directeur de l'association française d'action artistique. « *Il faut que la Côte d'Azur devienne le Hollywood européen* » déclare Raymond Patenôtre qui projette d'offrir avec son épouse le 3 septembre dans le cadre idyllique de la villa Sainte-Anne, à Fabron, un souper dansant en l'honneur du festival et des grandes vedettes.

« *Il existe en effet ici, déclare Madame Patenôtre, faisant allusion aux studios de la Victorine et de Saint-Laurent-du-Var, un paradis du film, où magnats du cinématographe, metteurs en scène et vedettes, pourront tourner en extérieurs et en décors naturels, en arrivant, grâce aux foudroyants progrès des transports, de tous les pays du monde, le tout au milieu de fêtes élégantes... Ce Festival, brillamment inauguré, deviendra classique ; nous le retrouverons chaque année au calendrier de la saison estivale, comme une apothéose pour la Riviera.* »

Le 22 août, la saison azurienne se clôt avec ce qui promet d'en être le clou, le Bal des Petits Lits blancs, organisé par Léon Bailby²¹⁸. Malgré la conjoncture internationale, Albert

²¹⁵ Henri Giraud (1869-1941), journaliste à Cannes, Paris, Nice, chef des informations puis secrétaire de rédaction au *Petit Niçois*, pendant 26 ans, poète, conteur, dramaturge et auteur de revues à succès, maire de Vence, à laquelle il donne une intéressante impulsion touristique, de 1921 à 1930, cofondateur du Syndicat des journalistes de Nice, termine sa carrière à *Marseille-Matin* comme directeur des informations artistiques et littéraires (*Le Petit Niçois*, 02/12/1941).

²¹⁶ Louis Lumière (1864-1948), admirateur du cinéma italien, et très favorable à la collaboration sous le régime de Vichy, sans acte répréhensible cependant, est écarté du Festival de Cannes et son effigie avec celle de son frère Auguste sur un billet de 100 euros finalement refusée.

²¹⁷ Philippe Erlanger (1903-1987), reporte son projet au mois de janvier 1940, puis au printemps suivant, et abandonne une idée dont Cannes est propriétaire d'après le contrat signé en 1939, et dont toute l'organisation est prévue. Réfugié dans la région chez son ami Henri Gendre, directeur du Grand Hôtel à Cannes, Philippe Erlanger, recherché par la Gestapo après l'invasion de la zone sud en raison de ses origines juives, fils qu'il est d'Irène Hillel-Manoach, de la famille des Camondo, doit remettre à la Libération, du 20 septembre au 15 octobre 1946 et dans des conditions encore difficiles, un projet auquel il tient très fort, et auquel les Patenôtre ne peuvent plus participer (*Le Petit Niçois*, 21/08/1939. *Combat*, 22 septembre 1944. René Clair, *L'Espoir*, 28/09/1955. Philippe Erlanger, *La France sans étoile : souvenirs de l'avant-guerre et du temps de l'Occupation*, Paris, Plon, 1974. Loredana Latil, « La création de l'Exposition cinématographique cannoise, un outil de diplomatie internationale éphémère », dans *Cahiers de la Méditerranée*, 62/2001, *L'événement dans l'histoire des Alpes-Maritimes*, p. 249-269.).

²¹⁸ Léon Bailby (1867-1954), patron de presse de *L'Intransigeant* puis du *Jour*, proche de *L'Action française*, fondateur de *Match*, lance cette opération philanthropique pour venir en aide aux enfants tuberculeux, jusqu'en 1935 à l'Opéra Garnier puis ensuite à Deauville ou Cannes. Retiré à Biot au début de la guerre, il publie à Nice sur les presses de *L'Éclaireur L'Alerte*, un hebdomadaire de 24 pages stipendié par Vichy. Expulsé du département en mars 1945, il poursuit l'Œuvre des Petits Lits blancs jusqu'à sa mort (Marie Daunas, *L'Alerte :*

Lejeune ne peut manquer cette occasion de mettre en valeur dans ses colonnes les élégances autour du thème du blanc, dont la ravissante robe d'organdi ornée de nœuds de satin bleu de Jacqueline Patenôte, le repas de 1 200 couverts digne d'un Vatel, interrompu par un court orage, le somptueux spectacle pyrotechnique, et la liste de personnalités où si les Windsor captent l'intérêt, l'épouse de Raymond Patenôte rassemble autour d'elle ses amis fidèles des parties de *yachting* et des traversées de l'Atlantique, des personnalités du monde de la presse et sa sœur Daisy. Raymond Patenôte, absent lors de ces festivités, n'en oublie pas pour autant ses devoirs de ministre : il expose le plan de réorganisation économique que son ministère vient de mettre en route, appuyé sur des tableaux statistiques, et un effort de prospective encore neuf, dans un opuscule, *Un an au ministère de l'Économie nationale*. Chargé de surveiller l'évolution des prix, le 10 septembre, à peine a-t-il le temps d'exercer ce rôle que l'on annonce un remaniement : le 14 septembre le ministère de l'économie est scindé en deux et aucune des deux attributions ne le mentionne. Absent lors du vote des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, il se déplace entre Paris, ses propriétés de Seine-et-Oise et la Côte d'Azur. La discrétion extrême d'Albert Lejeune laisse entrevoir Jacqueline Patenôte dans les derniers mois de 1939 avant le divorce du couple en 1941.

Angoisse pour les pacifistes, fin des ambitions d'Hitler pour les optimistes : l'attaque de la Pologne le 1^{er} septembre 1939 enclenche le processus redouté de l'entrée en guerre. Les radicaux-socialistes escomptaient un miracle, à l'affût de la moindre détente, persuadés tout de même de l'ambiguïté inquiétante de Moscou. *Le Petit Niçois* et son spécialiste de l'Allemagne Ambroise Got avaient montré la mobilisation de la population civile allemande, dans un pays que la militarisation forcenée et le recrutement des milices privaient de main d'œuvre, et avait insisté sur la fébrilité des préparatifs.

Pris au dépourvu par la signature du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, les députés communistes désespérés votent les crédits de guerre, et attendent les directives de Moscou, qui sont de dénoncer « *la guerre impérialiste* » des Français et des Britanniques. Après la saisie du *Soir* et de *L'Humanité* le 26 août, le 30 septembre, le groupe communiste change de nom pour celui de Parti ouvrier et paysan. La loi du 20 janvier 1940 confirmera la déchéance des 72 élus communistes dont seulement 23 démissionnent du PC. Trente-cinq députés sont mis en état d'arrestation ; le 10 octobre, Virgile Barel et François Billoux²¹⁹, député de Marseille, sont écroués. *Le Petit Niçois* consacre une place discrète à ces nouvelles, mais confirme son triste reniement : soutien enthousiaste en 1936 de Virgile Barel, il consent sans regret à son arrestation.

« *Nous ne tolérerons plus la présence de traîtres dans les assemblées législatives, qui ne doivent se composer que de Français qui pensent Français. Les chefs méritent non seulement la déchéance, mais encore le poteau d'exécution... Le Parti communiste a avoué qu'il était aux ordres de l'étranger* ».

Cette sévérité soudaine correspond à un revirement du journal, dû sans doute à Louis Darrès en l'absence d'Albert Lejeune retenu au dehors par ses voyages, trop habile pour se lancer dans ces excès de langage. Cette prise de position ne gomme pas pour autant une courageuse et imprudente hostilité à l'Allemagne, présentant outre-Rhin une catastrophe intérieure avec « *Les trois crises du Reich* », Hitler ne pouvant mobiliser toutes les ressources

chronique d'un pétainisme annoncé. Le régime de Vichy à travers l'hebdomadaire de la rénovation française, DEA d'études politiques, faculté de Droit de Nice, 1990. Jean-Louis Panicacci, « *L'Alerte* », dans Ralph Shor dir., *Dictionnaire historique et géographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

²¹⁹ François Billoux (1903-1978), d'une famille de métayers vigneron, d'abord employé de commerce, entre au Parti socialiste en 1917, puis en 1920 optant pour le parti communiste, se retrouve en 1926 au comité central. Député et membre du bureau politique en 1936, il est arrêté en 1940 et transféré en 1941 avec 27 autres parlementaires communistes. Libéré en février 1943, il est nommé commissaire de la République du 26 août au 10 septembre 1944. Il poursuit une carrière politique comme député, plusieurs fois ministre jusqu'en 1978 (Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, Fayard, 1984, t. IV, p. 98-101).

économiques du pays dans la perspective de la guerre-éclair.

La « *drôle de guerre* » (3 septembre 1939-10 mai 1940) autorise un traitement sans urgence de l'actualité. Pour Noël, Jacqueline Patenôtre vient assister à une matinée offerte par le groupe artistique « *d'une division chère au cœur de nos populations* », dont elle est la marraine. Tous les noms de lieux et de personnes sont bien sûr censurés mais l'un des lieutenants est un collaborateur du *Petit Niçois*, petit pied de nez à un contrôle bien indulgent²²⁰. De l'armée des Alpes chez les Niçois mobilisés, en Roumanie où on se rue vers l'or noir indispensable aux deux camps, en Belgique, P.A. Martineau, correspondant de guerre du *Petit Niçois* aux armées, retourne aux lignes avec les « *fins de perme* » mettant les lecteurs au cœur d'une action qui semble faire du sur-place, avec ces « *groupes sympathiques qui crient "on les aura"...* », sans beaucoup de conviction²²¹. *Le Petit Niçois* est avec Jean Bardanne aux « *Premières heures de la guerre totale* ». On peut encore valoriser la vocation touristique de la région et les efforts d'Édouard Jonas.

Un nouveau coup dur frappe l'équipe du *Petit Niçois*, la mort d'Adolphe Lions, figure de proue de son Conseil d'administration et du comité radical-socialiste de Nice. Ce fidèle ami d'Albert Lejeune, de bon conseil, de modération et de sincère morale, avait trouvé dans la gestion du quotidien l'aboutissement de sa passion du service d'autrui²²².

La tragédie se précise. Impuissant, le 21 mars, Daladier donne sa démission devant la décision de non-intervention de la France en Finlande, mais reste ministre de la Défense nationale et de la Guerre dans le nouveau cabinet Paul Reynaud, nommé le 22 mars. Le 10 mai, l'Allemagne envahit les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg. Paul Reynaud remplace le général Gamelin par le général Weygand, et remanie son gouvernement, nommant le 19 mai le maréchal Pétain, « *le vainqueur de Verdun* », ministre d'État, Georges Mandel ministre de l'Intérieur, et le 6 juin le général De Gaulle sous-secrétaire d'État à la Guerre.

L'angoissante réalité n'empêche pas Albert Lejeune de compatir le 29 mai à la mort de Gustave Bourrageas, son compère de la presse régionale, directeur du *Petit Marseillais*²²³.

La presse se retrouve devant des contingences matérielles difficiles. Un sentiment d'urgence s'empare de toute la chaîne médiatique ; il faut tenir au courant les lecteurs inquiets, assurer au personnel son gagne-pain, aux capitaux placés leurs dividendes. Tous les moyens sont bons. Le papier, plus cher, se fait rare et des mesures d'économie modifient les interlignes et les caractères, réduisant de 60 % la surface imprimée ; les journaux seront livrés sans enveloppe. La signature du gérant confirme le paiement des ouvriers au tarif syndical. Éditoriaux, reportages paraissent en petit format. *Le Petit Niçois* fait sien un registre édulcoré, dans lequel, surprenante, l'orthographe du terme « *Fuehrer* » se normalise en « *Führer* » à

²²⁰ *Le Petit Niçois*, 27/12/1939.

²²¹ P.A. Martineau. *Le Petit Niçois*, 12/03, 6-8/04/, 14/05/1940. D'abord reporter en Autriche, ce correspondant de guerre chevronné a fait ses preuves en Abyssinie et en Espagne. Risque-tout, il a effectué une plongée en Méditerranée à 514 mètres de profondeur dans une sphère construite par un ingénieur américain.

²²² Adolphe Lions (1876-1940), originaire de La-Colle-sur-Loup, lycéen à Nice, étudiant à Marseille, devient en 1899 chirurgien-dentiste et chef de clinique à Nice. Nommé le 1^{er} octobre 1901 à l'hôpital Saint-Roch, et à l'hospice de la Charité, inspecteur de l'hygiène scolaire, conseiller municipal de l'équipe Goiran, il réorganise le service des employés municipaux, la musique, les jeux, s'intéresse au développement physique et moral des enfants, aux soins dentaires, aux pathologies infantiles (*Le Petit Niçois*, M. et R. Isnard, *Dictionnaire anecdotique et historique des rues de Nice*).

²²³ Gustave Bourrageas (1877-27 mai 1940), éminence de la presse régionale, dont il préside le syndicat, est moins modeste qu'Albert Lejeune ; il succède à une pittoresque dynastie de « *faiseurs* » de journaux, par le biais de faits divers habilement exploités. Décoré, parfois à sa demande, il conquiert rapidement une place importante à Marseille ; Albert Lejeune en apprécie l'amitié intéressée et protectrice. Avec les Gounouillou, de *La Petite Gironde*, il détient la société de production cinématographique Phocea et investit dans les entreprises de Charles Pathé. Sa mort laisse les commandes de son journal à son beau-fils, Jean Gaillard-Bourrageas, enfant gâté, sympathisant du fascisme et de Simon Sabiani. Il partagera par contumace la condamnation d'Albert Lejeune en novembre 1944 et disparaît, probablement caché en Espagne.

partir de l'armistice, clin d'œil, correction de la censure ?

Nouvelle vedette de la Une, le maréchal Pétain dont Louis Darrès admire le « *sublime sacrifice* », accepte la présidence du gouvernement, succède à Paul Reynaud, puis appelle le 17 juin à cesser le combat. Après la journée du 25 juin consacrée au deuil national, le jeudi 27 juin 1940 le texte officiel de l'armistice franco-allemand s'accompagne d'un chapeau à connotation doloriste : « *Dans ces heures sombres notre pensée va d'abord vers la Mère-Patrie* ». L'annonce de l'émission d'un nouveau billet de cent francs, le premier depuis 1906, représentant au recto les têtes d'une femme et d'un enfant devant l'Île de la Cité, et au verso Sully contemplant la campagne, concrétise l'idéal du nouveau gouvernement et évite l'inutile thésaurisation de l'ancienne monnaie. Les parlementaires réunis à Vichy le 10 juillet dotent le maréchal des pleins pouvoirs constituants, qu'il peut compléter par des actes additionnels. La liste des participants et des absents, dont Raymond Patenôtre, témoigne de leur responsabilité. Les titres du journal n'insistent pas sur cet épisode. Ils rappellent la Grande Guerre, interpellant les lecteurs de souvenirs bien proches, faisant sentir aux pacifistes l'intérêt d'éviter un nouveau massacre. Le journal publie une belle lettre de Jean Médecin au général de corps d'armée Alfred Montagne, « *Hommage au XV^e corps* », le félicitant pour un succès frontalier que le contexte a rendu exceptionnel. En 1915, une injuste polémique avait sali la réputation de ces chasseurs alpins niçois et corses²²⁴. L'agression de l'URSS en Roumanie, la perfidie des Anglais qui nous ont poussés à la guerre, couvrent la première page.

L'équipe des journalistes fait contre mauvaise fortune bon cœur en paraphrasant le discours officiel que Théo Martin reproduit à merveille dans sa chronique « *Le disque cassé* », tandis que Lucienne Sardina cantonnée au terre à terre quotidien s'intéresse au contrôle des prix. Pour Jean Bardanne « *il faut se mettre immédiatement au travail* », Albert Pitois demande « *un grand geste de solidarité sportive* », « *s'aimer, travailler* ». Le circuit fermé Nice-Monaco-Nice permet à René Vietto sa rentrée dans le cirque cycliste. La distribution normale du courant électrique a repris : au cinéma, Elvire Popesco, Renée Devillers et Maurice Chevalier triomphent dans *L'Homme du jour* où il chante *Ma Pomme, c'est moi !*, mais on ne pourra se rafraîchir à l'entracte car fabrication et vente de glaces, sorbets et gâteaux sont interdites.

Ainsi a-t-on plongé par la banalité dans un drame dont les aspects médiatiques sont tout aussi tragiques et insolites que le combat lui-même. Tandis que Raymond Patenôtre disparaît des pages du fleuron de son groupe, que va faire Albert Lejeune confronté à un revirement complet de l'idéologie de son journal, et à la gestion complexe d'un réseau de presse devenu, sinon sa propriété personnelle, du moins l'objet de son entière responsabilité ? Comme le dit Robert Paxton, « *la défaite est un état d'esprit* ». Ni Raymond Patenôtre, ni Albert Lejeune ne l'ont : le plus jeune n'a pas participé à la première guerre mondiale ; riche, intelligent, il est heureux de vivre hors du carcan de la politique et d'une union arrangée. Le second a échappé à l'hécatombe. Il s'épanouit dans un métier intéressant, des contacts variés, des voyages, et se ressource dans un nouvel amour. En marge de la tragédie tous deux n'échapperont tout de même pas au destin.

● Reporter dans la débâcle : un carnet de route énigmatique

Donneur d'ordres d'une presse éparpillée dans un hexagone débordé par l'invasion, Albert Lejeune retrouve son passé de pigiste et jette quelques notes pour intéresser ses lecteurs niçois. Mais ce reportage manque de cohérence car voulant préserver sa vie privée, dont il ne raconte que l'avouable, et ses secrets professionnels, gêné par la censure, il en livre

²²⁴ Le général Alfred Montagne (1881-1963) fut nommé en 1939 à la tête du XV^e corps d'armée à la suite du général Olry, puis à la IX^e région militaire avant sa retraite en 1941 (général Montagne, *La Bataille pour Nice et la Provence*, Éditions Arceaux, 1961).

une chronologie peu claire. L'ensemble permet tout de même de comprendre l'errance des différents journaux à la recherche d'imprimeries performantes et de superposer cette urgence aux stéréotypes de la débâcle. Sa part de mystère sera mise à profit par les commentateurs des aventures de *L'Auto* qui multiplieront les déductions fantaisistes. En même temps ce récit est révélateur de ce qui va préoccuper le directeur du *Petit Niçois* pendant les quatre ans à venir, survie de ses journaux, équilibre financier, bonnes relations avec les autorités, sens de ses intérêts personnels, et de son caractère déterminé et courageux.

Le destin des publications qui conditionnent l'opinion semble être la principale préoccupation de beaucoup de responsables depuis qu'est constatée la défaite des armées. Le ministère de l'Information, replié à Tours, est rapidement dépassé par l'avancée des troupes allemandes, le bombardement de la ville et la destruction de l'imprimerie Mame. Une partie des journalistes et techniciens se précipite à Bordeaux, où semble vouloir s'installer le gouvernement, avant de revenir, à défaut d'installations à Vichy, sur Clermont-Ferrand où l'imprimerie de Mont-Louis, propriété de Pierre Laval, est la plus performante du moment, une vraie ruche, « *Papyropolis* », ironise *L'Illustration*²²⁵. Si Albert Lejeune est relativement rassuré quant au *Petit Niçois* en zone non occupée, il n'en est pas de même pour *L'Auto*. En effet, en 1938 Raymond Patenôtre, sur la suggestion de son fondé de pouvoir, a acquis 55 % des actions de *L'Auto*, seul quotidien sportif français. En ce mois de juin 1940, Albert Lejeune en a la responsabilité, en l'absence d'Henri Desgranges²²⁶, son fondateur, mourant, et de Jacques Goddet²²⁷, son principal associé, mobilisé dans le Lot. Il faut assurer à tout prix la parution du quotidien transformé en *Auto-Soldat* depuis les débuts de la guerre, gros enjeu financier. Le journaliste Pierre Benoist rédacteur en chef doit mettre en lieu sûr les archives de *L'Auto* et celles du Tour de France regroupées à Paris rue du Faubourg Montmartre. Pour cela il utilise les camions jaunes du Tour. Sur les instructions d'Albert Lejeune, le 9 juin, tandis que l'édition du 10 juin va sortir à Paris, et que l'on prépare celle du lendemain, il rejoint, avec un premier véhicule, Lyon où il va assurer la parution de *L'Auto* à partir du 12, grâce à l'imprimerie du *Progrès de Lyon*, suspendu. Une seconde caravane de *L'Auto* avec le grand camion du Tour, partie le mardi matin arrive le vendredi à Lyon à 17 heures, pour assurer la suite de la publication.

Le 13 juin, Albert Lejeune prend le train Nice-Paris, bloqué à Lyon. Sur le quai, dans l'obscurité, il rencontre quelques connaissances, dont Suzette O'Neill, ancienne comédienne,

²²⁵ Paul-Émile Cadilhac, « Une nuit à Papyropolis », *L'Illustration*, n° 5088, 14/09/1940.

²²⁶ Henri Desgranges, gravement malade, meurt le 16 août à Beauvallon dans la Drôme, avant son enterrement à Grimaud.

²²⁷ Jacques Goddet (1905-2000), fils de Victor Goddet (1868-1926), associé d'Henri Desgranges pour la publication du quotidien sportif *L'Auto*, et la propriété des vélodromes du Parc des Princes et du Vel'd'Hiv', acquiert en Grande-Bretagne une excellente culture sportive. Directeur de *L'Auto*, dès 1931, puis du Tour de France à partir de 1936, il fait évoluer la formule du Tour en intégrant des nouveautés techniques et ludiques intéressantes pour le public. La guerre et la mort d'Henri Desgranges en 1940 contraignent l'équipe de *L'Auto* à remettre le Tour à une période plus propice. Bien que *L'Auto* reflète la propagande vichyssoise avec une certaine servilité, Jacques Goddet se refuse à réorganiser le Tour malgré la pression des autorités allemandes, ce qui lui vaudra à la Libération une certaine indulgence, et lui permettra de lancer la parution d'un nouveau titre, *L'Équipe*, avec Jean Leulliot (1911-1982). Celui-ci, directeur de l'équipe de France lors du Tour de 1937, s'est entre temps employé à *La France socialiste*, journal de la zone occupée, et a lancé, à la demande des autorités allemandes et en forçant la main à des coureurs sans ressources, un « *Circuit de France* » sans lendemain. De son côté, Albert Lejeune organise en partenariat entre *L'Auto* et *Le Petit Niçois* des compétitions locales, tant que, actionnaire majoritaire de *L'Auto* à la hauteur de 55 % du capital en lieu et place de Raymond Patenôtre, il a la haute main sur le quotidien sportif. Dès juin 1941, ces actions sont transférées dans les actifs du journal *Paris-Soir*, contrôlé par la Société parisienne d'éditions de Gerhard Hibbeln, financée par l'ambassade d'Allemagne. Lors de la Libération, Jacques Goddet et Jean Leulliot ont de bonnes raisons de se blanchir respectivement, d'autant plus que la condamnation et l'exécution d'Albert Lejeune prive ce dernier de toute défense (Jacques Lablaine, *L'Auto-Vélo, le journal précurseur du Tour de France*, L'Harmattan, 2010).

présidente des femmes parachutistes, qui vit à Juan-les-Pins, villa *Dranem*²²⁸. Il connaît bien Suzette et le fantaisiste Dranem dont la première compagne a été l'épouse d'Henri Desgranges. Le maire, Édouard Herriot, a obtenu l'autorisation de déclarer Lyon ville ouverte ; elle lui apparaît « *sous un ciel de feu, donnant l'impression d'une ville en flammes. L'essence des réservoirs du Port Rambaud, vidés sur la Saône, flambe, ainsi que ceux de l'arrière-ville, auxquels l'autorité militaire française a mis le feu* ».

L'éditorial de *L'Auto*²²⁹, ne reniant en rien l'idéal nationaliste d'Henri Desgranges, exhorte les sportifs à supporter l'épreuve avec sang-froid. Albert Lejeune décide avec une voiture de *L'Auto* et un chauffeur de partir chercher sa famille dans la Sarthe²³⁰, où il possède le journal local. Il apprend en route le bombardement d'Épinal, lieu d'impression du journal *L'Express de l'Est* qui fait partie de son groupe et continuera à paraître pendant l'Occupation. Les environs de la capitale sont embouteillés par un exode qu'a précipité l'apparition vers le soir dans le ciel parisien d'un gros nuage noir et la fermeture des grandes gares.

« *Voitures automobiles et hippomobiles de tous âges, vieillards, femmes, enfants, à pied, à bicyclette ou avec des voitures à bras, et même des brouettes, voitures des PTT, de Hachette, des usines de guerre défilent sans cesse. Matelas ou édredons mal arrimés sur les toits des voitures gisent sur les bas-côtés de la route* ».

Au Mans, c'est la débâcle. Le préfet fait face malgré l'absence d'une grande partie de son personnel policier et administratif ; la poudrière n'est même pas gardée. Des renseignements précis lui ont permis de parer à la manœuvre des Allemands, qui veulent contourner la ville. À Tours, le Président Caillaux a considéré que son devoir était de regagner le département dont il est sénateur. Aussi le 17 juin, part-il pour Le Mans en voiture, accompagné d'un gendarme qui l'aide à se frayer un chemin dans la cohue. Le préfet et le Président Caillaux se portent garants du calme de la ville, ce qui évite les bombardements qui ont fait à Rennes d'après les on-dit plus de 3 000 morts. Albert Lejeune admire au passage, sur l'aérodrome militaire contrôlé par les Allemands, l'excellente préparation de ces avions, les exercices de chargement des bombes, et la tenue impeccable du terrain tondu de près pour éviter les incendies. Une partie de cette description détaillée, non localisée, est d'ailleurs censurée, avant un commentaire désabusé qui n'échappe pas à la comparaison avec les précédentes guerres : « *Après avoir vu défiler les troupes motorisées allemandes, je me demande encore comment on a pu songer à défendre la France avec un matériel apparemment préhistorique. Chaque village et chaque ville me rappelaient les défenses locales que j'avais pu voir dans l'Eure-et-Loir, c'est-à-dire des chariots renversés, des fils de fer barbelés sur quelques poutres ou barrières en fer, parfois des pavés ou des tuyaux de drainage les uns sur les autres, des billes de bois, des tuyaux de fonte, des bidons d'essence remplis de terre, Si c'est avec cela que la France comptait arrêter ou même retarder l'armée allemande, elle se trompait. Quelle méconnaissance pour nous des forces du Reich, ou encore quelle naïveté, pour ne pas dire plus ! En face d'une organisation industrielle, d'une guerre qui était une guerre d'usines, on opposait des moyens de défense guère supérieurs à ceux de la guerre de 70-71.* »

Tandis que le général allemand est installé dans un château des environs, les autorités révoquent la plupart des administratifs de la région, défaillants. Le personnel du quotidien *La Sarthe* sanctionné doit cesser le travail plusieurs semaines car, comme beaucoup de journaux provinciaux, il a publié l'appel du général De Gaulle. Pour maintenir le salaire des typographes, l'autorisation est donnée de rendre hebdomadaire la parution de *L'Écho*

²²⁸ Suzette O'Neill, née Suzanne Waroquiez (1895-1967), chanteuse et actrice, était l'épouse du fantaisiste Dranem, mort en 1935. Il avait fondé au château de Ris-Orangis une maison de retraite pour artistes qui existe toujours sous forme d'EHPAD et dans le parc duquel ils sont tous deux enterrés.

²²⁹ *L'Auto*, 17/06/1940.

²³⁰ *Le Petit Niçois*, 03/07/1940.

Régional, de la même maison, jusque là bimensuelle. Aucune garde ne contrôle les écoles, le Prytanée militaire de La Flèche, des voitures de touristes mitraillées encombrant la route : on est en période de vacances. Peu à peu les places du Mans se transforment en camps de réfugiés. *La Dépêche de Tours* s'est repliée sur Angoulême. Grâce à l'efficacité des imprimeries de Bordeaux, le *Journal officiel* témoin de la survie de l'autorité s'y est publié en deux jours. Albert Lejeune rejoint sa famille dans la nuit près de La Ferté-Bernard, à Villaines-La-Gonais, où Madame Lejeune a une petite propriété, et se prépare au retour vers Lyon. Avant le pont de Tours bombardé par six *Messerschmidt*, sa femme et sa fille s'enfouissent sous des camions, lui s'aplatit dans une embrasure qui ouvre sur une cave où pendant l'attaque ils sont en sécurité. Tandis que les avions montent dans le ciel pour piquer de nouveau, et que la DCA crépite en vain, règne une atmosphère de terreur indescriptible. Les passants rencontrés évoquent la résistance héroïque de Tours et l'inertie des autorités d'Orléans. Des petites routes leur permettent de s'éloigner de la zone des combats où les avions allemands mitraillent des colonnes de civils dans lesquelles se voient quelques véhicules militaires. Au passage, ils recueillent deux jeunes femmes et leurs trois bébés en perdition. À La Châtre, gros bourg de l'Indre où règne un incroyable désordre, menacé par la panne d'essence, il rencontre René Lesueur champion cycliste souvent engagé à Nice qui gagne Carcassonne à grands coups de pédale... Un peu de chance, le système D., et sans nul doute l'entregent d'Albert Lejeune leur procurent de l'essence jusqu'à Montluçon puis des contrôles leur attribuent un laissez-passer pour Lyon où ils arrivent vers 23 heures, passant outre les encombrements, les barrages et les queues interminables devant les boulangeries. À partir de là, le carnet de route est censuré de nombreux blancs ; Albert Lejeune prévient ses lecteurs qu'il doit contrôler sa prose soumise aux autorités allemandes.

Les Allemands ont apposé partout des flèches directrices et des inscriptions dans leur langue. Toutes les pendules ont été mises à l'heure de l'Europe centrale. Des croix gammées flottent sur tous les bâtiments officiels. Les cartes géographiques sont réservées aux Allemands ; des lignes téléphoniques équipent comme par enchantement les hôtels et les bâtiments réquisitionnés. Derrière l'armée allemande entre dans Lyon « *le lamentable cortège de nos soldats prisonniers* » que des consignes très sévères isolent de la population. La circulation nocturne est rigoureusement interdite à partir de 22 heures ; l'intervention du préfet permet la venue des typos à l'atelier dès 16 h 30.

Les troupes d'occupation procèdent à des réquisitions qu'Albert Lejeune semble trouver excessives, 1 MM de francs de produits alimentaires et de matières premières, dans une ville qui ne figure pas en zone occupée, pour les besoins des troupes allemandes, 300 000 hommes et le passage d'un million d'hommes. C'est, mais il ne le sait pas encore, le début de la mise en coupe réglée des ressources de la France. Camions, wagons, péniches sont confisqués. Pressé de regagner Nice, Lejeune se procure un papillon d'autorisation frappé de l'aigle. La voiture et ses occupants sont contrôlés à trois reprises, mais le caractère officiel du papier fait office de « *Sésame ouvre-toi* ». L'ensemble de ce récit montre l'habileté et l'ascendant naturels d'Albert Lejeune, que sa prestance et sa bonhomie favorisent à défaut de référence à des autorités qui ne sont pas encore en place.

Pendant ce temps *Le Petit Niçois* a continué sa publication, entre la reproduction des communiqués officiels, et les commentaires plus personnels de certains journalistes. Ainsi le 7 juillet 1940 : « *La justice serait qu'à côté des ministres responsables fussent jugés certaine presse et certains littérateurs qui ont détruit sciemment et lentement l'âme française, de haute tenue morale et de sacrifice, ceux qui ont agi contre ce principe.* » Le 11 juillet, le journal titre sur les pleins pouvoirs accordés au maréchal Pétain. Le reportage d'Albert Lejeune est ensuite publié en feuilleton du 18 au 23 juillet avec de nombreuses coupures.

Pour son second voyage à Paris Albert Lejeune séjourne d'abord à Lyon à l'Hôtel Royal en même temps que l'État-Major allemand. Les quelques chambres occupées par des familles israélites sont vidées et leurs bagages déposés sans ménagement dans les couloirs.

« Partout la plus grande discipline régnait. Dans les couloirs, où parfois un officier passait dix fois devant le planton, à chaque passage, c'était un claquement sonore de talons et une mise en garde impeccable. Les ordres étaient toujours donnés d'un ton bref et autoritaire, sans mots inutiles. C'est, évidemment là le fait de la discipline allemande dont on a tant parlé. »

Des concerts sont donnés par les ensembles musicaux de différents corps d'armée allemands, tandis que les officiers fréquentent les meilleurs restaurants et apprécient la cuisine lyonnaise. Albert Lejeune déplore l'attitude de certaines femmes déjà trop faciles devant les avances des militaires vainqueurs. Ceux-ci vident les magasins de produits caractéristiques du « luxe » à la française, lingerie, parfumerie. Pour la population, le ravitaillement est difficile, la marchandise n'arrive pas. La distribution de denrées aux sans-travail français semble orchestrée pour les besoins de la propagande, que symbolise sur une affiche un soldat souriant protecteur du désarroi d'une famille française : *« Populations abandonnées, faites confiance au soldat allemand ! »*.

Des convois sont organisés pour ramener les réfugiés vers le nord de la France mais sans doute par encombrement et circulation de trains militaires, l'un d'entre eux revient à son point de départ après plus d'un jour de voyage. Le lundi 24, un ordre impératif vers 8 h 45 interdit la parution du *Soir* et de *Lyon républicain* qui ont donné le programme des cinémas en signalant ceux réservés aux troupes d'occupation, évitant aux autres spectateurs les actualités sur l'entrée des Allemands dans la ville.

« De ces nombreux entretiens, je crois pouvoir conclure que la mentalité allemande, d'abord faite de rudesse, d'intransigeance, d'autorité et de paroles sonores, peut être fléchie par la persuasion, la défense du bon droit... Mais à chaque fois reviennent comme un leitmotiv, l'armistice de 1918, les clauses que nous leur avons imposées, l'occupation de la Ruhr. »

Ainsi Albert Lejeune ne renie-t-il pas la ligne politique du *Petit Niçois*, le pacifisme des Radicaux qui a rendu plus difficile la défense du pays devant les avancées des fascismes : ceux-ci se justifiaient par les exigences injustes du traité de Versailles. En même temps, il insiste sur le contraste entre la force et la discipline allemande et la faiblesse française.

Le dimanche 30 est célébrée une grande cérémonie de deuil que préside Mgr Gerlier et à laquelle assistent les autorités civiles, puis Albert Lejeune poursuit sa route vers Paris²³¹ au milieu des traces de combats, par des voies encombrées de réfugiés, de véhicules pillés, d'armes abandonnées, de tanks transformés en poteaux indicateurs, et, dans les champs, des tertres surmontés de casques allemands et français. Un poste de contrôle le charge d'une passagère, d'un bébé, et d'un soldat allemand. Paris, presque dépourvu de circulation automobile, semble un grand malade qui renaît. Depuis un mois, les Allemands y sont entrés, défilant interminablement et impeccablement jusqu'aux Champs Élysées qu'ils ont remontés vers l'Arc de Triomphe, envahissant la capitale de vert réséda et de gris poussière.

« Cela s'est fait sans douleur... De part et d'autre, aucune hostilité, ces jeunes gens blonds et propres n'ont pas un regard de bravade, pas l'ombre d'insolence. »

Les services sont maintenant en partie réorganisés, la municipalité n'est représentée que par Jean Chiappe, l'ancien préfet de police ; le métro et les principales lignes de transports fonctionnent jusqu'à 21 h 45. Les banques sont fermées ainsi que la Bourse, et le crédit municipal ; le mark a cours forcé pour 20 francs. Les Allemands paient correctement tout ce qu'ils achètent et les grands magasins sont comme à Lyon en train d'épuiser leurs

²³¹ *Le Petit Niçois*, 11/07/1940.

stocks de parfums et de lingerie. Les terrasses de café sont garnies, une quarantaine de salles de cinéma et les principaux théâtres fonctionnent. La presse allemande est maintenant centralisée dans un grand building au 52 avenue des Champs Élysées, où se traitent avec célérité, discipline et discrétion toutes les questions intéressant la culture, propagande, papier, transports, cinéma, radio, et théâtre. Si les dactylos allemandes ignorent le maquillage, elles partagent le goût de leurs consœurs françaises pour les bas de soie.

Les journaux sont de plus en plus nombreux, anciens qui reparaisent, ou nouveaux, comme *Aujourd'hui*. Il s'y ajoute les quotidiens allemands et des hebdomadaires dans les deux langues. Les responsables du *Journal* et de *L'Auto* font des démarches pour reprendre leur parution à Paris.

Les réfugiés belges sont entassés au Vélodrome d'hiver dans des conditions assez pénibles, avec une hygiène rudimentaire. « *L'emprise s'accroît, et dans ce Paris calme règne une angoisse inexprimable, une tristesse profonde, une mélancolie latente, faite de regrets auxquels le temps seul apportera l'espoir. Paris accepte la situation avec dignité, devant la correction de l'armée allemande* ».

À Rambouillet, bombardé et en partie détruit, où Albert Lejeune vient contrôler l'état de son imprimerie et des ses journaux, *Le Petit Nogentais* se prépare à reparaître malgré la ruine de ses installations. La résidence présidentielle est devenue le siège de l'État-Major allemand. Près de Gonesse, Albert Lejeune découvre un camp de prisonniers français, comme celui qu'il a vu à Lyon. Ils sont au total plus de deux millions, qui manquent d'eau et du confort le plus élémentaire. Au début, un certain laxisme avait présidé à leur enfermement, mais devant cette indulgence générant des commerces douteux, des évasions, des colis contenant des armes, de l'alcool, la discipline est devenue plus rigide, favorisant les Alsaciens que leur connaissance de la langue allemande place aux bons endroits et qui servent d'interprètes. La Croix-Rouge américaine exerce ses soins autant qu'on puisse le deviner, car les détails sont censurés. Les libérations d'agriculteurs touchent les paysans de la région parisienne : à Meaux ils ne sont plus que 9 800 prisonniers sur 12 000²³².

Le 29 août, le sixième reportage est différé par la censure, le 9 septembre il s'en publie trois pages, puis le 16 septembre Albert Lejeune donne ses impressions de Paris. Le voilà ensuite à Vichy car Pierre Laval, « *le solide Auvergnat de souche paysanne, fils du peuple* », lui a demandé un rapport écrit sur la situation, « *Vichy, Vichy... Babylone moderne... Mêmes hommes qu'aux jours de la facilité, encombrant les couloirs des bureaux des puissants du jour. J'ai vu ceux qui ont fait "la république des camarades", pressés les uns contre les autres pour atteindre l'assiette au beurre et défendre leurs prébendes. Avant hier ils étaient à Paris ; hier ils étaient à Bordeaux ; aujourd'hui ils sont à Vichy, grouillement d'appétits* ».

Le soir de la remise du rapport d'Albert Lejeune à Pierre Laval, un certain nombre d'interpellations ont lieu et il se demande s'il y a été pour quelque chose.

Et pourtant « *La France, la vraie France, ce n'est pas Vichy et ses palabres, ce sont les paysans, déjà courbés sur la terre, qui ont repris la charrue ; ce sont les ouvriers, les ouvrières, les midinettes qui pour remplacer l'autobus défaillant vont chaque jour à bicyclette au magasin ou à l'atelier ; ce sont les employés, les commerçants, les artisans, les petits patrons, cette classe moyenne qui constituent l'armature du Pays.* »²³³ Cet appel aux couches moyennes de la société, particulièrement paysannes, semble prendre le relais du Front populaire plus ouvrier, maintenant la ligne « *démocratique* » du *Petit Niçois*.

De retour dans la capitale au mois de septembre, Albert Lejeune ne se contente plus de détails anecdotiques et se pose des questions ; les gens sont rentrés en masse. Les problèmes sont aigus malgré la douceur de l'air. Que vont faire les principales usines qui avaient fait

²³² *Le Petit Niçois*, 27/08/40.

²³³ *Le Petit Niçois*, 60^e année, n° 199.

évoluer leur production vers les fabrications de guerre ? Quel serait le carburant pour lequel Citroën par exemple, pourrait élaborer un nouveau moteur, alcool, gaz, électricité ou charbon de bois ? Pendant cette période préparatoire, que vont devenir les 60 000 ouvriers qui travaillaient dans cette ruche ? 2 000 ouvriers ont déjà accepté l'offre de Citroën d'aller travailler dans les Landes à raison de huit heures par jour à 6 francs l'heure. Les maisons de commerce tendent à relancer leur activité ainsi que les ateliers mais tout fonctionne au ralenti, deux ou trois jours par semaine. Les transports ne sont pas encore complètement réorganisés ; on attend mille taxis, réservés à des chauffeurs anciens combattants, qui fonctionneront au gaz, avec trois ou quatre bouteilles de cent kilos et de 1,80 m chacune sur le toit. Les véhicules allemands constituent l'essentiel de ce qui circule, à vive allure d'ailleurs, au détriment des piétons. Le vélo est roi sous toutes ses formes²³⁴.

Malgré un souci d'objectivité, les états d'âme du reporter d'occasion l'incitent à une certaine admiration pour l'occupant victorieux. En même temps qu'il ausculte la France brisée, il fait sentir le poids du contrôle allemand, l'importance accordée à la propagande par le vainqueur. L'une des premières et symboliques préoccupations des Allemands à Lyon a été de commander 250 fanions de soie à croix gammée pour marquer les frontons de leur nouvelle conquête. L'autorité allemande semble vouloir assurer le suivi d'une presse par laquelle elle va instiller dans le pays l'idée de la revanche du traité de Versailles et l'acceptation de l'abaissement. Derrière des apparences conventionnelles, expurgées du réalisme de ses véritables motivations, le récit d'Albert Lejeune, pris par les responsabilités de son groupe, montre un relatif basculement vers un nouveau système de pensée.

Son style paraphrase le discours officiel, à travers le champ lexical de la repentance. Poids du passé, absence de volonté politique, oubli de l'effort, déclin du pays, autant d'arguments tellement peaufinés qu'on les sent presque préparés à l'avance, assésés à un lectorat assommé par la brutalité des événements.

« Ces notes n'apportent que des faits précis, laissant à chacun le loisir d'en tirer des conclusions sur notre passé, et aussi sur l'effort volontaire que chaque Français devra s'imposer demain pour reconquérir notre place dans le monde. »

Ainsi le 31 août conclut-il sa série « *Quelques jours en zone occupée* » par un chapeau déjà influencé par les thèmes pétainistes : « *La vitalité de la France* ».

« *Le grand malheur était passé, brutal, foudroyant. [...] On sentait un désespoir immense envahir notre âme en songeant qu'il faudrait des semaines et des mois pour qu'un peu de vie puisse à nouveau s'installer en ces lieux immolés. [...] Or, étonnamment, nos provinces montrent le vrai visage d'une patrie qui sait contenir ses larmes, panser ses blessures, garder son âme, pour redevenir et rester la belle et douce France... »*

Désireux de poursuivre avec le plus de succès possible la publication de sa presse et de faire vivre son personnel, en contact avec les autorités allemandes avec une relative facilité, homme d'action, il entame ainsi une relation qui peut lui apporter considération et bénéfices. Emporté par son activité, ses voyages, le directeur du *Petit Niçois* va-t-il, mieux que d'autres, être capable de lucidité dans un état de choses où tout dérape dans l'incertitude ? Son activité professionnelle semble être pour lui une sorte de *challenge* passionnant que les circonstances lui offrent comme un rebondissement. Si le journal niçois devient rapidement le reflet du catéchisme officiel en même temps que de la vie de la ville, par ses rencontres, ses accointances avec le milieu de la presse officielle, les notabilités locales et vichyssoises, Albert Lejeune va réussir à maintenir localement à flot cette entreprise, sous-estimant les dangers de certaines de ses relations, et sans éthique véritable.

● Sermons, serments : la collaboration, une spirale sulfureuse

²³⁴ *Le Petit Niçois*, 16-17-24/09, 06/09/1940.

Albert Lejeune est dans un premier temps l'une des rares personnalités de la presse du sud à se déplacer entre la zone libre, siège de plusieurs des titres dont il a la responsabilité ou dont il est en partie actionnaire, et la zone occupée.

La « *drôle de guerre* » a créé une sorte de *statu quo* attentiste dont la presse s'est accommodée, dopée chaque jour par l'inquiétude des lecteurs. Depuis l'interdiction du parti communiste, les journaux de Raymond Patenôtre, qui l'ont soutenu ainsi que le Front populaire sont dans une position délicate. La responsabilité de ce réseau incombe à Albert Lejeune. Tandis que son nom illustre toujours le bandeau du *Petit Niçois* comme sont mis en vedette ses rédacteurs en chef, Louis Darrès puis André Ghis, il s'investit financièrement dans des journaux de la zone occupée et sert de poisson-pilote à la *Propaganda Aftellung im Frankreich*, organisme chargé de pénétrer habilement la presse française, installé à l'hôtel Majestic à Paris, appuyé par l'ambassade d'Allemagne et l'Institut allemand. Le but de ses fondateurs, principalement Otto Abetz, qui dépend directement du ministre des Affaires étrangères von Ribbentrop, est de conditionner les esprits, d'affirmer la supériorité de la culture allemande sur celle de la France. La publication de listes d'ouvrages interdits, comme la Liste Otto, contraint les maisons d'édition concernées à les détruire ou à les dissimuler. Beaucoup de Français, dans les milieux des lettres, du journalisme et de la politique, sont prêts à collaborer, ce à quoi prédispose pour les naïfs l'option du pacifisme, pour les cyniques l'opportunisme et l'intérêt. L'organisation de cette coopération se réalise très rapidement sans trop de problèmes, dans la mesure où la presse obéit aux directives officielles et reçoit l'appui de certaines autorités. La presse parisienne et régionale perd dans l'ensemble la moitié de ses titres. De nouveaux titres apparaissent, dont le nom plein de dynamisme semble incarner des espérances neuves sous l'étiquette de socialisme au sens que lui donnent maintenant les dogmes allemands. En zone libre, le Gouvernement de Vichy reprend l'ancienne agence Havas, précédemment nationalisée, par le décret du 20 novembre 1940, sous le nom d'Office français d'Information, que contrôle le ministère de l'Industrie dirigé par Jean Bichelonne²³⁵, pour les matériaux de base, métaux et papier, de plus en plus rationnés. L'OFI distribue à la presse qui subsiste la documentation, les textes officiels et les consignes pour la mise en page, la taille des caractères, particulièrement pour la première page, vouée au culte du Maréchal. Il va sans dire que les journaux protégés par les hautes instances de la collaboration bénéficient de papier et d'un quota de pages intéressant. Le personnel et les journalistes ont des appointements pratiquement doubles. Après l'occupation par les Allemands de l'ex-zone libre thèmes et consignes seront les mêmes au nord et au sud.

Château de cartes, l'*Omnium* va se redistribuer au gré des opportunités et des intérêts du second rôle devenu le maître d'œuvre. Albert Lejeune contrôle tout et sait utiliser les compétences. Tout en profitant du désistement de Raymond Patenôtre, qui se cache sur la Côte d'Azur, protégé par un réseau d'amis bien placés, Albert Lejeune s'arrange à taire cette retraite et à faire disparaître sa participation de la plupart des fleurons de l'*Omnium* dont il assume les responsabilités. Ainsi en compagnie de Pierre Wolff, il négocie dès le 16 juillet 1940 les premières étapes de la cession de *L'Auto* à l'occupant, dont la direction est confiée à Jacques Goddet. Cette hâtive opération qui témoigne de l'emprise de ce quotidien sportif, seul de la presse française, est entérinée en février 1941²³⁶. Les séjours d'Albert Lejeune à Lyon et

²³⁵ Jean Bichelonne (1904-1944), major de Polytechnique, haut fonctionnaire, responsable de la production industrielle sous Vichy, brillant technocrate, rêve avec Albert Speer (1905-1981), ministre des armements et de la production de guerre du Reich, d'intégrer la France dans une économie européenne. Arrêté en août 1944, et transféré en Allemagne, il y meurt assez mystérieusement à l'hôpital en décembre 1944 (Henri Rouso, *Pétain et la fin de la Collaboration, Sigmaringen 1944-1945*, Complexe, 1999. Albert Speer, trad. Michel Brottier, *Au Cœur du Troisième Reich*, Fayard, 2010).

²³⁶ Pierre-Marie Doudonnat, *L'Argent nazi à la conquête de la presse française, 1940-1944*, Éditions Jean Picollec, 1981, 309 p. Jacques Lablaine, *L'Auto-Vélo, journal précurseur du Tour de France*, L'Harmattan,

Paris lui permettent d'entretenir de nombreux contacts, ainsi avec Eugène Gerber²³⁷, journaliste et écrivain alsacien qui, au même moment s'installe rue de la Faisanderie, à deux pas du domicile parisien des Patenôtre, pas forcément une coïncidence. Favorisé par son bilinguisme, Eugène Gerber s'insère dans la direction de *Paris-Soir*, édition de Paris, sous le contrôle et avec des capitaux allemands, et parmi les actionnaires de *L'Auto*. En mars 1942, Otto Abetz acquiert *L'Auto* et ses vélodromes parisiens par l'intermédiaire d'Albert Lejeune au nom de Raymond Patenôtre. Réorganisé depuis 1938, sur un parcours plus sportif et plus moderne, le Tour a rapporté de l'argent et le peut encore. Jacques Goddet, qui pourtant publie scrupuleusement la propagande maréchaliste dans sa rubrique « *Savoir vite* », hésite à relancer ce symbole adoré des Français, et se contente d'organiser des courses locales en 1942, ou, comme il le fera en partenariat avec *Le Petit Niçois*, des enquêtes auprès des lecteurs sur l'« *équipe du Tour idéale* ». Pendant ce temps Gerhard Hibbelen, homme d'affaires allemand aux ordres d'Abetz, confie à *La France socialiste*, et à Jean Leulliot, directeur de l'équipe de France en 1937, une tentative de renaissance du Tour. Il n'est pas facile de lancer ce genre de manifestation à laquelle il faut non seulement des conditions matérielles favorables mais un environnement publicitaire et enthousiaste que seuls des grands du journalisme comme Henri Desgranges ou Albert Lejeune peuvent susciter. L'échec de ce « *Circuit de France* » et les réticences de Jacques Goddet le sauveront au moment de la Libération, et si *L'Auto* est interdit, le 17 août 1944, les autorités mettront à son actif le fait d'avoir fait tourner son journal dans ces circonstances difficiles, indulgence que ne manifestent guère les historiens du cyclisme à l'encontre d'Albert Lejeune, pourtant mu par les mêmes motifs²³⁸.

Les filières franco-allemandes de propagande devraient le favoriser particulièrement car il y compte de multiples connaissances mais celles-ci sont bien superficielles. Ainsi à partir du 1^{er} janvier 1941, une nouvelle agence de l'OFI est confiée à Jean Fontenoy, ami d'Otto Abetz et de Pierre Laval, précédemment éditorialiste au *Petit Niçois*. Il retrouve aussi parmi les responsables de la presse vichyste Jean Montigny, dont il espère faire son avocat auprès de Pierre Laval pour obtenir l'autorisation d'une seconde édition du *Petit Niçois* dans la soirée, en vain. On voit là que pour obtenir l'aboutissement d'une forme de favoritisme, il fallait se servir de multiples segments d'influence et que le résultat n'en était pas forcément durable, ce qui explique les visages parfois contradictoires de ce que l'on appelle la collaboration, et le zèle brouillon de la plupart des protagonistes de la presse et de son contrôle. Albert Lejeune rachète certains des journaux de Raymond Patenôtre avec ses propres capitaux ou avec de l'argent allemand, sous la tutelle de Gerhard Hibbelen, dont il est en quelque sorte l'homme de paille, et par le truchement de Karl Schwendeman, conseiller à l'ambassade d'Allemagne, par exemple le quotidien du Mans *La Sarthe*. Sa montée en puissance s'accélère avec l'achat des Éditions Nathan par un groupe dont il est l'actionnaire majoritaire, puis par l'opportunité de l'achat d'une partie du capital, 700 parts sur 2000, pour

2010. Jacques Seray, *La Presse et le sport sous l'Occupation*, Éditions Le Pas d'oiseau, préface de Pierre Albert, 2011, 283 p.

²³⁷ Eugène Gerber (1895-1952), journaliste alsacien, fonde dès septembre 1940 des Éditions Théophraste Renaudot. « *Volkdeutscher* », associé à *Paris-Soir*, et à la société Aujourd'hui, il finance *Les Nouveaux temps* de Jean Luchaire. Grâce à la protection du conseiller d'ambassade Schwendeman, et à la pratique de la langue allemande, *L'Express de l'Est* pénètre en territoire allemand (J.M. Gall, *Nouveau Dictionnaire de biographie alsacienne*, Fédération des sociétés d'histoire et d'archéologie d'Alsace, 2007. Dominique Rossignol, *Vichy et les Francs-Maçons*, Lattès, 1981).

²³⁸ Jacques Goddet, *L'Équipée belle*, Paris, Éditions Robert Laffont, collection « Vécu », 1991. Jacques Lablaine, *L'Auto-Vélo, journal précurseur du Tour de France*, L'Harmattan, 2010. Jacques Seray, *La Presse et le sport sous l'Occupation*, Éditions Le Pas d'oiseau, préface de Pierre Albert, 2011, 283 p. Sandrine Viollet, *Le Tour de France cycliste : 1903-2005*. Éditions de L'Harmattan, collection Espace et temps du sport. Gautier Desmouveau, *Les Débats de presse autour de la réorganisation du Tour de France après la Libération, 1945-1947*, Mémoire soutenu à l'Université Lyon 2, IEP de Lyon, sous la direction de Denis Barbet, 2007.

trois millions de francs, des Éditions Calmann-Lévy, officialisée le 6 janvier 1943 sous sa signature ainsi que de celles de Henri Jamet²³⁹, et René Lelief²⁴⁰, qui garantissent le maintien de traditions purement françaises et d'échanges culturels avec le Reich. Aryanisées, rebaptisées Éditions Balzac, ces éditions élargissent leur stock classique par de nouvelles publications « orientées »²⁴¹. Il semble qu'Albert Lejeune soit sur la corde raide, malgré son apparente assurance, car il dissimule en même temps la clandestinité de Raymond Patenôtre et celle de Pierre Wolff, sans doute tous deux sur la Côte, au moins jusqu'à l'occupation italienne. C'est par le dramaturge qu'il a connu Rose et si, d'après les historiens de *L'Auto* toujours prompts à le mettre en cause, il a proclamé haut et fort qu'il ne veut point d'israélite dans son personnel, alors qu'il sait fort bien qui est concerné par les interdits, c'est bien à seule fin de protéger leur anonymat.

Une langue de bois répétitive et figée, un champ lexical sirupeux témoignent du soulagement général devant la conclusion de l'armistice. Il évite au pays les affres d'une guerre prolongée et contente les pacifistes. Les pouvoirs confiés au maréchal Pétain par le vote du 10 juillet 1940 font de lui un véritable souverain, puisque les jours suivants quatre actes constitutionnels suppriment la III^e République et lui permettent de légiférer sans contrôle. Le 24 octobre, le chancelier Hitler et Pétain se rencontrent brièvement à Montoire, petite gare du Loir-et-Cher, après les entrevues de Laval avec Otto Abetz, puis von Ribbentrop. « *En présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire nous saurons dominer notre défaite* ». Le discours de Pierre Laval le 30 octobre montre sa foi en un partenariat vainqueur-vaincu : « *Pour reconstruire la paix en Europe, le maréchal Pétain et le chancelier Hitler se sont mis d'accord sur le principe d'une collaboration franco-allemande.* »²⁴²

La Une du *Petit Niçois* dans ces premières années de guerre fait du maréchal une icône, que la plupart des articles incitent à idolâtrer. Si Louis Darrès et André Ghis traitent dans leurs éditoriaux de sujets austères, d'autres journalistes ont besoin de gagner leur vie et il leur incombe une sorte de remplissage obligatoire. La Une est jalonnée de célébrations et de prises de parole du guide vieillissant, comme le 18 juin 1941, jour anniversaire de sa prise de pouvoir : « *Français venez à moi et nous sortirons de la nuit où nous a plongés l'affreuse aventure.* »

Albert Pitois, privé de la régularité alimentaire de ses commentaires sportifs, est le préposé aux reportages sur les séjours de l'« *hôte illustre* » dans sa propriété de Villeneuve-Loubet, qui valent aux élèves un jour férié. « *Les charges absorbantes de l'État ne permettent pas de vacances répétées et prolongées à celui qui a entrepris dans les temps difficiles que nous traversons de remettre de l'ordre dans la maison.* » Et de décrire sa mémoire extraordinaire, les visites de son filleul, et son extase devant ses mandariniers. « *Bonjour bonjour !* » s'exclame le patriarche avec bonhomie. En juin 1941, une enquête sur le thème de la vie chère donne des réponses surprenantes qui fleurent bon la flagornerie, ainsi celle du conducteur de tramway ancien combattant : « *Avec le Maréchal nous étions. Avec le*

²³⁹ Henri Jamet, frère d'Annie Jamet, militante nationaliste fondatrice dès 1934 du cercle et des éditions Rive gauche, proche du comité France-Allemagne et de Robert Brasillach, est alors gérant de la librairie Rive Gauche, avant de le devenir des Éditions Balzac (Camille Lefebvre, *L'Aryanisation d'une entreprise culturelle sous l'occupation allemande : la maison d'édition Calmann-Lévy, 1940-1945*, Mémoire de maîtrise, Université Paris I, 2005).

²⁴⁰ René Lelief, auteur de scénario, dirige à partir d'octobre 1940 dans la zone occupée une revue de radio, théâtre, cinéma intitulée *Vedettes*, en partie propriété des studios Harcourt (René Château, *Le Cinéma français sous l'Occupation, 1940-1944*, collection La Mémoire du cinéma français, 1996).

²⁴¹ Pascal Fouché, *L'Édition française sous l'Occupation*, Bibliothèque de littérature française de l'Université, Paris VII, IMEC, 1987, 900 p. Dan Franck, *Minuit*, Éditions Grasset et Fasquelle, 2010.

²⁴² *Le Petit Niçois*, 24/10/1940 (François Delpla, *Montoire, les premiers jours de la collaboration*, Albin Michel, 1996).

Maréchal nous sommes. Avec le Maréchal nous resterons ». Un feuilleton étudié avec sérieux et références « *L'iconographie du maréchal, le chef qui les guide* », tandis qu'un cheminot fait don au maréchal d'une locomotive modèle réduit exposée au comité de propagande 27 avenue de la Victoire, au siège de *L'Éclairneur*, la « Super Mountain 241 », 2,70 mètres plus le tender, six ans d'un travail sans doute commencé en 1934, 300 000 francs de matières premières. Théo Martin, pas en reste de poésie de commande, le salue le 2 septembre 1941 d'un acrostiche où l'on retrouve autour du champ lexical du « *destin navrant* », « *un cœur de père et de poète* », « *le chef qui conduit et qui veut* », « *le mot qui frappe et celui qui console* », les initiales de chaque vers formant verticalement le prénom et le patronyme sacrés « *Philippe Pétain* »²⁴³. La visite de mai 1942 se combine avec une conférence de Philippe Henriot au Palais des Fêtes permettant ainsi une sorte de tourisme politique qui peut faire le bonheur des hôteliers. Les anniversaires du Maréchal le 24 avril, 86 ans en 1942, sont habilement célébrés ; il reçoit alors l'« *affection de tout son peuple* ». À travers ce modèle doux et sénile qui ne manque pas d'apparaître en Père Noël à la date voulue, la presse du nouveau régime, à laquelle adhère par force le quotidien, déploie à satiété des lieux communs moralisants, culpabilité, remords, repentance et veut refonder une société de préférence aveugle et muette à tous les âges de la vie. « *Chaque Français doit faire confiance, travailler, économiser, obéir, se plier à la plus stricte discipline et renoncer pour longtemps à la vie facile... Que chacun fasse son devoir. Soyons français.* » Les conférences, auxquelles assiste un public choisi et mondain sont le vecteur de cette parole sacrée, ainsi le 29 juin 1941, celle d'Henri Clerc²⁴⁴, président du Conseil d'administration de France Actualités, « *Le problème de la France devant la nouvelle organisation de l'Europe* ». Il faut « *rompre avec cette veulerie, cette déliquescence indiscipline pompeusement baptisée goût de l'indépendance... La France survivra dans la mesure où elle le méritera.* » Dans le public et aux premières loges on remarque le préfet Marcel Ribière, le maire Jean Médecin, Joseph Darnand²⁴⁵ chef de la Milice, et des notables de la presse locale, Albert Lejeune bien sûr, André Ghis, etc. L'éditorial du 8 novembre 1942, signé P.N. (*Petit Niçois*) réagit à l'occupation par les Allemands de la zone sud, en une paraphrase du discours de Pétain. « *La France ne meurt pas* », « *La France désarmée* ». « *Les Français doivent faire face au destin.* » « *Sachons rester unis* ». « *Être courageux, c'est avoir le courage de ne rien dire... De durer enfin malgré tout... Ayons le courage de continuer notre labeur quotidien.* ». Les editoriaux sont imposés une ou deux fois par semaine.

L'enseignement est la première cible de cette relecture du vécu des Français. À la

²⁴³ *Le Petit Niçois*, 10/09/1941, 11/03, 12/05, 17/09/1942. Visites à sept reprises : quatre fois en 1941 (12-15/02, 7-11/05, 23-25/07, 5-10/10), trois fois en 1942 : 9-12/03, 7-11/05, 21-17/09. Message de Noël *Le Petit Niçois*, 25/12/1942 (J.-L. Panicacci, *Les Alpes-Maritimes dans la guerre 1935-1945*, Éditions de Borée, 2013).

²⁴⁴ Henri Clerc (1881-1967), chef de bureau au ministère des Finances en 1906, s'occupe des Réparations et des dommages de guerre. Maire d'Aix-les-Bains, député radical de Haute-Savoie, commissaire du Gouvernement auprès des banques populaires, éditorialiste au *Progrès de Rambouillet*, il préside la Société des auteurs de 1938 à 1941, et, prosélyte de la collaboration, défend « *l'économie européenne* » (salle Gaveau, 1941) dans des conférences, ce qui lui vaut d'être inquiété en 1944-1945 (*Le Petit Niçois*, 07/01/1938).

²⁴⁵ Joseph Darnand (1897-1945), d'origine modeste, ne peut, malgré des actions héroïques et efficaces pendant la guerre, accéder au grade d'officier. Décoré par le maréchal Pétain en personne, il lui garde une indéfectible fidélité. Passionné de nationalisme, cet homme d'action est envoyé à Nice par une entreprise de transport et de déménagements qu'il dirige bientôt ainsi que les Autobus du Littoral. D'abord membre de *L'Action française*, il milite au PPF de Doriot, et devient un dirigeant de la Cagoule. Après un beau fait d'armes en février 1940 et une évasion, il devient chef de la Légion des Combattants dans les Alpes-Maritimes, puis il crée le SOL (Service d'ordre légionnaire), suivi à Vichy de la Milice. Ses visites à Nice, le 22 février 1942, puis le 28 novembre 1943, sont célébrées par un *Petit Niçois* aux ordres. Inféodé aux Nazis, il fuit en Allemagne puis en Italie, d'où il est transféré à Nice puis à Paris, et exécuté le 10 octobre 1945 (Jean-Rémy Bézias, Ralph Schor, dir., « Joseph Darnand », dans *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002. Jean-Louis Panicacci, *Les Alpes-Maritimes dans la guerre 1939-1945*, Éditions De Borée, 2013).

base, l'instituteur : *Le Petit Niçois* reproduit un article du *Figaro*, « *Misère en faux col* ». Profession matériellement dévalorisée, elle assure à ses adeptes, auxquels il faut une solide vocation pour faire des études, un traitement inférieur à celui d'un garde des groupes mobiles, d'un officier subalterne, d'un employé d'administration. Ce bon serviteur se doit de participer à de nombreux à-côtés extra-scolaires fort peu gratifiants, vente des portraits du Maréchal, ramassage de vêtements, colis aux prisonniers, récolte de ferrailles, glands et marrons. Il fait preuve heureusement de qualités d'économie. On comprend que ces dames du *Petit Niçois*, Théo Martin et Lucienne Sardina, aient choisi plutôt le journalisme et l'écriture. Le message du Maréchal, retranscrit dans le quotidien du 15 septembre 1942, se veut stimulant pour ces médiocres, utiles toutefois : « *Aux instituteurs primaires* » : « *Faites-les grandir pour la santé et la grandeur de la France, ces petits Français que la Patrie remet entre vos mains... Révélez-leur l'excellence, la dignité, la noblesse des humbles métiers... Je suis résolu à rendre à votre profession la dignité qui lui revient...* » Des concours de rédaction suggèrent des improvisations sur des thèmes tels que la lettre au Maréchal dont le journal publie les textes lauréats²⁴⁶. Pour les jeunes, le programme prévu par Jérôme Carcopino²⁴⁷, ministre de l'Instruction publique, se commente à la radio. Tous doivent obéir aux « *obligations sociales que comporte le futur rôle de chefs* », ce qui signifie de se former en tant qu'élite. L'éducation physique est ainsi mise au programme du certificat d'études primaires : « *Faites des athlètes, faites des hommes* ».

Théo Martin est chargée de définir, sur une surface que réduit de plus en plus la pénurie de papier, le rôle des jeunes filles et des femmes dans cette « *nouvelle société* » : elles attendent passivement leurs hommes prisonniers ou engagés dans la relève. Coupables du déclin démographique de la Patrie, et des 400 à 500 000 victimes annuelles de l'avortement, fléau social, elles peuvent être punies sévèrement, de l'emprisonnement à la mort. Tenues à une certaine réserve, elles sont critiquées si elles portent un vêtement provocant, le pantalon. Au programme du certificat d'études primaires, l'enseignement ménager obligatoire, l'entretien de la maison et du vêtement, la puériculture, la psychologie familiale, le bricolage pour préparer les jouets de Noël programment un futur féminin non loin de ressembler aux trois K. du projet nazi²⁴⁸.

Dès le mois d'août 1940 est créée la Légion qui rassemble les mouvements d'anciens combattants, et dont Joseph Darnand est nommé responsable pour les Alpes-Maritimes, « *des hommes ardemment dévoués, toujours prêts à la lutte, capables de donner au pays le meilleur d'eux-mêmes* ». Pour assurer respect et obéissance, il faut passer par la prestation d'un serment, qu'une société infantilisée par la présence rassurante de ce grand-père se doit de renouveler à toute occasion. Ainsi après la publication du programme de la Révolution nationale, le décret du 14 août 1941 enjoint-il cette obligation aux fonctionnaires, aux policiers le 20 janvier 1942, et aux préfets à Vichy le 19 février 1942. Nice participe à l'inflation d'une foi aveugle et à l'obéissance à un idéal, renforcées par des cérémonies religieuses. Dans les pages magazine, Théo Martin évoque le bénévolat philanthropique de la Légion, avec « *Le repas du Légionnaire* », « *La légion vous parle* ». Le 1^{er} septembre 1941, pour le premier anniversaire de la Légion, au discours radiodiffusé du Maréchal succède celui de Joseph Darnand. La messe de la Flamme du Souvenir à Notre-Dame avec les corps

²⁴⁶ *Le Petit Niçois*, 26/08/1943.

²⁴⁷ Jérôme Carcopino (1881-1970), secrétaire d'État à l'Éducation nationale en février 1941 après une belle carrière universitaire, a une attitude ambiguë, appliquant les lois antisémites sur le *numerus clausus*, mais, après sa démission en avril 1942, protégeant certains étudiants. Réintégré dans ses fonctions en 1951, académicien, il laisse de beaux livres d'histoire mais une image ternie par ce passé (*Le Petit Niçois*, 28/06, 03/09/1941. Stéphanie Corcy-Debray, *Jérôme Carcopino, un historien à Vichy*, Éditions l'Harmattan, 2001).

²⁴⁸ Théo Martin, « *Celles qui les attendent* », *Le Petit Niçois*, 09/08/1941, 08/02, 12/04, 22/12/1942.

constitués, Charles Buchet²⁴⁹, de *L'Éclaireur*, et André Ghis, du *Petit Niçois*, fait de l'administration locale et de la presse les garants de ce culte à visage religieux dans une république théoriquement laïque. Les serments confirment une allégeance dont la redondance prouve la fragilité : dès le 21 novembre 1941, une liste de radiations de la Légion pour différents motifs paraît en deuxième page du *Petit Niçois* : les légionnaires doivent rester dignes de cette élévation morale. L'aspect cérémoniel culmine avec le deuxième anniversaire de la Légion, préparé plusieurs jours à l'avance dans les premières pages du journal, déjà par le Conseil national de la Légion à Vichy, qui vise à donner à ses engagés des responsabilités plus étendues et une idéologie plus solide. « *Fortifiez votre doctrine* » enjoint le chef de l'État, confiant en la présence de Joseph Darnand, qui fait de Nice « *la fille aînée de la Révolution nationale* ». La fête du 22 février 1942, officialisée par une décision du Maréchal, préparée par Darnand, approuvée par François Valentin, directeur, s'élabore comme une grand'messe solennelle dans les pages du *Petit Niçois* dès le 6 février 1942, « *une nouvelle marche en avant du mouvement de rénovation nationale dont la figure lumineuse du maréchal Pétain est le plus vivant et le plus vénéré symbole.* » Grâce à sa formation politique et son entraînement physique, le Service d'ordre légionnaire (SOL) peut être utilisé « *contre les coups de force qui en veulent à notre Révolution nationale, la dissidence gaulliste, le danger communiste, les alliances monstrueuses de Staline avec la féodalité juive, la féodalité maçonnique et le capitalisme international* ». Dignes de missions difficiles après un stage probatoire de trois mois, revêtus d'une panoplie d'insignes, dans un cérémonial emprunté aux rites de la chevalerie, partenaires d'un « *Pacte sacré* », les membres doivent être « *sûrs de leur foi* » et répondent à un idéal : « *Le citoyen français a beaucoup plus de devoirs que de droits. Il n'en possède même, de droits véritables, que dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de ses devoirs essentiels* »²⁵⁰. Tels les jeunes chevaliers lors de leur adoubement, après une veillée d'armes dans la nuit du samedi au dimanche au monument aux morts, une méditation d'une heure à la lueur des torches, l'investiture contre le danger communiste a lieu le dimanche matin aux arènes de Cimiez, suivie d'un défilé avenue de la Victoire. À 12 h 40, sur l'antenne de Radio Méditerranée, l'appel du chef départemental Durandy²⁵¹ confirme la teneur de l'engagement²⁵².

Même si le compte rendu des cérémonies est particulièrement valorisé dans ses pages, *Le Petit Niçois* reçoit pourtant une semonce sous la forme d'une missive de l'Union populaire, fédération des Alpes-Maritimes sise 16 rue Dalpozzo : elle déplore que ne figurent parmi les participants cités ni l'Union populaire de la Jeunesse française, ni l'association Les Jeunes Filles françaises. Devant une omission qui paraît volontaire, l'« *Union populaire* » regrette le maintien des « *vieilles méthodes d'ostracisme et de lutte* », et conseille de revenir « *à une*

²⁴⁹ Charles Buchet (1892-1945), neveu de Léon Garibaldi, entre à *L'Éclaireur* comme rédacteur en chef après des études au lycée de Nice, de droit à Paris, la guerre qu'il finit comme capitaine des Chasseurs alpins. Croix-de-Feu, prisonnier en 1940, puis évadé, il est arrêté le 25 mai 1944 par la Gestapo qui a découvert de faux tampons à *L'Éclaireur*. Déporté, il meurt des suites d'un bombardement au cours d'un transfert (*L'Alerte*, 15/11/1935, Marguerite et Roger Isnard, *Per Carriera, Dictionnaire historique et anecdotique des rues de Nice*, 2003, Serre).

²⁵⁰ *Le Petit Niçois*, 06/02, 22/02/1942.

²⁵¹ Le docteur Paul Durandy (né en 1910 à Puget-Théniers - mort en avril 1945), se manifeste à Nice le 6 octobre 1940 lors de la première réunion au casino de la Légion française des combattants. Doctrinaire du SOL, bras droit de Joseph Darnand dans les Alpes-Maritimes, chef de la milice du Sud-Est à Marseille en janvier 1944, il entre comme médecin dans la *Waffen SS* division française en novembre 1944, sans doute tué lors des combats de Körlin en Poméranie, il est condamné à mort par contumace le 1^{er} décembre 1945 (J.-L. Panicacci, « La Légion française des combattants dans les Alpes-Maritimes, octobre 1944-octobre 1942 », *Provence Historique*, fascicule 134, 1983. Pierre Montagnon, *La France dans la guerre de 39-45*, Éditions Pygmalion, 2009. Philippe Valode, *Le Livre noir de la Collaboration*, Éditions Acropole, 2013).

²⁵² Dominique Olivesi, « La prestation du serment du Service d'ordre légionnaire (SOL) aux arènes de Cimiez le 22 février 1942 », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 61, décembre 2000.

conception plus saine de l'union entre Français ». Le souvenir du Front populaire et du soutien du *Petit Niçois* au parti communiste est encore bien frais et Albert Lejeune physiquement absent de l'élan collectif qui ébranle une partie de la population niçoise sur l'avenue de la Victoire. Revisitée, l'actualité, privée d'esprit critique, renoue avec des fondements mythiques : pour le deuxième anniversaire de la Légion un détachement niçois porteur de terre sacrée va se rendre à Gergovie. Un chèque de 4 050 francs à l'ordre du *Petit Niçois* règle l'importante publicité parue dans le journal à cette occasion²⁵³.

L'aisance qu'Albert Lejeune manifeste lors des différentes conférences ou fêtes organisées par les hautes instances vichyssoises de la presse en représentation à Nice, et au cours desquelles il semble une personnalité bien en cour, est pourtant factice. Beaucoup des participants jouent un double jeu, à travers une attitude collective, ou une terminologie hypocrite. Au danger de cette expression à contrôler en permanence, Albert Lejeune ajoute la responsabilité d'une gestion qu'il assume sans fard.

● Journalisme à tout prix sous l'œil zélé de la censure

Albert Lejeune fait face à un ensemble de problèmes difficiles, dont la rémunération d'employés en excès, alors que la surface de publication du quotidien est réduite à la portion congrue. Deux lettres retrouvées dans le courrier du *Petit Niçois*, émanant du soldat Louis Rous, correcteur au journal, mobilisé au groupe sanitaire divisionnaire, adressées au député Patenôtre (5 décembre 1939) et à Pierre Wolff (9 janvier 1940), signale ses difficultés : il n'ose même pas rentrer chez lui, où sa femme, qui se contente d'une « *allocation militaire* » indigente, aurait du mal à le nourrir et à lui payer son retour. « *J'ai pendant des années donné toute mon intelligence et mon labeur à ce journal... Monsieur Lejeune ne fait rien pour ses ouvriers mobilisés.* » Le directeur écrit alors au Président Laval, par l'intermédiaire de Jean Montigny, chargé de mission au service de presse, pour lui demander l'autorisation de faire paraître une édition supplémentaire, et donner du travail à ses 69 ouvriers et ses 39 rédacteurs, qu'il n'occupe que deux jours et demi, arguant du fait que son concurrent, *L'Éclairer*, bénéficie, lui, de deux éditions quotidiennes avec *L'Éclairer du Soir*. Le 18 octobre 1940, le Syndicat du Livre a signalé à l'inspecteur du Travail le chômage important qui sévit au *Petit Niçois*. Jean Montigny refuse au nom du Président Laval la parution d'une édition supplémentaire. Malgré les apparentes bonnes relations d'Albert Lejeune dans les milieux de la *Propaganda Abteilung*, dont on lui fera grief lors de son procès, le quotidien n'en subit pas moins la tare de son passé procommuniste et de ses éditoriaux particulièrement germanophobes jusqu'en juin 1940, ce qui n'est pas le cas de *L'Éclairer*. Le directeur ne manque pourtant aucune des cérémonies officielles concernant la presse et son organisation. Malgré la réduction du nombre de pages du quotidien, son équipe essaie de lui conserver un distrayant côté magazine, ce qui reste possible pendant les premiers mois de l'Occupation. Les affaires ne sont pas si mauvaises puisque le directeur envisage le 3 décembre 1943 la commande de nouvelles machines à l'entreprise Fleury de Berne, Interprint. Mais il faut prévoir un délai de dix mois pour la réalisation du paiement en *clearing* ; une recrudescence de commandes est envisagée par l'industriel avec l'imminente fin de la guerre. Albert Lejeune ne donnera pas suite espérant sans doute réaliser ce projet plus tard. Comment expliquer ce succès ?

Le Petit Niçois n'abandonne pas sa vocation première d'organisateur d'événements sportifs, particulièrement de courses cyclistes, souvent en partenariat avec *L'Auto*, qui bénéficie dans ses pages de l'exclusivité de minuscules panonceaux-réclames. Le sport est un

²⁵³ *Le Petit Niçois*, 28/08/42. Chèque figurant dans les archives du *Petit Niçois*, Archives départementales des Alpes-Maritimes.

élément important du programme de « *Rénovation nationale* » qui reprend les idéaux exprimés par le Front populaire, et attribue la défaite aux défaillances physiques de la population masculine. Une partie des pages du *Petit Niçois*, et celles émanant de ses agences, est consacrée au compte rendu de diverses manifestations sportives régionales, et à la transmission des résultats de la zone occupée. De plus, la prise en mains du phénomène sportif par le biais de la création de la Légion française des combattants officialise en quelque sorte tout ce qui concerne le sport, tendance qui va s'accroître à partir de 1943 pour orienter les jeunes effrayés par la perspective du Service du Travail obligatoire vers les entraînements sportifs plutôt que les maquis, le tout dans un contexte de privations alimentaires peu propices aux performances. La représentativité des sports de luxe se maintient durant la Saison mondaine, quant au vélo, au football et à la boxe ils correspondent à une vue démocratique du sport et les vedettes sont souvent, comme René Vietto, connotées de sympathies communistes, donc relativement peu mises en valeur. Les courses cyclistes se déroulent sur des petits parcours, avec maintien de quelques classiques locaux, comme la course de côte du mont Agel. La carrière de plusieurs champions est ralentie, sinon stoppée par les événements. Un effort pour maintenir les compétitions cyclistes qu'Albert Lejeune aime tant, au besoin en les laissant se dérouler *intra muros*, permet à de jeunes sportifs de ne pas laisser passer leurs chances de palmarès, et donc de gains, souvent en nature, nécessaires en cette période de restrictions. La recette est la même, introduire un climat d'attente, maintenir la publication de listes de participants et de comptes rendus faits par Albert Pitois ou Louis Lions. Ainsi le 30 juin 1941, René Vietto²⁵⁴ est champion de France de la zone non occupée, *ersatz* des précédents championnats. Maurice Archambaud²⁵⁵, ancien vainqueur du Tour de France, vient rendre visite à Albert Lejeune ; le Grand Prix cycliste de la Côte d'Azur voit le triomphe de Lucien Teisseire, un Niçois. Albert Préjean, héros en 1939 d'un film de Jean Stelli, *Pour un maillot jaune*²⁵⁶, donne le départ, cérémonial relaté par Albert Pitois qui couvre pratiquement toutes les compétitions d'envergure, et organise une souscription pour un monument dédié à Henri Desgranges, à édifier au sommet du Galibier²⁵⁷. *L'Auto* et *Le Petit Niçois* organisent une consultation sur le thème de l'équipe de France idéale au cas où le Tour renaîtrait. Les fins de semaine sont occupées par du football, des tournois boulistes auxquels participent les typographes, des meetings d'athlétisme, particulièrement à Antibes, où vient de s'installer le collège national des Moniteurs et des Athlètes. Le 16 septembre 1941, Jean Borotra²⁵⁸,

²⁵⁴ La carrière de René Vietto (1914-1988), natif du Cannet, lancée pour ses 20 ans lors du premier Paris-Nice en 1933 lui sert de tremplin pour le Tour de France, qu'il ne gagnera jamais par malchance, esprit d'entraide et loyauté pour son chef d'équipe Antonin Magne. Son origine modeste lui avait attiré la sympathie d'Albert Lejeune (*Le Petit Niçois*, 06/09/1941. Louis Nucera, *Le Roi René*, Paris, Éditions de la Table ronde, 2008).

²⁵⁵ Maurice Archambaud (1906-1941), détenteur du record de l'heure depuis 1937, remporte plusieurs étapes du Tour de France et deux fois le Paris-Nice, en 1936 et en 1939, lors de la dernière et héroïque version d'avant-guerre. Son allure ramassée l'avait fait surnommer « le Nabot ». C'est un familier d'Albert Lejeune depuis l'organisation du premier Paris-Nice en 1933.

²⁵⁶ Albert Préjean (1894-1979), aviateur en 1914-1918, acteur célèbre et populaire, tourne alors aux studios de la Victorine, incarnant le commissaire Maigret. Il fera partie du voyage des acteurs à Berlin en mars 1942 et sera incarcéré à la Libération pendant quelques semaines (Patrick Préjean, *Albert Préjean*, Éditions Candeau, 1979).

²⁵⁷ *Le Petit Niçois*, 21, 24/02/1942.

²⁵⁸ Jean Borotra (1898-1994), « *le Basque bondissant* », engagé volontaire, polytechnicien, l'un des « *quatre mousquetaires* » du tennis français, inconditionnel du maréchal Pétain, est nommé du 13 juillet 1940 au 18 avril 1942 commissaire général à l'éducation physique et aux sports. Arrêté par la Gestapo le 6 novembre 1942, déporté en Allemagne, il défend obstinément la mémoire du maréchal après la Libération. Joseph Pascot (1897-1974) dit Jép est, lui, un joueur de rugby. Lié à René de Chambrun, gendre de Pierre Laval, il succède à Jean Borotra et participe des décisions visant à interdire la professionnalisation de la plupart des sports. Il est lavé de toute condamnation à la Libération pour des actes de résistance (*Le Petit Niçois*, 18/04/1942. Pierre Arnaud, Thierry Terret, Jean-Philippe Saint-Martin, Pierre Gros, *Le Sport et les Français pendant l'Occupation, 1940-1944*, Espaces et temps du sport, Éditions de l'Harmattan, 2002. Christophe Pécout « La politique sportive du

commissaire général des sports du gouvernement de Vichy, le visite, insistant sur les installations de gymnastique athlétique : fortifier le corps est l'un des slogans du pouvoir. Un meeting des champions au Fort Carré d'Antibes draine 10 000 spectateurs²⁵⁹. Après une « course à l'américaine », c'est-à-dire un relais, Albert Pitois relate une journée sportive dans la Principauté, avec Émile Roblot, Premier Ministre de Monaco²⁶⁰, et Albert Lejeune à la tribune. Mireille Balin préside ce gala et tient à remettre sa récompense à l'équipe *Femina* de Marseille : « *L'exquise vedette, enthousiasmée par les exploits, remet elle-même la coupe, avec une modestie charmante, saluée par une ovation sans fin.* », peut-être clin d'œil au commanditaire qui, à Antibes, parcourt sûrement son journal avec intérêt. Le remplacement de Jean Borotra par le colonel Pascot le 18 avril 1942 fait passer le sport officiel au second plan dans les colonnes du quotidien qui valorise autant que faire se peut ses propres organisations. La course du mont Agel du 5 avril 1943 se fait en présence d'Albert Lejeune. Le Grand Prix, offert par les Laboratoires Styx, fabricant d'insecticides, entreprise que la pénurie de savon et la multiplication des poux et punaises rendent performante, est organisé par *Le Petit Niçois* sous le patronage de *L'Auto*. Le 15 août 1943, c'est le Grand critérium cycliste à Cannes pour le Trophée Helyett, qui consiste en sept tours sur la Croisette. *Le Petit Niçois* lance souvent des opérations sportives incitant les spectateurs à la générosité, galas de boxe ou de football, comme au bénéfice des victimes du torpillage du *Général Bonaparte*²⁶¹. La boxe connaît des heures de gloire avec Marcel Cerdan, roi du K.O.²⁶²

Le printemps ensoleillé de la Côte d'Azur conserve son attrait mondain. Le 13 février 1942, le Gala du *Petit Niçois*, manifestation d'élégance, au profit de la soupe du Château, remporte un grand succès : parmi les spectateurs cités on peut remarquer Madame Patenôte, la comtesse Gautier-Vignal, personnalité de la vie sportive mondaine, Madame Honoré Sauvan, épouse de l'ancien maire de Nice, le couple Lejeune et leur fille, Tino Rossi, Jules Ladoumègue, et bien d'autres. Les prestations des vedettes de la scène et de l'écran qui se produisent dans les salles de spectacle de Nice, Cannes ou Monte-Carlo, ou tournent dans les studios de la Victorine ou de Saint-Laurent-du-Var sont mises en valeur jusqu'à l'occupation italienne²⁶³. La quête alimentaire, que dynamisent les visites de Max Bonnafous²⁶⁴, devenu ministre du ravitaillement, occupe le tiers de la surface imprimée. Symétriquement la vie

gouvernement de Vichy : discours et réalité », *Cahiers de psychologie politique, revue d'information, de réflexion et de recherche*, n° 7, 2009).

²⁵⁹ *Le Petit Niçois*, 01/06, 22/09/1941. Pour le Tour de France « virtuel », 07/09/1943.

²⁶⁰ Émile Roblot (1886-1963), préfet, est le premier ministre de Monaco nommé par le gouvernement français d'août 1937 à septembre 1944 (Denis Torel, *Monaco sous les barbelés*, préface de Serge Klarsfeld, photographies de Fernand Detaille, 1996).

²⁶¹ *Le Petit Niçois*, 02/06/1943. Premier navire à lever l'ancre d'Ajaccio vers Nice, le 18 mai 1943, armé par la compagnie Fraissinet de Marseille, le *Général Bonaparte* a à son bord 68 hommes d'équipage et 199 passagers dont une garde italienne, ce qui le fait considérer par les Anglais comme un navire ennemi. Aussi jette-t-il l'ancre aux Sanguinaires pour attendre le lever du jour. À 14 h 30, à 40 miles (70 km de Nice), il est atteint de deux torpilles lancées par le sous-marin anglais *Sportman*. Deux torpilleurs français, la *Pomone* et l'*Iphigénie* se portent à son secours et sauvent 137 personnes. Le récit de cette catastrophe fait l'objet d'une sévère mise au point de la censure qui reproche au *Petit Niçois* de la considérer comme un drame maritime quelconque et non comme le résultat d'un torpillage (Censure Nice, XXXVII, n° 15, 28/06/43. Joseph Damiani, « Des témoins racontent », *Occupation, résistance et libération. Le naufrage du Général Bonaparte*. Éditions Terre corse).

²⁶² Marcel Cerdan (1916-1949), champion de France depuis le 22 juin 1941, se produit alors avec succès sous le surnom de « *Bombardier marocain.* » (*Le Petit Niçois*, 21/02/1942).

²⁶³ *Le Petit Niçois* (28/09, 05/10/1941).

²⁶⁴ Max Bonnafous (1900-1975), normalien, jaurésien convaincu, pacifiste et hostile à l'antisémitisme, échoue à battre Philippe Henriot aux Législatives de 1936 au nom du Front populaire. Chef de cabinet sous Vichy, préfet de Constantine puis de Marseille, il est nommé secrétaire d'État puis ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement jusqu'en janvier 1944. Un non-lieu, auquel participe activement son amie Gaby Morlay, le lave de toute accusation en 1948 (Simon Epstein, *Un paradoxe français : antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008).

intellectuelle se poursuit autour de salons artistiques et littéraires et de conférences plus confidentielles que celles données par les personnalités du gouvernement et leurs porte-paroles. Ainsi Charles Maurras vient-il entretenir le 30 janvier 1942 son auditoire de « Maurice Barrès, maître et témoin de la vie de l'esprit ». Le 22 mars 1942, Théo Martin reçoit au salon des Poètes le Prix de la Fondation Jouffroy-Renault, de l'Académie française, pour son recueil *L'Ecrin de chair* publié par l'imprimerie du *Petit Niçois*. Pour clore la réunion, elle déclame un sonnet fervent dédié au Maréchal.

Albert Lejeune manque rarement les matinées récréatives consacrées aux enfants mal nourris auxquels on offre un bon goûter. Leur page se maintient le jeudi avec les aventures de « Cousin Bibi », des petits concours avec rédaction au programme. Les enfants des Hautes-Alpes en vacances à Beaulieu-sur-Mer visitent l'imprimerie du *Petit Niçois* où sortent des rotatives leurs hebdomadaires, *Tarzan* et *L'Audacieux*. Un concours anime la rentrée des classes : il s'agit de relever les invraisemblances d'une sorte de feuilleton, *Henriette et Prosper*, avec des questions subsidiaires. Les prix consistent en billets de la Loterie nationale, avec des abonnements comme lots de consolation²⁶⁵.

L'actualité réserve son lot de faits divers dont le choix et le traitement à rallonges sont distrayants malgré leur côté généralement tragique. Ainsi du 9 au 12 janvier 1942, le naufrage du *Lamoricière*, avec le récit du jeune Oscar Haffner, 14 ans, un rescapé parmi plusieurs élèves du collège d'Antibes, le 24 janvier 1942, le coup de grisou du puits de Chana, 76 morts dont 16 mineurs algériens, et à partir du 27 janvier 1942, l'incendie du *Normandie*, ce fleuron de notre flotte de commerce, coulé à New York par 15 mètres de fond. Les mésaventures de Joséphine Baker, embarquée pour Alger, puis l'Argentine en janvier 1941, attaquée par son employeur toulonnais pour rupture de contrat, trouvent quand même leur place en première page, une redevance de 100 000 francs punissant la transfuge²⁶⁶.

Combat du 22 septembre 1944 démontrera le « système Marion » en expliquant comment la censure de Vichy dictait aux journaux français les ordres de Berlin. « Peu à peu, dans la zone sud, la censure a jugulé une à une toutes les petites libertés qui restaient encore aux journalistes. [...] Elle a servi de parapluie pour protéger, du haut en bas de l'échelle, les affameurs, les seigneurs du marché noir, les ministres qui organisaient systématiquement la vie chère, les prévaricateurs et tous ceux qui travaillaient pour les invités. Elle a imposé des informations truquées, des articles de propagande, des campagnes néfastes et mensongères : campagne pour la collaboration après Montoire ; campagne antibolchevique après l'entrée en guerre de la Russie, obligation d'employer les termes bolchevique ou rouge ; dépêches obligatoires qu'on était obligé d'intégrer ; hypocrite campagne de la Relève ; interdiction de parler d'Alliés, mais plutôt d'agression anglo-américaine ; contrôle de l'emplacement, de la grosseur des titres ; notes d'orientation obligatoires ; titres positifs en faveur des Allemands ; emploi de certains termes : ex (général) ; félon. »

Le 9 septembre 1941, une nouvelle formule s'impose à la presse à la suite du décret du mois de juin, stipulant que les journaux français ne doivent plus utiliser que 18 pages par semaine. Techniquement, la mise en page du journal a pu « tricher » avec cette obligation en rétrécissant la marge centrale des pages deux et trois et en publiant *Le Petit Niçois* en très petit format avec des colonnes pourtant élargies. Mais une solution plus durable est adoptée, une

²⁶⁵ *Le Petit Niçois* (01/09/1941, 08/09/1942).

²⁶⁶ Joséphine Baker (1906-1915), d'origine afro-américaine, devient célèbre à Paris en octobre 1925 grâce à son rôle dans la Revue Nègre puis dans des opérettes où elle est à la fois bonne fille et scandaleuse. Son départ pour l'Argentine est en fait simulé. Avec un ami officier de renseignements, elle gagne Vichy et peut ainsi communiquer aux Alliés et au général De Gaulle des renseignements sur les positions allemandes en France. Après la Libération elle joue un rôle humanitaire important en adoptant une « tribu arc-en-ciel », des enfants malheureux auxquels elle offre une famille (Jacques Plessis, *Joséphine Baker*, Gallimard, 1907. Ralph Schor, Suzanne Cervera, « Joséphine Baker », *Portraits de femmes sur la Côte d'Azur*, Serre, 2011).

publication de quatre fois deux pages et trois fois deux pages de grand format. Une décision du secrétariat général à l'information du 28 novembre 1941 impose la réduction du papier de 38 % à partir du lundi 8 décembre : aussi le quotidien ne paraîtra plus qu'à 2 pages 2 fois par semaine. La vente se fera sans reprise d'invendus ; les services gratuits seront supprimés. Il faudra prévenir le dépositaire du nombre d'exemplaires désirés. Les clients doivent passer commande de leur exemplaire chez leur fournisseur habituel.

À ces contraintes plus matérielles que morales s'ajoute une sorte de liste dogmatique reflétant ce que l'on tente d'imposer à la presse chargée de prosélytisme. Nice se retrouve à la pointe de cette évangélisation d'un nouveau genre. Si au moment de la « *drôle de guerre* » et même après l'armistice, Albert Lejeune et André Ghis rédacteur ont pu se moquer gentiment de « *Madame Anastasie* », l'équipe du *Petit Niçois* ne tarde guère à prendre les consignes au sérieux. Pour éviter les ennuis et la menace de suppression du journal, il vaut mieux montrer une basse flatterie vis-à-vis du régime. Le Syndicat des journalistes de la presse quotidienne, réuni dès octobre 1940, vote à l'unanimité une adresse de félicitations au maréchal Pétain que ses séjours à l'Hermitage, son domaine de Villeneuve-Loubet, permettent de considérer comme un concitoyen d'adoption. Au bureau, on trouve l'équipe de *L'Éclaireur*, avec Honoré Tourniaire²⁶⁷, Georges Renaud, Camille Cappatti²⁶⁸, et celle du *Petit Niçois* avec André Ghis, en l'absence de Charles Buchet de *L'Éclaireur* prisonnier de guerre. André Ghis, spécialisé dans l'international, est nommé rédacteur en chef le 23 septembre 1941 quand Louis Darrès part s'installer à Lyon.

Lors de la Libération, les journalistes devront justifier leur attitude et la teneur de leurs articles devant la Commission d'épuration pour être réintégrés et recevoir une nouvelle carte professionnelle. Le personnel du quotidien n'accablera pas Albert Lejeune, malgré la facilité que pouvait présenter son exécution, propice à des accusations rétroactives. Les documents sont suffisamment détaillés pour rendre compte des exigences de la censure, des services de Nice, du capitaine Reiser et M. de Lassus, au contrôleur général directeur des services de la XV^e région installé lui à Marseille, puis aux secrétaires à l'Information à Vichy dont René Bonnefoy²⁶⁹. *Le Petit Niçois* du 19 avril 1941 met à la Une les consignes de Paul Marion²⁷⁰, bientôt nommé officiellement secrétaire d'État à l'Information et à la propagande.

« *Nous sommes tous embarqués sur le même navire : un seul homme, un seul équipage au service du pilote* », déclare-t-il à l'inauguration de la Maison de la Presse, créée à Lyon par les journalistes parisiens repliés. Il leur demande de remplir leur profession comme un

²⁶⁷ Honoré Tourniaire (1876-1956), d'une famille niçoise, partage, après de solides études, sa vocation de journaliste entre *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur*. Correspondant de grands journaux, *Le Petit Parisien*, *Le Temps*, il préside le Syndicat de la Presse régionale, dont il est une figure notoire (Michel Seyrat, « Honoré Tourniaire », *Lou Sourgentin*, n° 191, avril 2010).

²⁶⁸ Camille Cappatti (1885-1968), homme d'affaires et directeur administratif du quotidien *L'Éclaireur*, intéressé aux fêtes et aux spectacles, est arrêté par la Gestapo le 25 mai 1944, comme Charles Buchet, puis menacé à la Libération pour son appartenance aux « *trusts* » (Ralph Schor dir., « Camille Cappatti », dans *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Nice, Serre, 2002).

²⁶⁹ René Bonnefoy (1885-1980) travaille au *Petit Journal* depuis 1923 et fait paraître quelques romans. En 1942, Pierre Laval qu'il a connu en 1925 en fait son secrétaire à l'Information, lui confie l'agence de l'OFI. Il s'exprime dans un journal gouvernemental, *La Politique française*, ainsi que dans *La Petite Gironde*. À partir du 20 juillet 1943 il dirige le voyage en Allemagne d'un groupe de journalistes de la zone Sud. Il disparaît à la Libération, condamné par contumace le 17 juillet 1946. Caché à Paris, il se rend en janvier 1955 et comparait devant la Haute Cour. Sous divers pseudonymes, il écrit des romans d'espionnage (*L'Aurore*, 16/03/1955).

²⁷⁰ Paul Marion (1899-1954), responsable du Parti communiste de 1922 à 1929, adhérent de la SFIO, puis de l'USR, rejoint en 1936 le PPF de Jacques Doriot. Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, le fait nommer secrétaire général à l'Information et la propagande. Il suit en 1944 le maréchal Pétain à Sigmaringen et est condamné à dix ans de prison en 1948 avant d'être gracié (*Le Petit Niçois*, 27,28, 29/10/1942. J. Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, 1964-1997. Steven Forti, « *Démocratie populaire et état fort* ». *Paul Marion en la Francia de l'Entre-Deux-Guerres*, CEFID-Universitat Autònoma de Barcelona, 2011).

« *sacerdoce avec une gravité inflexible et une grande discipline* ». Après avoir souligné la solidarité qui va leur permettre de toucher une indemnité de congédiement en cas d'arrêt de la publication de leur entreprise, il rappelle qu'« *il faut maintenir l'opinion dans une voie conforme à l'œuvre du Maréchal et de l'Amiral, et non dans celle d'une radio criminelle aux mains de speakers juifs* ». Dans le cas contraire, les sanctions iront jusqu'à la suppression totale. Un télégramme comminatoire daté du 20 septembre 1941 annonce la convocation des directeurs de journaux pour une communication importante. Tous les mois a lieu une réunion des quotidiens régionaux, ainsi en janvier 1942, à Nice, dans la salle de réunion de *L'Éclaireur* ou dans les locaux de la Chambre de Commerce. À la fin du mois d'octobre 1942, Paul Marion revient à Nice. Il reçoit, « *avec sa bienveillance coutumière, dans une ambiance de confiance réciproque* », les directeurs de journaux de Nice et du département, Albert Lejeune, Charles Buchet, de *L'Éclaireur*, André Ghis, Marcel Montagne, et les chefs régionaux du département à l'Information, en présence de Marcel Ribière, préfet²⁷¹. Le lendemain, après s'être entretenu avec les propagandistes de la Révolution nationale, il réunit au Palais des fêtes les Compagnons de France et les groupements de jeunes, le préfet, le maire, les notabilités de la Légion, le Dr K. Schwendemann. Celui-ci, chef du service de presse à l'ambassade d'Allemagne à Paris, vient de faire une conférence à Paris devant des journalistes lyonnais. « *Pour les tâches de l'Europe de demain, l'intelligence française sera d'un grand appui* », affirme-t-il. La Victoire verra la réalisation de nouvelles idées communautaires. « *Cette force serait-elle restée sur la Vistule ou sur le Rhin si le Führer, avec l'imagination politique surhumaine qui le caractérise, si le peuple allemand avec son esprit de sacrifice, n'avaient pas combattu ce fléau de l'humanité ?... Nous allons vers une Europe organisée, pacifiée et heureuse.* » Après le lever des couleurs, Joseph Darnand s'exclame : « *Chaque Français est un révolutionnaire qui s'ignore, car il n'en est pas un qui ne désire enfin que ça change.* »

Plusieurs conférences, mode d'action qu'affectionne le nouveau pouvoir, et dont le compte rendu dresse un catalogue des auditeurs, permettent de confirmer le sens mystique donné à la mission de la presse, à Toulouse, où « *L'heure est venue pour la France de transformer le monde humain* », à Vichy où le 19 mars 1942 l'amiral Darlan proclame la volonté du nouvel État français d'associer la presse à l'œuvre de salut national, reconnaissant l'effort des journaux pour surmonter leurs difficultés matérielles, papier, charbon, outillage, et morales, et souhaitant une censure plus rapide et plus souple qui respecte le visage et l'esprit de chaque journal. Le gouvernement compte sur la presse, « *le quatrième pouvoir* », pour aider la Révolution nationale à s'accomplir et à créer un nouvel ordre politique, économique et social.

Quelques semaines plus tard, à Vichy, à l'Hôtel de la Paix, quartier général de la Presse, le président Laval à son tour parle à la presse, conférence retranscrite par Philippe Henriot, dont s'élève la « *voix profonde et grave, la voix même de la Patrie, poignante et pourtant sereine, qui monte du fond des abîmes.* » Le thème en est la lutte à mort contre le communisme, croisade dont la presse est le fer de lance²⁷².

L'ensemble des éditorialistes du *Petit Niçois* se renouvelle à partir de l'occupation de la zone sud par les Allemands. Les personnalités invitées sont des laudateurs du régime, enrichissant le thème de la Relève, à la Une du quotidien depuis le début de l'année 1942,

²⁷¹ Marcel Ribière (1892-1986), d'une famille liée à la politique, cousin du ministre P.E. Flandin, préfet des Alpes-Maritimes, puis de la région Sud-Est à partir de 1940, fournit aux Allemands des listes de juifs pour la rafle du 26 août 1942, tout en prétendant en avoir sauvé par omission. En désaccord avec la Relève, il démissionne en avril 1943 (J.W. Dereymez, préface de Robert Redeker, *Le Refuge et le piège : les Juifs dans les Alpes, 1938-1945*, La mémoire des Alpes, L'Harmattan, 2008. Jean-Louis Panicacci, *Les Alpes-Maritimes dans la guerre 1939-1945*, Éditions De Borée, 2013).

²⁷² *Le Petit Niçois*, 05-06/06/1942.

tendant à démontrer l'union en Allemagne des travailleurs français et allemands. Ainsi le 7 juin 1943, Eugène Schueller²⁷³, « *magicien de l'Oréal, homme de goût de Votre Beauté, père spirituel du salaire proportionnel, se sent l'homme d'un siècle nouveau, celui du machinisme* ». Il reviendra en 1944, accueilli dans les colonnes du *Petit Niçois* avec le même enthousiasme. À la suite de René Bonnefoy, Albert Pitois, à l'honneur pendant toute l'année 1942 par ses articles sur la Relève, visite l'Allemagne avec d'autres journalistes. Lors du premier Paris-Nice, Geneviève Tabouis²⁷⁴ avait remarqué avec ironie la ressemblance recherchée du spécialiste du vélo avec Hitler, à travers une mèche bien gominée. Sans doute Albert Lejeune a-t-il choisi pour ce voyage, à la place d'André Ghis d'abord pressenti, ce vieil employé afin de lui assurer un gagne-pain plus substantiel. Albert Lejeune se protège. Trop habile et peut-être trop occupé pour cela, il ne met pas les pieds en Allemagne. En fait, le reportage d'Albert Pitois, « *À travers l'Allemagne en guerre* », feuilleton du 23 août au 7 septembre 1942, dont on peut suivre le trajet, de Strasbourg à Nuremberg, Bayreuth, Berlin, Vienne, Berchtesgaden, Munich, sur une carte extraite des archives du *Petit Niçois*, est particulièrement insipide. L'Allemagne est un paradis pour les ouvriers français qui sont allés y travailler. Bien nourris, affectés à des postes intéressants et n'excédant pas les 40 heures réglementaires, faisant des économies, ils ne sont pas pressés de rentrer en France²⁷⁵. Bientôt on démontrera que seuls les jeunes étrangers de la classe 43 devront effectuer le service du travail obligatoire. La visite des capitales du nazisme et la vue de quelques grandes cérémonies collectives inspirent à Albert Pitois, auquel cette admiration vaudra quelques ennuis à la Libération, une émotion artistique qui le prend aux tripes, moins toutefois que les épreuves cyclistes.

La propagande diffuse une thématique tellement lourde qu'il semble difficile à ses destinataires d'en supporter l'effet et les perversions. Il n'est pas étonnant de voir combien ont été rejetés ensuite les personnages et les journaux qui s'en étaient fait les hérauts. Les lecteurs du *Petit Niçois* lui restent pourtant fidèles et sans doute lisent-ils parfois entre les lignes car si l'autorité passe au peigne fin la première page et les titres de l'International, une certaine ironie peut échapper aux rigueurs de la censure. Des espaces de liberté se réfugient dans les pages locales, dont les auteurs plus anonymes échappent au regard inquisiteur du censeur et sont sans doute protégés par le directeur lui-même qui leur fait confiance. À part Jacques Lefranc, un pseudonyme, qui, le 3 septembre 1941 s'élève « *Contre le mouchardage* » en jouant avec le feu dès la première page, et dont la prestation ne se renouvelle plus, on peut trouver de ces exemples de courage, en particulier sous la signature de Théo Martin, capable d'écrire dans divers registres. Ainsi abordant la destruction le 13 septembre 1941, sur ordre du gouvernement de Vichy, de la statue de Michel Servet à Annemasse, sous le titre « *Une statue*

²⁷³ Eugène Schueller (1881-1957), lauréat de l'Institut de chimie appliquée, fait fortune en inventant les teintures capillaires de synthèse, et en investit une partie dans une aide au CSAR (comité secret d'action révolutionnaire), la « Cagoule ». En 1941, il crée le Mouvement social révolutionnaire et participe à la direction du RNP (Rassemblement national populaire) de Marcel Déat. La Libération le lave de tout soupçon de collaboration (Benoit Collombat et David Servenay, *Histoire secrète du Patronat de 1945 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009).

²⁷⁴ Geneviève Tabouis (1892-1985), nièce de Paul et Jules Cambon, se familiarise très tôt avec la politique et le journalisme, et travaille entre autres avec le groupe de *La Petite Gironde* et Albert Lejeune sur le Paris-Nice, où elle constate le mimétisme (moustache et mèche) d'Albert Pitois envers un certain Hitler... Après un long séjour aux États-Unis, où l'a appelée la situation de son mari, échappatoire que critiqueront certaines personnalités de la Libération, et une amitié avec Eleanor Roosevelt, elle devient après la guerre une remarquable chroniqueuse de Radio Luxembourg que dirige son époux (Denis Maréchal, *Geneviève Tabouis. Les dernières nouvelles de demain (1892-1985)*, Paris, Nouveau Monde Éditions, collection Culture-Médias, Études de presse, 2003).

²⁷⁵ À Berlin, il rencontre Robert Castanet, un ouvrier du dépôt de La Souys, près de Bordeaux, entré à la SGHP (Société générale des huiles de pétrole, autrement dit BP) en 1930, fait prisonnier en 1940, poète amateur, dont le *Trait d'Union*, n° 2, juin 1948, journal de l'entreprise, publie quelques poèmes (*Avril aimé*, avril 1943. *Le Petit Niçois*, 23/10/1943).

s'en va », elle évoque à mots couverts le rôle de Michel Servet, et l'intolérance des autorités genevoises. Sans doute l'inculture des différents échelons de la censure a-t-elle permis la publication de l'article²⁷⁶. Dans le même ordre d'idées, le compte rendu de la réunion du Conseil municipal du 22 décembre 1942 fait le tour de la question de la récupération des métaux grâce à la disparition de certains monuments ; il s'agit du Roi Midas (Est-ce à cause du secret dévoilé de ses oreilles d'âne ?), et des médaillons et statues de Charles Calais, Rosalinde Rancher, Frédéric Mistral, du Président Carnot, de Gambetta, symboles républicains. La moisson de bronze, visiblement sélective, est maigre.

● L'assaut détourne des idéologies nauséabondes

La discrétion d'un antisémitisme de commande

Dans un mémorandum du 30 juillet 1940 destiné aux services de la *Propaganda Abteilung*, Otto Abetz écrit : « *Le climat antisémite au sein du peuple français est tellement fort qu'il n'a pas besoin de notre part d'être encore renforcé.* »²⁷⁷ Comment va réagir *Le Petit Niçois* dans la campagne antisémite, devenue licite et officielle depuis l'abolition dès le 16 août 1940 du décret-loi Marchandreau qui le 21 avril 1939 visait à interdire les menées racistes ? Quelques tâtonnements dans les premières semaines de l'Occupation cèdent la place à une attitude mesurée et à des articles à la surface réduite ; il semble que *Le Petit Niçois* fasse profil bas devant les textes officiels, sans pour autant s'élever contre. Il faut dire que les décisions de Vichy semblent toujours ne concerner que les étrangers ; les communiqués pourraient laisser au contraire croire à une protection de la communauté juive. Le 1^{er} août 1940, *Le Petit Niçois* évoque avec indignation les incidents de la veille : avenue de la Victoire, les vitrines de plusieurs commerçants israélites, MM. Lattès, Prosper Dahan, Gustave Klein, ont été lapidées. Les galets dont se sont servis les coupables, vite arrêtés, portaient des inscriptions grossières à l'encre noire et rouge, « *La Révolution nationale commence* », « *Châtiment des Juifs* » et le sigle PPF.

Étonnamment quelques semaines plus tard, le 11 septembre, la « *chasse au métèque* » inspire la Une dans un article anonyme : « *Il choque la vue, il donne à Nice cette allure de ville où tout peut se faire et l'on s'étonne qu'on tolère encore la présence de ce parasite. Ces personnages indignes ou expulsables de leur pays, étrangers ou apatrides constituent un danger pour la tranquillité et l'ordre public... Nous réclamons donc la propreté locale, pour la dignité de Nice, pour le respect des familles que la guerre a éprouvées ou qui sont venues chercher un refuge parmi nous. Nous réclamons que la chasse au métèque soit faite au plus tôt, avec rigueur, les fils de France ont besoin de reconnaître leurs visages et non de voir le cynisme, l'indifférence, l'arrogance sur les figures glabres de ces vagabonds par trop élégants.* »

Le quotidien suit la ligne qui inspire ce premier article, une distinction très nette entre les « *métèques* » étrangers, et les Israélites de nationalité française. Il semble obéir aux ordres et publie les différentes étapes de l'antisémitisme officiel en première page, sous un format extrêmement réduit. Ainsi signale-t-il le 3 octobre 1940 l'abrogation du décret Crémieux, puis

²⁷⁶ Michel Servet (1511-1553), savant et médecin espagnol qui découvrit l'oxygénation pulmonaire du sang, fut tenté par le protestantisme dont cependant il rejetait la croyance en la Trinité. Après avoir été brûlé en effigie par l'Inquisition, venu à Genève pour une controverse avec Calvin, il fut brûlé vif malgré les promesses de vie sauve qui lui avaient été faites. La destruction de son monument à Annemasse, réédifié en 1960, symbolise l'intolérance absolue des fascismes (Théo Martin, « Une statue s'en va », *Le Petit Niçois*, 5 octobre 1941, Valentine Zuber, *Michel Servet (1511-1553). Hérésie et pluralisme du XVI^e au XXI^e siècle*, Paris, Honoré Champion, 2007).

²⁷⁷ Cité par D. Rossignol, *Vichy et les francs-maçons*, Lattès, 1981.

après les décrets de mars et avril 1941 les déclarations de Xavier Vallat²⁷⁸ nommé commissaire général aux questions juives, chargé de la liquidation des biens juifs, évoquant le refoulement « *d'une masse étrangère venue s'abattre sur notre pays pour son plus grand malheur* ». La réglementation des professions de médecin, sage-femme et pharmacien, parfaitement restrictive, exclut de ces divers interdits les rares femmes décorées de la médaille militaire ou de la Légion d'honneur. Le 7 septembre 1941, le cinéma Le Coucou, 8 rue Maréchal-Joffre, programme *Le Juif Suss*, film de l'année. Mais le lendemain, un petit éditorial bien placé en bas et à droite de la Une s'indigne de ce qu'en Allemagne les enfants de plus de six ans doivent porter une étoile jaune sur le côté gauche de leur vêtement, de la grosseur d'une soucoupe. Cet écart à partir d'une ligne de conduite déterminée par la politique antisémite de Vichy est amplement compensé les jours suivants. Le 9 septembre 1941, plus de cent personnalités israélites sont arrêtées à Paris par les autorités occupantes. Ils auraient manifesté dans plusieurs quartiers, les 15 et 16 août dans les XV^e et XX^e, ce qui paraît invraisemblable. Le 20 novembre 1941, en position d'éditorial un titre annonce : « *Le Juif doit vivre au grand jour* ». Ce principe est censé guider la législation, conséquence heureuse de l'armistice. En effet, commente l'article, autrefois les Juifs régnaient en maîtres occultes, la politique sacrifiait délibérément la nation française à la nation juive. Les moyens de diffusion de la pensée disposaient d'une censure absolue en faveur des Juifs. Aujourd'hui le commerce sous le masque de l'anonymat, est pour eux le moyen de s'enrichir. Il faut empêcher le Juif de réaliser ce camouflage, ne serait-ce que par la tentation du marché noir. Le devoir du législateur, devoir chrétien autant que national, est d'empêcher le Juif d'agir suivant ses propres instincts, dont finalement il est victime. Il s'agit aussi d'éviter qu'un changement de nomenclature permette tout de même aux Juifs d'exercer les professions visant à l'enrichissement, leur réserver les emplois subalternes et manuels. Une loi crée une « *Union des Israélites de France* », avec cotisations et adhésions obligatoires, et dissout toutes les autres associations, sinon culturelles, le gouvernement du Maréchal entendant n'apporter aucune entrave au culte.

Le matraquage officiel se poursuit, le 23 novembre 1941, la Dordogne est devenue « *le refuge d'une foule d'indésirables, la plupart du temps d'origine sémitique* », tandis que Pierre Bloch député de l'Aisne et collaborateur en d'autres temps du *Petit Niçois* est écroué à Périgueux. Suit une longue liste de fourreurs, d'artisans, de dentistes, etc. hommes et femmes, qui ont tenté de franchir la ligne de démarcation, sans visa ni carte professionnelle. Jean Lescot, pseudonyme, signe avec gourmandise chaque semaine en page deux l'aubaine de nombreuses ventes aux enchères de mobilier, objets d'art, bijoux, mais aussi d'hôtels et de villas dont on imagine sans peine la provenance. Appelés à se faire recenser, les Israélites étrangers et apatrides entrés en France après le 1^{er} janvier 1936 doivent « *décongestionner les grands centres méditerranéens* », où ils sont suspectés de marché noir, de trafic d'or, de devises et de denrées alimentaires. *Le Petit Niçois* reproduit sous le titre « *Soyons prudents et réservés dans nos propos comme dans nos actes* » un éditorial du *Grand Echo du Midi* accusant des Juifs nouvellement installés dans de paisibles bourgades rurales d'avoir provoqué par leur rôle dans le marché clandestin des denrées alimentaires un véritable et nouvel antisémitisme. Le 16 mars 1942, Xavier Vallat fait une conférence dans les locaux de *L'Éclaireur* avenue de la Victoire, et réunit les membres de la presse, de la propagande, et les

²⁷⁸ Xavier Vallat (1891-1972), issu d'une famille nombreuse et pieuse, mobilisé après son service militaire dès 1913 et gravement blessé, se tourne vers *L'Action française* et la politique, comme député de l'Ardèche. Tenant d'un antisémitisme officiel qu'il emploie à la Chambre de manière virulente, entre autres contre Léon Blum, il est en mars 1941 nommé commissaire général aux questions juives, remplacé en mai 1942 par Darquier de Pellepoix sur ordre des autorités allemandes qui le trouvent trop tiède. Cette ambiguïté lui vaut l'indulgence des juges à la Libération (Laurent Joly, *Xavier Vallat (1891-1972). Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'État*, Paris, Grasset, 2001).

services de la censure. « *Il faut sévir contre ceux qui ont accaparé le pouvoir, les industries et autres.* » Albert Pitois fait le compte rendu. Le 12 mai 1942, s'opère un travail de filtrage sous le contrôle de la police et du préfet, conduisant à 65 arrestations et 300 assignations à résidence.

« *Les Israélites honnêtes, respectant les lois de l'hospitalité française, ceux qui ont su faire leur devoir pendant la guerre et dont les sentiments à l'égard de la France ne sont pas douteux n'ont pas à craindre les mesures administratives dont il s'agit.* »

Sournoise et sans commentaires particuliers, la campagne antisémite ne s'expose guère et les arrestations nombreuses peuvent passer inaperçues des lecteurs. Ainsi rien ne filtre, sous ordre, dans la presse, des rafles des 26 et 27 août, pourtant préparées par les autorités depuis plus d'un mois. Une fois réalisées, et les indésirables mis de côté, les journaux mettent à la Une la lutte contre le communisme, le terrorisme, la dissidence, et les bombardements commis par les Alliés.

Communisme, terrorisme et dissidence, une haine imposée

Plus voyante s'exprime la campagne anticomuniste, qui mêle dans une détestation confuse bolchevisme et terrorisme, et d'abord s'abrite derrière une législation qu'électrise l'alliance germano-russe. Ainsi le 26 septembre 1939 sont dissoutes les organisations communistes, révoqués et déchus ensuite les députés qui n'ont pas rompu avec la III^e Internationale. La séance du Sénat sous la présidence de Jules Jeanneney est relatée en détails, le rapporteur Achille Naudin s'exclamant sous de vifs applaudissements : « *Montrons à nos fils qui exposent leur vie pour la Patrie que nous ne tolérerons plus la présence des traîtres dans les assemblées législatives, qui ne doivent se composer que de Français qui pensent français.* » Ainsi du 18 juin au 23 novembre 1941 sont publiées des listes de personnalités déchues de la nationalité française et exclues de la Légion d'honneur, entre autres Félix Eboué, Jacques Soustelle, Henry Bernstein, les généraux De Gaulle, Leclerc et de Larminat, l'homme de théâtre Antoine, Madame Ève Curie, et de francs-maçons « *démissionnés* », tous professeurs ou chefs de travaux dans diverses universités. Interviewés, des gaullistes déçus reviennent en France après un long voyage et discréditent la dissidence : « *Politiciens ou militaires à la solde de l'Angleterre n'ont jamais dépassé le nombre de 8 000 hommes de race blanche, parmi lesquels on compte des Français, et des étrangers de toutes origines... L'essentiel des effectifs gaullistes est fourni par des Noirs levés en AEF. Les recruteurs vont les chercher dans les cases des toutes petites agglomérations isolées et à l'exemple des négriers d'antan les ramènent attachés les uns aux autres de crainte qu'ils ne s'échappent* »... Après trois jours d'instruction rudimentaire, « *les déserteurs de couleur sont fouettés sur la place publique à coups de chicotte, cravache faite de lanières tressées en peau de buffle, pour empêcher d'autres défections* ». L'aviation limitée à treize appareils, l'artillerie sont inexistantes, la tenue celle de l'infanterie coloniale anglaise, la solde limitée. « *Le mal du pays sévit parmi les dissidents.* »

Les arrestations de communistes à Nice ou ailleurs, d'abord en deuxième page, valent aux policiers triomphants des louanges ciblant leur sagacité à la découverte du pot-aux-roses, leurs filatures réussies, aboutissant généralement à la mise au jour de matériel d'imprimerie, d'officines de fabrication de faux papiers et de tickets d'alimentation, de documents sur l'activité syndicale ou le passé de combattants des brigades internationales. Les condamnations à des peines d'amendes ou à la prison, souvent collectives, comme le 5 novembre 1941, de 356 personnes employées de la SNCF, seront bientôt relayées par des sanctions plus lourdes, la déportation ou la mort, qui revêt de plus en plus un caractère violent, « *fusillade* » par exemple, avec la formation des maquis.

Dans le même temps qu'une série de faits divers inexplicables, comme l'incendie des

studios de cinéma de Saint-Laurent-du-Var le 15 décembre 1941, commence un jeu de cache-cache mortel entre les « terroristes », leurs actes vengeurs contre Allemands ou traîtres collaborateurs montés en épingle à la Une du journal, tel l'assassinat de Marcel Gitton, député communiste rallié au PPF de Doriot, par un cycliste à Paris le 6 septembre 1941. La police française, l'armée allemande ou la Gestapo à défaut de coupables arrêtent et mettent à mort des otages ou prélèvent des amendes sur les Juifs, ainsi un million le 15 décembre 1942. Le 22 septembre 1941, douze communistes sont fusillés à Paris contre un soldat allemand, et à partir de cette date les représailles ne se comptent plus. Les « menées communistes » visent à susciter un état de tension entre les autorités d'occupation et la population, dit la version officielle avec un bilan : du 1^{er} janvier au 31 décembre 1941, 5 390 arrestations, 13 773 perquisitions sont réalisées.

Le 17 octobre 1941, une énorme annonce a barré la première page du journal, « *Le châtimement des responsables* » se prépare, d'après les Actes constitutionnels n° 5 et 7. Riom, le 27 janvier 1942, va être le siège de la Haute Cour, car « *la Roche Tarpéienne est près du Capitole* ». Dans l'article d'André Ghis, tous les noms des accusés sont censurés. Pierre Borely²⁷⁹ correspondant du *Petit Niçois*, spécialiste de Radio Vichy qui diffuse plusieurs fois dans la journée des émissions censées contredire celles de la BBC, est l'envoyé spécial dans cette petite ville que vêt de blanc ce froid mois de février²⁸⁰. Du 19 février au 15 avril 1942, le suivi du procès sera retransmis sur l'antenne de Radio Méditerranée à 13 h 30. Le 15 avril 1942, le procès de Riom est suspendu sans autres commentaires et un nouveau gouvernement avec Pétain, Laval, Darlan forme une équipe qui semble avoir l'aval de Berlin. Le 3 juin 1942, la déclaration de guerre à l'URSS, « *guerre sainte destinée à préserver la civilisation mondiale du danger mortel du bolchevisme* », déchaîne un enthousiasme forcé. Bientôt Florimond Bonte²⁸¹, porte-parole d'Alger, s'exprimera en faveur du front de l'Est, intervention publiée avec l'aval de la censure pour mettre l'accent une fois de plus sur le danger bolchevique : « *De la tête de pont tchécoslovaque à l'étau méditerranéen, les visées soviétiques sur l'Europe s'affirment donc avec une netteté qui devrait bien ouvrir les yeux des Français soucieux de l'avenir de leur pays.* »

Pierre Laval se rend à Berlin le 22 décembre 1942 avec Jean Bichelonne. *Le Petit Niçois* annonce le 24 décembre l'assassinat de l'amiral Darlan à Alger et publie quelques jours plus tard la reproduction du texte autographe de Pétain du 28 décembre 1942 déniait toute représentativité à l'amiral Darlan et au général Giraud déchu de la nationalité française (Décret et Journal officiel des 27 et 28 novembre).

L'année 1943 montre à travers les pages du *Petit Niçois* un gouvernement aux abois : René Bousquet²⁸² flétrit l'action des terroristes aux obsèques de l'intendant de police Barthelet. « *Contre le terrorisme qui monte, contre le communisme qui l'inspire ou qui*

²⁷⁹ Pierre Borely, journaliste à Vichy, chargé de transmettre le compte rendu du Procès de Riom, puis à l'Agence de Presse « Radio Informations » après la guerre, écrit en 1949 à Geneviève Tabouis pour lui demander une éventuelle participation à l'une de ses émissions (Archives de Geneviève Tabouis déposées aux Archives nationales, 27 AR 17, années 1945 à 1964).

²⁸⁰ Julia Bracher, *Riom, le procès*, Paris, Éditions Omnibus, 2012.

²⁸¹ Florimond Bonte (1890-1977), socialiste puis communiste dès 1920, membre du bureau politique du parti puis député en 1936, est déchu et arrêté en février 1940. Prisonnier en Algérie, il est placé par le général De Gaulle dans le gouvernement de la France libre (Florimond Bonte, avec lettre-préface de Maurice Thorez, *Le Chemin de l'honneur*, Essais et Documents, Éditions d'hier et d'aujourd'hui, 1949).

²⁸² René Bousquet (1909-1993), après des études de droit, entre très tôt dans la carrière préfectorale grâce à un bel acte de dévouement et à la protection des frères Sarraut. Préfet régional en septembre 1941, il protège les radicaux et francs-maçons de son département. En avril 1942, il est nommé secrétaire général de la police française qu'il met au service de la Gestapo, en particulier pour la rafle du Vel' d'Hiv, mais l'ambiguïté de son attitude permet son acquittement en 1949, et la poursuite d'une brillante carrière dans la finance et la politique après 1958. Des accusations réactivent ce passé douteux à partir de 1986, mais son assassinat le 8 juin 1993 clôt le sujet sinon le débat (Max Lagarrigue, *René Bousquet, ses responsabilités à Vichy ?*, Éditions CNDP, 2007).

l'exploite, contre les forces étrangères qui l'animent, le gouvernement luttera avec une volonté froide et implacable. » Les problèmes locaux prennent le pas sur les nouvelles des fronts et viennent en première page mettre l'accent sur la disette qui frappe les Alpes-Maritimes, ce bout du monde éloigné de toutes les sources d'approvisionnement. Aussi les attaques de biens agricoles sont-elles montées en épingle et les visites officielles sont-elles plus destinées à faire prendre patience à ceux qui ne peuvent profiter du marché noir qu'à stimuler une idéologie pétainiste défaillante. Sous le titre du 7 septembre 1943 « Le terrorisme dans les campagnes », un éditorial signé PN en fustige les procédés : « *Incendier les récoltes, détruire les instruments aratoires, comment eût-on supposé que l'année 1943 verrait se répandre ces crimes ?* »... Il n'y a pas assez d'hyperboles pour les qualifier, « *barbarie primitive, haine intestinale, esprit machiavélique, criminelle sottise* » permettent de réclamer la « *peine de mort contre tous les sabotages d'installations agricoles* ».

Le 20 octobre 1943, Pierre Laval semble avoir trouvé la solution à ces problèmes et affirme en première page : « *La meilleure manière d'assurer le salut du pays est de le faire vivre dans l'ordre... Les Français sont abusés par une insidieuse propagande dans le sillage d'hommes de main dirigés, armés et payés par l'étranger* »²⁸³.

Aux assassinats perpétrés dans le reste de la France répondent les règlements de compte locaux. Ainsi le 3 décembre 1943, l'assassinat mystérieux de Maurice Sarraut, directeur de la *Dépêche de Toulouse*, frère aîné d'Albert Sarraut, vice-président de la Presse républicaine, qui se révélera mis au point par des membres de la Milice, répond à celui, le 24 novembre, du docteur Tourtou²⁸⁴, conseiller municipal, notabilité de la Légion niçoise, suivi quelques jours plus tard, du jet d'une grenade à la sortie du restaurant légionnaire, rue Pertinax, après une réunion tenue par Joseph Darnand et le docteur Durandy, tuant cinq miliciens.

À partir de l'année 1944, la guerre s'est étendue au monde entier, la propagande s'essouffle, s'efforçant de montrer des armées allemandes qui avancent même lorsqu'elles reculent, et se heurte à un train équivalent de nouvelles de la dissidence gaulliste, à tel point qu'on peut se demander quel front reflète réellement le journal. Depuis février 1942, Philippe Henriot, chaque dimanche, puis deux fois par jour à partir du 20 décembre 1943 diffuse la bonne parole et contredit les radios gaullistes, jusqu'à son assassinat le 28 juin 1944, catastrophe nationale déplorée à Nice avec la magnificence des grands deuils princiers d'antan. Tandis que *Le Petit Niçois* titre « Une grande voix s'est tue », l'éditorial signé P.N. fustige « *cette tragique manifestation d'un terrorisme importé chez nous par l'étranger* ». En même temps que la relation de la cérémonie à Notre-Dame, dont la position sur l'avenue se prête à la magnificence, le journal publie la promesse du gouvernement d'une prime de vingt millions pour retrouver les assassins²⁸⁵. À Nice, la vie semble se retirer peu à peu dans un espace et un temps réduits. Les hommes de 18 à 65 ans sont réquisitionnés pour garder les voies ferrées de Théoule à Menton, deux personnes pour 300 mètres de voies, à l'exception des prêtres et des policiers, service auparavant exercé par l'armée italienne. Un reportage d'Albert Pitois précise les consignes, interdiction d'ouvrir un parapluie, d'allumer du feu, de mettre un capuchon²⁸⁶. Couvre-feu, zone littorale interdite, surveillance obligatoire des voies ferrées, ravitaillement qui réduit les ménagères à faire de la soupe aux cailloux, tout cela crée un climat d'attente et d'impatience mal réprimées. Apparemment privé de son autorisation de

²⁸³ *Le Petit Niçois*, 27/04/1943.

²⁸⁴ Adolphe Tourtou (1896-24/11/1943), président du syndicat des médecins de Nice, membre du PPF, adjoint depuis juin 1941 dans la municipalité, est abattu le 24 novembre par deux résistants du mouvement Combat (*Le Petit Niçois*, 26/11/1943, Ralph Schor dir., *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

²⁸⁵ *Le Petit Niçois*, 28, 30/06/1944.

²⁸⁶ *Le Petit Niçois*, 19/10/1943.

circuler en zone nord, Albert Lejeune semble obligé de se limiter à la Côte d'Azur.

• Destins : du mystère patenôtre à la suppression d'un témoin gênant

Comment va se résoudre pour les protagonistes de l'aventure du *Petit Niçois* le retour à la paix ? Déjà s'est profilé dans un futur dont les pages du quotidien refusent l'imminence ce que sera la Côte d'Azur. Tandis que les habitants pansent les douleurs des bombardements et que les attentats se multiplient, imperturbablement la Une diffuse deux fois par semaine les éditoriaux signés P.N. que l'on pourrait croire d'Albert Lejeune, et qui émanent tout simplement et obligatoirement de la censure. Une bonne partie de la surface imprimée concerne le ravitaillement, problème aigu. Le débarquement surprend ; en effet les troupes débarquées à Théoule ont la consigne d'éviter l'est de la Côte d'Azur, le commandement américain s'attendant à une forte résistance des forces de l'Axe. Or la défense allemande, relativement dégarnie, ne comporte que des troupes jeunes et mal aguerries. De plus la Résistance tient en partie le Haut-Var. Aussi les Alliés peuvent-ils occuper assez rapidement le littoral et foncer vers la vallée du Rhône dans des délais plus brefs que prévu. La dureté de l'occupation, leurs souffrances, les problèmes du ravitaillement, vont accentuer l'exigence d'une épuration impitoyable, de même que dans les Bouches-du-Rhône.

Dans ces quatre années de guerre, qu'est devenu Raymond Patenôtre ? Il séjourne à Cannes les deux premières années, dans sa villa 38 boulevard Montfleury, et dans celle du cap d'Antibes, actuellement au 145 boulevard du Président Kennedy, construite en quelques mois à côté du château de Monteux. En 1941, il y a rencontré dans sa bande d'amis la jeune Dolorès Delépine²⁸⁷, qu'il épousera en 1945, malgré 24 années de différence d'âge, mariage suivi des naissances de Louis Raymond, dit Muncho, en juillet 1945, et d'Yvonne Marie, en janvier 1948. Il mène la vie mondaine d'un homme riche, libéré de ses obligations politiques et familiales. Beaucoup de ses connaissances sont alors réfugiées en zone libre. Sans doute dénoncé et recherché par les polices italienne et française, il gagne la zone nord et se cache dans sa propriété de la région parisienne. Plusieurs de ses domiciles sont cambriolés et pillés. Jacqueline Thome décide de divorcer, pour des raisons personnelles, et sans doute pour protéger ses enfants, leur nom et leur fortune. Elle-même ne risque rien car le milieu dans lequel elle gravite la sécurise, comme amie intime de la comtesse de Chambrun, fille de Pierre Laval, et de bien d'autres personnalités liées au gouvernement de Vichy, favorables à partir de 1943 à une Résistance qui s'incarne dans la haute société aussi bien que chez les jeunes que menace le STO. Jacqueline et Raymond Patenôtre peuvent disposer, grâce à leur fortune, de sommes importantes en faveur de la Résistance. Cela d'ailleurs correspond à un idéal patriotique que Raymond a exprimé dans ses éditoriaux, et à l'état d'esprit de Jacqueline fille d'un héros de Verdun. Tous deux peuvent difficilement approuver la tournure qu'a pris le gouvernement de Vichy, même si beaucoup de leurs amis se compromettent. Pour la plupart d'entre eux, petit monde cosmopolite, il s'agit d'ailleurs d'une collaboration plus mondaine que convaincue, et en fréquentant le beau monde allemand, ils poursuivent des relations entamées dès avant-guerre sans arrière-pensée.

²⁸⁷ Dolorès Delépine (1924-2010), est la fille du coureur automobile Jack Delépine, et de Maud Réaux. Après la mort de Raymond Patenôtre, elle rencontre le futur ministre et président du Conseil Félix Gaillard, d'une famille du milieu du cognac, et l'épouse en 1956. Entre 1956 et 1960 elle lui donne quatre enfants, dans une vie commune sans nuage tandis que le talentueux homme politique sert de père pendant leur adolescence à Muncho et Yvonne. Félix Gaillard disparaît en mer sur son voilier au large de Jersey le 10 juillet 1970 avec quelques amis, à un moment où sa carrière politique se préparait à une apogée, le président Pompidou envisageant d'en faire son Premier Ministre. Dolorès se remaria une troisième fois, mais est enterrée au cimetière du Père Lachaise aux côtés de Félix Gaillard (F. Le Douarec, *Félix Gaillard, un destin inachevé*, Economica, 1991. Samuel Cazenave, *Félix Gaillard, le Président*, préface de Jean-Louis Borloo, Gingko Éditeur, collection Mémoire d'homme, 2011).

Pendant ce temps Albert Lejeune a géré les journaux que lui a, aveuglément d'ailleurs, confiés son commanditaire. Il est à la fois homme de presse efficace et homme d'affaires. *Le Petit Niçois* est intelligemment géré et rien n'est négligé de ce qui pourrait rapporter des lecteurs et de l'argent. Dans sa lettre ultime, Rose Nivel recommande à son ami de ne pas mentionner ses gains dans les derniers mois de la publication du *Petit Niçois*. Albert Lejeune voit sans doute dans cette débâcle générale de la morale et des valeurs une fenêtre pour continuer à s'affirmer et faire fortune. Ni particulièrement patriote ni réellement pacifiste, il a le réalisme objectif du journaliste et de l'homme d'affaires. Conscient du danger de certaines proximités, il reste très prudent. Il travaille avec les dirigeants de la *Propaganda Abteilung* qui lui procurent papier et sauf-conduits et lui permettent de sauvegarder ses journaux et ses employés, malgré le passif que constitue l'appartenance révolue du journal qu'il dirige au Front populaire. Cela se fait avec opportunisme et dans la lancée de sa carrière. Si lors de ses interrogatoires il ménage son commanditaire et semble le respecter, il n'y a aucune réciprocité car pour Raymond Patenôtre Albert Lejeune n'existe pas plus que ses jardiniers et employés de maison.

L'épuration, réclamée par les résistants qui ont tâté de la clandestinité, des combats, des interrogatoires et des tortures de la Gestapo, constitue pour le général De Gaulle un problème qu'il faut gérer dans la légalité. « *Il n'allait pas être facile de contenir la vengeance et laisser la seule justice se prononcer sur les châtiments.* »²⁸⁸ énonce-t-il dans ses *Mémoires de guerre*. L'épuration est donc diligentée en Algérie par le Gouvernement provisoire, et s'étend officiellement en métropole au fur et à mesure de la Libération, de la Normandie à Paris en passant par la vallée du Rhône. L'ordonnance relative à la répression des faits de collaboration est signée le 26 juin 1944 pour être rendue publique le 6 juillet, sans rétroactivité, car il est important, pour garantir la légitimité de la nouvelle autorité, d'utiliser le Code Pénal existant, entre autres les articles 75 et 79 concernant les relations et les actes de commerce avec les sujets ou les agents d'une puissance étrangère. Cette ordonnance institue les cours de justice de la Libération ; c'est celle des Bouches-du-Rhône qui condamnera Albert Lejeune. Un choix difficile y place Raymond Aubrac comme commissaire de la République, fonction sous contrôle car il faut éviter les excès de pouvoir qui conduiraient à une relative autonomie et à des différences entre l'administration des régions. Il est amené à s'appuyer sur la CGT très puissante à Marseille, et à gérer les problèmes de l'épuration au sein des entreprises, ce qui place Albert Lejeune et ses rapports avec la gestion des journaux du Var et de Marseille au cœur des débats. Dans son arrêté du 4 septembre 1944, Raymond Aubrac précise les conditions de son application de l'ordonnance du général De Gaulle, « *les sanctions prévues... pourront être prononcées sans donner connaissance aux intéressés des faits qui leur sont reprochés et sans que leurs explications soient recueillies* ». Aussi le processus des jugements se révèle-t-il expéditif : lecture de l'acte d'accusation, défense par un avocat commis d'office, extrême sévérité du procureur, pas de procès-verbal, un simple compte rendu par le représentant du journal local, et la condamnation ; une condamnation à mort par session est destinée à complaire à l'opinion, sur laquelle il est dans la pratique impossible de revenir, les commutations de peines capitales relevant du secret d'État.

Paul Escande, nommé préfet des Alpes-Maritimes depuis Alger par le général De Gaulle à la place de Jean Moyon a été mis à la disposition de Raymond Aubrac. Laisse sur place par le commissaire de la République le 1^{er} septembre 1944, il doit rétablir la légalité à Nice et appliquer le programme du CNR (**conseil national de la Résistance**), châtiment des traîtres et éviction de tous ceux qui ont pactisé avec l'ennemi, comme le dit l'un de ses communiqués en réponse à une demande du CCL (comité local de libération), « calmer les

²⁸⁸ Cité par Herbert R. Lottman, *L'Épuration, 1943-1953*, Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne, Fayard, 1986, p. 72, note 32, Charles De Gaulle, *Mémoires de Guerre*, II, 155.

impatiences et rassurer les esprits ». Si le problème du ravitaillement est aigu, celui de la presse ne l'est pas moins. Le 7 septembre 1944, le *Patriote niçois* exprime dans son éditorial l'espérance des Niçois d'avoir enfin une presse libre, tant l'étreinte de la censure et de la collaboration s'est révélée insupportable. Non seulement *L'Éclaireur* et *Le Petit Niçois*, « ces deux journaux pourris qui ont infesté l'atmosphère politique de notre grande ville » vont disparaître, mais il ne faudrait surtout pas reconstituer les anciennes équipes de journalistes « aux gages des intérêts de la haute finance camouflés sous des noms d'hommes de paille ». Il semble y avoir là une allusion directe à l'équipe du *Petit Niçois*. Aussi peut-on s'attendre à une grande sévérité de la part des tribunaux. Les ordonnances ont un triple objet : interdire les publications qui ont existé sous l'Occupation ; créer ou soutenir les nouveaux journaux ; régler le transfert des coûteuses installations des imprimeries. Nice libérée le 28 août, le préfet prend le 2 septembre possession de ses fonctions. Le 14 septembre, il signale au commissaire régional de la République à Marseille la mesure d'internement qu'il a dû prendre à la demande du Comité de Libération (CDL) à l'encontre de MM. Grinda²⁸⁹, Patenôte, Baret²⁹⁰ et Lejeune, « mesure destinée à apaiser les esprits et à rassurer les représentants de la Résistance sur la volonté du gouvernement de poursuivre sans retard et sans faiblesse les personnes à l'égard desquelles une sanction judiciaire ou administrative doit intervenir ». *L'Humanité* du 27 septembre 1944, sous le titre « Les scandales de l'épuration » indique en gros caractères : « Le collaborateur Patenôte évadé de la prison FFI de Nice prétend jouer son rôle à Paris. Patenôte et Lejeune ont cédé aux Allemands leur journal *L'Auto*. » Et un peu plus bas sur la première page : « Mireille Balin arrêtée à Cap-d'Ail avec le diplomate boche Birl Desbok ». Avec un peu plus d'aménité celui-ci devient le 7 décembre « son ami autrichien » dans une interview que *Combat* fait à la prison de Nice. « Chaussée de feutre rouge, grande, belle, aisée, ses cheveux de feu retombant vaporeusement sur le col d'une veste en peau de chameau », elle semble accepter avec bonne humeur, comme pour un séjour d'agrément, les travaux ménagers qu'on lui prescrit. Il n'est pas question des mauvais traitements qu'elle a probablement subis.

La compilation des journaux de la Libération et le mémoire soumis au préfet par la famille de Raymond Patenôte permettent de suivre la trajectoire compliquée mais protégée du député. La pression des groupes émanant de la Résistance est telle que les journaux annoncent l'arrestation des prévenus quand celle-ci n'a pas encore eu lieu, et recensent des accusations dénuées de fondements crédibles. Ainsi, *Le Cri des Alpes-Maritimes* du 16 septembre 1944 met l'accent sur l'autorisation donnée par le préfet pour la parution de *L'Espoir*, que certains prétendent soutenus par « les trusts ». Pierre Bermond²⁹¹ porte-parole

²⁸⁹ Le docteur Édouard Grinda (1866-1959), chirurgien-chef de l'hôpital de Nice, député de 1919 à 1932, et brièvement ministre du travail, fait voter la loi d'avril 1930 qui met en place la première assistance sociale, Paul Gonnet, (Ralph Schor dir., « Édouard Grinda », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

²⁹⁰ Léon Baret (1883-1971) se lance dans la vie politique régionale puis nationale après une solide formation. Conseiller municipal, président du conseil général des Alpes-Maritimes, puis député de 1919 à 1940, il participe à plusieurs gouvernements, s'intéressant à la vie économique, à l'empire colonial et au tourisme. Engagé en faveur du rapprochement franco-allemand, il participe aux *Cahiers franco-allemands* d'Otto Abetz. Son vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain obère à la Libération la poursuite de sa carrière politique (Ralph Schor dir., « Léon Baret », *Dictionnaire historique et biographique du comté de Nice*, Serre, 2002).

²⁹¹ Pierre Bermond, avocat et homme d'affaires, directeur de 1921 à 1927 du *Petit Niçois*, accusé dans *La France de Nice et du Sud-Est* (28 avril 1927) par Albert Dubarry d'être « la plus grande crapule, le plus immonde affairiste de ce pays », lui intente un procès. Il participe en 1928 et 1929 à la mise en œuvre de plusieurs hôtels de luxe à Paris (le Carlton, le California, 16 rue de Berri, à deux pas des Champs Élysées, et le Royal Monceau, 37 avenue Hoche, un premier Miramar à Biarritz et à Cannes un second Palais Miramar sur la Croisette, œuvre des Dalmas, à l'édification duquel contribuent les capitaux de la famille Berliet). Actionnaire du *Petit Niçois*, il participe ensuite au lancement de *Nice-Matin* en 1946 et se défend avec véhémence de tout rapport avec les

de *L'Espoir*, reniant son passé d'homme d'affaires confirme sa non-appartenance aux « trusts » en précisant : « Nous n'avons rien de commun avec MM. Patenôte et Bailby. Nous sommes un groupe d'amis qui avons sorti de notre poche de l'argent pour faire le journal. Les socialistes sont contre les trusts et nous avons voté contre Patenôte. » Pourtant Raymond Patenôte ne s'est jamais présenté à une élection à Nice. L'intérêt du *Patriote* se déplacera ensuite vers Marseille et l'affaire Lejeune.

Bien qu'il soit question d'organiser une cour de justice spéciale à Nice, les décisions prises divergent suivant les personnes concernées, en l'occurrence Raymond Patenôte et Albert Lejeune. Le 16 septembre, Raymond Aubrac demande au préfet Escande d'attendre sa venue pour régler le sort de MM. Barety et Grinda et approuve les mesures prises à l'encontre de Raymond Patenôte. Le 14 octobre, l'inspecteur de la sûreté rend compte des recherches entreprises. Il semblerait que l'homme politique, propriétaire dans la région des villas Sainte-Anne, à Fabron, l'Ilette et Éden Roc, à Antibes, réquisitionnées et non encore évacuées, aurait quitté la région depuis le mois de juillet 1942, date à laquelle il avait été recherché par les autorités italiennes d'occupation. L'inspecteur suggère la possibilité de la présence du fugitif dans la région parisienne. *L'Abeille d'Etampes* avait signalé le 16 janvier 1943 un cambriolage au domicile parisien de l'ex-ministre, rue de la Faisanderie : « En novembre dernier, quatre faux policiers se présentaient au domicile parisien de M. Raymond Patenôte ancien député de Seine-et-Oise, ancien ministre demeurant actuellement au cap d'Antibes et sous prétexte d'une perquisition dérobaient des bijoux et valeurs pour une somme de 40 millions. La police de Nice ayant appris que l'un des joyaux, un diamant de 27 carats, valant 13 millions avait été offert à la vente à Marseille tendit un piège et mit la main sur Joseph Mattei, 41 ans qui tenta de l'avaloir, et Noël Renucci. Ils ont été déférés au Parquet ». Les articles des journaux de la Libération annonçant l'arrestation de l'ex-ministre sont eux prématurés.

Entre temps, le 19 octobre, la famille de Raymond Patenôte fait parvenir au préfet un mémoire justificatif réceptionné le 25 « pour répondre de son activité et faire face aux accusations dont il est l'objet », rédigé par Maître Jacques Charpentier, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. Il est intéressant de tenter de cerner la personnalité de Maître Charpentier²⁹² et ses éventuelles relations avec la famille Patenôte. Cet avocat de talent, à l'attitude ambiguë pendant l'Occupation, fait partie des personnalités bien connues des Patenôte dans le milieu mondain et politique qu'ils fréquentent ; de plus son entrée dans la résistance en 1943, alors qu'il a cautionné l'antisémitisme officiel au sein du barreau qu'il dirige, correspond tout à fait à ce qu'aurait pu effectuer Raymond Patenôte et qu'ont accompli bien des personnalités, un brusque virage idéologique en 1943. Ce mémoire a été sollicité d'une personne parfaitement habilitée à le rédiger. Il retrace l'emploi des années de guerre par l'ex-ministre, et s'entend à démontrer la complète innocence de l'intéressé par rapport à des activités de collaboration, et son adhésion idéologique et financière aux buts de la Résistance. L'absence de Raymond Patenôte lors de la séance du 10 juillet 1940, aboutissant à la remise des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, a suffi à le mettre à l'écart du

« trusts » (Laurent André, « Le Royal Monceau Paris. À Raffles Hôtel », dans *Le Journal des Palaces*, 16/04/2009).

²⁹² Jacques Charpentier (1881-1974), bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris en 1938, s'accommode de la politique antisémite de Vichy, qui exclut du barreau plusieurs centaines d'avocats, puis entre en résistance en 1943, en accord avec le Front national judiciaire. Conseil de Paul Reynaud au Procès de Riom, puis avocat de Pierre Étienne Flandin, il reste une figure trouble et controversée (Jacques Charpentier, *Au service de la Liberté*, Paris, Fayard, 1949. Bâtonnier Albert Brunoy, « Éloge de M. le Bâtonnier Jacques Charpentier », *Revue internationale de droit comparé*, 04/26/1974. Israël Liora, *Robes noires, années sombres : La Résistance dans les milieux judiciaires. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Pour une histoire du XX^e siècle, Fayard, 2005. Yves Ozanam, « La justice de l'épuration », dans *Histoire de la Justice*, n° 18, 2008/1).

gouvernement de Vichy, avec une connotation défavorable. Insistant sur le civisme du franco-américain qui a choisi de demeurer en France, au lieu de se réfugier en « *émigré de luxe* » aux États-Unis, le mémorandum le montre choisissant de partager le sort de 40 millions de Français. Harcelé par les services de M. Peyrouton²⁹³, privé de la vue et transformé en « *épave* » par une double cataracte (1941-1942) il se serait réfugié dans son château de Chevilly (Loir-et-Cher). La « *chasse à l'homme* » aurait repris par le fait de l'OVRA (*organizzazione di vigilanza e repressione dell'antifascismo*) de la Gestapo, et de la Milice, auxquelles il échappe caché dans le placard de l'une de ses maisons d'Antibes, puis grâce à d'innombrables déplacements chez ses amis et la mise à profit du manque de synchronisation des polices. Depuis juillet 1940, Raymond Patenôtre n'aurait cessé d'affirmer sa foi en la victoire finale des Alliés, ce qui est fort plausible étant donnée la confiance du franco-américain dans la libre Amérique et son admiration pour le président Roosevelt dont il espérait un rôle actif dès 1938.

Après avoir exposé l'organisation du groupe de presse de Raymond Patenôtre et les raisons de sa gestation, le mémoire éclaircit les relations de ce groupe avec son directeur Albert Lejeune, très suivies jusqu'en 1937, puis différentes dans la mesure où celui-ci achète certains journaux pour son propre compte. *Le Petit Niçois*, renforcé par deux augmentations de capital successives et l'achat d'actions par Raymond Patenôtre, reste le seul dénominateur commun entre les deux hommes. À partir de l'occupation italienne, Albert Lejeune aurait refusé de saborder son journal pour ne pas condamner au chômage les 200 employés, dont beaucoup perçoivent un salaire qui leur permet d'échapper à la relève, en précisant que l'ambassade d'Allemagne ne saurait admettre son départ. Raymond Patenôtre ne touche aucun bénéfice de cette publication, versant les sommes perçues à des œuvres de bienfaisance dans la plus entière discrétion. M. Marion refusant qu'il soit dans la presse fait allusion « *à des gestes généreux émanant de personnalités anglophiles de l'ancien régime* ». Le mémoire indique que M. Patenôtre n'a aucun rapport avec « *les trusts* » dont parle l'accusation. Il a subventionné la presse de la Résistance, financé le Front national, soutenu la réorganisation de la CGT des Alpes-Maritimes, et caché dans ses résidences des personnalités recherchées par la Gestapo et la Milice.

Le Bulletin journalier du Service départemental des Renseignements généraux des Alpes-Maritimes signale le 20 octobre que « *M. Raymond Patenôtre, député, ancien ministre, qui fait l'objet d'une mesure administrative – résidence assignée – de la part du CDL de Nice, aurait été un des plus grands assistants de la Résistance en versant 200 millions. Une pétition en faveur de l'ancien ministre a été signée par plusieurs milliers de maquisards et adressée au Gouvernement. Toujours de la même source, on nous apprend que M. Pierre Wolff, administrateur et collaborateur de M. Patenôtre, devait être reçu hier par le Général De Gaulle. Au cours de cette entrevue, la question de savoir si le journal « Le Petit Niçois » devra disparaître aurait été discutée. M. Pierre Wolff, journaliste et auteur dramatique réputé, avait été arrêté pendant l'occupation italienne et ensuite par les autorités allemandes et détenu jusqu'à ces derniers temps.* »

Les décisions de Paris sont plus expéditives que les demandes du CDL de Nice. On peut imaginer l'action efficace de Jacqueline Thome-Patenôtre voulant protéger de l'opprobre son ex-mari et ses enfants, et de ses amis. Le 9 novembre, la direction de l'Enregistrement des Domaines procède en partie à la mise sous séquestre et à l'inventaire des biens de Raymond

²⁹³ Marcel Peyrouton (1887-1983), avocat, homme de lettres, haut fonctionnaire, résident en Tunisie puis au Maroc, ambassadeur, applique avec zèle les mesures antisémites de Vichy et contribue à l'éviction de Pierre Laval en décembre 1940. Il réussit à se faire radier des listes de francs-maçons. Rallié au général Giraud, malgré ses nombreux reniements, il est arrêté et acquitté finalement en 1948 (Jean-Paul et Michèle Cointet, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Tallandier, 2000).

Patenôte, mais le 23 novembre, Raymond Patenôte est déjà réintégré comme conseiller municipal de Rambouillet.

Le 25 novembre, l'Assemblée des CDL des Alpes-Maritimes, « *considérant la lourde responsabilité qu'encouraient les propriétaires de journaux (Patenôte, Cappatti) qui ont accepté et facilité la propagande de Vichy et la Milice, demande que ces derniers soient poursuivis comme complices de trahison et crime contre la Nation* ». Le 8 décembre, les biens de Raymond Patenôte sont mis sous séquestre, mais dès le 13 décembre tous les arrêtés sont rapportés. La levée officielle du séquestre sera confirmée le 29 août 1945. *Le Patriote de Nice et du Sud-Est* du 14 décembre, sous le titre « *Tableau de chasse du jour* », annonce l'arrestation de Raymond Patenôte, dans un pavillon de chasse dépendant de la propriété du Mesnil, à Pierrefontaine, près de Rambouillet, transféré ensuite au quai des Orfèvres. Un bref paragraphe évoque les chefs d'accusation, entre autres des subventions à des journaux de province durant l'Occupation. Le 24 décembre une note du commissaire régional de la République à Marseille, Raymond Aubrac, au préfet des Alpes-Maritimes, signale la transmission du dossier concernant Raymond Patenôte au ministre de l'Intérieur.

Réintégré dans ses fonctions politiques de conseiller général de Seine-et-Oise, les arrêtés d'internement et de mise sous séquestre de ses biens ne lui ayant jamais été notifiés, Raymond Patenôte bénéficie d'un non-lieu finalisé le 10 août 1945 par une décision du ministre de l'Intérieur transmise au préfet des Alpes-Maritimes. En conséquence, Raymond Patenôte peut se présenter aux élections. On retrouve les traces de sa candidature dans un recueil de chansons humoristiques publié à Étampes en 1946. L'auteur, Georges Vannier, ironise sur l'embarras des électeurs devant la double consultation électorale, au lendemain de la guerre, à propos des deux questions posées, oui ou non, le tout sur l'air de « *Ferme tes jolis yeux* » ; au troisième couplet on lit :

« <i>La CGT est oui noniste,</i>	<i>Pour des oui oui tête de liste</i>
<i>L'Front National également,</i>	<i>Est Brasseur ancien sénateur.</i>
<i>Raymond Patenôte et sa liste</i>	<i>Tous cent pour cent sont réformistes</i>
<i>Sont pour non non évidemment,</i>	<i>Et jurent de faire notre bonheur. »</i> ²⁹⁴

En partie ruiné par la guerre, son divorce et son insouciance, Raymond Patenôte tient à rapatrier une partie de ses biens américains. À cet effet, il se rend avec sa mère aux États-Unis au cours de l'année 1947 et se heurte aux exigences du fisc et de la police qui l'arrête et le bouscule au moment de son embarquement, épisode qui fait le tour des médias d'outre Atlantique, les journaux y étant en grand nombre dans chaque État, et la personnalité de sa mère, fille d'un magnat de la presse, et la sienne, retenant évidemment l'attention générale²⁹⁵. À la Libération et plus encore après la mort de Raymond en 1951, enterré à Baye, dans la Marne, aux côtés de son père, Jacqueline Thome-Patenôte aura la carrière politique, dont elle rêvait, maire de Rambouillet de 1947 à 1983, conseillère de la République, sénatrice de Seine-et-Oise jusqu'en 1958, députée du même département puis des Yvelines jusqu'en 1978. Elle sera aussi secrétaire d'État au Logement en 1957 et exercera la fonction de présidente de la Société protectrice des animaux. À ce titre, elle a laissé son nom à une loi de 1970 fixant les conditions d'accueil des animaux dans les immeubles collectifs. Par son action tout en réalisant en partie son idéal politique, elle a permis que soient préservés l'honneur et la

²⁹⁴ Deux questions sont posées le 21 octobre 1945 aux citoyens français dans un référendum : veulent-ils élire une Assemblée Constituante, c'est-à-dire repartir sur de nouvelles bases en élaborant une nouvelle Constitution ; les pouvoirs de cette assemblée doivent-ils être limités ? Aux deux questions, les Radicaux avaient préconisé le non, position de Raymond Patenôte (Georges Vannier, « Recueil de chansons », collection de G. Pinguenet et S. Bénard, photos de Bernard Minet, février 1946. Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle, 1945-1958*, Questions au XX^e siècle, Éditions Complexe, 1991).

²⁹⁵ Entre autres multiples références, *Charleston Gazette*, Charleston, West Virginia, 01/10/1947. *The La Crosse Tribune*, La Crosse, Wisconsin, 26/10/1947. Il semblerait qu'Eleanor Patenôte aurait été blessée d'une fracture de la jambe lors de la tentative d'arrestation.

mémoire de son époux, une partie de sa fortune, et ainsi assuré l'avenir de ses enfants.

De son côté, Albert Lejeune ne bénéficie d'aucun appui, bien au contraire son cas lié à ceux de Pierre Laval et de Jean Gaillard-Bourrageas, est aggravé par son jugement à Marseille. Aucun témoin à décharge n'est convoqué. Les journaux locaux issus de la Résistance, *Combat*, *L'Humanité*, *Le Patriote*, sont la principale source des comptes rendus du procès. En effet il n'y a pas eu de relevé sténographique des débats, pas de procès verbal, pas de dépôts aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône. L'ambiance de ces procès d'épuration est tendue, dans des régions où le public a beaucoup souffert de l'occupation et souffre encore du manque de ravitaillement. Sous la pression populaire, l'esprit de vengeance souffle plus que celui de justice préconisé par le Général De Gaulle et son ministre de la Justice modéré François de Menthon²⁹⁶. Il semble qu'une condamnation à mort par session puisse à peine apaiser la soif de vengeance du public. L'avocat commis d'office Maître Bousquet, a apparemment été contacté par Rose Nivel. Il semble d'après reportages et documents qu'il ait eu du mal à trouver une ligne de défense devant un dossier incomplet et indéfendable dans ces circonstances. Albert Lejeune, qui d'après *Combat* dispose sur l'hexagone de quatre hommes de paille chargés de mettre sa comptabilité à l'abri des indiscretions du fisc, fait preuve d'un goût douteux en s'enrichissant quand les Français crèvent de faim et de tortures. En somme il aurait mieux valu qu'il restât à sa place de besogneux.

Les 17 et 18 septembre 1944, *Combat* rend compte des articles que Mario Cresp²⁹⁷, rédacteur de *La Marseillaise*, nouveau quotidien de la cité phocéenne, consacre à l'affaire Bourrageas. Il y est dit que, grâce à la Gestapo, et à l'appui de Laval, Albert Lejeune directeur du *Petit Niçois*, « *affairiste et accapareur insatiable* » a pu mettre la main sur *Le Petit Var* et s'introduire au *Petit Marseillais*, en usant de chantage. Dès le 28 septembre, Jacques Tirouflet, un ex-employé du journal *La Sarthe*, s'est présenté au commissariat de police du Mans où il a effectué une dénonciation d'Albert Lejeune, qui l'avait précédemment congédié, communication qui figure aux Archives des Alpes-Maritimes mais qui ne semble pas avoir joué un rôle dans l'accusation. L'ingérence d'Albert Lejeune dans les journaux marseillais et varois et son enrichissement personnel sont les principaux chefs d'accusation de la Cour de Justice de Marseille. Elle lance contre lui un mandat d'arrêt pour infraction aux lois sur les sociétés, et il est arrêté le lendemain 2 octobre à Monaco, où il vit avec sa femme et sans doute croit être à l'abri, par deux inspecteurs de la 9^e brigade mobile de Marseille, sous couvert de la 18^e brigade mobile de Nice sous les ordres du Cabinet du préfet, par les soins du commissaire principal Stigny. Il est transféré à Marseille le 5 octobre après un bref séjour à la prison de Nice. En effet les troupes alliées remontent la vallée du Rhône avec plusieurs semaines d'avance sur les prévisions, surprenant sans doute beaucoup ceux qui n'ont pas cru nécessaire de fuir, cas sans doute d'Albert Lejeune pris dans une nasse. Son comptable Gabriel Chambraud est déjà écroué. Albert Lejeune tente alors de se pourvoir en cassation, toujours d'après *Combat* des 20, 21 et 26 octobre 1944. À cette date, Raymond Patenôtre est déjà en partie disculpé par le mémorandum de Maître Charpentier envoyé à Nice le 19 octobre et la visite de Pierre Wolff au général De Gaulle. Les co-accusés d'Albert Lejeune, en fuite,

²⁹⁶ François de Menthon (1900-1984), professeur à la faculté de droit de Nancy, met son idéal chrétien et humaniste au service de ses convictions politiques. Résistant de la première heure, en butte à des sévices de la part du SOL, il rejoint le général De Gaulle à Londres puis à Alger où celui-ci le nomme ministre de la justice et le charge de l'épuration jusqu'au 8 mai 1945. Procureur à Nuremberg, il poursuit ensuite une riche et discrète carrière politique (Laurent Ducerf, *François de Menthon : un catholique au service de la République (1900-1984)*, Paris, Cerf, collection Histoire religieuse de la France, 2006, 512 p.).

²⁹⁷ Mario Cresp (1894- ?), journaliste, homme de lettres, écrit dans *La Marseillaise* et *Le Petit Varois* après la Libération, avant d'être, communiste puis dissident, maire d'Aubagne de 1947 à 1953. Il assure les reportages sur le procès d'Albert Lejeune (Mario Cresp, *Le Crime de la chambre 58*, Marseille, Éditions Laclau, collection « Chien-Loup », 1941).

Pierre Laval et Jean Gaillard-Bourrageas, jugés par contumace sont condamnés à mort après deux minutes de délibération. *Le Patriote de Nice et du Sud-Est, organe du Front national de lutte pour l'indépendance de la France*, semble être le mieux informé sur l'affaire Lejeune, et en fait l'un de ses titres le 21 octobre 1944. Devant une salle d'audience presque déserte, alors que cette affaire met en scène des « *magnats* » de la presse départementale, Lejeune et son « *conseiller technique* » Chambraud ont à répondre du crime d'intelligence avec les puissances ennemies. Le comptable assure n'avoir été employé sur les comptes du *Petit Var* qu'à partir de 1937. « *Albert Lejeune, de forte corpulence, les cheveux grisonnants, fait preuve d'une étonnante assurance* » témoignant d'une insultante bonne santé en ces temps de disette, commentaire qui accompagne également la photographie de Jean Gaillard-Bourrageas, sur lequel les restrictions ont eu peu de prise. Après l'interrogatoire de rigueur, le directeur du *Petit Niçois* proteste contre les sentiments pro-allemands qu'on lui prête. MM. Savon-Peiron, Delanglade et Marcel Samat, co-directeurs du *Petit Marseillais*, ont été internés pendant quatre mois, M. Savon-Peiron menacé d'être déporté en Silésie, s'ils n'acceptaient pas la direction de Jean Gaillard-Bourrageas, sous la pression de Pierre Laval, et d'Albert Lejeune, contrat imposé par la Gestapo. Jean Gaillard-Bourrageas, prédestiné à collaborer avec les autorités allemandes par son adhésion au parti de Simon Sabiani et de Jacques Doriot, avait succédé dans l'affaire à son beau-père Gustave Bourrageas, lié depuis plusieurs générations aux imprimeurs Savon-Peiron et Samat. Le président du conseil de surveillance du *Petit Marseillais* révèle les dessous financiers de l'affaire, et les profits que les comparses devaient tirer de cette soumission aux autorités allemandes. Jean Gaillard-Bourrageas qui devait rembourser l'argent de ses détournements pouvait en être dispensé à cette occasion. La menace de déportation de M. Savon-Peiron n'a heureusement pas été suivie d'effet. Les deux consuls d'Allemagne, le comte Henri de Thun, qui parle parfaitement le français, et von Spiegel escortés de policiers américains viennent alors à la barre et confirment les dires des précédents témoins. Ils ont observé les excellentes relations qu'Albert Lejeune semblait avoir à Paris avec le conseiller Schwendeman et commentent : « *Vous étiez avec nous* ». Le lendemain, le procureur Dubost souligne que ce procès est celui de la presse de Vichy et des capitalistes grands propriétaires de journaux, et lit une lettre qu'Albert Lejeune a envoyée à l'ambassadeur, en l'appelant « *Mon cher ami* », tournure courtoise d'homme bien né qu'il emploie souvent dans sa correspondance. Le commissaire alors s'exclame : « *Vous faites donc des rapports à l'ambassadeur d'Allemagne ? En signant cette lettre, Lejeune, vous avez signé votre arrêt de mort !* ». Il n'est pas question de l'affaire pourtant plus grave de l'aryanisation et de l'achat des Éditions Calmann-Lévy.

Maître Bousquet, avocat qualifié de « *brillant* », chargé de la défense de Lejeune, dresse le portrait d'un homme qui, dans ses journaux, a toujours défendu les idées républicaines en même temps que ses propres intérêts. Après 30 minutes de délibération, le verdict est annoncé : Albert Lejeune reconnu coupable d'avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi, est condamné à la peine de mort. Chambraud « *s'en tire* » avec dix ans de réclusion. Ils sont frappés d'indignité nationale et leurs biens sont confisqués au profit de l'État.

Le Patriote du 5 janvier 1945 donne l'épilogue de cette triste affaire, d'après des renseignements communiqués par le commissaire du gouvernement : le 28 décembre, au moment de quitter la prison des Baumettes pour son exécution, Albert Lejeune fait des déclarations mettant en cause des personnalités de la Résistance, peut-être un ancien ministre. Ces révélations, sans doute préparées hors de la prison, commente le journaliste, prouvent que le prévenu a eu des relations avec l'extérieur. En effet Rose Nivel a pu lui faire parvenir une ou deux lettres par l'intermédiaire de maître Bousquet. Après vérifications, les déclarations se révèlent sans preuves et il n'y a aucune raison de retarder sa fin qui a donc lieu le 3 janvier 1945 au fort de Malmousque.

Cependant le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Pétré²⁹⁸, nommé le 5 juillet 1945 délégué régional du Service de Recherche des crimes de guerre ennemis, s'étonne de voir refusées les demandes de pourvoi en cassation, ou de recours en grâce formulées par Albert Lejeune deux mois avant son exécution, et titre son document « *Une exécution capitale qui ressemble à la suppression d'un témoin gênant* ». Ayant trouvé dans le dossier des lettres de Rose Nivel, amie de cœur d'Albert Lejeune, il cite la plus importante. Dans celle-ci, datée du 23 décembre, la jeune femme donne à Albert Lejeune le conseil de se montrer plus pugnace et de faire quelques révélations sur l'affaire de la cession du journal *L'Auto*. « *Il ne s'agit pas, dit-elle, d'épargner un homme qui n'a pas levé un doigt en ta faveur* ». Elle espère, par l'intermédiaire de Gaston Palewski, chef de cabinet du Général De Gaulle, obtenir pour Albert Lejeune une certaine indulgence car il constitue le principal témoin de l'affaire Patenôtre qu'il pourrait éclairer. Elle ignore que pendant ce temps le destin de l'ex-ministre a suivi un autre cours et que de puissantes influences se sont exercées pour protéger l'homme politique. Il semble qu'Albert Lejeune ait été surpris de la rapidité d'une action judiciaire disproportionnée avec ses fautes contre laquelle il ne disposait pas de moyens de défense. D'autre part toute sa vie montre qu'il n'a jamais eu peur, inconscience, bravade ou réel courage. Son avocat, quelque ait été son talent, semble avoir eu du mal à organiser une défense efficace devant une cour partisane et déjà convaincue. La présence des consuls allemands était plutôt un témoignage à charge. Une lettre adressée à son avocat maître Bousquet donne quelques précisions :

« *À "Marianne", quoique administrateur délégué en titre, c'est monsieur Pierre Wolff qui en était le directeur et ordonnait recettes et dépenses. Pour L'Auto, et c'est le plus important, je me souviens qu'à fin 40, quand j'ai dû contre son gré et après maintes réticences, rendre à MRP ses actions, je lui ai écrit pour lui rappeler ses engagements au cas où il serait vendeur et de ne les céder qu'à moi, et je lui interdisais notamment de vendre aux Allemands... Toutes ces cessions (ventes à réméré) ont été faites sur papier timbré et en triple exemplaire, tant pour la "Gazette" que pour "L'Auto" et "Marianne".* »

La Marseillaise commente les « *soi-disant révélations* » d'Albert Lejeune, ses rapports avec l'extérieur, « *sans doute des membres de la cinquième colonne* », et son exécution, « *expiation de ses crimes* ».

Le colonel Pétré a connaissance du texte de l'interrogatoire ultime d'Albert Lejeune. Ce texte de cinq pages dactylographiées rédigé sous le contrôle du commandant Gervais et remis au commissaire du gouvernement Dubosc le 30 décembre 1944 impute la vente du journal *L'Auto* aux autorités allemandes à l'entière responsabilité de Raymond Patenôtre et de Pierre Wolff, et commente la reprise du *Petit Niçois* et sa transformation après la Libération. Qualifiée de « *coup de force* » celle-ci dénoterait une connivence certaine entre les repreneurs niçois et Jacqueline Thome-Patenôtre qui espérait ainsi prolonger la mainmise financière et politique de la fortune de son ex-mari sur le journal.

Dès le 6 janvier 1945, sous la rubrique « Urgent », l'ordre arrive de la part de la police

²⁹⁸ Jean-Baptiste Pétré (1896-1959), d'une famille basque traditionnelle, entre très jeune au service des postes. Il termine la guerre avec le grade de sous-lieutenant et poursuivra un entraînement militaire, tout en continuant sa carrière dans l'administration des Postes, qui le conduit au service des Ambulants. Ceci lui permet des libertés dont, installé à Marseille, il profite pour se mêler à la vie culturelle de la cité, comme écrivain, journaliste et conférencier sous le pseudonyme de Jean Duhalde. Il accomplit même une partie de son service postal sur la ligne d'Extrême-Orient. La guerre le retrouve en 1939 capitaine au 141^e RIA et, à la démobilisation, président de l'Amicale des Anciens, couverture qui lui permet d'organiser la résistance dans la région marseillaise. Arrêté en juillet 1943, torturé, il est transféré à Buchenwald et organise la libération du camp à l'arrivée des troupes américaines en avril 1945. Nommé le 4 juillet 1945 délégué régional du service de recherche des crimes de guerre ennemis, il est troublé par l'affaire Lejeune, le caractère expéditif du jugement et son exécution. Sa mort prématurée est déplorée par les anciens de cette période troublée (*Massalia*, 28/04/1945. « *À la mémoire du colonel Jean Pétré* », Amicale des anciens du 141^e RIA, 2010).

d'État d'interroger le directeur des services administratifs du *Petit Niçois* Marius Montagne, pour lui faire préciser quels sont les personnages qui sont venus prendre possession des bureaux du journal au nom de M. Patenôte, et s'il a mentionné la chose à Albert Lejeune. Marius Montagne précise qu'il n'en a pas eu le temps. Le groupe, composé de MM. Paul Draghi, Paul Augier, Michel Bavastro, et D.J. Mari²⁹⁹ semble pressé d'occuper le terrain médiatique et d'utiliser le matériel. Suit toute une série d'interrogatoires du personnel du *Petit Niçois* et de *Lyon républicain*, typographes, mécaniciens, rédacteurs, pour savoir si Marius Montagne pouvait être suspecté d'être antisocial, défaitiste, pro-allemand, malhonnête. Bien qu'ait été soulignée l'honnêteté du personnage dans son rôle difficile de tampon entre le patron et le personnel, la carte professionnelle de journaliste lui sera par la suite refusée. Le préfet en fera son conseiller pour certaines affaires de presse.

Le lieutenant-colonel Pétré s'étonne de la divulgation du secret de l'instruction à la presse, et de la précipitation d'une exécution probablement donnée en pâture à une opinion marseillaise survoltée. « *Après une lecture approfondie des documents il ne ressort pas du tout que les faits avancés par Lejeune soient inexacts bien au contraire et il semble plutôt qu'on l'a supprimé pour l'empêcher de parler. Dans un délai aussi bref (trois jours) il est difficile de croire que tout le nécessaire a été fait pour que la pleine lumière soit faite sur les agissements de Wolff et de Patenôte et leurs relations avec Lejeune* ».

Si Raymond Aubrac commissaire du gouvernement ne touche mot de l'affaire Lejeune, il évoque dans ses mémoires (*Où la mémoire s'attarde*, Éditions Odile Jacob, 1996) une sombre soirée où il réussit à protéger des « *collaborateurs* » en sacrifiant à l'ire populaire l'un d'entre eux qui fut exécuté. Dès le début du mois de janvier Raymond Aubrac est relevé discrètement de ses fonctions par le Général De Gaulle, et chargé à partir du 21 février 1945 du service de déminage, tandis que le préfet Escande prend la responsabilité de l'épuration³⁰⁰ à Nice.

Albert Lejeune est donc l'une des rares personnalités du monde de la presse dont la peine, sans rapport avec le message diffusé par ses journaux, a été suivie d'une exécution immédiate. Sa mémoire a été particulièrement chargée par les défenseurs de *L'Auto*, sans preuves supplémentaires, sinon le vif désir d'exonérer Jacques Goddet et Jean Leulliot de

²⁹⁹ D.J. Mari était l'un des plus anciens journalistes de *L'Éclair* avec Paul Gordeaux, comme Honoré Tourniaire. Poète, il avait composé les chansons officielles du carnaval des années 1925-26-27-31-32-34-35, et participé à *Mediterranea*, Paul Draghi résistant et représentant de la SFIO, Michel Bavastro (1897-2008) l'un des fondateurs du journal clandestin de la Résistance, *Combat de Nice et du Sud-Est*, prédécesseur de *Nice-Matin* succédèrent avec Paul Augier à l'équipe du *Petit Niçois*. D'Albert Lejeune, il ne fut plus question (Paul Escande, *Les nouveaux pouvoirs à la Libération*, conférence de mars 1996. Jean-Louis Panicacci, « La visite du général De Gaulle à Nice, perception et représentations », *L'Événement dans l'histoire des Alpes-Maritimes, Cahiers de la Méditerranée*, 62/2001. Dominique Laredo, « *Mediterranea*, une revue d'art sur la Côte d'Azur pendant l'Entre-Deux-guerres », *Pour une histoire des Médias en Méditerranée, Les médias comme émetteurs et vecteurs de représentations, Cahiers de la Méditerranée*, 85/2012).

³⁰⁰ Les mouvements résistants, le Parti communiste, le Parti socialiste, se partagent les installations du *Petit Niçois* et de *L'Éclair*, rejoints en mars 1946 par *La Liberté de Nice*, émanation des autorités catholiques du diocèse et du MRP. Le 4 juillet 1946 se déroule devant la Cour de justice de Nice le premier procès intenté à une société de presse, *Le Petit Niçois*, accusé d'avoir participé à une campagne de démoralisation de la Nation. André Ghis, rédacteur en chef, occupe le même poste à la *Liberté* sous le pseudonyme de Lucien Fabron, et défend son ancien journal, soutenu par plusieurs témoins à décharge, de toute complaisance vis-à-vis des autorités occupantes. La brillante plaidoirie de maître Bonello dénie toute responsabilité au propriétaire du *Petit Niçois*, Raymond Patenôte, ancien ministre, crédité d'esprit de résistance dès le vote des pleins pouvoirs. En effet, absent lors de la mémorable séance du 10 juillet, il ne pouvait les accorder au maréchal Pétain. La rapide délibération de la Cour, accordant à la Société anonyme du *Petit Niçois* de larges circonstances atténuantes, n'ordonne que le séquestre du quart des biens de ladite société, ce qui permet à Raymond Patenôte de récupérer la plus grande partie de son capital initial (*La Liberté de Nice*, 04/07/1946. Ralph Schor, « Un journal de la Résistance chrétienne : *La Liberté de Nice* (1945-1947) », *Hommes. idées. journaux. Mélanges en l'honneur de Pierre Guiral*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1988).

toute accusation de collaboration. S'il a en effet profité à titre personnel de cette période, Albert Lejeune a sauvegardé son journal et permis au personnel de conserver son emploi. Le succès de son entreprise de presse n'a pas été sans engendrer des jalousies qui ont pu se concrétiser par la reprise du matériel et des installations de la rue Pastorelli, devenues instantanément le siège des journaux *Combat* puis *Nice-Matin*.

La séparation de biens entre Albert Lejeune et sa femme permet de ne pas complètement spolier les enfants.

Georgette Lejeune ne survit pas longtemps à son mari puisqu'elle décède le 20 septembre 1950 au lieu-dit Beauchamp, à Villaines-La-Gosnais, lieu où elle avait une résidence secondaire et où était officiellement domicilié son fils Georges. La déclaration du décès étant faite par Charles Fontaine, directeur des Pompes funèbres d'Arpajon, laisse à penser qu'elle a été enterrée à Arpajon auprès de ses parents. Il n'a pas été possible de savoir où est enseveli Albert Lejeune, sans doute dans la fosse commune des fusillés à Malmousque.

Conclusion

« Faute d'être intégré dans la société française et d'être soumis aux lois universelles d'une communauté, le collaborateur cherche à s'intégrer à un système nouveau où les relations tombent dans la singularité et vont de personne à personne. Son réalisme l'y aide : le culte du fait particulier et le mépris du droit, qui est universalité, le conduisent à se soumettre à des réalités rigoureusement individuelles. »

(Jean-Paul Sartre, *Situations, III*, Éditions Gallimard, 1946)

Peut-être pourrait-on appliquer ces remarques faites par Jean-Paul Sartre à la Libération au cas d'Albert Lejeune, à la vie sous-tendue par sa vocation : peu intégré dans la société niçoise sinon par ce poste de directeur de journal qu'il exerce avec talent et revendique au bandeau, éparpillant ses forces sous diverses responsabilités, tenté de profiter de cette situation et de ses relations pour un enrichissement personnel, il met le doigt dans un engrenage qui l'entraîne dans la spirale de la collaboration, malgré sa réserve. Ainsi orchestre-t-il au mieux de ses intérêts un réseau de journaux dans lequel il s'est substitué à son commanditaire et s'impose de sauvegarder l'emploi du personnel, l'outil industriel, la clientèle. Sa liaison avec Rose Nivel, son désir de la retrouver, les non-dits que cela implique ont rendu encore plus compliqués sa gestion et ses déplacements.

La vie de son riche commanditaire ne l'est pas moins dans la même période pour des raisons différentes. L'attitude douteuse de l'entourage fortuné du ministre et d'une grande partie de la presse française s'explique dans un contexte d'opportunisme, de déraison, et de terreur que l'emprise nazie a fait régner. L'ombre de la Grande Guerre a plané sur cette génération, transformant en lâcheté ou en violence les beaux actes de patriotisme d'une jeunesse sacrifiée. Sans une lecture complète des tragiques événements du siècle on ne saurait comprendre la psychologie de ceux qui ont fait la première guerre et de ceux qui, frustrés, n'y ont pas participé. Pour eux, autant pour Raymond Patenôtre que pour Albert Lejeune, il s'agit de vivre une revanche sur le destin. Il pourrait aussi nous échapper l'importance du terrain médiatique dans le microcosme niçois. Il est bon aujourd'hui d'y insérer la mémoire de deux protagonistes oubliés de l'histoire de la presse locale.

COMPTES-RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Aprile (Sylvie), Bertheleu (Hélène), Billion (Pierre) (dir), *Étrangers dans le berceau de la France ? L'immigration en région Centre du XIX^e siècle à nos jours*, Presses universitaires François Rabelais, Tours, 2013, 201 pages.

La région Centre n'est pas reconnue comme ayant été profondément marquée par l'immigration. Cependant ce phénomène, même s'il n'a pas mobilisé des effectifs très importants, est ancien, original et concerne des nationalités très variées. Aussi le livre collectif qui étudie cette question est-il bienvenu.

L'ouvrage commence par une rétrospective historique qui part de 1789. Au XIX^e siècle, la région accueille des réfugiés politiques, les carlistes espagnols d'abord, puis des Polonais appartenant à la bourgeoisie intellectuelle et à l'aristocratie, comme le riche comte Branicki, naturalisé en 1854. Les effectifs restent modestes : 6 625 étrangers en 1886, alors que le seul département du Nord recense alors plus de 153 000 étrangers. En 1911 encore la région compte seulement 3 949 étrangers. Pendant la Grande Guerre sont introduits des travailleurs pour l'industrie, ainsi 400 coloniaux et 100 Chinois à Vierzon, tous étroitement surveillés. Dans l'Entre-Deux-Guerres l'immigration se développe : 30 418 personnes sont dénombrées en 1931. Parmi les nouveaux venus figurent des réfugiés russes, arméniens et plus tard espagnols républicains, des travailleurs agricoles et industriels polonais, des ouvriers chinois parmi lesquels Zhou En Lai, Chen Yi, Li Fuchun. Après la Deuxième Guerre mondiale arrivent les vagues maghrébine, portugaise, turque, les réfugiés du Chili, d'Asie, d'Afrique, du Kosovo. Dans les années 1970-1980, la ville de Dreux, qui compte un étranger pour cinq habitants, devient un symbole par les problèmes sociaux qui s'y posent, par le militantisme du Front National qui en fait un lieu emblématique de son combat, par l'action de son maire Françoise Gaspard qui essaie de résister à la poussée extrémiste et de donner du phénomène une analyse scientifique.

La deuxième partie du livre propose des monographies qui, sur un fond historique, se placent surtout dans une perspective sociologique. La première étude est consacrée aux migrantes rurales polonaises de l'Entre-Deux-Guerres, souvent astreintes à un travail harassant, parfois violées par leurs employeurs et parvenant, dans certains cas, à prouver leurs facultés de résistance. Ensuite sont présentés les ouvriers étrangers, polonais, maghrébins, ibériques embauchés dans la fonderie de Rosières, les conditions de leur recrutement, de leur vie sociale et culturelle, de leur intégration, vue notamment à travers le dépouillement d'un journal scolaire. Le chapitre centré sur le vieux Tours permet d'évoquer la densité et la pauvreté régnant dans un quartier ancien dégradé ; d'intéressants récits de vie laissés par des juifs étrangers illustrent le propos avec justesse. L'immigration portugaise, objet de la monographie suivante, retrace les étapes de l'intégration. Les vingt foyers de migrants que compte la région inspirent un développement qui montre le vieillissement des locataires et l'entre-deux identitaire dans lequel ils se situent. À Joué-lès-Tours, commune de 37 000 habitants, vivent 8 000 personnes issues de l'immigration ; là, une riche vie associative et notamment un important club de lutte permettent l'émergence d'un relatif compromis interethnique et d'une sociabilité qui atténue les difficultés. En revanche, à Romorantin, les Turcs sont réputés poser un problème, les frontières sociales et ethniques demeurant fortes.

L'ouvrage allie ainsi une fresque historique brève et précise avec des études de cas qui donnent une note concrète à l'analyse. C'est par de tels travaux qu'une région où l'immigration n'est pas perçue comme un phénomène majeur du passé ancien ou récent peut reconstituer une mémoire. Une mémoire nécessaire à la compréhension de la situation actuelle et ainsi à la recherche de solutions pouvant atténuer certaines tensions.

Ralph Schor

Bantigny (Ludivine), *La France à l'heure du monde de 1981 à nos jours*, Paris, le Seuil, l'Univers historique, 2013, 513 pages.

Ludivine Bantigny relève le difficile pari de restituer l'histoire de la France pendant la trentaine d'années qui vient de s'écouler, de 1981 à nos jours. Le livre s'ouvre sur un récit événementiel relativement bref ; ainsi, le suicide de Pierre Bérégovoy est seulement mentionné dans la chronologie finale. En revanche, l'accent est mis sur les grandes évolutions, la mondialisation, les genres de vie, l'immigration, la place des femmes, les transformations culturelles.

L'auteur nourrit son propos en s'appuyant sur des travaux de science politique, de sociologie, d'anthropologie, d'économie. Il en résulte une étude savante et souvent neuve. De grandes questions sont posées comme l'effacement des idéologies jadis mobilisatrices, la perte d'audience des partis de gouvernement et des autorités sociales traditionnelles, la nouvelle articulation entre le national et la globalisation. Une attention particulière est accordée aux imaginaires, à la création artistique et littéraire. Ludivine Bantigny possède une culture cinématographique très riche qui lui permet de citer, voire d'analyser, de nombreuses œuvres qui illustrent la démonstration de manière pertinente.

Le livre possède de nombreuses qualités. Les titres sont généralement bien choisis ; les jeux de mots visent à donner une touche moderne, « tendance » comme disent les contemporains (« Bouillons de ruptures », « États de disgrâce », « L'impuissance de la puissance »). La construction est habile, la démonstration convaincante, la synthèse généralement réussie, sauf exception comme dans la partie trop énumérative consacrée aux œuvres littéraires. La crise multiforme que traverse la France est décryptée. Cet ouvrage offre un guide sûr dans un monde complexe.

Ralph Schor

Bonte (Béregère), *Dans le secret du conseil des ministres*, Paris, Éditions du Moment, 2013 (Édition originale, Éditions du Moment, 2011 augmentée et actualisée)

Béregère Bonte est, depuis 1998, journaliste à EUROPE 1. Elle a animé des émissions politiques, s'intéressant aux problèmes de l'environnement. Elle a ainsi écrit un livre sur Nicolas Hulot, SAINT NICOLAS. Ce livre est une « *enquête dans les coulisses du salon Murat, du général De Gaulle à François Hollande* ». Sous la V^e République, le Président convoque le conseil des ministres, définit son ordre du jour et déclare adoptées les mesures qui ont été délibérées. « *De Gaulle n'a pas seulement inventé la V^e République, il a aussi posé les jalons du Conseil des ministres... Le Général, dans la salle du Conseil, apparaît sous des traits inattendus. Intransigeant, acide, parfois même las. Petit à petit, le parallèle s'impose avec un autre « patron ronron » qu'il connaît bien pour avoir été mis en ballotage par lui en 1965 : François Mitterrand* ». Pompidou, fort de 6 années passées à l'hôtel Matignon comme Premier Ministre, se montre rassurant lorsqu'il devient Président de la République. De sa dernière année présidentielle, Pompidou laisse le souvenir d'un homme acariâtre ; peut-être cette image est-elle en fait liée à la maladie. Giscard se présente comme un président moderne : « *Un simple complet veston remplace la jaquette et ses breloques dorées de la Légion d'honneur.* » Pour les conseils des ministres giscardiens, les ministres sont autorisés à apporter du matériel (maquette de prison, par exemple). Sarkozy n'empêche pas un ministre de s'exprimer après lui. Hollande introduit un véritable changement puisqu'il est devenu Président sans avoir été ministre. Béregère Bonte dit en conclusion : « *De l'oxygène pour la démocratie ! À chaque campagne présidentielle, tous les candidats ne manquent jamais d'appeler de leurs vœux un nouveau souffle en matière de gouvernance.* »

Soudain on se prend à rêver que des ministres, seuls, sans leur administration, entament, certains mercredis, une vraie confrontation d'idées politiques sur des questions comme la fiscalité, les choix énergétiques de la France ou la Gestation pour autrui ». « *Il faut juste qu'un Président le veuille vraiment* » conclut Guy Carcassonne. Et d'ajouter : « *De Gaulle, lui, craignait d'autant moins la confrontation qu'il avait une vraie autorité sur ses ministres.* » Qui donc relèvera le gant ?

Roger Klotz

Fassin (Didier) (dir), *Les Nouvelles frontières de la société française*, La Découverte, Paris, 2012, 599 pages.

Didier Fassin a réuni une équipe multidisciplinaire qui a effectué une série d'enquêtes établissant l'impressionnant catalogue des frontières juridiques, psychologiques, symboliques par lesquelles la société française se trouve fractionnée en cellules inégales.

Les auteurs soulignent d'abord l'importance des limites territoriales qui séparent traditionnellement les citoyens et les étrangers. Une autre frontière est instituée par la connaissance de la langue française, plus ou moins maîtrisée, considérée depuis 1890 comme un critère d'assimilation, garantissant l'adhésion aux valeurs républicaines, facilitant ou non la naturalisation. Cette dernière ne permet pas toujours une acceptation du nouveau citoyen dans la société car le nom et l'apparence peuvent demeurer comme des rappels discriminants de l'origine étrangère. De toute manière, la différence, de quelque nature qu'elle soit, peut constituer un handicap et maintenir une frontière plus ou moins contraignante. La nationalité a peu de poids en la matière : même si la biologie prouve l'unité du genre humain et si la notion de « race » apparaît comme une construction sociale, le regard et le comportement de certains individus, la loi parfois, érigent des barrières. Le livre donne bien d'autres exemples de séparations, entre les individus jouissant de leur liberté de mouvement et ceux qui sont enfermés dans des centres de rétention, entre ceux qui subissent les rigueurs de la loi sur le sol français et ceux qui, sous la pression du pays dit d'accueil, sont retenus dans leur pays d'origine, entre ceux qui vivent entourés de leur famille et ceux qui en sont séparés par les procédures d'un regroupement familial de plus en plus sévère. Les étrangers finissent parfois par intérioriser la frontière sous l'effet de la peur qu'ils éprouvent, ce qui dans certains cas peut engendrer des troubles mentaux.

Les auteurs réservent une place aux Français qui, d'une manière ou d'une autre, luttent contre les discriminations et font acte de solidarité. Ainsi les militants humanitaires, les membres du Réseau éducation sans frontière, les associations chargées par l'État de gérer les procédures d'asile, ceux des policiers qui essaient de légitimer leur action ou d'adoucir les rigueurs de la loi. Mais, dans l'ensemble, le bilan apparaît très sombre. Le livre brosse le portrait d'une France cadennassée, hérissée de règlements coercitifs, marquée par des comportements quotidiens xénophobes ou racistes. Les auteurs ne croient que les responsables politiques et administratifs qui gèrent sévèrement l'immigration répondent toujours aux exigences d'une opinion publique inquiète : la « xénophobie de gouvernement » utiliserait les prétendues pressions de l'opinion pour justifier des choix anti-étrangers (page 178). La présence de représentants de la « diversité » sur les listes électorales constituerait « un cache-misère, une opération éphémère de diversion politique » (page 424). L'adoption d'un comportement humain et progressiste par la droite et le monde économique serait un trompe-l'œil car « le respect des droits fondamentaux d'une part et les performances économiques d'autre part » sont difficilement conciliables (page 264). Du fait que l'inégalité sociale correspond souvent aux inégalités ethniques, « l'État ne mène plus la guerre à la pauvreté mais aux pauvres » (page 98). L'Europe est devenue un « Empire du rejet » qui « correspond à un état de domination des pays du Nord sur ceux du Sud dont la vie politique

se transforme en fonction des finalités de ceux du Nord » (page 193). « Les majoritaires qui détiennent le pouvoir tant économique que politique n'ont aucun intérêt à faire émerger les questions de genre, les questions raciales, ni aucune autre question liée aux discriminations » (page 288).

Certains auteurs nuancent le constat accablant auquel ils parviennent en notant que les échantillons d'individus, parfois inférieurs à dix, sur lesquels ils ont travaillé sont modestes et constituent plus des études de cas que des bilans généralisables à toute la société. Cependant les plus nombreux n'hésitent pas à énoncer des conclusions globales. Chaque lecteur souscrira ou non à ces conclusions en fonction de sa propre expérience ou de sa philosophie. On ne peut certes nier que le national appartient traditionnellement à une catégorie privilégiée par rapport à l'étranger. L'éventuelle extension de certains privilèges aux non-Français ou la redéfinition d'une citoyenneté qui ne serait plus liée au territoire et serait comme dit Étienne Balibar « une communauté de destin » (*Les Frontières de la démocratie*, La Découverte, 1992) appellent des réponses politiques. Les chercheurs, de manière plus ou moins convaincante, contribuent à mettre en lumière les tensions qui parcourent la société et proposent de celle-ci un tableau qui stimule la discussion.

Ralph Schor

Gary (Romain), *Le Sens de ma vie. Entretien*. Préface de Roger Grenier, Paris, Gallimard, mai 2014.

Cet entretien a été filmé pour Radio-Canada en 1980. Quelques mois après l'enregistrement, le 2 décembre 1980, Romain Gary se suicidait. Radio-Canada a diffusé l'émission en 1982. D'après Roger Grenier, le préfacier, ce texte est « *le dernier état de [l']autobiographie* » de Romain Gary. L'auteur de la préface signale également que certaines anecdotes doivent être prises avec précaution. Cela provient sans doute de ce que Romain Gary reste avant tout romancier ; l'écrivain a peut-être besoin de prendre des distances par rapport à son autobiographie : « *Vous me demandez de raconter un peu ma vie, sous prétexte que j'en ai une, je n'en suis pas tellement sûr parce que je crois surtout que c'est la vie qui nous a, qui nous possède.* » Né en Russie en 1914, Romain Gary a ensuite vécu à Varsovie, puis en France. Il a également habité pendant dix ans en Amérique et a composé un roman en américain. Il a donc une richesse culturelle certaine. Il arrive à Nice en 1928, avec une mère francophile qui trouve du travail dans l'hôtellerie. En 1935, il publie sa première nouvelle dans un hebdomadaire, *Gringoire*. Il commence ses études de droit à Aix-en-Provence et les continue à Paris. Il est loin d'être riche et il a fait plusieurs métiers. Parallèlement, il se met à écrire. A ce moment-là, Malraux l'encourage fortement. Il voulait faire carrière dans l'aviation. Il n'a pas pu cependant devenir officier à cause du climat de xénophobie qui régnait alors dans l'aviation. C'est l'époque où il rejoint, à Londres, le général de Gaulle. Il participe aux campagnes d'Afrique. Il écrit, à ce moment-là, *Éducation européenne* ; lorsque le livre paraît, le romancier est reçu par le général de Gaulle qui le félicite. La mère de Romain Gary meurt le 16 février 1941. En 1945, Romain Gary entame une carrière de diplomate, qui dure 17 ans. Il séjourne entre autres en Bulgarie, en Suisse, à New York, à Los Angeles. Il est à Hollywood en 1956, peu de temps avant d'avoir le Prix Goncourt pour *Les racines du Ciel*. Il semble avoir besoin de détruire une fausse image que les médias ont donnée de lui : « *Je vivais en permanence avec un personnage de Romain Gary qui n'a strictement rien à voir avec la réalité de mon moi... Par exemple, en raison de mon attachement profond, éthique et spirituel au général de Gaulle, on a fait de moi une sorte de gaulliste engagé politique alors que je n'ai jamais fait de politique.* » Ce livre vient donc à son heure. Ce qui reste aujourd'hui de Romain Gary, c'est surtout un œuvre romanesque. Il

importe peut-être de donner de lui une image qui ne soit pas influencée par les mentalités de l'après-guerre.

Roger Klotz

Milza (Pierre), *Garibaldi*, Fayard, Paris, 2012, 681 p.

Né le juillet 1807 d'une mère de Loano et d'un père marin de cabotage à Nice résidant dans le quartier du port de Lympia d'une famille de huit enfants de la petite aisance locale, Giuseppe Garibaldi s'embarqua en 1821 sur le brigantin *Costanza* où en 1824 il ravitailla son port d'attache du blé d'Odessa et de Taganrog sur la mer d'Azov avant de s'embarquer sur la *Santa Reparata* et de suivre sa mère au pèlerinage du jubilé pontifical à Rome en 1825. En 1833, après l'échec de la *Giovane Italia*, il s'exila à Marseille avant de s'embarquer pour Rio de Janeiro où après l'échec de sa tentative de *Congrega* entre les exilés politiques italiens au Brésil, il leva de nouveau l'ancre en 1835 pour le Rio Grande do Sul. Après l'instauration de la République du Rio Grande, le 20 septembre 1835, il proclama la République en Uruguay le 15 juin 1838 et prit la mer dans la lagune sur le *Rio Pardo* et l'*Independencia*. Le 20 avril 1839, il entre à Porto Alegre. En 1841, Giuseppe Garibaldi gagna Montevideo qui comptait alors 4 000 Portugais, 9 400 Espagnols, 1 000 Français et 5 000 Italiens en guerre avec l'Argentine soutenue par l'Angleterre depuis 1838 et mit le siège dans la baie. En janvier 1845, Giuseppe Garibaldi a été décoré par le général Ribera de la Légion italienne et après l'amnistie, il rentra à Nice sur le brigantin *Speranza* battant pavillon Uruguayen le 23 juin 1848 avec Anita, salué par *L'Écho des Alpes-Maritimes*.

Thierry Couzin

Schor (Ralph), *Écrire en exil. Les écrivains étrangers en France, 1919-1939*, Paris, CNRS Éditions, 2013, 346 pages.

Le monde des lettres et de la pensée connaît-il les frontières ? Mobilités et circulations constituent le nerf des choses de l'esprit et Montaigne pouvait ainsi affirmer : « Nous pensons toujours ailleurs » (*Essais*, Livre III, chap. IV)³⁰¹. Aussi loin que remonte l'existence des intellectuels, celle-ci semble en effet nimbée de la caractéristique quasi invariante que constitue l'atopie, renvoyant l'homme d'esprit à un monde tout à la fois particulier et universel, celui des idées et de l'art, où il se meut avec aisance. On pense sur ce point aux travaux de Daniel Roche et Pascale Casanova³⁰². À l'âge des tyrannies et des mouvements migratoires de masse tout particulièrement, plus d'un intellectuel fit toutefois violence à ce modèle, en défendant des idéologies justement créatrices de frontières, ou, dans un tout autre cas, qui nous intéresse ici, en s'exilant. Le paradoxe peut frapper ; il semble cependant évident. En gagnant d'autres cieux, l'intellectuel ne vient pas nourrir le lieu commun décrivant un espace culturel privé de toute cloison, mais montre au contraire – à travers la question du déracinement – à quel point il se rattache à un espace circonscrit, à une terre.

Telle apparaît l'une des – nombreuses et stimulantes – thèses qu'explore le dernier ouvrage de Ralph Schor, *Écrire en exil*. Il n'y est pas simplement question de circulation des idées, mais surtout des vecteurs humains de ces idées : des intellectuels non désincarnés, saisis dans leur finitude, *hic et nunc*. Pour le dire autrement, et si l'on ose filer la métaphore,

³⁰¹ Voir, sur ce point, le beau livre de sociologie, précisément consacré à l'exil des intellectuels, de Nicole Lapierre, *Pensons ailleurs*, Paris, Stock, 2004

³⁰² Daniel Roche, *Les Républicains des Lettres : gens de culture et Lumières au XVIII^e siècle*, Paris, Fayard, 1988 ; Pascale Casanova, *La République mondiale des lettres*, Paris, Le Seuil, 1999

le corps est ici lié à l'esprit. Cet ouvrage manquait, mais, assurément, le travail de recherche et de réflexion qu'il réclamait était tout sauf aisé à mener. C'est donc chose faite, si bien que le livre réussit le tour de force d'embrasser un très vaste ensemble d'écrivains étrangers ou immigrés, toutes origines confondues, présents pour une longue durée dans la France de l'entre-deux-guerres. Un tel parti-pris permet de comparer un faisceau très large de nationalités. Il faut rappeler que, bien souvent, les études consacrées à l'exil des intellectuels pendant cette période se focalisaient principalement, pour des raisons évidentes, sur les Allemands ou les exilés d'Europe de l'Est. Pourtant, aux dires de l'écrivain suisse Nino Frank : « En ce temps-là, tous les intellectuels du monde vivaient à Paris »³⁰³. Le trait semble à peine forcé tant est riche la galerie de portraits que l'on croise au fil de l'ouvrage. Plus précisément, le corpus auquel aboutit l'auteur se constitue comme suit : 311 écrivains répartis en 22 nationalités, avec trois groupes dominants formés par les Allemands (25 %), les Russes (25 %) et les Américains (18 %). En sorte que ce palmarès ne coïncidait en rien à celui des nationalités étrangères présentes en général dans l'entre-deux-guerres : au recensement de 1931, le trio de tête se répartissait entre les Italiens, les Polonais et les Espagnols, les Russes et les Allemands n'arrivant respectivement qu'en sixième et septième positions. On comprend donc que l'immigration intellectuelle ne formait pas une image miniaturisée de la population étrangère présente dans son ensemble. Autre différence, 20 % de femmes donnaient corps à ce milieu d'écrivains, fraction nettement supérieure à leur poids dans le monde du travail étranger en général ; certaines d'entre elles apparaissaient d'ailleurs époustouflantes de modernité. Ces intellectuels se trouvaient, au mitan de la période, dans toute la force de l'âge, puisque 76 % d'entre eux avaient entre 20 et 50 ans, âge de la fougue, de l'engagement et des combats. L'exil n'affaiblissait-il cependant pas la vigueur de ces hommes ?

Aucune réponse globale ne convient cependant : le monde des écrivains n'avait rien d'homogène. Outre les différences objectives entre classes sociales et origines, les raisons de l'exil – qui ressemblait plus à une expatriation pour certains – divergeaient grandement, de même que les statuts de ces migrants tenants de l'élite, sur le plan culturel mais pas nécessairement sociologique. Ralph Schor distingue d'entrée exil volontaire et exil forcé, qui impliquent des expériences de migration différentes ; itinéraires singuliers et trajectoires collectives. En outre, l'auteur invite à se méfier de toute catégorisation sclérosée : les exilés allemands se divisaient entre juifs et non juifs, mais les premiers ne fuyaient pas forcément avant tout en raison de leur judéité. Un autre exemple emporte pleinement l'adhésion : la « génération perdue », que l'on aurait *a priori* tendance à considérer comme un ensemble soudé, une constellation du vaste univers de la pensée, apparaissait, au-delà d'une étiquette commune, très fortement éclatée. Henry Miller, désireux de tenter des expériences humaines toujours plus poussées, Scott Fitzgerald, conservateur peu porté vers ses compatriotes noirs, Claude McKay, communiste noir ou Gertrude Stein, partageaient certes la même nationalité, mais n'avaient finalement que peu de points communs.

On mesure donc la fertilité de cet échantillon plus que représentatif, même si les effectifs réels étaient naturellement plus larges. Seule la « trace » écrite, directe ou indirecte, sauve du silence et de l'oubli les hommes du passé. Aux 311 auteurs retenus, chiffre que multiplient tous les supports archivistiques accessibles aux historiens, s'opposent donc des individus que le temps a rendus anonymes et même invisibles. À ce propos, l'auteur ne passe nullement les membres de son corpus au tamis de l'esthétique ou de la reconnaissance, hiérarchie qui ne convient pas aux critères de l'historien. Bien sûr, Arendt n'est pas Mendel et Bounine n'est pas Banine ; l'ouvrage ne relève cependant pas de l'histoire littéraire : c'est un livre d'histoire qui traite de littérature et de lettrés. Aussi le titre apparaît-il peut-être réducteur : *Vivre en exil, vivre l'exil, voire Vivre, survivre et revivre en exil* rendraient sans

³⁰³ Nino Frank, *Mémoire brisée*, Paris, Calmann-Lévy, 1967, p. 30 (cité dans l'ouvrage p. 47)

doute davantage justice à la richesse de l'ouvrage. Impression que l'on éprouve le long de huit chapitres thématiques, solidaires les uns des autres, et porteurs d'enjeux qui dépassent la seule question culturelle. On y suit les immigrés dans leur vie quotidienne, leurs lieux d'ancrage et de sociabilité, leurs engagements multiples. À aucun moment, la production de l'écrivain ne prend le pas sur l'homme.

Il serait possible de tirer le suc de chaque section de l'ouvrage et d'en rendre compte de manière linéaire ; le risque est cependant trop grand d'en appauvrir le contenu, de nécessairement alléger le poids de la nuance au profit de grandes articulations qui ne valent cependant que par les nombreux contre-exemples et remarques qui les sculptent avec finesse. Faisons un autre pari ; renversons l'exercice traditionnel – et par essence conventionnel – du compte-rendu en replaçant le livre en perspective, au carrefour des préoccupations, des engagements et de la personnalité scientifique de l'auteur. Si l'ombre d'un malentendu se déploie, dissipons-la : il ne saurait s'agir de verser dans un quelconque sainte-beuvisme appliqué à l'histoire, où l'ouvrage s'éclairerait par l'auteur. Bien au contraire, l'on se propose de comprendre ce livre en le situant à la croisée des courants historiographiques qui l'animent, selon un cheminement, une démarche intellectuelle et scientifique, qui en expliquent sa richesse. Car tout livre est une part de l'historien, une part de soi.

Écrire en exil est tout d'abord l'ouvrage d'un grand amateur et spécialiste de littérature ; un disciple de Pierre Guiral, éminent connaisseur du XIX^e siècle, dont la littérature imprégnait le propos historique. En un sens, Ralph Schor poursuit l'œuvre de son maître : les deux historiens se sont d'ailleurs toujours attachés à faire pleinement entrer la littérature dans le giron de l'histoire, à repousser la méfiance qu'elle pouvait susciter chez certains praticiens de cette discipline. Le temps n'est heureusement plus où les cloisons se distinguaient par leur étanchéité et les ponts se multiplient – Michel Winock ne vient-il pas de signer un *Flaubert* ?³⁰⁴ ; le débat n'est cependant pas tranché. Ralph Schor y contribue dans cet ouvrage et prend position : constatant que « certains historiens redoutent [...] que le miroir tendu par la littérature ne soit déformant » (p. 14), il ajoute que « le texte littéraire peut-être perverti, au plan historique, par les préoccupations esthétiques de l'auteur, sa tendance à modifier la réalité pour produire un effet artistique ou illustrer brillamment une thèse. L'écrivain peut grossir les faits, les simplifier ou les taire » (*ibid.*). Ces réserves ne concernent cependant pas tous les écrivains ; ainsi « la littérature, outre qu'elle ouvre des perspectives sur le paysage mental d'une époque, offre une foule de renseignements sur la vie quotidienne » (p. 15). Reprenant Louis Chevalier sur ce point, l'auteur souligne que, comme toute source, la littérature doit être passée au crible scientifique, mais porte des réalités qui restent imperceptibles ailleurs. Puis Ralph Schor cite Pierre Guiral selon lequel la littérature permet « de pénétrer dans l'intimité d'une société »³⁰⁵. C'est bien ce que réussit parfaitement l'auteur, qui plaide pour un usage actif de cette source ; ainsi, de l'écrivain : « dépolitisé, il est un spectateur ; engagé, il est un acteur ; dans tous les cas, il est un témoin utile, parfois indispensable pour l'historien » (p. 16). Cette position semble parfaitement synthétiser les positions actuelles – et pas nécessairement consensuelles – sur cette question : Dinah Ribard et Judith Lyon-Caen proposent de considérer l'œuvre littéraire à la fois comme un réservoir de représentations « représentatives » et comme objet social impliquant un objectif, un circuit de réception, une influence³⁰⁶. Ivan Jablonka va plus loin et souligne : « Il faut être [...] ambitieux : l'historien est capable d'éclairer les œuvres dans leur plus intime composante

³⁰⁴ Michel Winock, *Flaubert*, Paris, Gallimard, 2012

³⁰⁵ Pierre Guiral, *La Société française vue par les romanciers (1815-1914)*, Paris, Armand Colin, 1969, p. 11, cité p. 16

³⁰⁶ Judith Lyon-Caen, Dinah Ribard, *L'Historien et la littérature*, Paris, La Découverte, 2010

poétique »³⁰⁷. Or, pour ce faire, il faut avoir quelque maîtrise de la littérature, en plus des critères de scientificité historique. Tout cela apparaît par exemple clairement dans le chapitre intitulé « Exil et littérature ». L'une des questions qui sous-tend l'ouvrage pourrait se traduire comme suit : existe-t-il une littérature d'exil ? Rien n'est moins sûr. En tout cas, il ne faudrait pas entendre par là simplement un genre consacré à l'exil, mais plutôt une conservation, grâce à la distance, d'un héritage emporté avec soi. Pouvait-on cependant écrire en terre étrangère tout en demeurant un auteur national, privé de son public naturel ? Ne le devait-on pas pour être édité ? Tout dépendait de l'âge et du degré de notoriété dans le pays d'origine avant le départ : Nabokov parvenait à écrire, alors que de nombreux jeunes, ainsi que le notait Nina Berberova, s'emmueraient dans la stérilité. L'ouvrage montre cependant la vertu cathartique de la création, véritable ferment de survie ouvrant sur une vie nouvelle et la reflétant. Nouveauté qui, précisément, pouvait revivifier l'écriture. D'autant que le décor de leur création, la France, fournissait une source d'inspiration jugée sans nulle autre pareille. Ce pays constituait en un sens, comme pour beaucoup d'étrangers, un asile somme toute privilégié.

C'est là la deuxième spécialité de l'auteur que l'on retrouve, car Ralph Schor est historien de l'immigration, des minorités – donc saisies en interaction avec un espace d'accueil – et du racisme, une des manifestations malheureusement tenaces des comportements humains. *Écrire en exil* prolonge en effet un questionnement inauguré par l'auteur dans les années 1970, alors que l'immigration ne s'était pas encore hissée au rang d'objet historique. À y regarder de près, pour l'auteur, ce livre était sinon inévitable, du moins naturel. Qu'il suffise pour s'en convaincre de reprendre la thèse de Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers (1919-1939)*, dont la perspective était donc inverse de celle adoptée dans le présent ouvrage puisque l'objet principal demeurait l'opinion – ou plutôt, serait-il plus exact de dire : les Français formant l'opinion étaient le sujet, l'immigration l'objet. Mais toute représentation se reflète dans l'œil de l'autre, si bien que l'on pouvait lire :

« Les témoignages présentés par les étrangers se révèlent d'autant plus intéressants que leurs auteurs font revivre une période où ils étaient inconnus, vivaient obscurément, au contact des couches les plus variées de la population française et pouvaient ainsi enregistrer les comportements des autochtones à l'égard de l'étranger anonyme. Ces textes, comparés aux sources d'origine française, prennent valeur d'enquête contradictoire, de contre-épreuve. »³⁰⁸

Écrire en exil était déjà dans *L'Opinion française*. Depuis lors, l'auteur a épousé et favorisé l'évolution de l'objet immigration en considérant les migrants eux-mêmes comme acteurs, d'abord par le biais de l'histoire sociale, maintenant par celui de l'histoire culturelle, même si, lisons Jean-François Sirinelli, elle est intimement liée à l'histoire politique³⁰⁹. En d'autres termes, cet ouvrage complète l'un des premiers travaux de l'auteur sur cette question, lequel, en l'espèce, passe derrière le décor. Loin d'ailleurs d'une tendance provenant sans doute d'une trop forte attention prêtée à la production des intellectuels et consistant à exclure ces derniers de la population immigrée, l'ouvrage les y insère pleinement au contraire. Intellectuels ils étaient, étrangers ils demeuraient. C'est ainsi que leur image – très largement idyllique – de la France semblait contrebalancée par un contact assez mitigé avec les Français, lequel s'articulait autour de l'extranéité. Que ce fût Ilya Ehrenbourg, Arthur Koestler, Anaïs Nin ou Henry Miller, pour les plus célèbres, ils formulaient de vigoureuses critiques nées de

³⁰⁷ Ludvine Bantigny, Ivan Jablonka, « L'historien et l'œuvre littéraire. Entretien autour des *Vérités inavouables de Jean Genet* », *Vingtième Siècle*, n° 93, janvier-mars 2007, p. 185. Cf. précisément, Ivan Jablonka, *Les Vérités inavouables de Jean Genet*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 20-21

³⁰⁸ Ralph Schor, *L'Opinion française et les étrangers (1919-1939)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 21. Il s'agit de la version publiée d'une thèse d'État soutenue en 1980

³⁰⁹ Cf. Jean-François Sirinelli, « Histoire culturelle et histoire politique forcément reliées », in Laurent Martin, Sylvain Venayre (dir.), *L'Histoire culturelle du contemporain*, Paris, Nouveau Monde, 2005

la prise de conscience d'une altérité réciproque, ressentie et vécue. En 1929, le Polonais Bruno Jasienski fut expulsé après avoir rédigé un roman intitulé *Je brûle Paris* ; Ilya Ehrenbourg, collaborateur régulier de la presse soviétique, connut le même sort. À quoi s'ajoutait, au quotidien, l'inhospitalité de beaucoup de Français, économes de leur cœur, pour paraphraser Banine ; Arthur Koestler allait jusqu'à soutenir que la xénophobie constituait un sentiment spontané pour une masse de Français. On retrouve là les grandes conclusions de l'ouvrage de 1985, corroborées par les témoins étrangers de l'époque eux-mêmes. Tenants du pays des libertés et des droits de l'homme, les Français pouvaient cependant reconnaître un mérite aux étrangers, en leur conférant des prix, manifestation suprême de reconnaissance : en 1904, la Germano-Russe Myriam Harry avait obtenu le prix Fémina ; en 1938, Henri Troyat fut honoré du Goncourt ; l'année suivante, le Polonais Jean Malaquais fut gratifié du prix Renaudot. On pourrait multiplier semblables exemples. En dépit de tout cela, illusions de la gloire ou contingences du quotidien, il fallait vivre, ce qui revenait souvent à simplement assurer sa subsistance. L'auteur dépeint ainsi les conditions de vie quotidienne de ce groupe. Aspect fortement lié au précédent car, en dehors des intellectuels fortunés, beaucoup peinaient à vivre décemment, ce qui rejaillissait aussi sur l'image de la France. Certains ne mangeaient pas à leur faim ; Henry Miller, Joseph Roth vivaient dans des chambres d'hôtels aussi insalubres que sordides ; dans une situation guère plus reluisante, James Joyce pouvait compter sur des mécènes lui offrant occasionnellement un confort passager. Nabokov écrivait dans sa salle de bains, une valise posée sur son bidet faisant office de bureau de fortune. Cette description sociale semble cruciale, car elle vient sévèrement relativiser l'image d'immigration dorée qui circule à propos des intellectuels. À maints égards, n'était leur activité particulière, ils semblaient des immigrés « comme les autres ». À ceci près que les considérations sur l'exil, sur le déracinement, étaient chez eux omniprésentes, décuplées, intellectualisées à l'extrême. On notera tout particulièrement l'opposition entre les expériences des exilés « volontaires » et des réfugiés, notamment dans leur perception du temps, ce qui influait – les problématiques reines de l'histoire de l'immigration sont ici patentes – sur leur intégration. En effet, s'ils étaient des immigrés comme les autres, pourquoi devaient-ils suivre un processus d'insertion différent ? Certes, les modalités en étaient particulières, mais « la nostalgie aiguë dans laquelle vivaient les réfugiés influençait leur rapport au temps : négligeant le présent et appréhendant les incertitudes de l'avenir, ils se réfugiaient souvent dans un passé fortement idéalisé, ils s'enfermaient dans une identité mythifiant plus ou moins la période antérieure à l'exil » ; il existait une « coupure entre un avant merveilleux et un après catastrophique » (p. 118). Le temps présent était suspendu. Ce n'était pourtant pas n'importe quel présent, ce qui nous conduit à dire quelques mots de la période.

Ralph Schor est en effet un historien dont l'entre-deux-guerres fait figure de période de prédilection³¹⁰ ; ce choix semble traduire une conception grave de l'histoire. Et quand bien même une anecdote vient alléger l'atmosphère, cette dernière, dès qu'elle réapparaît, devient encore plus lourde. On nous objectera que l'historien doit se garder de lire son objet en partant de la fin ; pourtant, nous connaissons la suite... L'expression semble tellement consacrée qu'on n'y prête plus guère attention ; écoutons cependant les mots : entre-deux-guerres. Cette période est engoncée entre deux catastrophes et porte en elle-même tout le tragique de l'époque. Les exilés fuyaient Mussolini, Hitler, Staline dont ils étaient les contemporains. Plus d'un expatrié vécut bien sûr cette période de manière heureuse, comme Anaïs Nin, mais le malheur habitait l'époque. Tout d'abord en raison des douleurs de l'errance. Un terrible désespoir émane par exemple de ces mots d'Alma Mahler-Werfel : « J'ai la nostalgie de chez

³¹⁰ Outre sa thèse déjà citée, voir, pour s'en tenir aux seuls ouvrages : Ralph Schor, *Crises et dictatures en Europe dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Nathan, 1993 ; *Id.*, *L'Antisémitisme en France pendant les années trente. Prélude à Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1992

moi. Mais où est-ce ? »³¹¹. Partir, c'était vivre, mais la vie pouvait apparaître insupportable. Impressionnante apparaît la série de suicides qui s'empara des exilés, dont beaucoup d'hommes d'âge avancé, qui n'avaient plus la force de tout recommencer : Boldyrev, Gronski, Poplavski, Marina Tsvetaeva, Tucholsky, Toller, Benjamin... Ralph Schor en énumère la terrible liste en soulignant que la tyrannie avait écrasé les exilés qui ployaient sous le poids d'une histoire trop lourde à porter pour eux. Lorsque Zoé Oldenbourg entreprit de dresser une sorte de dictionnaire de ses compatriotes en exil, elle renonça car la catastrophe succédait à la catastrophe ; tout n'était que malheur, l'exil était malheur. Il existe des sujets de recherche plus réjouissants, mais l'auteur cherche au contraire à retracer la gravité des temps. Nul mieux que Pierre Guiral, rendant compte en 1992 de l'ouvrage de Ralph Schor sur l'antisémitisme, dont on rappellera qu'il portait le sous-titre « Prélude à Vichy », ne saurait exprimer son sentiment : « Sur ces moments d'abjection, Ralph Schor écrit un ouvrage qui restera un modèle de science, d'analyse objective, d'*indignation contenue* »³¹². Entre la joie et la détresse extrême, les errances – intellectuelles et politiques cette fois – des exilés n'apparaissent pas moins tragiques : tout était prétexte pour s'opposer ; tous n'étaient d'ailleurs pas les ennemis de la tyrannie. À côté des antifascistes ou des communistes, existaient des intellectuels d'extrême droite : le Suisse Georges Montandon, l'Allemand Friedrich Sieburg, soutier du nazisme. Leurs ennemis souffraient d'une division pathétique au regard de la gravité des temps : Ernst-Eric Noth confirmait cependant que « La communauté de destin n'engendre nulle communauté d'action »³¹³. Joyce se désintéressait de la politique ; Marina Tsvetaeva n'était pas suffisamment imprégnée d'un dogme identifié pour s'engager. Klaus Mann répondit aux attaques de Gottfrid Benn, resté en Allemagne, qui reprochait aux exilés la lâcheté que constituait la fuite, eux qui passaient pour heureux sous le ciel de France. D'autres ont compris sans agir, pensant que leur rôle n'était pas de s'engager mais de créer... Ce monde s'éteignit avec la guerre, qui favorisa de nombreux retours. Le précieux dictionnaire biographique qui clôt le volume permet d'entrer dans le détail de destins souvent terribles ; beaucoup connurent la déportation. Au vrai, ces exilés « étaient les témoins et les victimes, non les acteurs, d'une immense mutation » (p. 109). Après 1945, le monde des intellectuels ne serait plus le même...

Felix qui potuit rerum cognoscere causas, écrivait Virgile dans les *Géorgiques*. Heureux qui peut saisir la raison des choses. C'est le sentiment qui emplit le lecteur après qu'il a refermé cet ouvrage où jamais la vérité ne cède à la facilité d'explications simplistes ou binaires... De ce livre où la qualité de l'écriture le dispute à celle des écrivains qu'il présente, se dégage une ligne de force – peut-être une quatrième caractéristique de l'auteur : l'engagement. Non pas un engagement politique ou idéologique ; en histoire de l'immigration, cette démarche doit être proscrite au risque d'invalider toute la scientificité du propos. La recherche peut nourrir l'engagement citoyen, mais la réciproque n'est pas vraie. Il s'agit plutôt d'un engagement qui défend une certaine façon – noble – de faire de l'histoire sans servir un quelconque intérêt ou sacrifier à telle mode, passagère par définition : observer le passé, dans toute sa complexité, de manière objective. Laissons la parole à Georges Duby dans *L'Histoire continue* : « L'historien est obligé de faire usage de sa liberté [...] ; cela ne va pas sans risque, mais [...] il est forcé de prendre parti » ; et d'ajouter que dans le discours produit « s'exprime la réaction libre d'une personne devant les vestiges éparpillés du passé »³¹⁴. Nul sujet n'est anodin ; tant mieux s'il suscite des prises de conscience. Il ne peut d'ailleurs en être autrement car, ainsi que cette présentation vise à le montrer, l'on est en

³¹¹ Alma Mahler-Werfel, *Ma vie*, Paris, Julliard, 1961, p. 306 (citée dans l'ouvrage p. 111)

³¹² *Revue Historique*, t. CCLXXXVII-1, 116^e année, 1992, p. 212. Nous soulignons

³¹³ Ernst-Eric Noth, *Mémoires d'un Allemand*, Paris, Julliard, 1970, p. 277 (cité dans l'ouvrage p. 195)

³¹⁴ Georges Duby, *L'Histoire continue*, Paris, Odile Jacob, 1991, p. 80

présence – la métonymie renvoie autant à cet ouvrage qu'à tous les précédents issus de la plume de Ralph Schor – d'une grande œuvre.

Jérémy Guedj

RECHERCHES RÉGIONALES

se propose de faire mieux connaître les Alpes-Maritimes et les contrées limitrophes telles qu'elles apparaissent au travers des recherches en sciences humaines et sociales.

La revue publie, dans un esprit multidisciplinaire, des travaux originaux, des résumés de thèses ou de mémoires de maîtrise, des documents d'archives, des données statistiques, des notes de lecture, toutes les informations qui font progresser la connaissance ou facilitent les études ultérieures.

En assurant ce périodique, la Direction des Archives du Conseil général des Alpes-Maritimes reste fidèle à sa mission qui est essentiellement de fournir aux chercheurs les instruments de documentation indispensables à la réalisation de leur œuvre.

FONDATEURS

*Etienne Dalmasso
Andrée Devun*

COMITÉ DE RÉDACTION

*Hélène Cavalie
Yves Kinossian
Ralph Schor*



**CONSEIL GÉNÉRAL
ALPES-MARITIMES**

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
CENTRE ADMINISTRATIF DÉPARTEMENTAL
06206 NICE CEDEX 3 - TÉL. 04 97 18 61 71

ISSN 2105 - 2891